

TUNISIE

Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes



TUNISIE

Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes



CENTER for
MEDITERRANEAN
INTEGRATION



WORLD BANK GROUP

المركز الوطني للشباب
Observatoire National de La Jeunesse



إيلاتيك *Dilatech*
Young People...Enterprise...Employment...

Copyright © 2014

Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
Groupe Banque mondiale
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433, USA

Tous droits réservés.

Rapport No. 89233-TN
Tunisie
ESW : Surmonter les barrières à l'Inclusion des Jeunes
P120911-ESW

Avertissement

Les résultats, interprétations et conclusions exprimées ici ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale et de ses organisations affiliées, ou ceux des Administrateurs de la Banque mondiale ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale, Tunisie et gouvernements représentés ne garantit pas l'exactitude des données incluses dans ce travail. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur les cartes du présent rapport n'impliquent aucun jugement de la part de la Banque mondiale concernant le statut juridique d'un territoire ou l'adoption ou l'approbation de ces frontières.

Le présent rapport se fonde principalement sur l'analyse quantitative des Enquêtes-Ménages sur les Jeunes Tunisiens dans les zones urbaines (THSYUA 2012) et aussi les Enquêtes-Ménages sur les Jeunes Tunisiens dans les zones rurales (THSYRA 2012). L'Observatoire national de la jeunesse en Tunisie (ONM) n'est pas responsable des données et les chiffres présentés dans ce rapport.

Autorisations et droits :

Des copies électroniques en versions arabe et en anglais peuvent être téléchargées gratuitement sur demande à la Banque mondiale. L'autorisation de photocopier ou de réimprimer tout extrait de ce travail sur demande au Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923, USA, téléphone 978-750-8400, télécopieur 978-750-4470, www.copyright.com.

Toutes les autres requêtes sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, doivent être adressées au Bureau de l'Editeur, Banque mondiale, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, Etats-Unis, fax 202-522-2422, courriel : pubrights@worldbank.org.

Vice- Présidente :	Inger Andersen
Directeur Maghreb :	Neil Simon M. Gray
Directeur Sectoriel :	Junaid Kamal Ahmed
Responsable sectoriel :	Franck Bousquet
Chef de Projet :	Gloria La Cava

Crédits photo : Banque mondiale.

Couvercle crédit photo : Malika Drissi, Banque mondiale.

Table des matières

Acronymes et abréviations	ix
Préface	x
Remerciements	xi
Résumé	xiii
Aperçu	xiii
Principaux résultats	xiv
Participation des jeunes, voix et citoyenneté active	xiv
Chômage des jeunes, inactivité et NEET	xiv
Opportunités économiques	xv
Compétences pour l'emploi et programmes d'entrepreneuriat	xvii
Principales recommandations	xvii
Développer une politique multidimensionnelle d'inclusion de la jeunesse	xvii
Chapitre 1 : Introduction	1
1.1 Contexte et objectif	2
1.2 Qu'est-ce que l'inclusion des jeunes?	4
1.3 Données et approche méthodologique	7
1.4 Structure du rapport	7
Chapitre 2 : Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse	9
2.1 A propos de la confiance dans les institutions	11
2.2 Accès à l'information	12
2.3 Participation des jeunes dans la société civile	14
2.4 Participation politique	15
2.5 Promouvoir la participation inclusive des jeunes dans la participation à la vie publique	19
Fournir des incitations aux ONG dirigées par des jeunes pour le bénévolat	19
Développer les initiatives de développement communautaire des ONG menées par des jeunes	20
Construire des institutions menées par des jeunes pour renforcer leur voix dans les prises de décision et les droits de l'homme	20

Chapitre 3 : Inactivité et chômage des jeunes 23

3.1 Inactivité ; jeunes qui ne sont ni dans l'éducation ni dans l'emploi ni dans une formation ;
et chômage – aperçu 24

3.2 Jeunes chômeurs découragés 26

3.3 Education et inactivité 28

Abandon scolaire précoce 29

Qualité des études 30

Conseils pour une meilleure transition entre l'école et le travail 32

3.4 Voies menant à l'emploi et obstacles 32

Inscription au chômage 32

Obstacles pour trouver un emploi 32

Chapitre 4 : Opportunités économiques 37

4.1 Opportunités d'emploi 38

Exclusion régionale 38

Exclusion basée sur le genre 39

L'informalité de l'emploi 42

Education et emplois peu qualifiés 43

Le sous-emploi des jeunes 48

L'emploi des jeunes par secteur 48

4.2 L'auto-emploi / le travail indépendant 49

Innovation et entrepreneuriat 49

Les jeunes travailleurs indépendants de Tunisie 50

Niveaux de compétences des jeunes indépendants 53

Jeune entrepreneuriat : Défis et opportunités d'investissement 54

Chapitre 5 : Compétences pour l'emploi et autres services pour jeunes 59

5.1 Programmes du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi 60
 Perceptions des programmes actifs du marché du travail 64
 Participation dans les programmes actifs du marché du travail. 65
 Bénéfices des programmes actifs du marché de l'emploi 66

5.2 Les programmes d'entrepreneuriat 67
 Perceptions des programmes d'entrepreneuriat. 68
 Participation dans les programmes d'entrepreneuriat 69

5.3 Autres services pour jeunes 70
 Programmes du Ministère de la Jeunesse et des Sports 70
 Services de jeunes offerts par les organisations de bienfaisance religieuses 71

5.4 Conclusions et recommandations 71
 Défis majeurs 71
 Zones stratégiques pour plus d'actions 72

Chapitre 6 : Aller de l'avant : Politiques et institutions pour l'inclusion des jeunes . . . 79

6.1 Inventaire des acquis des jeunes depuis la révolution 80
 6.2 Principes directeurs pour le renforcement de l'intégration et de la participation des jeunes 81
 6.3 Développer une politique d'intégration de la jeunesse multidimensionnelle 81

Bibliographie 85

Annexes 89

1 Sources de données 91
 2 Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse 95
 3 Inactivité et chômage des jeunes 97
 4 Opportunités économiques 101
 5 Compétences pour l'emploi et autres services pour jeunes 111

Encadrés

2.1	Définition de la citoyenneté active	10
2.2	Les jeunes artistes et la liberté d'expression	12
2.3	IDMEJ : Un projet d'investissement dans l'inclusion des jeunes dans les régions défavorisés	16
2.4	Houkoumetna : Notre gouvernement	19
3.1	NEET – Un indicateur commun pour le chômage des jeunes et de l'inactivité	25
4.1	Formation de la famille	41
4.2	L'Education en Tunisie.	45
5.1	Plateforme en ligne <i>Najja7ni</i> et <i>Tounes Ta3mal</i>	74
5.2	« Formation Plus » programmes juvenes pour les jeunes défavorisés en Amérique latine.	75
5.3	Programmes d'entreprenariat des jeunes au Pérou	77
6.1	Onze principes de politique nationale de la jeunesse	82

Graphiques

0.1	Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes	xviii
1.1	Carte de Tunisie.	3
1.2	Dimensions de l'exclusion	4
1.3	Population tunisienne par groupe d'âge	5
1.4	Taux des NEET parmi la population en âge de travailler par jeunes/âge	6
2.1	Confiance dans les institutions publiques et religieuses	11
2.2	Accès à l'information sur Internet	13
2.3	Accès aux TIC – rural vs. urbain	13
2.4	Distribution du bénévolat des jeunes par région	15
2.5	Influences sur les décisions des jeunes Tunisiens concernant leur vie, les études et l'emploi	17
2.6	Influence des jeunes sur le développement local	17
2.7	Connaissances politiques de la jeunesse – rural vs. urbain	18
2.8	Connaissances politiques des jeunes Tunisiens – rural vs. urbain	18
3.1	Cadre de l'emploi des jeunes et des NEET	24
3.2	Jeunes NEET en milieu – rural vs. urbain	26
3.3	Jeunes NEET par région	26
3.4	Découragement des NEET concernant le marché du travail.	27
3.5	Raisons de l'exclusion du marché du travail, par genre (2010)	28
3.6	Plus haut niveau d'études parmi les NEET, par genre (age 15-29)	28
3.7	Taux de chômage par niveau d'études	29

3.8	Niveau d'études le plus élevé dans la catégorie NEET par genre (age 25-29)	30
3.9	Taux de NEET inscrits comme chômeur – rural vs. urban	33
3.10	Principales raisons de trouver des opportunités d'emploi – rural vs. urbain	33
3.11	Principaux obstacles pour trouver un emploi – rural vs. urbain	34
3.12	Sources d'information concernant les opportunités d'emploi – rural vs. urbain	35
4.1	L'emploi chez les jeunes Tunisiens	39
4.2	Destinations des migrants ruraux par genre	40
4.3	Perception de discrimination basée sur le genre dans le secteur privé par rapport au secteur public en Tunisie rurale	40
4.4	Type de contrat des jeunes employés (age 15-29)	42
4.5	Satisfaction avec le système d'éducation et l'achèvement	44
4.6	L'emploi des jeunes dans les secteurs à faible productivité	47
4.7	Niveaux d'éducation des jeunes travailleurs Tunisiens – rural vs. urbain	47
4.8	Le sous-emploi des jeunes en zone urbaine	48
4.9	L'emploi des jeunes par secteur	49
4.10	Index de Compétivité Global 2011-2012	50
4.11	Auto-emploi des jeunes – rural vs. urbain	50
4.12	L'entrepreneuriat des jeunes par région	51
4.13	Difficultés rencontrées par les jeunes dans l'établissement d'une petite entreprise	52
4.14	Entrepreneuriat des jeunes par l'éducation	53
4.15	Entrepreneuriat des jeunes dans des secteurs à faible productivité	54
4.16	Entrepreneuriat par secteur	55
5.1	Bénéficiaires du programme financé par le FNE 2011	63
5.2	Connaissance des programmes actifs du marché du travail – urbain vs. rural	64
5.3	Sensibilisation par éducation des programmes actifs du marché du travail	64
5.4	Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi – urbain vs. rural	65
5.5	Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi par éducation	66
5.6	Participation aux programmes actifs du marché du travail, par NEET	67
5.7	La notoriété des programmes d'entrepreneuriats – urbain vs. rural	68
5.8	Connaissance des programmes d'entrepreneuriat par éducation	69
5.9	Participation dans les programmes d'entrepreneuriat – urbain vs. rural	69
5.10	Participation dans les programmes d'entrepreneuriat par éducation	70
5.11	Matrice des Interventions sur le marché du travail	76
6.1	Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes	83

A2.1	Confiance dans les institutions publiques et religieuses – par les NEET (urbains)	95
A2.2	Confiance dans les institutions publiques et religieuses – par les NEET (ruraux)	95
A2.3	L'Importance des organisation de développement communautaire pour le développement local	95
A2.4	Confiance dans les organisations communautaires – rural vs. urbain	95
A2.5	Jeunes volontariat (Tunisie urbaine) – par genre	96
A2.6	La participation des jeunes dans les élections	96
A2.7	Engagement actif en politique	96
A3.1	L'éducation supérieure parmi les NEETs par genre (age 30-59)	97
A3.2	L'éducation supérieure parmi les NEETs par genre (age 30–59), ventilées	97
A3.3	Les NEET par région	97
A3.4	L'éducation supérieure parmi les NEETs par genre (age 15-29), ventilées	97
A3.5	L'éducation supérieure parmi les NEET par région (age 15-29)	98
A3.6	Les NEET inscrits comme chômeurs, par région	98
A4.1	Types de contrat des adultes employés (age 30-59)	108
A4.2	L'emploi des adultes dans les secteurs de faibles productivités	108
A4.3	L'emploi des adultes par secteur	109
A4.4	Intention de travailler dans le secteur publique	109
A4.5	Le travail indépendant chez les adultes, rural vs. urbain	110
A5.1	Connaissance des programmes actifs : par région et genre	111
A5.2	Adopter les programmes actifs sur le marché de l'emploi par région	111
A5.3	Connaissance des programmes en entrepreneurship : par région	112
A5.4	Connaissance des programmes en entrepreneurship (par NEET et genre)	112
A5.5	Adopter les programmes sur l'entrepreneurship (par région)	113
A5.6	Adopter les programmes sur l'entrepreneurship (par NEET)	113
A5.7	Adopter les programmes sur l'entrepreneurship (par pauvreté)	113

Tableaux

A3.1	Le modèle Probit d'abandon rapide de l'école	99
A4.1	Modèle probit pour l'emploi	101
A4.2	Rémunération régressive	102
A4.3	Probabilité des jeunes pour être dans l'emploi informel ou chômeurs (15-29 ans)	103
A4.4	Model probit pour mesurer le taux de scolarité	104
A4.5	Rémunérations régressives par secteur	105
A4.7	Modèle probit sur l'auto emploi	107

Acronymes et abréviations

PAMT	Programme Actif du Marché du Travail	INS	Institut National de la Statistique
ANETI	Agence Nationale de l'Emploi	MVTE	Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle
BTS	Banque Tunisienne de Solidarité	MYS	Ministère de la Jeunesse et des Sports
CAIP	Plate-forme Système d'Information sur l'Eau	NEET	Ni dans le système d'éducation ni dans l'emploi, ni en formation.
CES	Contrat Emploi Solidarité	OECD	OCDE
CIDES	Programme pour l'emploi en faveur des diplômés universitaires	PAPPE	Programme de Microfinance
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale	SCV	Service Civil Volontaire
CSO	Organisation de la Société Civile	SIPJ	Services locaux intégrés en faveur de la jeunesse
DT	Dinar Tunisien	SIVP	Programme de stages professionnels
FNS	Fonds National de Solidarité	THSYRA	Enquête-ménages Tunisie sur la jeunesse dans les zones rurales
FONAPRA	Fonds National de Promotion de l'Artisanat et des Petits Métiers	THSYUA	Enquête-ménages Tunisie sur la jeunesse dans les zones urbaines
ILO	OIT	USD	Dollar US
GDP	PIB		

Préface

L'intégration des jeunes est le thème central du programme de développement post-2015. Les jeunes représentent un quart de la population mondiale et depuis le Printemps arabe, les jeunes ont façonné un renouveau socio-économique contestant les normes et valeurs sociales, et poussant à l'innovation. Plus connectés que jamais, les jeunes femmes et jeunes hommes sont de plus en plus influents sur le cours de leurs communautés et pays. En même temps, cette jeune génération doit faire face à de nombreux obstacles telles que la discrimination, la marginalisation ainsi que le manque d'accès aux opportunités, et de voix dans la prise de décision. Au niveau mondial, alors que plus d'un quart des jeunes hommes et femmes ne sont pas inclus dans l'éducation, l'emploi ou la formation (NEET), leur nombre est très élevé dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) s'élevant à 41%.

Pour répondre à cette crise grandissante de l'exclusion des jeunes, l'attention doit se porter au-delà du chômage. Le rapport présente un cadre global pour l'inclusion des jeunes qui met en évidence la façon dont les dimensions économiques, sociales, politiques et culturelles doivent être abordées simultanément pour développer des solutions qui pouvant aider les jeunes Tunisiens à reprendre confiance en leur avenir en profitant des avantages d'une éducation de qualité, où ils pourront trouver du travail ou démarrer une entreprise, en collaboration avec des voix qui se font entendre, et participer activement à la société civile et politique aux niveaux local, régional et national.

Le présent rapport tente d'identifier les causes de la large inactivité des jeunes au vu des résultats de l'enquête quantitative ainsi que de la recherche qualitative approfondie et des consultations directes avec les jeunes et les prestataires de services concernés et les décideurs politiques. L'analyse quantitative et qualitative est combinée avec un examen des programmes internationaux de l'emploi des jeunes. Les conclusions tirées de cette recherche analytique approfondie forment la base d'une série de propositions pour de nouvelles politiques et approches axées sur les jeunes Tunisiens.

La Tunisie continue de subir d'importants changements. Avec le nouveau gouvernement et la nouvelle Constitution, le moment est propice pour initier une réflexion sur la meilleure façon de soutenir les jeunes femmes et jeunes hommes dans la réalisation de leur plein potentiel. « Surmonter les Obstacles à l'Inclusion des Jeunes » sera un guide essentiel sur la voie à suivre. Ce rapport bien documenté et comportant une analyse de fond fournit un excellent point de départ pour un dialogue entre le Gouvernement et la Jeunesse de la République Tunisienne.

Simon Gray
Directeur Maghreb
Département Maghreb
Région Moyen Orient et Afrique du nord

Remerciements

Ce rapport a été préparé par la Banque mondiale en partenariat avec l'Observatoire National Tunisien de la Jeunesse (ONJ). La préparation a été menée conjointement par Gloria La Cava, SR. Spécialiste en sciences sociales, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord et le professeur Mohamed Jouili, directeur de l'ONJ, en étroite collaboration avec Tobias Lechtenfeld, économiste, Banque Mondiale, Région Moyen-Orient et Afrique du Nord, après de vastes consultations auprès des parties-prenantes et des universitaires. L'équipe du projet était aussi constituée de : Ahmed Khouja, Université de Tunis ; Hayet Moussa, Université de Tunis ; Houcine Abaab, spécialiste de la politique publique ; et Sofia Trommlerova, IHEID Institut universitaire de Genève. Pour la collecte des données sur les ménages ruraux, l'équipe est reconnaissante à l'équipe d'enquête de terrain à Emrhod Tunis, et notamment Nebil Belaam.

En outre, d'importantes contributions ont été faites par Tara Vishwanath, économiste en chef ; Nandini Krishnan, économiste principal ; Irene Jillson, Université de Georgetown ; Imed Melliti, Université de Tunis ; Paul François, consultant ; et Atsuko Muroga, consultante. L'équipe est reconnaissante pour le soutien continu de Franck Bousquet, Responsable du secteur urbain et du Développement social, Moyen-Orient et Afrique du Nord ; Simon Gray, Directeur du Département Maghreb ; et Eileen Murray, Représentante résidente de la Banque mondiale en Tunisie.

Le rapport a également bénéficié des premiers commentaires fournis par le professeur Ben Hafaiedh Abelwahab, Consultant, Kamel Braham, Spécialiste principal de l'éducation ; Balakrishna Menon Parameswaran, Spécialiste principal en développement social, Nina Bhatt, Spécialiste principale en développement social ; Diego Angel-Urdinola, Economiste principal, Nina Arnhold, Spécialiste principal en éducation ; Niall O'Higgins, Université de Salerne, Emma Murphy, Université de Durham ; et Paul Dyer, Directeur du programme de connaissances à Silatech. Les pairs examinateurs du projet étaient Wendy Cunningham, Spécialiste de la protection sociale, Région Amérique latine et Caraïbes et Sarah Michael, Spécialiste principal en sciences sociales du développement, Europe de l'Est et Asie centrale.

L'équipe tient à exprimer sa gratitude pour les contributions techniques de (i) les membres du Comité de pilotage comprenant des représentants des ministère tunisien de la Jeunesse et des Sports, le Ministère de la Formation professionnelle et de l'emploi, et l'Observatoire national de l'emploi ; (ii) la contribution méthodologique de l'Institut National de Statistique, qui a fourni la base de sondage des enquêtes urbaines et rurales ; et (iii) les contributions financières généreuses et apports de la recherche de Silatech (une initiative sociale basée au Qatar qui travaille à créer des emplois et d'accroître les possibilités économiques pour les jeunes dans le monde arabe).

Aperçu

Plus de trois années se sont écoulées depuis la Révolution tunisienne. Pourtant, la jeune génération qui avait déclenché des changements radicaux à travers le Moyen-Orient et Afrique du Nord, voit toujours ses aspirations insatisfaites. Le chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans a augmenté après la Révolution, avec un taux de chômage officiel des jeunes de 33,2% en 2013, selon la plus récente enquête de l'Organisation International du Travail (OIT) sur la transition de l'école au travail. (OIT 2014) Même si les jeunes ont joué un rôle de premier plan dans le changement de régime, ils ont été incapables d'obtenir un rôle dans la prise de décision et se plaignent de n'être pas consultés sur les questions qui les touchent directement. Néanmoins, la période post-révolution montre quelques signes positifs. La nouvelle Constitution tunisienne, adoptée en Janvier 2014, consacre la participation des jeunes en tant que pilier essentiel du développement social, économique et politique du pays.¹ Cependant, compte-tenu du temps nécessaire pour traduire et mettre en œuvre les principes constitutionnels, la participation des jeunes demeure encore embryonnaire.

L'étude fournit une analyse des aspirations et des besoins des jeunes Tunisiens, en tenant compte à la fois des mesures non économiques et économiques de l'exclusion qui étaient à l'origine de la révolution. Il souligne en particulier :

- l'expansion continue de l'activisme des jeunes en dehors des institutions politiques formellement établies, ainsi que la nécessité de soutenir la transition de la jeunesse tunisienne, d'une participation virtuelle à une vraie citoyenneté ;
- les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou de formation (NEET) en tant que catégorie la plus touchée par l'exclusion économique et la nécessité d'assurer leur intégration socio-économique à travers des politiques et des programmes adaptés.

La citoyenneté active et la participation citoyenne chez les jeunes Tunisiens seront essentielles pour soutenir l'élan du pays. Un dialogue constructif entre les jeunes Tunisiens et les institutions publiques, et également avec une plus large société civile, les organisations politiques, et le secteur

privé sera essentiel pour pouvoir résoudre les obstacles les plus urgents à l'inclusion des jeunes. Faciliter l'intégration des jeunes permet la mobilisation de la nouvelle génération comme ressource économique et sociale, pouvant contribuer directement au maintien de la stabilité et la croissance économique du pays. La prise de décision participative dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes pour les jeunes et, ainsi que dans la gestion des ONG, bénéficiera à toutes les parties prenantes, et permettra d'augmenter l'impact des investissements publics.

Ce rapport identifie les catégories de jeunes exclus et les caractérise en fonction de multiples facteurs, y compris les disparités régionales, les inégalités liées au genre, et l'accès limité à l'éducation, à l'emploi et les biens sociaux. Les résultats permettent d'identifier les obstacles essentiels à l'inclusion des jeunes rencontrés par les jeunes femmes et hommes d'horizons divers, en particulier dans les régions défavorisées, et de décrire la perception et la réalité de l'exclusion des jeunes, des opportunités sociales, économiques et politiques qui sont à l'origine de la révolution tunisienne.² Dans l'ensemble, le rapport note aussi que, bien que la situation des diplômés chômeurs ait jusqu'ici souvent dominé le débat politique, d'autres groupes socio-économiques des jeunes sont confrontés à des défis et obstacles à l'inclusion, exigeant également l'attention et les actions des décideurs.

Le présent rapport met l'accent sur la condition des jeunes de la catégorie NEET laquelle est la plus affectée par l'exclusion. Cette catégorie, principalement constituée de jeunes inactifs découragés, est plus préoccupante que le problème général du chômage qui n'inclut pas la jeunesse désengagée et découragée qui a renoncé à chercher un emploi dans le secteur formel ou autre.³ En Tunisie, les jeunes femmes sont plus susceptibles de figurer parmi les NEET. Les jeunes ayant reçu une éducation supérieure même touchés par l'exclusion, constituent moins d'un cinquième de l'ensemble des jeunes NEET. Les jeunes en situation de décrochage scolaire sont les plus fortement représentés dans le sous-groupe des NEET, sans distinction de genre.

Une approche multidimensionnelle est utilisée pour identifier et éliminer les obstacles sociaux, économiques, politiques et culturels rencontrés par les jeunes Tunisiens. Le phénomène de marginalisation associé à l'exclusion sociale

tendant à se produire simultanément sur plusieurs axes, les politiques ne portant que sur un aspect de la marginalisation, comme l'amélioration de l'accès à l'éducation, sont trop étroites pour pouvoir lutter contre l'exclusion en général.⁴ Aussi une approche mixte combinant les méthodes de recherche quantitative et qualitative est-elle ici utilisée, accompagnée également d'une évaluation des programmes et des services actuels destinés à la jeunesse, basée sur un large éventail de questions, entre autres : Pourquoi les jeunes continuent-ils à être actifs en dehors des lieux institutionnels formels, au lieu du contraire ? Quels sont les canaux nécessaires en vue d'accroître la confiance des jeunes dans les institutions et la voix dans la prise de décision ? Pourquoi certains groupes de jeunes sont-ils surreprésentés chez les inactifs et les chômeurs ou ceux qui travaillent dans le secteur informel ? Dans quelle mesure la politique publique se penche-t-elle sur les contraintes auxquelles font face les jeunes ? Tout en s'appuyant également sur des mesures quantifiées, l'analyse bénéficie également des interprétations qualitatives et solutions qui émergent de jeunes répondants, tentant ainsi d'éviter des prescriptions technocratiques, qui ne reflètent pas le discours des jeunes eux-mêmes. Cette approche permet une analyse de la diversité de l'exclusion économique, sociale et politique, ainsi que l'examen de la manière dont ils se renforcent mutuellement.

Principaux résultats

Participation des jeunes, voix et citoyenneté active

Très peu nombreux sont les jeunes Tunisiens actifs dans la société civile, bien que les organisations de la société civile se soient multipliées. Depuis la révolution, les groupes de la société civile ont émergé, de même qu'un nombre croissant d'organisations axées sur l'engagement civique. Cependant, seule une petite fraction de jeunes Tunisiens sont actifs dans les organisations de la société civile (OSC), et seulement 3% des jeunes ruraux.⁵ Malgré les faibles taux de participation à des associations, 9 sur 10 jeunes Tunisiens accordent de l'importance au bénévolat au sein des OSC, bénéficiant à leurs communautés. Parmi les rares jeunes actifs dans la société civile, les types de bénévolat les plus fréquemment mentionnés concernent les OSC dans les domaines du développement régional, de la charité et de la pauvreté, les affaires religieuses, et également les sciences. Les clubs sportifs et de loisirs sont aussi fréquemment mentionnés dans les entretiens qualitatifs.

Bien que la participation politique soit un pilier de la citoyenneté active, très peu de jeunes Tunisiens se livrent à une

quelconque forme de participation politique, à l'exception toutefois de la mobilisation pour les manifestations. Le faible taux de participation des jeunes aux élections nationales tunisiennes d'octobre 2011 était particulièrement inquiétant. Moins de la moitié des jeunes de moins de trente ans a voté. En outre, très peu de jeunes Tunisiens sont actifs dans les partis politiques, ce qui reflète le fossé entre la jeune génération et la classe politique. La plupart des jeunes Tunisiens disent qu'ils ne suivent pas la politique intérieure, et la connaissance de soi-déclarés de la politique est faible, en particulier dans les zones rurales. Une disposition de la jeunesse dans la nouvelle loi électorale, qui incite les partis politiques à désigner au moins un jeune candidat moins de 35 ans parmi les quatre meilleurs candidats sur une liste électorale, offre un point d'entrée important pour la participation politique.⁶

Les jeunes Tunisiens en général ont peu confiance dans les institutions publiques et seulement 8,8% des jeunes ruraux et 31,1% de confiance de la jeunesse urbaine, le système politique. La confiance est également faible vis-à-vis de la police, notamment en milieu rural. En comparaison, le militaire, l'imam local, et les organisations religieuses reçoivent plus confiance note de la jeunesse de jusqu'à 80%, ce qui est presque le même niveau de confiance accordée à la famille. Comme leurs homologues en Egypte et en Libye, les jeunes Tunisiens expriment peu de confiance dans la presse, qu'ils considèrent comme commerciale et manipulatrice.

Les jeunes Tunisiens privilégient Internet comme moyen d'accès à l'information. Environ 50% de tous les utilisateurs d'Internet (43,3% en milieu rural, 53,2% en milieu urbain) utilisent Internet pour des recherches dans le domaine de l'éducation, et entre un quart et la moitié de tous les jeunes utilise Internet pour chercher un emploi (45,9% en milieu rural, 26,8% en milieu urbain). En outre, plus de 9 jeunes Tunisiens sur 10 en zone rurale possèdent un téléphone mobile. Toutefois, pour faire progresser la citoyenneté d'une manière durable, les jeunes doivent aller au-delà de la «citoyenneté virtuelle» et parvenir à une participation politique «réelle» aux niveaux local et national.

Chômage des jeunes, Inactivité et NEET

L'un des obstacles les plus urgents pour l'inclusion des jeunes est la grande proportion de jeunes inactifs qui ne sont ni dans l'éducation, ni dans l'emploi ni dans la formation (NEET). Cette catégorie comprend tous les jeunes chômeurs officiels entre 15 et 29 ans, ainsi que les jeunes Tunisiens découragés qui ne sont plus à la recherche d'emplois, malgré leur jeune âge. Cette catégorie NEET a été proposée comme un

indicateur de base pour le programme de développement post-2015 pour mesurer le degré d'une transition efficace pour les jeunes sur le marché du travail.⁷

Les taux de NEET affichent d'importantes disparités de genre et aussi régionales, et dans les zones rurales de plus de deux jeunes sur cinq sont des NEET, par rapport à la Tunisie urbaine (presque un sur trois). Les différences dans la disponibilité du travail conduisent un nombre croissant de jeunes Tunisiens à quitter la campagne pour migrer vers les zones urbaines désolées. Et des milliers de jeunes travailleurs non qualifiés viennent se disputer les maigres revenus des quelques emplois informels disponibles. En Tunisie, et notamment en zone urbaine—la première destination urbaine pour de nombreux jeunes demandeurs d'emploi—la catégorie NEET concerne un cinquième de tous les jeunes hommes (20,3%) et près d'un tiers des jeunes femmes (32,4%). Les écarts liés au genre sont importants parmi les NEET et ils concernent une jeune Tunisienne sur deux en milieu rural (50,4%) et un jeune homme sur trois en milieu rural (33,4%). Bien que ces taux soient plus faibles en Tunisie que dans d'autres pays de la région, tels que le Maroc, ils mettent en évidence un riche potentiel inexploité pour l'inclusion économique.

Les taux élevés d'abandon scolaire semblent être fortement liés au chômage et à l'inactivité. Les obstacles systémiques affectant les transitions à la fin de la 6^e année et 9^e années sont cause des taux élevés d'abandon et empêchent de nombreux jeunes de terminer leurs études secondaires. La majorité des jeunes Tunisiens quitte l'école bien avant l'obtention d'un diplôme du niveau secondaire. Sur les quelque 140 000 élèves quittant l'école chaque année, 80 000 d'entre eux sortent sans avoir terminé leur formation de base (niveaux 1-9). Comme pour les autres indicateurs, les différences spatiales abondent : plus de quatre sur cinq en milieu rural et un sur deux jeunes citadins ne terminent pas l'école secondaire. C'est ce groupe qui comprend la majeure partie des NEET : 83% en milieu rural et 57% dans les zones urbaines. D'autre part, les filles ont tendance à rester à l'école plus longtemps que les garçons et sont plus susceptibles de terminer leurs études secondaires et universitaires. Les femmes représentent 62% des étudiants universitaires et 26% complètent leur formation universitaire, contre 16,8% des jeunes hommes.

Les organisations de jeunesse et d'étudiants devraient avoir la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de proposer des solutions sur les politiques et règlements de l'éducation. L'expérience internationale d'autres pays à revenu intermédiaire montre que, en dehors de sa valeur immédiate dans la lutte contre la corruption et les malversations dans le système scolaire, une plus grande participation des étudiants

dans les écoles augmente la responsabilité des enseignants et des administrateurs scolaires, tout en donnant aux étudiants davantage de possibilités d'influencer la façon dont les programmes sont conçus.⁹ Les initiatives prises au niveau de l'école secondaire et supérieure pourraient être soutenues par un programme de subventions compétitif pour les élèves et les ONG de jeunes.

Opportunités économiques

Capacité, opportunité, et dignité sont les conditions essentielles pour l'inclusion des jeunes. La capacité et les compétences sont nécessaires pour réussir dans l'économie d'aujourd'hui et de maîtriser les défis et les risques d'un monde globalisé. L'accès à l'égalité des chances est important de réduire les obstacles sociaux et économiques à l'inclusion des jeunes, et il est essentiel à la prospérité partagée pour la prochaine génération. La dignité était l'une des principales revendications durant les manifestations du Printemps arabe dans la région, notamment en Tunisie.

Le principal obstacle aux possibilités économiques provient des disparités régionales entre les gouvernorats dans les régions côtières, intérieures et du sud, dont les nombreux aspects économiques les rendent plus préoccupantes que la fracture urbaine-rurale. L'exclusion des régions de l'intérieur et du sud de la Tunisie est un facteur fondamental de l'exclusion socio-économique, culturelle et politique. Les jeunes Tunisiens n'ont que très peu de chance de trouver un emploi, en particulier dans l'intérieur et le Sud, selon un récent rapport sur la fracture spatiale des résultats sur le marché du travail.¹⁰ En fait, parmi les causes sous-jacentes de la Révolution de 2011 est la marginalisation spatiale, économique et politique de la société dans certaines parties du pays tout au bénéfice de la région côtière.¹¹ Les jeunes ruraux continuent de migrer vers les villes qui tentent d'échapper à des zones rurales, malgré le manque de bons emplois dans les zones urbaines. Près de 90,2% des ménages ruraux signalent que les membres de la famille¹² directe ont migré vers les zones urbaines, même si les bons emplois y sont rares. Quelque 90,2 % des ménages ruraux disent avoir un membre de leur famille qui a migré vers la ville.

Les écarts de genre restent d'importants obstacles limitant l'égalité d'accès aux opportunités économiques. Malgré les politiques d'égalité de genre de la Tunisie, étonnamment peu de jeunes femmes tunisiennes travaillent. Moins d'une femme sur cinq en Tunisie rurale (18,5%) et moins de deux femmes sur cinq en Tunisie urbain (39,8% du) ont un emploi. Le

salaires des jeunes femmes est à peu près équivalent au quart des salaires de jeunes hommes. En outre, l'exclusion liée au genre demeure un défi de taille pour les jeunes Tunisiennes candidates sur le marché du travail. Près des deux tiers (61,4%) des femmes interrogées indiquent que les femmes sont victimes de discrimination lors de la recherche de travail dans le secteur privé. Même dans le secteur public, la discrimination contre les femmes est confirmée par près de la moitié (44,4%) de tous les répondantes tunisiennes. Dans les zones rurales, du sud, seulement 8,3%, de jeunes femmes travaillent et dans la région intérieure, 15,4% ; alors que 23,6% de femmes travaillent dans les régions côtières.

Les écoles et les universités ne parviennent pas à transmettre les compétences essentielles pour préparer les jeunes confrontés aux défis du marché du travail, pour assurer la transition vers l'âge adulte et la citoyenneté active. Les jeunes souffrent particulièrement de l'orientation trop théorique de l'enseignement public, qui n'inclut que très minimalement les compétences requises dans la préparation au marché du travail. De manière générale, le découragement des étudiants affecte les relations et interactions entre étudiants et professeurs. Les possibilités d'orientation professionnelle dans les écoles secondaires et les universités restent très restreintes, et les élèves ne peuvent donc pas bénéficier de conseils professionnels adéquats sur leurs choix de carrière. Beaucoup de critiques se sont fait entendre sur les réformes éducatives successives, que les étudiants ont jugées arbitraire et peu adéquates d'autant que la majorité enseignante n'était pas bien préparée à les mettre en œuvre. De fait, même les jeunes femmes et hommes qui ont achevé leur cursus secondaire et poursuivi des études universitaires sont démunis lorsqu'ils débouchent sur le marché du travail, manquant des compétences pratiques nécessaires.

Le travail informel est omniprésent.¹³ Peu de jeunes ont accès à des emplois stables, avec la plupart des offres d'emploi disponibles étant informelle, sans contrat, et les quelques emplois formels à venir sous la forme de contrats à durée déterminée. En conséquence, moins d'un jeune travailleur sur trois a un contrat de travail sécurisé et l'accès à la protection sociale. Le travail informel est évidemment plus répandu dans les zones rurales (71,9%), où l'emploi agricole et les contrats informels journaliers restent la forme la plus commune de l'emploi. Néanmoins, même en région urbaine, plus de la moitié des jeunes qui travaillent ont un emploi informel (55,4%). Les jeunes Tunisiens n'apprécient pas le travail informel à l'emploi informel ; l'informalité et l'exploitation dans le domaine de l'emploi sont les principaux griefs des

jeunes travailleurs, comme analysé dans la recherche qualitative pour le présent rapport.

La grande majorité des jeunes Tunisiens employés travaillent dans des emplois peu qualifiés dans les secteurs à faible productivité : 82,5% des jeunes en milieu rural et 67,0% en milieu urbain dans des emplois qui ne nécessitent pas un diplôme secondaire. Les jeunes femmes sont particulièrement susceptibles de travailler dans les secteurs peu qualifiés : 69,0% en milieu urbain et 85,9% en milieu rural. Notamment, le secteur public fournit relativement peu d'emplois pour les jeunes Tunisiens, seulement 6,8% des jeunes dans les zones rurales et 12,4% travaillent en milieu urbain sont employés dans ce secteur. L'agriculture reste un secteur important pour l'emploi des jeunes en milieu rural, même si de nombreux jeunes veulent quitter le secteur en raison des conditions de travail difficiles et l'image négative qui lui est associée. Il fournit plus d'un cinquième de tous les emplois en milieu rural pour les jeunes Tunisiens (21,9%). Les industries manufacturières offrent moins d'un tiers (32,2%) de l'emploi des jeunes en Tunisie urbaine et moins d'un quart (23,8%) en Tunisie rurale. La plupart des jeunes Tunisiens travaillent dans le secteur des services, notamment le tourisme, qui fournit également la plupart des emplois dans le secteur informel.

La Tunisie est bien placée pour devenir un champion régional en matière d'innovation et d'entrepreneuriat si elle reconnaît le potentiel des jeunes femmes et hommes aspirant à devenir entrepreneurs. Le travail indépendant est relativement courant chez les jeunes Tunisiens : un jeune Tunisien sur dix est micro-entrepreneur indépendant. En revanche, l'auto-emploi chez les jeunes femmes est pratiquement inexistant : seulement 2,2% des jeunes femmes dans les zones rurales et 1,5% dans les zones urbaines. Toutefois, les technologies modernes devraient faciliter et encourager les jeunes femmes à se lancer en affaires et de générer des revenus. L'auto-emploi pourrait également aider à surmonter les disparités régionales. Actuellement, le travail indépendant est plus répandu dans la région côtière (12,1%) et dans le sud (12,1%), contre seulement 8,1% dans la région intérieure.

Quelque 30-40% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs avec les rendements élevés, ce qui démontre le potentiel de l'entrepreneuriat. Plus de la moitié de tous les jeunes de travailleurs autonomes exploitent de petites entreprises dans le secteur des services employant les technologies modernes : 45,4% en milieu rural, 52,1% en milieu urbain. Seulement un jeune entrepreneur urbain sur cinq travaille dans les secteurs de la fabrication et des industries (20,9%). Dans les zones rurales, 36,4% des jeunes entrepreneurs travaillent dans l'agriculture et la transformation alimentaire,

10,8% dans les zones urbaines. Cependant, dans les zones rurales, presque tous les jeunes entrepreneurs travaillent de manière informelle, souvent sur des sites défavorisés.

La difficulté d'accéder au financement reste pour le jeune entrepreneur le principal obstacle au succès de son entreprise. Les programmes existants de microfinance semble limités et sont largement perçus comme inefficaces. Un tiers des jeunes entrepreneurs se heurte à une lourde bureaucratie, comme notamment les difficultés à obtenir les licences nécessaires, la lenteur des procédures administratives. Le niveau d'éducation des jeunes entrepreneurs est relativement faible, et la plupart des jeunes indépendants n'ont pas terminé leurs études secondaires, ce qui rend plus difficile de participer à des programmes disponibles, de négocier et gérer une aide financière. Une formation commerciale supplémentaire et un meilleur accès à l'information de l'entreprise seraient utiles à de nombreux jeunes entrepreneurs.

Compétences pour l'emploi et programmes d'entrepreneuriat.

La Tunisie a développé un vaste système de programmes actifs du marché du travail au cœur de sa politique du marché du travail, mais les avantages perçus restent limités. Les PAMT sont pour la plupart inconnus de jeunes Tunisiens. La plupart des programmes renforcent les disparités spatiales en se concentrant trop sur les zones urbaines le long de la côte. Seuls quelques programmes sont disponibles pour les jeunes des régions intérieures et du Sud. Les PAMT sont également adaptés pour les jeunes diplômés de l'université, malgré le fait que le nombre absolu de jeunes Tunisiens sans emploi et sans diplôme secondaire ou à l'université est d'environ 3,5 fois plus élevé que le nombre de diplômés universitaires. En outre, la plupart des programmes ne disposent pas de systèmes rigoureux de suivi ou d'évaluation. Enfin, le manque de rigueur dans la coordination inter-agence et l'application des critères entrave la motivation de jeunes dans leurs recherches d'emploi.

L'entrepreneuriat pour les jeunes peut jouer un rôle important dans la lutte contre l'exclusion des jeunes, tout en renforçant la génération de revenus et la réduction du chômage des jeunes. Un certain nombre de programmes sont conçus pour soutenir les entrepreneurs ou les entrepreneurs potentiels. Toutefois, la connaissance des programmes d'entrepreneuriat existants reste faible, et seulement un tiers des jeunes ruraux et environ la moitié des jeunes en milieu urbain sont informés des programmes existants. La participation aux programmes est très faible, en particulier dans les zones

urbaines où seulement environ 1 100 jeunes ont participé à des programmes d'entrepreneuriat. Toutefois, une proportion importante de jeunes ruraux a déclaré qu'ils ont bénéficié de programmes de micro-prêts.

La jeunesse tunisienne pourrait grandement bénéficier d'une approche innovante qui relierait l'éducation à l'emploi dans une collaboration tripartite entre le système scolaire, les collèges techniques, ainsi que des partenaires locaux.¹⁴ Beaucoup de compétences en milieu de travail, y compris le travail d'équipe et d'autres compétences sociales, la résolution de conflits, et les compétences verbales et d'écriture doivent être intégrées dans le programme. L'apprentissage doit être fondé sur des projets concrets pour permettre aux étudiants de travailler en équipe, résoudre des problèmes, travailler les compétences techniques de présentation, et créer des plans d'affaires. Des visites structurées dans des entreprises partenaires du programme devraient également faire partie du programme d'apprentissage. En outre, un programme de mentorat pour chaque élève par le partenaire corporatif de son école, permettrait à l'élève de bénéficier de conseils professionnels approfondis, et des possibilités de visiter un lieu de travail, et d'apprendre à travers des stages.

Principales recommandations

Développer une politique multidimensionnelle d'inclusion de la jeunesse

Une politique multidimensionnelle est nécessaire pour réduire les obstacles à l'inclusion des jeunes et faciliter la contribution des jeunes à la société tunisienne. L'approche de développement de la jeunesse est maintenant prête à passer d'initiatives ponctuelles à un ensemble intégré de politiques et d'investissements, optimisant l'utilisation des ressources financières.

Dans une perspective d'équité, les politiques nationales de la jeunesse et des réformes connexes incluront tous les secteurs, ayant comme objectif commun l'inclusion des jeunes.

Elles devront également compléter les politiques de secteurs spécifiques, tels que l'enseignement, l'emploi le développement régional en vue de mieux répondre aux besoins des jeunes. Ces politiques doivent être reformulées avec la participation des parties prenantes de la jeunesse, en particulier les instances représentatives de la jeunesse, en tant que partenaires dans la prise de décision. La mise en œuvre de la politique, en outre, doit être prise en charge par des institutions adoptant une gestion basée sur les performances et renforcée par des mécanismes pour une coordination étroite entre les organisations gouvernementales et les associations

Graphique 0.1 : Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes



Source : Banque mondiale.

de jeunes, et bénéficiant des informations résultant de la collecte systématique de données, ainsi que des systèmes de suivi et d'évaluation participatifs. Comme le souligne la figure ci-dessous 0.1, une politique de la jeunesse multidimensionnelle comprendrait les trois piliers suivants : (i) participation et citoyenneté active ; (2) accès aux opportunités économiques ; et (3) services-jeunesse locaux.

Participation, voix, et citoyenneté

Niveau local

- Développement communautaire mené par les jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir la capacité des ONG en faveur des jeunes exclus ;
- Voies institutionnelles influant sur la politique locale. C.à.d. les associations locales de jeunes ;
- Protection juridique pour les jeunes défavorisés en conflit avec la police ;
- Confiance/renforcement de la confiance entre les jeunes, les autorités locales et la police ;
- Initiatives conjointes des organisations religieuses et non religieuses en faveur des jeunes.

Niveau national

- Soutien pour renforcer la capacité des ONG nationales de jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir les associations de jeunes et étudiants ;
- Organes consultatifs étudiants au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur ;
- Voix dans la politique et des réformes nationales, par exemple, par le biais des Conseils Nationaux de la Jeunesse.

Opportunités économiques

Niveau local

- Services d'orientation pour l'emploi dans les écoles secondaires en partenariat avec le secteur privé et les ONG ;
- Développement communautaire dirigé par des jeunes tenant compte des considérations de genre, prévoyant aussi des mesures incitatives comme des transferts de petites sommes d'argent liquide ;
- Placement des travailleurs ;

- Entrepreneuriat individuel ou de groupe, grâce à des subventions et assistances financières ;
- Apprentissage et stages adaptés aux jeunes moins instruits, les NEET grâce à des approches tenant compte des considérations de genre.

Niveau national

- Services d'orientation pour l'emploi au sein des universités grâce à un partenariat avec les ONG/ les secteurs public/privé ;
- Accès à l'information, entre autres par une évaluation et un suivi rigoureux des données, ainsi qu'une politique de dialogue sur l'emploi et les programmes actifs du travail (PAMT) ;
- Consultations et participation des jeunes y compris virtuelles sur les réformes du marché du travail ;
- Feedback des bénéficiaires, suivi et évaluation.

Services en faveur de la jeunesse

Niveau local

- Services visant spécifiquement les jeunes NEET et les autres jeunes défavorisés, en particulier les jeunes femmes inactives, incluant la participation des jeunes (c.-à-d. compétences de vie, TIC et enseignement à distance, entrepreneuriat, compétences-employabilité, services de soutien juridique, mentorat par les pairs, activités culturelles, bénévolat et sport).

Niveau national

- Renforcement des capacités des ONG pour la jeunesse ;
- Normes de qualité ;
- Certification des compétences ;
- Évaluations des bénéficiaires et suivi.

Alors que la Révolution a donné aux jeunes Tunisiens un aperçu des possibilités d'un nouvel avenir, la tâche de construire cet avenir reste largement à faire. Cette tâche ne peut être accomplie par les jeunes seuls, pas plus qu'elle ne peut s'effectuer sans eux. Un gouvernement ne pouvant rien faire seul, de nouvelles formes de partenariats entre le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les communautés s'imposent pour mener à bien tous les programmes mis en chantier dans le pays, incluant les réformes politiques, économiques et sociales. Les jeunes devraient participer

pleinement à ce processus de renouvellement, et aussi en bénéficiant. Les enjeux pourraient difficilement être plus élevés : la possibilité d'une économie productive et équitable, et de la société politique et civile dynamique contre une polarisation croissante, la frustration et le cynisme. Le déplacement vers une issue constructive est la promesse d'une multitude de bénéfices y compris l'énergie, la sensibilisation, la bonne volonté et l'engagement des jeunes Tunisiens, comme en témoigne le présent rapport.

Notes

1. Article 8 de la nouvelle Constitution Tunisienne, 27Janvier, 2014.
2. Habib Ayeb. 2011. "Géographie sociopolitique de la Révolution tunisienne : la révolution de l'alfa." *Revue de politique économique africaine* 38 (129) : 467-79.
3. Nations Unies. 2013 Un nouveau partenariat mondial : éradiquer la pauvreté et transformer les économies par le développement durable. Le rapport du Groupe d'éminentes personnalités de haut niveau sur l'Agenda 2015 Poster développement. New York. New York.
4. Banque mondiale. 2013. *Inclusion Matters : The Foundation of Shared Prosperity*, Social Development Department. Washington DC.
5. Enquête Agora 2013. Observatoire National de la Jeunesse. Tunis.
6. L'Assemblée nationale tunisienne a adopté la nouvelle loi électorale sur le 1 mai 2014. Source : Jasmine Foundation. 2014. *Tunisia's New Electoral Law* 2014. JF Briefing.
7. L'indicateur est préférable à des mesures de chômage traditionnelles, car il montre l'ampleur des problèmes potentiels sur le marché du travail des jeunes.
8. Mahmoud Ben Romdhane. 2010. L'éducation en Tunisie : une centralité historique menacée. In Guemara R. (Ed). *Mélanges offerts au professeur Abdelmajid Charfi*, Tunis, Université de Tunis, 2010. p. 127.
9. Gloria La Cava et Sarah Michael. 2006. *Youth in the North Caucasus : From Risk to Opportunity*, [Jeunes dans le Caucase du Nord : du risqué à l'opportunité]. Banque mondiale, Région Europe et Asie centrale pp.58-60.
10. Banque mondiale. 2013. *Bridging the Spatial Divide*.
11. Habib Ayeb. 2011. "Géographie sociale et politique de la révolution tunisienne : L'Alfa Révolution Herbe *Review of African Political Economy* 38 (129) : 467-479. Le terme «Révolution du Jasmin» est sans doute un abus de langage, car il se réfère à la plante liée aux régions prospères du Nord. Ayeb suggère que l'alfa Révolution herbe pourrait être un meilleur terme, sur la base de la plante qui pousse dans la région intérieure défavorisée de la Tunisie.
12. 14 Le concept de la famille directe comprend les enfants, le conjoint, et les parents de la chef de ménage.
13. Ce rapport se réfère à l'emploi informel basé sur les réponses de l'enquête d'avoir un contrat de travail écrit officiel.
14. Litow, Stanley (2013) "Innovating to Strengthen Youth Employment", [Innovations pour renforcer l'Emploi des jeunes], 8(2), pp. 27-33.

CHAPITRE 1

Introduction



Qu'est-ce qu'une révolution? Pourquoi sommes-nous sortis dans la rue? Pour l'emploi, la liberté et la dignité nationale! Mais si nous étions à disséquer ces slogans, que trouverions-nous? Nous voulons une distribution équitable des richesses, un plan de développement équitable entre les régions [en] les régions de l'intérieur, entre la Tunisie première classe et l'autre Tunisie. Étudiant -Université de Tunis¹

1.1 Contexte et objectif

Avant la Révolution, la Tunisie était félicitée par toutes les institutions internationales pour ses progrès substantiels dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le taux de croissance annuel moyen du PIB était de 5 pour cent entre 1997 et 2007, plaçant la Tunisie parmi les principaux acteurs de la région MENA (moyenne de 4,3 pour cent). Puis, en 2009, le revenu par habitant des Tunisiens s'est légèrement dégradé s'élevant à \$ 7.200, proche du niveau de 2005, mais la baisse globale n'était pas dramatique pour autant et le niveau restait plus élevé que les pays voisins, sauf la Libye, dépassant l'Algérie (\$ 6.600), le Maroc (\$ 3.800) et l'Égypte (\$ 4.900). L'espérance de vie et le taux d'alphabétisation sont également plus élevés que dans les autres pays arabes.

Or, la Tunisie a connu la révolution en janvier 2011, laquelle fut largement exacerbée par des griefs de longue date liés à l'exclusion sociale, économique et politique. De manière plus précise, le mouvement révolutionnaire a été allumé par la colère et le désespoir d'un jeune de 26 ans, petit vendeur de rue au chômage dans l'un des gouvernorats les plus défavorisés de la Tunisie, Sidi Bouzid. Cette résonance avec les nombreux Tunisiens qui ont fait face au quotidien à des défis semblables a déclenché des vagues de protestations dans le pays.² Ces manifestations ne sont pas nouvelles : dès 2008, les jeunes chômeurs avaient déjà participé à des manifestations à Gafsa, une région minière pauvre qui souffre encore de l'un des taux de chômage les plus élevés dans le pays.³

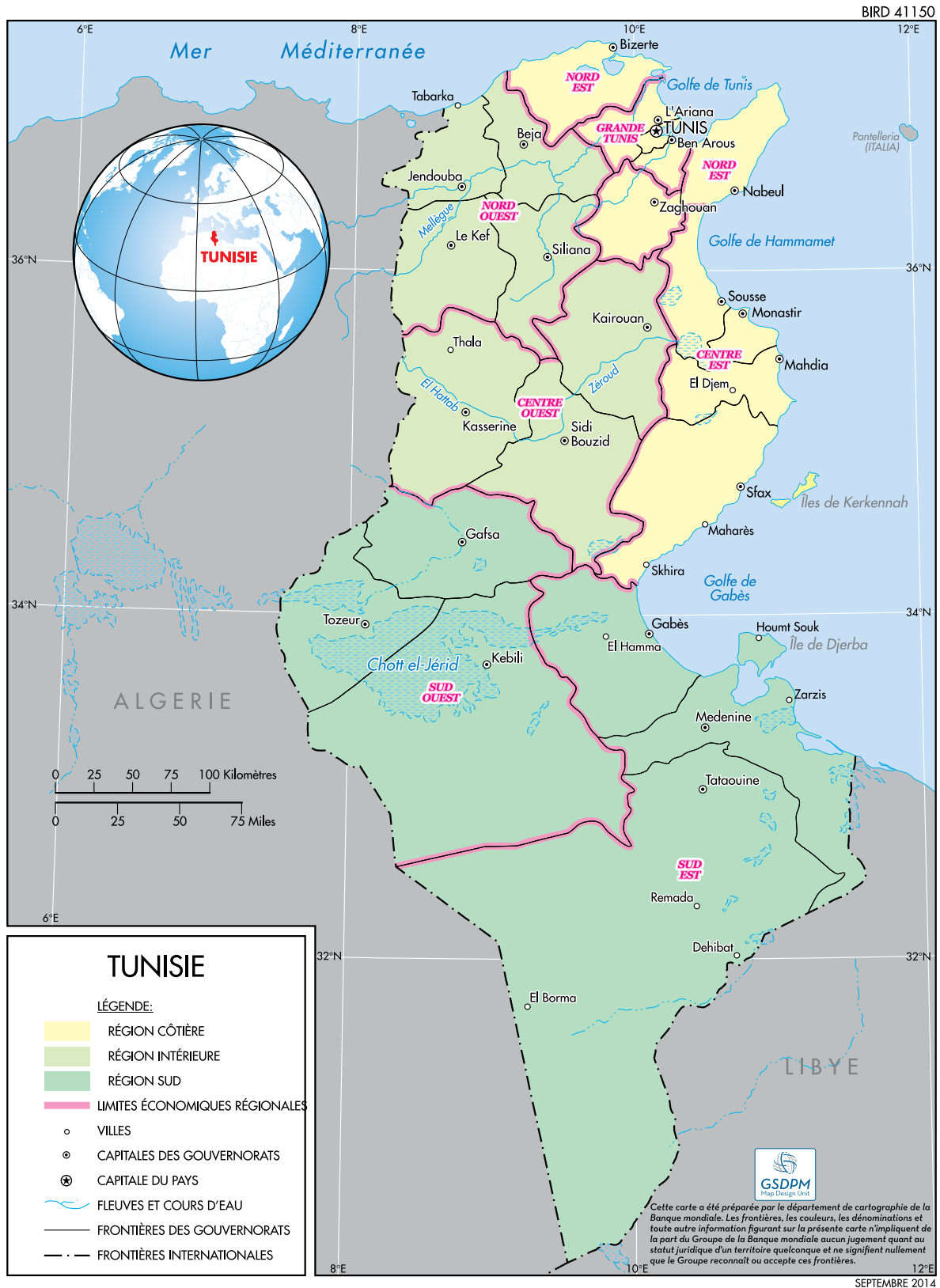
L'une des causes profondes de cette désaffection pourrait faire remonter les possibilités de manque d'opportunités pour les jeunes. Le taux de chômage des jeunes Tunisiens est particulièrement élevé à 30,7 % (pour les 15-24 ans), alors que le taux de chômage global était de 14 %, ce qui donne un ratio chômage adulte-jeunes de 3,2.⁴ L'Enquête 2005-2009 sur la population active (EPA) a montré que 85 % des chômeurs ont entre 15 et 35 ans.⁵ L'EPA a également révélé que le chômage parmi les groupes d'âge plus jeunes avait augmenté entre 2005 et 2009, tandis que pour les groupes plus

âgés, le taux a effectivement diminué. Ainsi, le chômage des 15-24 ans est passé de 28 à 31 %, et celui des 25-34 ans est passé de 17 à 19 %. Les sondages d'opinion ont souligné l'importance politique de ces tendances : dans un sondage réalisé après la révolution de janvier 2011, la majorité des répondants déclaraient que la Révolution avait été induite par les jeunes (96 %), les chômeurs (85,3 %) et les personnes défavorisées (87,3%).⁶

Toutefois, le chômage était loin d'être le seul facteur de déclenchement. Les observateurs arabes ont vu le soulèvement de la jeunesse en Tunisie comme une réponse à un sentiment d'impasse engendré par le manque d'opportunités, et l'impossibilité pour les jeunes d'exprimer leur voix et exercer une citoyenneté active.⁷ L'enquête 2005 de l'Observatoire National de la Jeunesse (ONJ), qui couvrait 10.000 jeunes (15-29 ans), a révélé un faible taux de participation des jeunes aux décisions qui affectent leur vie, leur adhésion restant limitée à des associations ; et a été souligné également le manque de structures à travers lesquelles ils pourraient exprimer leurs opinions. Selon l'étude, les jeunes seraient aujourd'hui généralement moins optimistes qu'une décennie plus tôt. De même, un rapport de l'ONU a souligné en 2007 l'absence de participation active des jeunes dans la prise de décision au niveau communautaire, municipal, régional et national, le manque d'engagement de la jeunesse dans la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des services et des programmes destinés aux jeunes ; les possibilités limitées de bénévolat ou de service communautaire ; et le manque de consultations.⁸ Par conséquent les demandes de la jeunesse pour le respect de leur dignité doivent être prises dans un contexte plus large d'absence d'opportunités pour pouvoir exprimer leur voix sur la direction du pays, et le manque de responsabilité des pouvoirs publics.

Dans ce contexte, l'objectif de cette étude de la politique menée en 2012/2013, se décline en trois volets : (i) identifier et analyser les principaux obstacles à l'inclusion des jeunes rencontrés par les jeunes hommes et femmes (15-29 ans) en Tunisie, avec une mention spéciale pour la participation, la

Graphique 1.1 : Carte de Tunisie



Source : Banque mondiale 2014.

citoyenneté active et les possibilités économiques ; (ii) évaluer l'accès, la qualité et l'impact de divers services publics et des programmes pour les jeunes, y compris les programmes actifs du marché du travail, et (iii) fournir des recommandations en matière de politique et de programmation sur la façon d'éliminer ces obstacles

L'étude fournit une analyse des aspirations et des besoins des jeunes Tunisiens, en tenant compte des mesures non économiques et économiques essentielles de l'exclusion qui sont à l'origine de la révolution. Elle souligne en particulier :

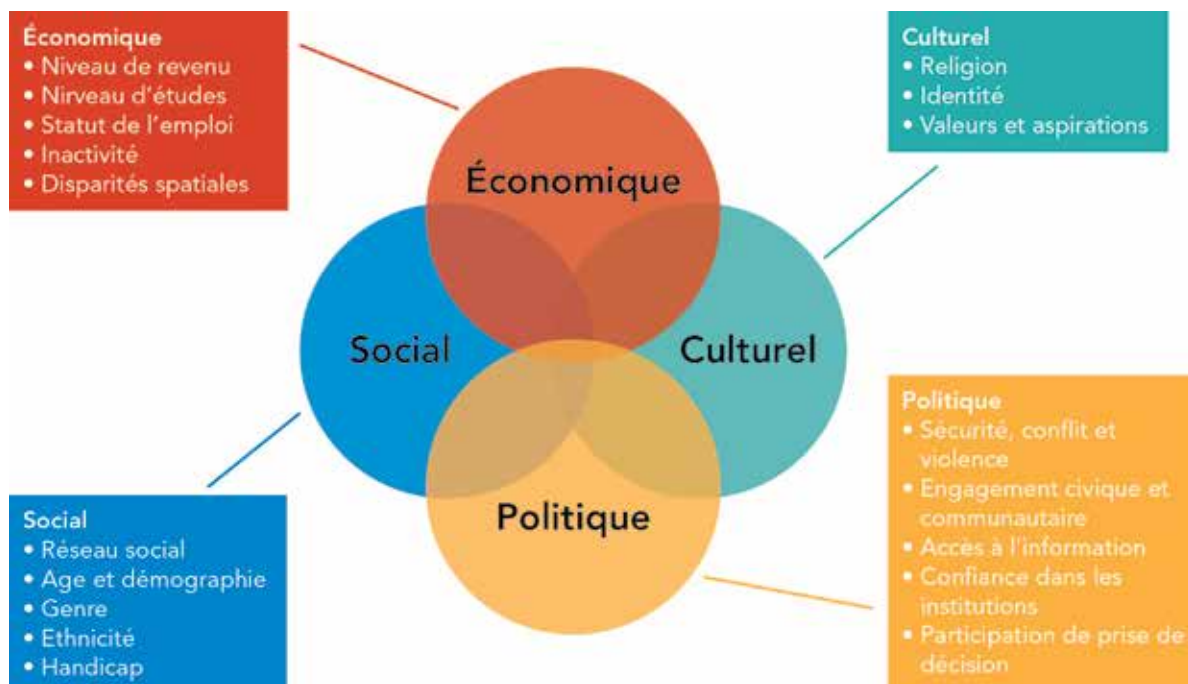
- l'expansion continue de l'activisme des jeunes en dehors des institutions politiques formellement établies, ainsi que la nécessité de soutenir la transition de la jeunesse tunisienne du virtuel à une citoyenneté réelle ;
- les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou de formation (NEET) en tant que la catégorie la plus affectée par l'exclusion économique et la nécessité d'assurer leur intégration socio-économique à travers une programmation adaptée.

1.2 Qu'est-ce que l'inclusion des jeunes?

Ce rapport utilise une approche multidimensionnelle pour identifier et éliminer les obstacles sociaux, économiques, politiques et culturels rencontrés par les jeunes Tunisiens. Une variété de paradigmes ont été utilisés pour définir et expliquer la jeunesse arabe, allant d'expressions telles que d'« explosion » démographique et « dividende » ou de cadres de formation de capital humain, y compris les échecs scolaires et d'emploi ; à un état de transition à l'âge adulte, où la jeunesse arabe est représentée comme en phase d'attente à un ensemble d'identités de la jeunesse et de sous-cultures.⁹

Pris individuellement, ces paradigmes présentent certaines limites analytiques, du fait que la marginalisation associée à l'exclusion sociale tend à se produire le long de plusieurs axes simultanément (voir graphique 1.1). Selon une interprétation convaincante des soulèvements de la jeunesse arabe, les jeunes partagent « un récit générationnel de l'exclusion, comme une expérience qui traverse leur vie publique et privée, et les résultats des échecs politiques, économiques et sociaux

Graphique 1.2 : Dimensions de l'exclusion

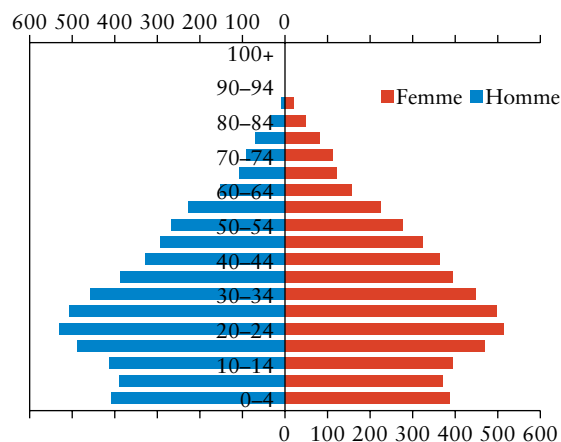


des régimes autoritaires.»¹⁰ Les politiques qui ne portent que sur un aspect de la marginalisation – comme l'amélioration de l'accès à l'éducation peuvent-être trop étroites pour lutter contre l'exclusion en général.¹¹

Cette étude utilise une approche combinée de recherche quantitative et qualitative – ainsi que l'évaluation des programmes et des services à la jeunesse actuelle – posant une série de questions telles que : Pourquoi les jeunes continuent-ils d'être actifs hors des lieux institutionnels formels à l'extérieur? Quels seraient les canaux nécessaires pour accroître leur voix dans le processus décisionnel? Pourquoi certains groupes de jeunes sont-ils surreprésentés parmi les inactifs et les chômeurs ou les personnes travaillant dans le secteur informel? Dans quelle mesure la politique publique se penche-t-elle sur les contraintes auxquelles font face les jeunes? Tout en s'appuyant sur des mesures quantifiées, le rapport présente également d'abondantes interprétations et des solutions de jeunes répondants eux-mêmes, en essayant d'éviter ainsi des prescriptions technocratiques détonnant avec le discours de la jeunesse.

Favoriser l'intégration des jeunes implique la prise en compte des multiples dimensions de l'exclusion. La gamme de la dynamique d'exclusion qui touche les jeunes Tunisiens est présentée dans la graphique 1.1. Tous les jeunes ne sont pas soumis à toutes les dynamiques d'exclusion, mais certains jeunes souffrent de l'exclusion entre plusieurs ou tous les domaines politiques, économiques, sociaux et culturels. Par exemple, les jeunes qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation peuvent être simultanément désengagés de la vie communautaire, provenir d'un ménage pauvre et manque de réseaux sociaux qui à son tour empêchent leur accès à des opportunités sur le marché du travail. Ceux-ci peuvent être les jeunes les plus marginalisés et impuissants. Il est important d'identifier et de reconnaître l'hétérogénéité des expériences de cibler les interventions plus efficaces aux personnes les plus exclues. Néanmoins, l'amélioration d'une source d'exclusion ne mènera pas nécessairement à l'inclusion si la dynamique d'exclusion persiste dans d'autres sphères. Favoriser l'intégration des jeunes nécessite des interventions qui répondent simultanément une gamme de dynamique d'exclusion, notamment pour permettre une plus grande voix de la jeunesse et de la participation dans les processus de prise de décisions qui affectent leur vie. Les données présentées dans ce rapport indiquent que les interventions sont nécessaires pour rétablir la confiance entre les jeunes et les institutions publiques à favoriser un sentiment d'agence et de la propriété chez les jeunes. Le rapport souligne donc l'importance de la promotion de la voix, de la participation et de la citoyenneté

Graphique 1.3 : Population tunisienne par groupe d'âge



Source : Division des Nations Unies pour la population. 2010 World Population Prospects.

Note : Mesuré en '000, année 2010, variante moyenne.

active comme des ressources-clés pour lutter contre l'exclusion socio-économique des jeunes.

Dans ce rapport, les jeunes Tunisiens appartiennent à la catégorie des 15 à 29 ans. Ce segment plus large permet de mieux saisir les problèmes liés à l'exclusion et à la transition tardive à l'autonomie socio-économique comparé à la tranche des 15 à 24 ans, groupement utilisé dans d'autres études et enquêtes.¹² Selon les estimations récentes de la population, les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentent 29 % de la population totale de la Tunisie et de 43 % de la population en âge de travailler (de 15 à 59), voir graphique 1.2.¹³ Les jeunes d'aujourd'hui représentent l'un des plus grands groupes sociaux de Tunisie faisant face à des défis sociaux, économiques, culturels et politiques très spécifiques, dont beaucoup restent à régler.

Les jeunes Tunisiens ne sont pas un groupe homogène. Alors que la situation des diplômés chômeurs a souvent dominé le débat politique national, d'autres groupes socio-économiques des jeunes sont confrontés à des défis distincts à l'inclusion. Ce rapport identifie les catégories de jeunes exclus et les caractérise selon les disparités régionales, les différences de genre, d'accès et d'opportunités, d'emploi et le niveau d'éducation, ainsi que et le cursus scolaire. Cette analyse permet d'identifier les obstacles décisifs pour l'inclusion rencontrés par les jeunes femmes et hommes d'horizons différents. Elle contribue également à une meilleure compréhension de la frustration de la jeunesse et de la perception

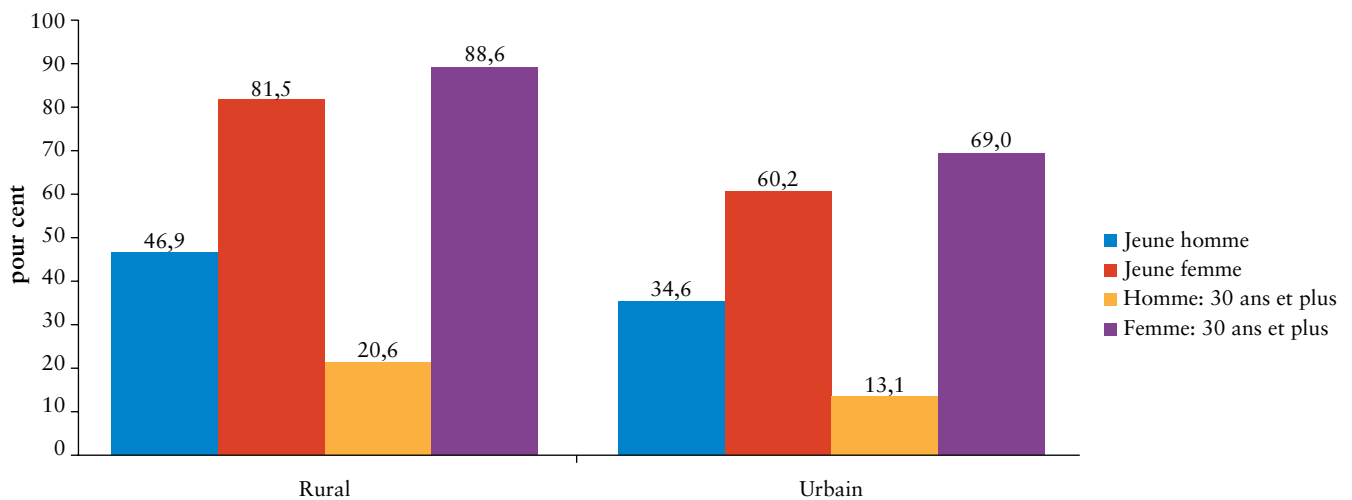
de l'exclusion des opportunités sociales, économiques et politiques qui ont conduit la révolution tunisienne. C'était en effet un jeune vendeur de rue de la région intérieure de Sidi Bouzid, dont l'auto-immolation a catalysé la révolte par la jeune génération de régions marginalisées.¹⁴

Cette mesure va au-delà de la définition étroite du chômage des jeunes, qui ne comprend pas les jeunes qui ont été découragés de chercher du travail. L'indicateur NEET assure une évaluation plus précise de l'inactivité, qui comprend jeunes découragés et déçus qui ont renoncé à chercher du secteur formel (ou autre) emploi.¹⁵ La Tunisie dispose actuellement de l'un des plus hauts taux de NEET dans la région MENA, estimée à environ 33 % du nombre total des jeunes entre 15 et 29 ans, selon les calculs de la Fondation européenne pour la formation.¹⁶ Très instruits, les jeunes, bien que toujours en situation d'exclusion, sont moins susceptibles de devenir NEET que les personnes moins scolarisées. Les décrocheurs scolaires sont le plus fortement représentés dans le sous-groupe des NEET et, selon une analyse récente de l'Observatoire national de l'emploi et de la formation et de l'OIT, il y a actuellement très peu d'instruments de politique portant sur NEET.¹⁷ graphique 1.3 présente un aperçu des taux NEET pour les Tunisiens en âge de travailler, en comparant les jeunes Tunisiens (âgés de 15 ans à 29 ans) pour les personnes âgées de 30 et plus.¹⁸ Les jeunes hommes sont environ 2,5 fois plus susceptibles d'être NEET que les hommes au-dessus 29 années dans tout le pays¹⁹. En outre, les

jeunes femmes sont presque deux fois plus souvent touchées par NEET que les jeunes hommes. Sur une note positive, les taux de NEET parmi les jeunes femmes sont légèrement plus faibles par rapport aux femmes de plus de 29 années suggérant un changement dans les rôles sociaux des femmes plus jeunes. Néanmoins, les taux de NEET restent très élevés pour les jeunes femmes (60,2 % en milieu urbain et 81,5 % en milieu rural).

Dans l'ensemble, ce rapport contribue à une recherche analytique sur les jeunes dans les domaines de la participation, de l'éducation, de l'emploi et de la politique du marché du travail en Tunisie. Les concepts de l'inclusion et l'exclusion sociale sont rarement utilisés dans l'abondante documentation, francophone ou arabophone, existante sur le sujet, en Tunisie. Alors que les ouvrages arabophones ont tendance à se concentrer sur les traditions locales, l'identité et le patrimoine culturel, la documentation en langue française concerne plus la recherche sociale dominante francophone, et la question de l'inclusion / exclusion sociale a été articulée principalement à travers le prisme de l'intégration économique ou la marginalisation des jeunes. Le décrochage scolaire, le chômage, l'inactivité et le travail précaire sont dépeints comme des résultats de la marginalisation. Une partie des ressources documentaires existantes, principalement par le biais d'entrevues en profondeur, permet aussi de cerner l'expérience subjective et de vivre la vie d'un vulnérable, d'un jeune chômeur, ou d'une personne marginalisée.²⁰ Un concept

Graphique 1.4 : Taux des NEET parmi la population en âge de travailler par jeunes/âge



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Jeunes 15-29. Comparaison avec le groupe des 30-59.

connexe est celui de la reconnaissance publique à la différence de l'invisibilité vécue par un jeune chômeur ou inactif.²¹ Le sort des diplômés chômeurs est également considéré en termes de justice sociale comme la rupture d'un contrat social avec un État qui a encouragé l'enseignement supérieur comme moyen d'accéder à un emploi stable.²²

1.3 Données et approche méthodologique

Cette étude s'appuie sur des données primaires issues de méthodes qualitatives et quantitatives et sur des sources secondaires. Une vue d'ensemble des sources de données peut être trouvée dans l'annexe 1 : Les principales sources primaires sont les suivantes :

- Une étude quantitative de la jeunesse urbaine de 4.214 ménages urbains menée en 2012-2013 : « Enquête-ménages en Tunisie sur la jeunesse dans les zones urbaines » (THSYUA).
- Une étude quantitative de la jeunesse rurale de 1.400 ménages à travers la Tunisie entreprise en 2012-2013 : « Enquête ménages Tunisie sur la jeunesse dans les zones rurales » (THSYRA).
- Un volet qualitatif, destiné à recueillir les perceptions des jeunes concernant leur expérience en matière d'inclusion et d'exclusion sociale. Ce volet sert à compléter et à renforcer l'explication des résultats quantitatifs. Cette composante comprend 21 groupes de discussion et 35 entretiens individuels réalisés en 2012 avec un total de 199 jeunes dans sept régions de Tunisie.
- Une étude théorique et l'analyse des institutions et programmes en faveur des jeunes ont été entreprises en 2012.

Ce rapport compare les jeunes vivant dans les zones rurales et urbaines et également les régions géographiques. La Tunisie compte 24 gouvernorats agrégés en sept régions administratives, chacune comprenant plusieurs gouvernorats limitrophes. La graphique 1.4 présente une carte régionale de Tunisie. Aux fins du présent rapport, les gouvernorats sont regroupés en trois régions distinctes de l'enquête : la zone côtière, la région intérieure, et le Sud, sur la base des différences structurelles auxquelles le pays est confronté en termes de disparités régionales et d'inclusion sociale et économique.²³

L'analyse s'appuie également sur deux enquêtes distinctes en Tunisie urbaine et rurale.

1.4 Structure du rapport

Le rapport est organisé autour des différentes dimensions de l'inclusion des jeunes, le Chapitre 2 étudie la voix et la participation des jeunes Tunisiens, identifiant les contraintes et les opportunités pour leur engagement dans la vie civique et politique. Le Chapitre 3 met en évidence les opportunités économiques disponibles pour les jeunes Tunisiens, et présente le statut de l'emploi et de l'entrepreneuriat, y compris dans le secteur informel, ainsi que les disparités liées au genre et aux régions, et les données socioéconomiques et éducatives. Le Chapitre 4 traite de l'exclusion économique par le chômage et l'inactivité, et met en évidence la gravité de la situation vécue par les jeunes Tunisiens qui ne sont pas dans l'éducation, l'emploi ou la formation (NEET). Le Chapitre 5 traite des programmes et des services pertinents pour l'emploi, par exemple, le travail des programmes actifs du marché (PAMT), y compris la qualité et l'impact des programmes. Enfin, le Chapitre 6 présente les conclusions et recommandations, tout en reconnaissant la nécessité de tenir compte de l'interdépendance des différentes dimensions en associant l'importance de la politique inclusive de la jeunesse et les institutions, avec un appel à la participation dans la prise de décision.

Notes

1. Tel que cité dans le British Council et l'Université américaine du Caire. 2013. La promesse révolutionnaire : Perceptions des jeunes en Egypte, la Libye et la Tunisie. Le Caire, p. 34.
2. "Taux de chômage élevé à l'origine des émeutes", Financial Times, 21 décembre 2010.
3. Jean-Pierre Filiu, la Révolution arabe ; *Arab Revolution : Ten Lessons from the Democratic Uprising*, [la Révolution arabe ; 10 enseignements tirés du soulèvement démocratique] Oxford University Press, novembre 2011.
4. Banque mondiale. (2010) " Les jeunes des Pays Arabes : Promouvoir les opportunités et la participation " Article Banque mondiale, Conférence Marseille, 28-30 avril 2010.
5. Diego F. Angel-Urdinola, Stefanie Brodmann, et Anne Hilger, Tendances du marché du travail : Options récentes de politiques, MNSHD, Banque mondiale, 2012.
6. Sondage d'Opinion Exclusif SIGMA Post, 2011.
7. Mohamed Bamyeh. (2011) La Révolution tunisienne : premières réflexions. Sociologie de l'Islam et des sociétés musulmanes.
8. ONU (2007) Adolescents et jeunes en Tunisie : données et défis.

8 | SURMONTER LES OBSTACLES À L'INCLUSION DES JEUNES

9. Les contributions suivantes illustrent les différents paradigmes utilisés pour analyser la dimension de la jeunesse : R. Assad and F. Roudi-Fahimi. 2009. Les Jeunes dans la Région Moyen-Orient et Afrique du Nord : Opportunité ou Défi démographique? Washington, DC : Population Reference Bureau ; Banque mondiale. 2007 Développement et Générations Futures. Rapport Banque mondiale ; Naytej Dhillon et Tariq Yousef. 2009. *Generation in Waiting : The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East*. Washington, DC : Brookings Institute Press ; British Council and American University du Caire, *ibid.*, can only be used when previous citation is exact.
10. E. Murphy. 2012. "Problematising Arab Youth : Generational Narratives of Systemic Failure." *Mediterranean Politics* 17 (1).
11. Banque mondiale. 2013. *Inclusion Matters : The Foundation of Shared Prosperity. Social Development Département*, Washington DC. Le rapport s'appuie également sur le cadre des contraintes socio-économiques (c'est-à-dire les compétences professionnelles pertinentes contraintes, l'absence de demande de travail et les contraintes sociales sur le côté de l'offre) et les interventions identifiées par Wendy Cunningham, Maria Laura Sanchez Puerta et Alice Wuermli (2010), " Programmes actifs du marché du travail pour les jeunes : un cadre pour guider l'emploi interventions destinées aux jeunes ", Banque mondiale. PPE, N.16.
12. Banque mondiale. 2012. Enquête ménages Jeunes, Maroc : Promouvoir les Opportunités et la Participation. Population Council and Information and Decision Support Center of the Egyptian Cabinet of Ministers. 2011. "[2009] *Survey of Young People in Egypt (SYPE) : Final Report.*" Rev. Ed. Population Council, West Asia and Africa Office, Caire.
13. Source : ONU- Population Base de données des Perspectives de population. 2010. Note : les Jeunes de 15-24 représentent près de 20 % de la population totale.
14. H. Ayeub. 2011. "Géographie sociale et politique de la révolution tunisienne : l'Alfa Révolution." *Revue d'Economie Politique Africaine* – 38 (129) 467-79.
15. United Nations. 2013. *A New Global Partnership : Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development*, The Report of the High Level Panel of Eminent Persons on the Post 2015 Development Agenda. New York.
16. ETF. 2014. *Young People Not in Employment, Education or Training in the EU Neighboring Countries*. Turin : European Training Foundation.
17. Observatoire National de l'Emploi et des Qualifications. 2014. Transition vers le Marché du Travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie. Genève : Bureau International du Travail. Avril 2014.
18. L'âge officiel pour la retraite est 60 ans pour les hommes et les femmes.
19. En milieu rural, 20,6% des homes plus âgés sont des NEET contre 46,9% parmi les jeunes hommes, ce qui donne un ratio de 2.3. En région urbaine, le même calcul donne un ratio de 2.6 (Le NEET affecte 13,1% des hommes plus âgés contre 34,6% de jeunes)
20. Dorra Mahfoudh-Draouti et Imed Melliti. 2006. " De la difficulté de grandir. Pour une sociologie de l'adolescence en Tunisie. " Tunis : Centre de Publication Universitaire.
21. Imed Melliti. 2011. Perspectives internationales sur le travail des jeunes. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
22. Naytej Dhillon and Tarik Yousef. 2009. *Generation in Waiting : The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East. Brookings Institution : Washington, DC.*
23. Pour les fins du présent rapport, le Nord-Ouest, Centre Ouest et du Sud-Ouest sont collectivement appelés les régions de l'intérieur ou de l'intérieur. Le Nord-Est, qui comprend le Grand Tunis, est traité séparément du reste du Sud-Est aux fins de certaines analyses de l'étude. Le Centre-Est est la côte ou dans les régions côtières.

CHAPITRE 2

Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse



Nous devons avancer main dans la main pour atteindre les objectifs de la Révolution. Nous devons être actifs dans la société, en travaillant dans des associations. Nous ne devons pas être divisés, car les enjeux sont très élevés pour notre pays. Les gens doivent être réveillés, et c'est là le rôle de la classe politique. Ils doivent être conscients de la phase critique par laquelle passe le pays et contribuer à le renforcer. Il leur faut être moins égoïstes et garder en tête les objectifs du triomphe de la révolution.

Lycéenne, Mahdia (zone côtière, Tunisie)

Depuis 2010, les jeunes Tunisiens et Tunisiennes ont lutté en première ligne, appelant sans relâche à un changement social et exprimant leur désir de jouer un rôle actif dans la sphère publique. Pourtant, comme le montre ce chapitre, lorsque la collecte des données pour cette étude avait été achevée au début de l'année 2013, les jeunes Tunisiens déploraient toujours l'absence de voies institutionnelles nécessaires pour participer efficacement à la Tunisie post-révolutionnaire, et ils avaient exprimé leurs doutes concernant les institutions politiques et publiques de pays.¹

L'inclusion des jeunes a des implications directes, économiques, politiques, sociales et culturelles et elle implique la disponibilité des canaux institutionnels pour une participation active dans la vie publique et communautaire. D'une manière générale, l'inclusion des jeunes signifie la possibilité de faire des contributions sociales, ce qui leur apportera reconnaissance et dignité. Cela veut dire également avoir confiance et s'engager dans une initiative économique. Cette inclusion est la citoyenneté efficace active, qui est en outre définie dans l'encadré 2.1. Dans le contexte tunisien récent,

la citoyenneté active peut être considérée comme un engagement social pour réaliser les idéaux de la Révolution.

En outre, la corrélation positive entre l'exercice de la citoyenneté et les résultats économiques d'une jeunesse active, en particulier les NEET, est illustrée par de nouveaux exemples internationaux. Ainsi une récente analyse économétrique montre que l'amélioration des libertés civiles, conjuguée aux libertés économiques, telles la réduction de la fiscalité et la stabilité des prix, conduit à une réduction significative de l'inactivité des jeunes (notamment les NEET), sur le long terme. En conséquence, la Banque mondiale estime que l'amélioration du niveau des libertés dans les différentes régions en développement au niveau des pays développés est susceptible de réduire l'inactivité des jeunes de plus de 50% (Moyen-Orient et Afrique du Nord et Afrique subsaharienne) ou de 30% (en Amérique latine).² Bien que les données de l'enquête quantitative disponibles pour la Tunisie ne permettent pas une évaluation rigoureuse de la relation de cause à effet entre les libertés civiles —permettant la citoyenneté active des jeunes—et la diminution de l'inactivité des jeunes au

Encadré 2.1 : Définition de la citoyenneté active

Le Forum Européen de la Jeunesse, une des plateformes de plaidoyer de la jeunesse les mieux établies et les plus influentes du monde, a défini la citoyenneté active comme un statut juridique et un rôle. Une combinaison d'attitudes spécifiques et des accords institutionnels doivent être mis en place pour permettre aux individus d'exercer leur "engagement, participation et influence". Cette définition de la citoyenneté englobe également les relations de l'individu avec les autres et le marché du travail, ainsi que les questions de l'identité culturelle, étant donné que les individus appartiennent et participent à de nombreuses communautés différentes – sociales, économiques et culturelles. La citoyenneté définie comme un statut dans une communauté politique, juridique, sociale est basée sur un ensemble de règles juridiques qui définissent l'appartenance à la communauté politique. Ces règles incluent les droits juridiques, par exemple, les libertés : d'expression, de pensée, de croyance religieuse, le droit à la propriété, etc., et les droits politiques, par exemple, le droit de participer et d'exercer le pouvoir.

Sources : Forum Européen de la Jeunesse. 2002. «Position sur l'apprentissage pour la Citoyenneté Active.» Adopté en Conseil des Membres, Bruxelles 26-27 avril.

niveau des pays, il est prouvé que lorsque les libertés civiles se développent dans un pays, notamment à la suite de nouvelles dispositions constitutionnelles, l'une des principales conséquences est la diminution du nombre de jeunes NEET.

Même si les perspectives pour la Tunisie semblent prometteuses, le présent chapitre montre que les jeunes Tunisiens rencontrent encore des obstacles importants à leur plein exercice de la citoyenneté active. Lors des interviews, les jeunes ont parlé de déceptions et de rêves brisés, du fait qu'ils doivent toujours faire face à l'injustice sociale, au manque de possibilités d'engagement civique et politique et aussi parce que le chômage leur semble exacerbé par le favoritisme et le régionalisme. Le profond écart entre l'ancienne génération qui domine la prise de décision et les jeunes qui se sentent exclus de toutes opportunités et n'ont pas voix au chapitre pour façonner leur propre avenir est aussi une question essentielle qui doit être résolue pour assurer à long terme la stabilité du pays.

En même temps, la recherche qualitative montre que quels que soient le genre et la région, les jeunes ont élaboré un ensemble de stratégies d'adaptation. Ces stratégies combinent la famille et la religion comme un refuge contre l'instabilité, tout en se concentrant sur les valeurs du mérite, le travail, l'innovation, la recherche de soi, et les efforts pour renforcer l'autonomie. Les possibilités de participation aux processus politiques à plusieurs niveaux -local, communautaire et national-sans être très répandues, existent et se développent. Deux facteurs-clés de l'engagement dans la société sont la confiance dans les institutions et l'utilisation des médias sociaux.

2.1 A propos de la confiance dans les institutions

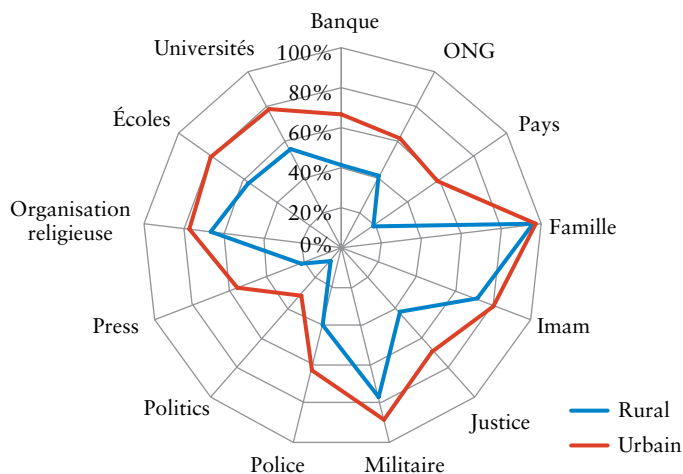
La citoyenneté active dépend de la confiance et de la volonté de s'engager de manière constructive avec les institutions. Sans un minimum de confiance dans les institutions, lesquelles incluent les politiciens locaux, les tribunaux, la police et les groupes politiques ou religieux, il est difficile pour les jeunes de collaborer de façon constructive. La confiance est une condition requise pour la citoyenneté active, et essentielle pour engager les jeunes dans les questions qui touchent leur communauté ou un pays. La confiance doit être gagnée par les institutions. Les traitements iniques, l'injustice ou la violence de la police sape la confiance dans les institutions. Sans cette confiance, les sociétés ne feront qu'engendrer conflits et confrontation.

Comme les autres jeunes de la région MENA, les jeunes Tunisiens ont peu de confiance dans les institutions publiques. Selon le Gallup World Poll 2013 les perceptions des jeunes

de la région MENA et des régions subsahariennes sont à la traîne par rapport aux autres régions, pour ce qui concerne le niveau de vie, l'évaluation de la vie, le bien-être social, l'attachement à la communauté, le bénévolat et la confiance dans le gouvernement national. Cependant, la région MENA a eu plus jeunes évoquant la dégradation des conditions de vie en 2013 (par rapport à 2012) et moins de confiance dans le gouvernement national, que la jeunesse africaine.³

Les jeunes Tunisiens comptent beaucoup sur leurs familles et les institutions religieuses. Le militaire, l'imam local, et les organisations religieuses reçoivent le plus de confiance de la part de la jeunesse, plus de 80%, ce qui est presque le même niveau de confiance que celui accordée à la famille (voir la graphique 2.1). En revanche, la confiance dans les institutions politiques était extrêmement basse lors de la collecte de données dans le cadre de l'enquête : seulement 8,8% des jeunes ruraux et 31,1% des jeunes en milieu urbain avaient confiance dans les institutions politiques. En région urbaine les écoles et universités sont des espaces publics de dialogue jugés dignes de confiance pour quelque 80% des jeunes. De nettes différences toutefois existent entre les jeunes ruraux et urbains. Dans l'ensemble, les jeunes dans les zones rurales ont beaucoup moins confiance en la police, le gouvernement, le système de justice, la presse, et le pays.⁴ Pour ce qui est de l'ensemble des institutions, le niveau de confiance en général en zone rurale est en moyenne inférieur de 20% comparé aux zones urbaines. Les niveaux de confiance sont indépendants

Graphique 2.1 : Confiance dans les institutions publiques et religieuses



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : La graphique inclut les jeunes 15-29 ans.

du statut de l'emploi, pour les régions rurales et urbaines (voir annexe 2, graphiques A2.1 et A2.2). Les niveaux de confiance de la jeunesse dans les banques et la presse sont légèrement plus élevés chez les jeunes travailleurs Tunisiens, mais sinon le niveau de confiance est le même que celui des jeunes inactifs NEET.

Le mécontentement en général et le manque de confiance dans les institutions publiques sont exprimés par les jeunes Tunisiens à travers les canaux culturels, comme par exemple la musique rap. Depuis le début des manifestations en décembre 2010, le rap a été la musique de fond de la révolution tunisienne, avec également le pop, le folk, le rock et autres genres musicaux (voir encadré 2.2).

Comme les autres Jeunes Tunisiens ou Libyens, les Tunisiens expriment une confiance très limitée vis-à-vis de la presse considérée comme commerciale voire manipulatrice. Alors que les médias sociaux sont vus comme principal canal de sensibilisation et de soutien social durant la révolution ils sont parfois perçus de manière assez ambiguë comme l'exprime ci-dessous un jeune professeur des écoles.⁵

Facebook a joué un rôle important au début de la Révolution, mais depuis il est utilisé par les différents partis pour présenter leurs programmes. Il est même devenu courant de s'y insulter ce qui au lieu de servir la Révolution a contribué à son recul. Facebook, l'une des sources du succès de la Révolution, est devenu depuis un espace de polémiques et d'insultes. Jeune professeur – Tunis

2.2 Accès à l'information

Plus que tout autre moyen, les jeunes Tunisiens utilisent Internet pour accéder à l'information. Internet est principalement utilisé pour le divertissement, le courrier électronique, et l'actualité mais les jeunes hommes et les femmes passent aussi une partie de leur temps en ligne pour étudier, travailler ou chercher un emploi (voir graphique 2.2). Environ 50 pour cent de tous les utilisateurs d'Internet (43,3 pour cent en milieu rural, 53,2 pour cent en milieu urbain) utilisent Internet pour l'éducation, et de nombreux jeunes l'utilisent pour chercher un emploi (45,9 pour cent en milieu rural, 26,8 pour cent en milieu urbain). Près d'un jeune sur six Tunisiens utilise également l'Internet pour le travail (14,4 pour cent en milieu rural, 15,9 pour cent en milieu urbain).

L'accès aux technologies de l'information et de la communication (TIC) de base est largement répandu chez les jeunes Tunisiens. Plus de 9 jeunes sur 10 possèdent un téléphone

Encadré 2.2 : Les jeunes artistes et la liberté d'expression

Les arts et notamment la musique rap, ont permis aux jeunes d'exprimer leur colère contre le chômage, la pauvreté et la répression politique. Le rappeur *El General* a émergé comme l'une des icônes de la révolution. Sa chanson "*Rais Lebled*" (Chef de l'Etat) est considéré comme l'hymne de la révolution.

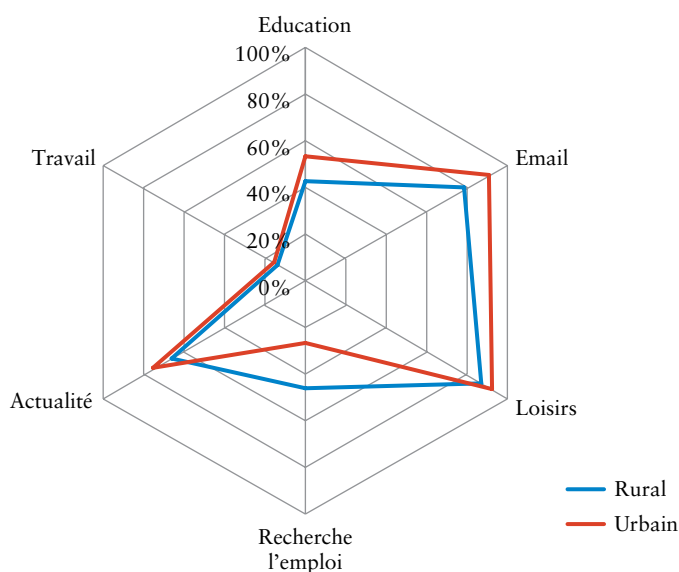
Depuis la révolution, les rappeurs ont continué à donner de la voix pour transmettre la désillusion jeune. Outre les journalistes, de nombreux musiciens déçus par le nouveau gouvernement élu en 2012, ont continué à critiquer la brutalité de la police, pour exprimer leur désillusion après la révolution, et plaider la liberté d'expression. Sept rappeurs avaient été arrêtés au cours des six premiers mois de 2012. Le rappeur *Weld El 15* avait reçu une peine d'emprisonnement de 21 mois par contumace après un spectacle jugé insultant pour la police dans la ville orientale de Hammamet. Après avoir été remis aux autorités, il a été rejugé et condamné à une peine de quatre mois, contre laquelle il a fait appel. Le rappeur *Klay BBJ* a finalement été acquitté en appel en Septembre 2013, après avoir été accusé et jugé deux fois pour avoir critiqué la police.

Sources : Al Jazeera. 2013 "Rappeur tunisien emprisonné pour outrage à fonctionnaire de police" ; Libération. 2013 "Tunisie : le Rap en sourdine."

cellulaire. En comparaison 1 tiers des jeunes répondants de l'enquête avaient utilisé internet le mois précédant l'enquête. (40% jeunes hommes contre 26% de jeunes filles, voir graphique 2.3). Un quart des jeunes Tunisiens interviewés dans le cadre de l'enquête sont membres de réseaux comme Facebook qui est surtout un instrument privilégié pour contacter les groupes d'amis et diffuser les informations. La télévision reste la principale source d'information (68%) suivie d'Internet (13%) et des forums de discussion personnelle (12%).

Peu nombreux sont les jeunes qui utilisent la radio (6%) et encore moins les journaux (1%). L'accès Internet est encore limité dans beaucoup de zones rurales, et l'accès restreint à l'information affecte principalement les chercheurs d'emploi. Toutefois le niveau élevé de connectivité en Tunisie a encouragé l'émergence d'une « culture jeunesse » avec ses propres tendances, styles, espaces, et canaux de communication, ainsi

Graphique 2.2 : Accès à l'information sur Internet



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclue les jeunes de 15-29 ans. Les réponses multiples étaient autorisées lors de l'enquête.

que les activités de loisir indépendamment de la « culture officielle de la jeunesse » qui avait été mise en place sous l'ancien régime.

Les jeunes dotés de diplômes récents et moins récents ont tous mentionné Internet dans les groupes de discussion et interviews individuels. Les jeunes ont une attitude très

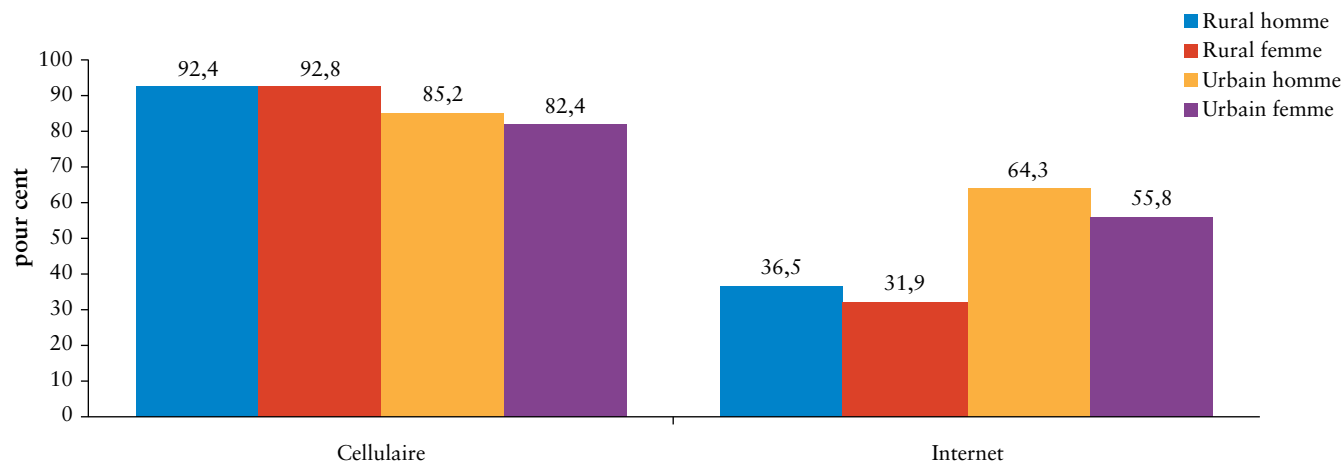
positive envers les TIC qu'ils considèrent comme première source d'information, de communication- de réseau virtuel – connexions avec des jeunes du monde entier, loisirs et comme principal outil de recherche d'emploi. Un étudiant en cycle de maîtrise à Sidi Bouzid (centre Ouest Tunisie) parle d'Internet comme d'une « seconde famille » pour les jeunes. Toutefois les jeunes répondants perçoivent également une dimension spatiale à l'accès internet- une division digitale qui exacerbe le sentiment d'exclusion d'une large partie de la société chez les jeunes habitants des régions intérieures du pays.

Les gens dans les régions intérieures n'ont rien excepté le foot et les cafés. Les étudiants s'ennuient à l'école et ne peuvent développer leurs compétences à travers des activités créatives ou festives.

Pour trouver un emploi, il faut aller sur Internet. Notamment dans les régions où il n'y a pas d'agences pour l'emploi. Il y a les « cybercafés publinets »⁶ mais seulement quelques-uns au centre de Medenine ; il faut environ une heure pour y aller et cela coûte environ 2 TND [USD (PPP) 2.76] juste pour s'inscrire à un bureau pour l'emploi. Comment peut-on accéder à l'information dans ces conditions ? Jeune chômeur, non diplômé, Médenine

Pour faire avancer la citoyenneté active d'une manière durable, les jeunes doivent progresser et passer d'une 'virtuelle citoyenneté active' à une « réelle » participation politique aux niveaux local et national. Alors que les jeunes étaient très enthousiastes concernant l'engagement politique et la vie

Graphique 2.3 : Accès aux TIC – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes. Utilisation du téléphone cellulaire le mois précédant l'enquête.

associative, lesquels restent à être mis en place de manière adéquate et pleinement active. Alors que les aspirations des jeunes liées à la Révolution étaient au départ très idéalistes, les citations suivantes montrent le danger d'un engagement exclusivement virtuel.

Je passais au peigne fin toutes les informations sur Facebook pour découvrir les points faibles de l'administration. Sur Facebook, je prends une position critique, je suis libre et neutre, et si je n'aime pas quelque chose, j'attaque. La Révolution du 14 Janvier, c'est avant tout une révolution psychique, une transition d'une situation à une autre. Nous pensons liberté après la répression, la liberté de communiquer nos idées.... Après le 14 Janvier Internet est devenu complètement libre de toute censure. Chômeur diplômé Homme, Médenine, Tunisie -SE

Nous regardons la télévision. Nous surfons sur Internet. Nous allons vérifier nos pages Facebook à Publinet. Nous contactons nos amis à Tunis. Nous suivons les informations. Nous savons ce qui se passe. Je voudrais participer, exprimer mon point de vue, mais je ne sais pas comment faire. Diplômée, sans emploi, Mahdia, Tunisie du Centre-Est

Assurer la transition du virtuel à la citoyenneté active, requiert de nouvelles compétences associatives, qui sont aussi importantes que les compétences entrepreneuriales, si l'on veut obtenir une combinaison efficace. Les jeunes peuvent bénéficier d'opportunités, apprendre à créer et gérer des associations, y compris la compréhension de l'environnement juridique, la gestion des budgets, la responsabilité financière et la transparence, un lobbying efficace, les relations publiques et stratégies de communication, la cartographie des processus démocratiques internes, les structures de gestion en vigueur, et également le réseautage stratégique.

2.3 Participation des jeunes dans la société civile

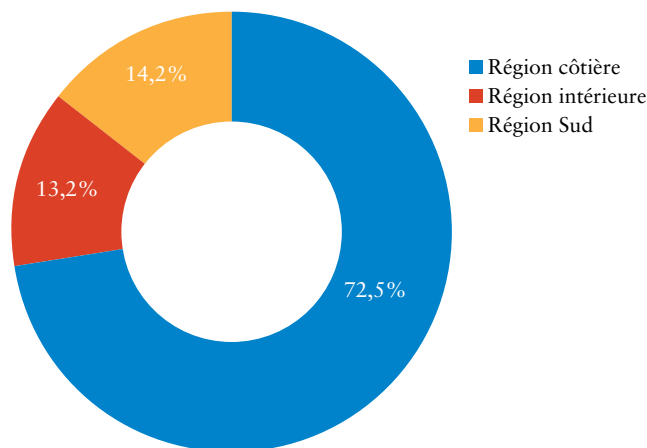
Depuis la Révolution les groupes religieux ou autres groupes de la société civile ont pu s'inscrire officiellement et un grand nombre d'associations œuvrant pour l'engagement civique ont été enregistrées. Les syndicats et les associations d'étudiants jouent un rôle particulièrement important dans la société civile.⁷ Par exemple, le dialogue national entre les factions politiques du pays incluait quatre organisations influentes de la société civile, y compris le plus grand syndicat

du pays. Le Centre d'Information sur la Formation, l'Etude et la Documentation des Associations (IFEDA) estime que le nombre d'ONG enregistrées a augmenté de près de 50% depuis la Révolution, de près de 10.000 à environ 15.000.⁸ Les organisations religieuses de charité notamment ont augmenté dans les quartiers urbains et dans les régions intérieures les plus touchées par la pauvreté et l'exclusion

Néanmoins, seulement un petit groupe de jeunes Tunisiens sont actifs au niveau des organisations civiles (OSC). Selon une enquête récente, seulement 3% de jeunes ruraux participent dans des OSC.⁹ Parmi ces jeunes actifs dans les OSC, le bénévolat le plus répandu concerne les OSC œuvrant pour le développement social régional, les bonnes œuvres, la lutte contre la pauvreté, les affaires religieuses et les sciences. Les clubs sportifs et récréatifs ont aussi été mentionnés par les jeunes lors de l'enquête. En dépit du faible taux de participation aux activités des OSC, 9 jeunes Tunisiens sur 10 considèrent que le bénévolat dans les OSC est très important pour les communautés. En Tunisie rurale, quelque 92% de femmes et 82,2% d'hommes identifient les organisations communautaires comme des facteurs très importants pour le développement local (voir graphique 2.3). Le niveau de confiance est relativement bas : le niveau de confiance vis-à-vis des organisations communautaires est plus faible en zone rurale, sans doute affecté par l'hétérogénéité en termes de qualité et de degré d'orientation politique affichée par les organisations. Seulement 40,7% de jeunes femmes et 39,9% de jeunes hommes en milieu rural disent avoir confiance dans les organisations communautaires (voir graphique 2.4). La confiance est beaucoup plus élevée en milieu urbain, avec 63,6% de jeunes femmes et 60,7% de jeunes hommes.

Le taux de bénévolat des jeunes en Tunisie est très faible, avec moins de 1,5% de tous les jeunes en milieu urbain soutenant les OSC. En conséquence il est nécessaire d'adopter une politique publique plus efficace soutenant la participation des jeunes dans la société civile et notamment le bénévolat. Le bénévolat chez les jeunes hommes en milieu urbains (2,12%) est près de deux fois plus répandu que chez les jeunes citadines (0,89%) (voir graphique 2.5). Près des trois quarts de tous les jeunes volontaires en milieu urbain vivent dans la région côtière (graphique 2.4). En comparaison, seulement un petit groupe de 13,2% de jeunes bénévoles vivent dans la région intérieure de Tunisie, suivie par 14,2% des jeunes bénévoles qui vivent dans les régions du Sud. Le faible niveau global de bénévolat et ses disparités régionales illustrent l'étendue et la nécessité de soutenir le volontariat des jeunes en Tunisie, en particulier dans l'intérieur et les régions du Sud

Graphique 2.4 : Distribution du bénévolat des jeunes par région



Source : Banque mondiale 2012c.

Note : les chiffres se rapportent à la jeunesse en milieu urbain. Pas de données disponibles pour la jeunesse rurale.

Bien que la participation des jeunes dans la société civile soit encore limitée, notamment pour ce qui est de la participation menée par des jeunes, elle semble prometteuse et la participation des jeunes dans la citoyenneté active, devrait se renforcer rapidement au vu de la perception positive associée au bénévolat. La participation des jeunes dans la société civile, et en particulier dans le bénévolat, pourrait être prise en charge comme moyen de promouvoir une plus grande inclusion sociale, en particulier au niveau local et parmi les jeunes défavorisés, qui sont actuellement les moins engagés. Le bénévolat devrait également inclure les moins instruits, les jeunes inactifs (NEET) y compris les jeunes femmes, les jeunes des régions marginalisées et zones péri-urbaines. L'encadré 2.3 décrit un projet mondial financé par la Banque qui offre des incitations pour les jeunes défavorisés à faire du bénévolat dans leur collectivité, tout en offrant des possibilités d'acquérir des compétences liées à l'emploi.

En général, les jeunes ont déclaré avoir un contrôle limité sur le cours de leur vie, y compris les décisions concernant l'éducation et le travail. Cela peut être un reflet de leur manque d'engagement dans la société civile ou dans les affaires politiques. Moins de jeunes femmes que d'hommes déclarent avoir une influence sur les décisions importantes de la vie. Cette différence est beaucoup plus marquée sur les sujets du travail et du mariage qu'en matière d'éducation (voir graphique 2.5).

Les jeunes Tunisiens doutent que leur voix soit entendue au niveau local. A la question de savoir si le maire ou le gouverneur sont à l'écoute des préoccupations locales, seulement 1 jeune Tunisien sur 8 en zone rurale répond par l'affirmative. Seulement 11,5% des jeunes hommes et 12,4% des jeunes femmes en Tunisie rurale disent qu'ils sentent que les politiciens locaux sont à l'écoute (voir graphique 2.6). L'influence de la jeunesse perçue sur le développement local est trois fois plus élevée dans les zones urbaines, où 38% des jeunes hommes et 38,9% des jeunes femmes ont répondu que les préoccupations locales sont importantes pour le maire ou le gouverneur. Ces disparités régionales soulignent l'intensité de l'exclusion des jeunes, notamment en Tunisie rurale.

Les jeunes Tunisiens pensent qu'ils ne peuvent pas facilement influencer le processus politique ou la transition post-révolution. Faute de voies pour s'engager de manière constructive dans le processus politique, les jeunes Tunisiens expriment leurs frustrations dans les rues par des manifestations qui caractérisent la Tunisie post-révolutionnaire. Le café reste le lieu principal pour discuter de politique, selon une autre étude récente de la jeunesse ; 72% des personnes interrogées disent avoir discuté essentiellement politique dans le café, et la politique s'impose aussi comme un thème important de la conversation au sein de la famille (50%) (Observatoire National de la Jeunesse-Social Science Forum 2013).

2.4 Participation politique

La participation politique est un pilier de la citoyenneté active, laquelle implique de prendre part à la politique du pays, y compris par le vote lors des campagnes électorales, adhérer à un parti, faire campagne ou se présenter aux élections. La participation englobe plus que des élections ; il s'agit de participer au débat public par la voie organisée, des pétitions, et d'autres formes d'expression. Néanmoins, la participation aux élections en Tunisie post-révolutionnaire est un indicateur important de la confiance du public dans les institutions politiques et l'exercice de la citoyenneté active des jeunes, compte tenu notamment de leur rôle central dans la révolution.

Le faible taux de participation des jeunes aux élections nationales tunisiennes d'octobre 2011 a été particulièrement inquiétant. Seulement la moitié des moins de 30 ans avaient voté. La participation dans les zones urbaines était légèrement plus élevée que dans les zones rurales (voir graphique 2.6). Le taux de jeunes électrices et électeurs était très similaire. Seulement 17% des jeunes âgés de 18 à 25 ans sont inscrits pour voter, selon un sondage réalisé par le British Council et

Encadré 2.3 : IDMEJ : Un projet d'investissement dans l'inclusion des jeunes dans les régions défavorisées

Conception du projet : Après la Révolution tunisienne, le gouvernement tunisien a lancé le projet IDMEJ en vue de renforcer l'inclusion des jeunes, avec le soutien d'un don du Fonds japonais de développement social de la Banque mondiale. Le projet IDMEJ « littéralement en arabe : inclusion et de coopération » fournit une alternative évolutive aux programmes nationaux existants. Il favorise le développement et la participation communautaire dirigé par des jeunes, tout en offrant aux participants des petites bourses.

Le Projet offre un soutien financier d'urgence et d'emploi à court terme pour 3000 jeunes qui ont un niveau d'études secondaire ou moins, en faveur des NEET, dans les gouvernorats défavorisés de Kasserine et Siliana dans la région du Centre-Ouest de la Tunisie. Exécuté par l'Observatoire national de la jeunesse (ONJ) le projet combine la formation professionnelle au bénévolat communautaire, l'apprentissage et les opportunités d'auto-emploi. Le projet est relativement rentable, avec un coût par bénéficiaire de moins de 1.000 USD qui pourrait être encore réduit si le projet se développe à plus grande échelle.

Résultats : Dans le cadre du projet, les jeunes entre 15 et 29 ans reçoivent une formation aux compétences de vie, y compris une formation financière. Les bénéficiaires font jusqu'à cinq mois de bénévolat dans des projets communautaires gérés par des organisations de la société civile locale. Les résultats initiaux du projet montrent que plus de 85% trouvent la formation utile. De nouvelles compétences techniques et sociales ont été acquises respectivement par 76% et 80% des répondants. Ces résultats positifs sont en ligne avec une évaluation de plus de 200 programmes de la fonction publique internationale, qui a montré une augmentation des compétences de travail, les possibilités de carrière et d'éducation, ainsi que l'estime de soi et le sens de la responsabilité civique.^a IDMEJ a en effet permis d'améliorer les relations entre les ONG de jeunes et les autorités locales. Des fonds supplémentaires ont déjà été mobilisés par les gouvernements locaux à Siliana et Kasserine gouvernorats de reproduire et d'étendre cette composante en fonction de son succès sur le terrain. Dans l'ensemble, le projet bénéficie aux jeunes en les aidant à briser le cycle de l'inactivité, en apportant un soutien aux jeunes femmes, et en assurant la promotion de l'inclusion sociale et la confiance.

Gestion et Suivi & Evaluation : Le projet est soutenu par une approche innovante en termes de rapport coût-efficacité pour le suivi et l'évaluation (S & E), en utilisant une plate-forme en ligne qui permet l'entrée de données en temps réel et l'analyse accessible par de multiples intervenants. Le projet recueille les commentaires de bénéficiaire directement via les téléphones mobiles sur la qualité des services et de leur impact sur l'employabilité.

Source : Observatoire National de la Jeunesse et Banque mondiale, 2014.

a. Amanda Moore McBride, Michael Sherraden, and Carlos Benítez. 2003. The forms and nature of civic service : a global assessment, research report. St. Louis : Washington University. Center for Social Development.

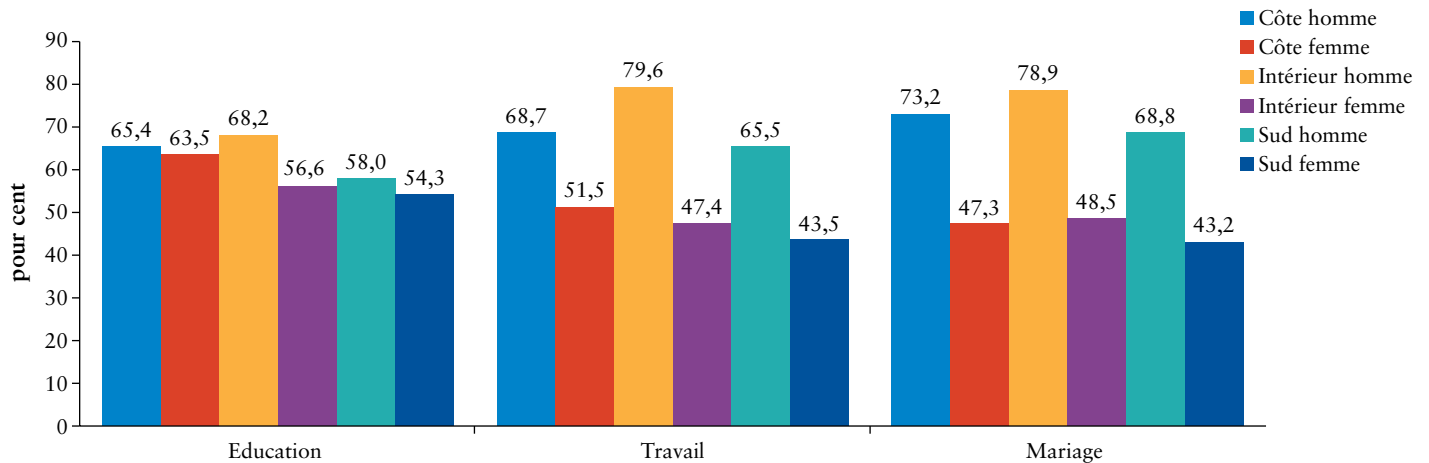
l'Université américaine de Gerhart Centre du Caire, (Parker 2013).

Les faibles niveaux de participation politique par les jeunes reflètent le peu de place que les jeunes perçoivent pour eux-mêmes au sein des partis établis. Au cours des discussions organisées dans le cadre de l'enquête, les jeunes ont déclaré à plusieurs reprises que la Révolution avait été initiée par les jeunes, mais vite cooptés par les « anciens » politiciens, ou ceux solidement établis. La persistance du chômage, l'aggravation de l'injustice sociale, et le patronage continue ainsi que le régionalisme de l'ancien régime ont contribué à freiner

l'optimisme enflammé suscité par la révolution. La révolution n'ayant engendré que de maigres résultats, le niveau de désillusion était élevé, doublé d'un sentiment de trahison. La faible participation aux élections était une indication claire de la désillusion de la jeunesse et de leur manque de confiance dans les partis politiques officiels, comme illustré dans la citation ci-dessous :

C'est une révolution de la jeunesse a produit un ensemble de personnes très âgées. Young Tunisian activist (Parker 2013)

Graphique 2.5 : Influences sur les décisions des jeunes Tunisiens concernant leur vie, les études et l'emploi



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

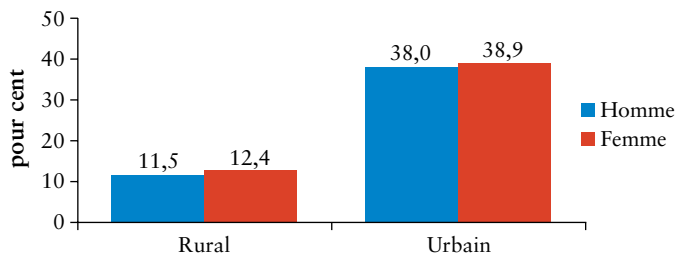
Note : Cette graphique inclut tous les jeunes. Question : “Est-ce que votre famille a un rôle important dans les décisions concernant : (i) votre formation; (ii) votre lieu de travail; (iii) le choix de votre conjoint?”

Les jeunes Tunisiens sont largement sous-représentés à l'Assemblée constituante. Seulement 4% des 216 membres de l'Assemblée constitutionnelle ont moins de 30 ans. Alors que 17% des membres sont âgés entre 30 et 40 ans, les 79% restants sont âgés de plus de 40 ans. Tous les partis inscrits aux élections de 2011 devaient inclure un quota de jeunes candidats sur leurs listes. Le fait que peu ont été effectivement élus prouve aux jeunes que le système traditionnel demeure privilégié malgré les nouveaux textes de loi. La Révolution a surtout représenté une explosion de mécontentement, en particulier par les jeunes, et une rupture avec les formes antérieures d'activisme. La dissidence a été amplifiée par des communications directes horizontales, un réseau vague et

confus et des opérations sans hiérarchie ni structure organisationnelle. Aussi de nombreux jeunes ont-ils été rapidement déçus par la fonction de la politique électorale. Par ailleurs, le manque de transparence entre les partis établis, et les marchés à huis clos allaient à l'encontre des principes d'équité et de transparence, excluant de fait la génération même qui avait initié les changements politiques. Une jeune militante a observé :

J'ai beaucoup d'amis qui ont rejoint les partis politiques après la Révolution, mais juste après les élections, ils se sont retirés parce qu'ils étaient déçus des programmes présentés, il n'y avait en effet aucune collaboration entre les jeunes et les aînés du parti. Activiste politique tunisienne, Tunis

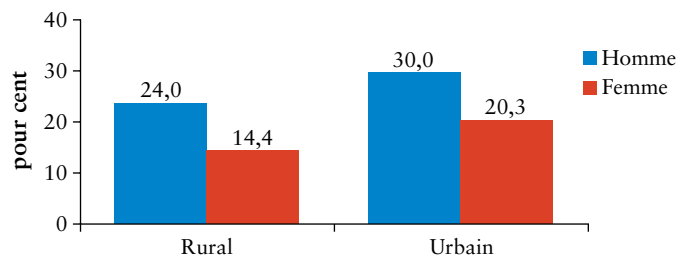
Graphique 2.6 : Influence des jeunes sur le développement local



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Une nouvelle loi électorale concernant la jeunesse, requérant désormais des partis politiques de désigner des jeunes candidats constitue un point d'entrée important pour la participation politique.¹⁰ Plus précisément, l'article 25 exige que chaque liste de candidats comprenne les quatre meilleurs candidats parmi lesquels au moins un candidat de moins de 35 ans. L'article 25 affecte surtout les élections nationales, régionales et locales, car elle applique toutes les listes électorales pour les circonscriptions avec au moins quatre sièges ou plus. Toutefois, cette disposition n'est pas une obligation, mais plutôt formulé comme une incitation financière. Toute liste électorale ne répondant pas à l'exigence de la jeunesse verra la moitié de son financement public retenu.

Graphique 2.7 : Connaissances politiques de la jeunesse – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

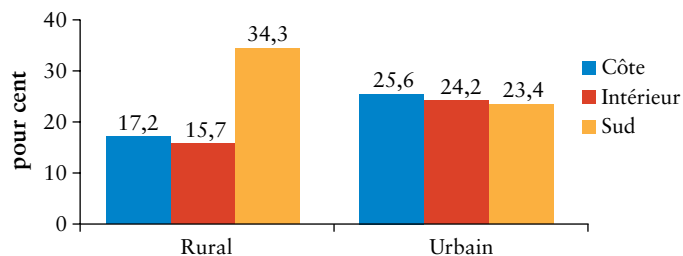
Note : La graphique inclut tous les jeunes.

La plupart des jeunes Tunisiens affirment ne pas vraiment suivre la politique intérieure. En Tunisie rurale, moins d'un quart des hommes (24,0%) et moins de 1 jeune femme sur 7 déclarent être bien informés sur la politique tunisienne (voir graphique 2.7). La connaissance de la politique est un peu plus élevée dans les zones urbaines, où quelque 30% des jeunes hommes et 20,3% des jeunes femmes ont dit qu'ils étaient au fait de tout ce qui se passait sur la scène politique. La part relativement faible des jeunes qui se considèrent bien informés sur la politique – même en ces temps politisés – met en évidence la difficulté de suivre les développements quotidiens tortueux dans les processus politiques et accès à l'information politique indépendante. La recherche qualitative suggère également que les jeunes n'ayant pas une solide connaissance de la scène politique peuvent être vulnérables à la manipulation.

Oui, j'ai voté, et j'ai remarqué deux choses après les élections : les gens ont leurs croyances religieuses, et ils ne comprennent pas vraiment la politique. Ceux qui ont voté pour Ennahda ont fait un lien entre le parti et leur religion. Les gens qui étaient croyants sincères, mais pas politisés, ont cru que c'était la bonne chose à voter pour le triomphe de l'Islam. Jeune étudiant, Mahdia, Tunisie Centre-Est

L'autoévaluation des connaissances sur la politique montre qu'elle est environ un tiers inférieur dans les zones rurales par rapport aux centres urbains. Les jeunes Tunisiens des zones rurales dans les provinces côtières (17,2%) et de l'Intérieur (15,7%) ont une connaissance relativement limitée sur la politique (voir graphique 2.8). Leurs homologues dans les zones urbaines déclarent être mieux informés (25,6% en zone côtière et 24,2% dans la région intérieure). L'exception semble être les jeunes Tunisiens dans le Sud rural

Graphique 2.8 : Connaissances politiques des jeunes Tunisiens – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes

qui signalent la plus haute connaissance de la politique, où 1 jeune sur 3 se considère bien informé.

Peu de jeunes Tunisiens sont actifs dans les partis politiques, avec toutefois un grand écart entre la jeune génération et le pouvoir. Seulement 1,6% des personnes interrogées dans l'enquête en milieu rural ont été activement engagées dans la politique en tant que membres de partis politiques (voir graphique 2.7). Seulement 11% ont exprimé l'intention de se joindre à un parti politique, alors que la grande majorité (82%) n'avait même pas un parti politique préféré.¹¹ Seulement la moitié environ des jeunes Tunisiens ruraux (54%) affirme leur intention de voter à la prochaine élection, en raison de taux de participation à l'élection précédente.¹² Ces résultats sont compatibles avec un sondage d'opinion réalisé par l'Observatoire national de la jeunesse en Avril 2013, qui a montré que la participation des jeunes à la vie politique était très faible : l'engagement des jeunes ne dépasse pas 2,7%, tandis que la préférence pour un parti politique ne dépasse pas 19% de personnes interrogées.¹³

Malgré ce décalage entre les grands courants politiques et les réalités vécues par les jeunes Tunisiens, la situation de la jeune génération est en pleine mutation, et les aspirations démocratiques s'expriment désormais plus clairement appelant à la reconstruction de la société tunisienne. Peu de temps après l'élection de l'Assemblée nationale constituante (ANC) de Tunisie, l'organisation *I Watch* dirigée par des jeunes et mise en place après la révolution, a organisé un « modèle NCA », dans lequel 217 jeunes Tunisiens proposent une législation pour l'avenir de la Tunisie. Des suggestions ont été ensuite mises sous forme de recommandations aux membres de la NCA élus. Trois des six suggestions de jeunes auraient été choisis par les membres de la NCA à mettre en œuvre.¹⁴ En outre, un nouveau mouvement propose à un groupe de

Encadré 2.4 : Houkoumetna : Notre gouvernement

Le mouvement connu sous le nom de « La Jeunesse Décide » appelle les jeunes à jouer un rôle à part entière dans la politique nationale. L'utilisation des médias sociaux est au cœur des efforts. En décembre 2013, Tarek Cheniti, un militant des droits de l'homme, s'est lui-même nommé au poste de Premier ministre en affichant son curriculum vitae sur Facebook. D'autres jeunes Tunisiens ont rapidement suivi le mouvement, y compris Bassem Bouguerra, le président de « Réforme », une organisation qui cherche à réformer les forces de police tunisiennes. Bouguerra lui s'est nommé vice-ministre de la réforme de la sécurité. Bientôt, dans plusieurs pages créées par « La jeunesse décide » les jeunes Tunisiens ont posté leur CV en ligne et se désignent comme volontaires pour faire partie du gouvernement.

Le mouvement est une expression claire de la frustration de la jeunesse, l'absence de voix les empêchant de participer à la nouvelle configuration politique. Tous les premiers ministres après la révolution avaient plus de 50 ans-l'un était même âgé de 92 ans. Rached Ghannouchi, le leader du parti Ennahdha au pouvoir, a 72 ans, et Béji Caïd Essebsi, le chef de l'opposition Nidaa Tounes partie, est âgé de 87 ans. La jeunesse tunisienne voit ces problèmes comme une simple résurgence des idéologies politiques dépassés et les rivalités alignées avec les intérêts acquis de l'ancien régime.

Comme l'a expliqué Cheniti, « Il y a des milliers de jeunes hommes et femmes tunisiennes qui ont acquis assez d'éducation et d'expérience pour être en mesure de diriger notre pays. Ces personnes méritent d'être données une chance de mener la transition démocratique, car après tout, la révolution est à eux. « Selon Bouguerra, » Il est temps que la jeunesse commence à décider pour elle-même, au lieu d'être utilisé par des politiciens plus âgés pour des intérêts politiques. «

Source : Al Jazeera. 2013 candidats Facebook de la Tunisie ; Poétique Blog Politico. 2013 Pourquoi le monde devrait écouter jusqu'à mouvement de jeunesse de la Tunisie ; Tunisie Live. 2013 jeunes tunisiens décide qu'il est temps ils prennent en charge.

jeunes Tunisiens à participer à titre bénévole dans le nouveau gouvernement (voir encadré 2.4).

En Janvier 2014, l'approbation de la nouvelle Constitution a permis de retrouver un certain degré d'optimisme. Après deux années de travail de l'Assemblée constituante, un projet de constitution a été achevé et mis au vote le 26 Janvier 2014 L'Assemblée a adopté le document avec une majorité de 200 à 12 et 4 abstentions. Élaboré en période de troubles et de violences sporadiques, la nouvelle Constitution tunisienne semble avoir négocié avec succès les différences politiques – y compris le rôle de la religion dans le gouvernement – pour produire une Constitution progressive et largement accepté. La nouvelle Constitution donne à la Tunisie un gouvernement décentralisé et ouvert, tout en reconnaissant l'islam comme religion d'Etat, tout en protégeant la liberté de croyance. Tout aussi important, l'article 8 consacre l'intégration des jeunes sur plusieurs dimensions comme un principe clé de la construction de la nation :

La jeunesse est une force motrice dans la construction de la nation. L'État veille à ce que la jeunesse a les conditions nécessaires pour le développement de leurs capacités, de leur prise de responsabilités, et à l'élargissement et à l'expansion de leur participation dans le développement culturel et politique sociale, économique.¹⁵ Tunisie Live. 2013.

2.5 Promouvoir la participation inclusive des jeunes dans la participation à la vie publique

La nouvelle Constitution ouvre la possibilité d'une nouvelle phase dans l'histoire politique de la Tunisie, y compris la possibilité d'augmenter la participation des jeunes dans la prise de décision – un rôle de la société civile que les jeunes sont prêts à remplir. Le moment est venu d'envisager des interventions pour soutenir les aspirations des jeunes, de favoriser leur participation aux niveaux local et national, et à reconstruire leur confiance dans les institutions de prise de décision qu'ils atteignent vers les rôles qu'ils cherchent depuis longtemps et la voie d'accès désormais ouverte. Les recommandations suivantes visent donc à donner des pistes concrètes pour soutenir l'engagement des jeunes de bas en haut, en commençant par le niveau local.

Fournir des incitations aux ONG dirigées par des jeunes pour le bénévolat

Alors que plusieurs organisations internationales fournissent des dons aux ONG de jeunes, la complexité des critères est souvent à l'avantage des jeunes diplômés des zones urbaines côtières. Ces efforts peuvent être complétés par des

programmes de subventions concurrentielles permettant de développer la capacité des ONG de jeunes au niveau local pour servir et impliquer les jeunes dans les zones périurbaines, rurales et les régions défavorisées. Les demandes de dons devraient être simplifiées pour permettre un plus grand accès à un large éventail de parties prenantes. En outre, il devrait y avoir des incitations claires pour établir des partenariats avec les institutions publiques locales, des organismes de bienfaisance et les fondations pour assurer l'échelle et la durabilité des activités des ONG menées par des jeunes et le bénévolat communautaire. Enfin, le régime de la subvention doit également offrir le renforcement des capacités en ce qui concerne la façon de gérer les associations, en assurant leur responsabilité financière et la mesure des résultats.

Développer les initiatives de développement communautaire des ONG menées par des jeunes

Les initiatives de développement communautaire menées par des jeunes ont été pilotées avec succès en Tunisie. Ces activités incluent des petites améliorations concrètes de l'infrastructure locale, la gestion environnementale, les initiatives d'écotourisme, les activités génératrices de revenus adaptés aux jeunes filles et jeunes hommes et activités visant à améliorer la gouvernance locale. Le projet IDMEJ est l'un des exemples mis en œuvre dans les gouvernorats de Kasserine et Siliana par l'Observatoire national de la jeunesse (voir encadre 2,3). Ces activités, qui visent principalement les jeunes inactifs, avec un niveau d'étude inférieur ou égal au secondaire, en contrepartie d'une bourse mensuelle sont identifiées et mises en œuvre par les ONG de jeunes ou les groupes de jeunes locaux avec le soutien d'ONG locale et des autorités. Parmi tous les résultats positifs du projet IDMEJ, la confiance des jeunes s'est améliorée vis-à-vis des ONG et des administrations locales malgré les tensions qui se sont aggravées après la Révolution en 2011. Les résultats de programmes internationaux similaires illustrent l'impact plus important après le programme d'engagement civique et l'employabilité sur le marché qu'avec des programmes nationaux intensifs pour l'emploi.¹⁶ Plus spécifiquement, il serait opportune de réallouer les ressources financières des programmes intensifs nationaux pour le développement des projets Jeunes d'initiatives communautaires comme outil plus efficace.

Construire des institutions menées par des jeunes pour renforcer leur voix dans les prises de décision et les droits de l'homme

Les représentants des jeunes Tunisiens ont tenté d'établir ces canaux institutionnels dans le passé, mais ceux-ci n'ont pas encore été formalisés ni soutenus de manière appropriée afin d'assurer leur viabilité à long terme. Par exemple, en Septembre 2012, les représentants des jeunes avaient rencontré la Direction de l'Assemblée nationale constituante et l'ancien ministre des droits de l'homme et la justice transitionnelle pour transmettre un rapport contenant des recommandations sur la création d'un Conseil consultatif de la jeunesse. Préparé par 217 jeunes de tous les gouvernorats à travers le pays, le rapport contient également les résultats de cinq groupes de travail : (i) la lutte contre la corruption et la réforme administrative, (ii) des martyrs et des victimes de la révolution, (iii) la planification, du développement et des finances, (iv) principe et les principes généraux de la Constitution, et (v) la structure de la Constitution. Bien que le rapport et l'initiative globale aient été bien accueillis par les représentants tunisiens de haut niveau, les représentants de la jeunesse soulignent qu'il n'y a pas eu de suivi ultérieur.¹⁷

Les canaux institutionnels appropriés devront être créés pour renforcer la participation des jeunes dans le développement et la mise en œuvre de la politique nationale de la jeunesse. Dans la plupart des pays européens, par exemple, les jeunes et leurs organes représentatifs sont reconnus comme parties prenantes dans la mise en œuvre des politiques nationales de jeunesse, un système appelé cogestion. Cela signifie engager diverses organisations de jeunes et d'étudiants ainsi que des conseils de la jeunesse aux niveaux national et local, qui peuvent servir de canaux pour transmettre la voix des jeunes sur les questions essentielles de politique publique. En Tunisie, la création de tels organes représentatifs de jeunes pourrait faciliter l'efficacité et la coordination des services à la jeunesse et d'autres programmes liés à la jeunesse et leur articulation avec les décideurs politiques nationaux et / ou les autorités de la commune ou au niveau provincial. Un tel processus pourrait être également soutenu par le Forum Européen de la Jeunesse et ou conseils nationaux de jeunesse / bien établis grâce à l'apprentissage par les pairs et par des échanges.

Notes

1. . Tunisia Live. 2013. Jeunesse tunisienne : Entre Exclusion Politique et Engagement Civique
2. Maros Ivanic and Gloria La Cava, *The Implication of improving Social and Economic Opportunities for reducing youth inactivity*, Banque mondiale (forthcoming).
3. Gallup World Poll 2013 *presented at the Banque mondiale Internal Brainstorming "Unbundling the Youth Inclusion Agenda"*, March 12, 2014.
4. "La justice s'acharne sur les jeunes révolutionnaires tunisiens ", Le Monde, 16 juin 2014, rapporte que les jeunes qui ont participé à la révolution ont été continuellement accusés et poursuivis pour violence et incendies criminels contre des postes de police. Après les grèves de la faim et la pression des familles de ces manifestants, une loi d'amnistie a été adoptée le 2 juin 2014 couvrant la période du 17 décembre 2010 au 28 février 2011. Toutefois les affrontements avec la police ont continué à se produire après février 2011.
5. Ces résultats d'ensemble sont confirmés par le British Council et le Centre Gerhart Center for Philanthropy and Civic Engagement's study. 2013. *The Revolutionary Promise : Youth perceptions in Egypt, Libya and Tunisia, Cairo, May*.
6. Publinet est un service internet subventionné, pour les régions rurales.
7. British Council. 2013. *The Revolutionary Promise : Youth Perceptions in Egypt, Libya and Tunisia*.
8. Ibid ; IFEDA – Centre d'Information, de Formation, d'Etudes et de Documentation sur les Associations en Tunisie, comme mentionné in *Khouja, A. and H. Moussa. 2012*.
9. Enquête Agora, 2013. Observatoire National de la Jeunesse. Tunis.
10. L'Assemblée nationale tunisienne a adopté la nouvelle loi électorale, le 1er mai 2014 Source : Fondation Jasmin. 2014 Tunisie. Tunisia's Nouvelle loi électorale 2014. JF Briefing. URL : <http://www.jasmine-foundation.org/en/?p=936>, accessed June 8, 2014.
11. Agora Survey 2013, ONJ Tunisia.
12. Ibid.
13. Observatoire National de la Jeunesse-Social Science Forum. 2013. *Youth and Participation in Public Life*, Youth Barometer 2013. Tunis.
14. Tunisia Live. 2013. *Tunisian Youth : Between Political Exclusion and Civic Engagement*.
15. Constitution de la République Tunisienne, Traduction non-officielle, Edition Finale 26/01/2014.
16. Wendy Cunningham, Maria Luisa Sanchez Puerta and Alice Wuerml. 2010. *Active Labor Market Programs for youth : A framework to Guide Youth Employment Interventions*, Banque mondiale Employment Policy Primer, November, No. 16.
17. Actualités Tunisie News. L'association *I Watch* propose un projet à Meherzia Laâbidi et Samir Dilou. 7 Septembre 2012. <http://bit.ly/1niyEPW>.

CHAPITRE 3

Inactivité et chômage des jeunes



Pour nous, le chômage est une sorte de malédiction ; un chômeur n'est pas une personne, la société elle-même ne pas l'accepter, il ne fait pas partie du cercle de la société. C'est le vrai sens de «sans emploi» : une personne qui n'est pas actif dans le cœur de la société. Dis-moi à quoi sert cette personne.

Chômeur diplômé, Sidi Bouzid

3.1 Inactivité ; Jeunes qui ne sont ni dans l'éducation ni dans l'emploi ni dans une formation ; et chômage – aperçu

L'inactivité des jeunes est un problème majeur en Tunisie. Les jeunes qui ne sont ni employés, ni inscrits dans l'enseignement ou la formation (NEET) représentent une proportion importante de la main-d'œuvre jeune potentielle en Tunisie (voir la graphique 3.1 et encadré 4.1). Les jeunes sans emploi, qui ne sont pas inscrits dans un programme d'études ou de formation passent en moyenne plus de trois ans à chercher un emploi avant de trouver. Ils ne sont pas seulement en proie à des difficultés économiques, la jeunesse tunisienne est marginalisée et victime d'une exclusion économique. Beaucoup de jeunes femmes et hommes sans emploi ont peu d'espoir

de trouver du travail un jour et de commencer leur carrière. L'emploi formel s'éloigne de plus en plus des chômeurs de longue durée sans connexion et rares sont ces jeunes qui trouveront un emploi. Ce chapitre présente les principaux défis liés au chômage et à l'inactivité ; il présente également l'exclusion du travail des jeunes dans un ordre décroissant et ce chapitre commence par l'inactivité des jeunes (NEET) et le chômage suivi par les volets consacrés au sous-emploi ainsi qu'à l'emploi informel et enfin la jeunesse employée dans le secteur formel.

Un jeune Tunisien sur trois dans le milieu rural Tunisien (33,4%) et un jeune Tunisien sur cinq en milieu urbain appartiennent à la catégorie des NEET. Le taux est plus élevé chez les jeunes femmes que chez les hommes. Une jeune femme sur deux en milieu rural appartient à la catégorie NEET contre

Graphique 3.1 : Cadre de l'emploi des jeunes et des NEET

1. Statut pop. active	2. Type	3. Statut poste	4. Statut emploi	5. Formalité
Inclus dans population active	Employé temps partiel	Salarié	Employé	Formal
		Indépendant		
		Non rémunéré ou travail familial		
	Employé plein temps	Bénévolat		Informal
		Sous-emploi involontaire		
Chercheur d'emploi	Sans emploi	NEET		
Hors population active	Inactivité ou foyer			Découragé
				Inactif
	Education/formation	Etudiant	Etudiant	

Source : Adapté de l'OCDE, 2012. Economie Africaine- Promouvoir l'Emploi des Jeunes.

Encadré 3.1 : NEET – Un indicateur commun pour le chômage des jeunes et de l'inactivité

L'acronyme NEET réfère à des jeunes qui ne sont ni dans le système d'éducation ni dans l'emploi, ni en formation. NEET est composé de tous les jeunes qui sont au chômage ou inactifs. En allant au-delà de l'objectif étroit du chômage, le concept NEET aide les décideurs à tenir compte des besoins de tous les jeunes qui ont terminé l'éducation et de la formation et devrait faire partie de la population active. L'indicateur NEET est un outil puissant pour analyser l'exclusion des jeunes en mettant l'accent sur tous les jeunes qui éprouvent des difficultés à faire la transition de l'école à la vie professionnelle.

NEET est importante parce qu'elle définit de façon plus complète l'inactivité des jeunes qui est généralement incluse dans les statistiques standard du chômage. Les jeunes inactifs sont des jeunes hommes et femmes qui en dépit de leur jeune âge sont déjà découragés dans leur recherche d'emploi. L'indicateur NEET permet d'attirer l'attention des décideurs sur l'importance de ne pas négliger ces jeunes, et considérer que les jeunes découragés ont autant besoin du soutien du gouvernement que les chômeurs. Les jeunes découragés, souvent qualifiés d'inactifs, sont particulièrement vulnérables. Le règlement de la situation des jeunes inactifs est le moyen décisif de tester l'efficacité des politiques de la jeunesse visant à favoriser l'inclusion sociale.

NEET est un concept bien établi. De nombreux pays membres de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE), et dans un nombre croissant de pays en développement, utilisent désormais l'indicateur NEET pour compléter les statistiques de chômage des jeunes. Il est systématiquement mesuré par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et a présenté dans son rapport annuel phare sur les tendances mondiales de l'emploi pour les jeunes.^a L'OCDE prend aussi en considération les NEET et appliqué l'indicateur dans son récent numéro de Perspectives économiques en Afrique 2012, qui portait sur la promotion de l'emploi des jeunes en Afrique du Nord et Afrique subsaharienne, dont la Tunisie,^b et dans l'Étude sur le Chômage mondial des Jeunes au Forum Economique International.^c Récemment, un groupe de haut niveau des Nations – unies a proposé que la catégorie NEET figure aux Objectifs de Développement post-2015.^d Créé par le gouvernement du Royaume-Uni, l'acronyme NEET est actuellement utilisé de manière officielle par les organismes statistiques du Canada, l'Irlande, le Japon, le Mexique, l'Espagne et la Corée du Sud. Davantage d'efforts étant nécessaires pour mesurer la catégorie NEET à un niveau global, la plupart des enquêtes sur la main-d'œuvre incluent déjà les variables nécessaires à l'établissement de taux fiables de NEET

Source : Banque mondiale, 2014.

a. OIT. 2013. Tendances mondiales de l'emploi des jeunes. Genève.

b. OCDE. 2012. *Perspectives économiques africaines*.

c. WEF. 2013. Le défi du chômage des jeunes.

d. Nations unies 2013. Nouveau Partenariat Mondial : Eradiquer la pauvreté et transformer les économies grâce à un développement durable. New York.

une sur trois en milieu urbain (32,4%) (voir graphique 3.2). Les pertes économiques par le manque d'activités productives est énorme. Tout aussi importante, cependant, est l'exclusion sociale de millions de jeunes Tunisiens qui représente un gaspillage de compétences, de créativité et de potentiel.

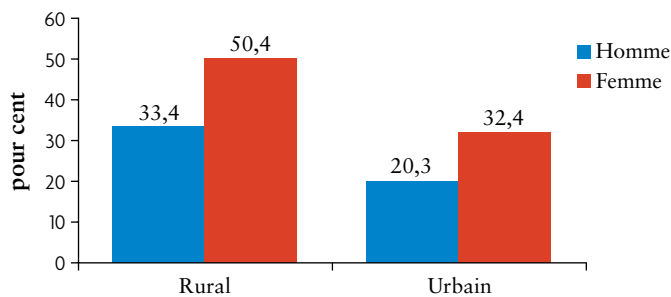
De nombreux jeunes Tunisiens quittent la campagne pour émigrer vers des zones urbaines défavorisées. Les proportions de NEET en milieu urbain sont moins importantes qu'en zone rurale. Toutefois dans les régions urbaines, la destination prioritaire pour beaucoup de Jeunes en quête d'emploi, plus d'un cinquième de jeunes hommes (20,3%) et près d'un tiers de jeunes femmes (32,4%) appartiennent à la catégorie de NEET (voir graphique 3.2).

La gravité de l'impact régional des NEET reflète l'étendue du désespoir chez les jeunes, particulièrement aigu dans les régions intérieures et du Sud qui ont été le berceau la Révolution 2011. NEET affecte plus d'un quart des jeunes des régions côtières (23,6% urbain, 37,3% rural), plus d'un tiers dans la région Sud (35,9% urbain, 47,9% rural), et près d'un tiers des jeunes dans la région intérieure du pays (31,4% urbain, 42,4% rural, voir graphique 3.1). Ces jeunes exclus du marché du travail sur de longues périodes sont désignés sous le terme : "Génération chômeurs."¹ Les jeunes de la région intérieure sont particulièrement affectés par le fossé abyssal de la transition qui a perduré pendant des années entre l'école et le marché du travail. Comme révélé lors des groupes de discussion, les jeunes accordent peu de valeur à leurs propres

compétences et qualifications, et se préoccupent plus de s'orienter dans un système qu'ils perçoivent comme glauque et corrompu. La région intérieure est aussi celle qui a connu le plus de manifestations pour l'emploi et une meilleure gouvernance durant la période de transition politique.

Le taux de NEET est plus élevé dans la région Sud, reflétant une quasi-absence d'opportunités adéquates qui

Graphique 3.2 : Jeunes NEET en milieu rural et urbain

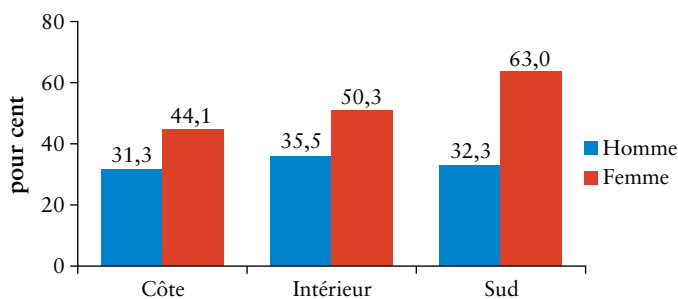


Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

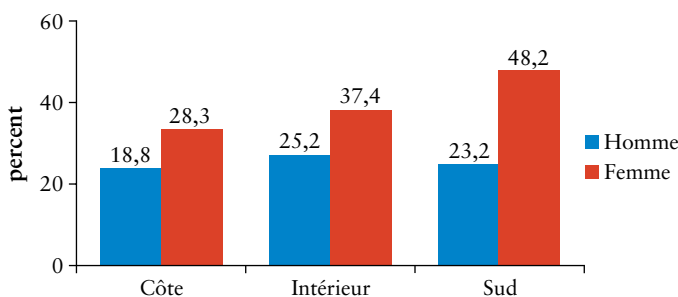
Note : La graphique inclut les jeunes de 15-29 ans.

Graphique 3.3 : Jeunes NEET par région

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut les jeunes de 15-29 ans.

correspondent aux attentes d'une société plutôt traditionnelle. Plus d'une jeune femme sur deux appartient à la catégorie de NEET dans la région Sud (53,7%). Le taux de NEET parmi les femmes est aussi élevé dans la région intérieure (45,4%) et affecte aussi une jeune femme sur trois dans la région côtière (31,3%) (voir graphique 3.3). Les longues périodes sans travail pour des centaines de milliers de jeunes femmes ayant un niveau d'études relativement élevé risquent de renforcer davantage les rôles de genre traditionnels, et même de retarder la progression nécessaire vers l'égalité des sexes et la participation au marché du travail des femmes pour les décennies à venir. Aider les jeunes femmes sans travail à obtenir un emploi ou un emploi indépendant nécessite des efforts renouvelés du gouvernement, des investissements et des stratégies innovantes.

3.2 Jeunes chômeurs découragés

Le népotisme et les disparités régionales sur le marché du travail, ont convaincu de nombreux chercheurs d'emploi potentiels que toute recherche serait vaine sans le coup de pouce du piston, de la corruption, de liens familiaux, ou certaines affiliations régionales. En outre, les diplômés préfèrent souvent ne retenir que les offres d'emploi en rapport avec leur niveau d'éducation ou de leurs qualifications professionnelles ou qui offrent un certain potentiel pour la sécurité d'emploi à long terme et la stabilité financière. En plus d'être intellectuellement et personnellement gratifiant, un poste qui correspond directement aux études d'un diplômé et / ou une expérience professionnelle de fond permettra d'améliorer ses compétences même dans une position temporaire, pour éviter qu'elles ne s'atrophient pour cause de trop longue inactivité. A l'inverse, un poste qui ne correspond pas au niveau d'éducation ou de l'expérience professionnelle mais qui offre un diplômé une certaine forme de sécurité d'emploi à long terme et la stabilité financière, offre en plus aux jeunes gens diplômés une respectabilité sociale certaine, des ressources financières et des perspectives professionnelles permettant aussi de réussir aux niveaux personnel et familial.

Bien que les emplois temporaires peu qualifiés ne fournissent pas la même stabilité ou le même potentiel d'avancement dans la carrière, de nombreux jeunes chômeurs tunisiens commencent à porter un autre regard sur ces positions et les considèrent désormais une option viable à part entière parmi les rares offres d'emploi sur le marché. Les jeunes chômeurs tunisiens qui acceptent ces emplois le font surtout pour entrer immédiatement sur le marché du travail. Les jeunes hommes notamment font en effet le calcul que, pour ce qui concerne les perspectives de mariage, un salarié diplômé ou non,

l'emportera toujours sur un chômeur, avec ou sans diplôme. Par conséquent, une telle position peut au moins apporter un certain minimum de reconnaissance sociale et de validation personnelle, impossible à réaliser sans emploi. Néanmoins, ces avantages sont modestes et les changements en perspective encore insuffisants, comme décrit ci-dessous par un jeune homme :

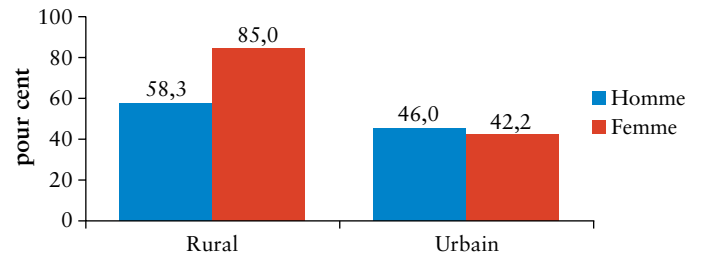
Lorsque je commencerai mon travail, je serai quelqu'un. Je ne sais pas exactement quand mais j'ai bon espoir, cela viendra. Je ne veux pas d'un emploi subalterne, je choisirai un poste en rapport avec mes études, sinon ça ne vaut pas le coup. Jeune homme sans emploi, Médenine

Près de la moitié des NEET semble découragée de chercher du travail et ce pour plusieurs raisons. L'aide aux jeunes femmes et hommes découragés doit être encore plus renforcée que pour les jeunes chômeurs durant la période de transition vers le marché du travail afin de briser le cycle de l'exclusion des jeunes. Le découragement est particulièrement élevé chez les jeunes femmes NEET en Tunisie rurale : 85% (voir graphique 3.4). En outre, les jeunes hommes NEET en milieu rural sont aussi en proie au découragement : 58,3%. Le découragement des jeunes NEET concernant le marché du travail est inférieur en Tunisie urbaine avec 46% des jeunes hommes 42,2% des jeunes femmes.

Beaucoup de jeunes demandeurs d'emploi qui passent des années de transition entre leur vie scolaire et de travail sont finalement découragés de poursuivre la recherche d'emploi, bloqués par des sentiments d'exclusion, l'humiliation, et le jugement des autres. Beaucoup de jeunes dénoncent ce qu'ils perçoivent comme un manque total d'empathie de la part des employeurs potentiels, qui selon un jeune «, vous traitent comme un mendiant ou vous disent, 'Dieu pourvoira à vos besoins.'» Ils n'écoutent même pas. En outre, les jeunes d'avoir l'opportunité d'utiliser les compétences ou les qualifications obtenues. Ils se disent confrontés à un système qu'ils perçoivent comme semé d'obstacles à leur inclusion sociale. Certains déclarent avoir été témoins de l'échec des jeunes plus brillants ou plus talentueux qu'eux-mêmes, dans la recherche d'un emploi stable et de la déchéance qui a suivi l'apathie autodestructrice chez ces jeunes.

Il y a des gens vraiment brillants et qui sont sans emploi. Ce sont des génies et ils chôment. Et moi qui suis moyen, je m'inquiète beaucoup et l'avenir me fait peur. Jeune homme ayant abandonné l'école, Sidi Bouzid (Région intérieure Tunisie)

Graphique 3.4 : Découragement des NEET concernant le marché du travail



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

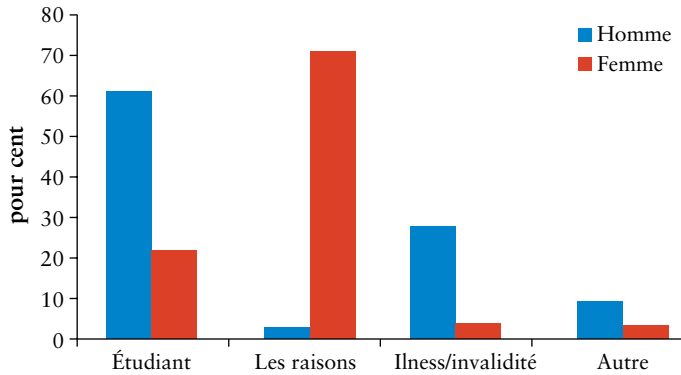
Note : La graphique inclut les NEET âgés de 15-29 qui se présentent eux-mêmes comme découragés.

Beaucoup de jeunes femmes sont dissuadées de chercher un emploi par les normes et les attentes de la société, en particulier dans l'intérieur et le Sud du pays où les traditions patriarcales sont profondément enracinées. Alors que les hommes tunisiens sont totalement libres de choisir leur emploi et le lieu de travail, les femmes tunisiennes se trouvent souvent poussées vers l'enseignement ou l'infirmerie. Une jeune femme a déclaré que son souhait de travailler en tant que réceptionniste de l'hôtel n'était pas «acceptable du point de vue de la morale» à sa famille. Les jeunes femmes diplômées ont peu d'occasions de socialiser et créer des contacts au-delà des limites de la maison et du marché. Le choix d'une femme de travailler à l'extérieur de la maison peut être considéré comme subversif et en tant que tel, et fortement diminuer ses perspectives de mariage. Une jeune femme tunisienne doit donc peser soigneusement les avantages financiers et professionnels de recherche d'un emploi et les conséquences sociales potentielles pour elle et sa famille. Avant la Révolution, la famille était la principale raison qui poussait les femmes à se retirer du marché du travail (graphique 3.5).

Si une fille décidait de travailler comme secrétaire dans un hôtel, ce choix serait difficilement acceptable, d'un point de vue moral. Jeune femme diplômée, Médenine (Région Sud, Tunisie)

Des périodes prolongées de chômage des jeunes ont des conséquences négatives aux niveaux financier, social et psychologique. Lorsque des centaines de milliers de jeunes Tunisiens et Tunisiennes sont incapables de trouver du travail, la production économique et la cohésion sociale s'en trouvent rapidement affectés. Une longue dépendance matérielle à la famille approfondit leur sentiment de frustration et

Graphique 3.5 : Raisons de l'exclusion du marché du travail, par genre (2010)



Source : Banque mondiale, Enquête population active en Tunisie, 2010.

l'exclusion, car elle empêche les jeunes découragés de développer leur indépendance, de se marier, de fonder une famille, d'emménager dans leur propre appartement, et d'affirmer avec confiance leur propre vision du monde. De longues périodes sans travail ou en dehors des études ont également une influence sur les jeunes et la façon dont ils apprécient leur vie et les décisions qu'ils prennent. La dépendance économique des parents va à l'encontre de l'attente culturelle que les enfants devenus adultes doivent rembourser leurs familles pour la prise en charge qui leur été donnée. Les jeunes se sentent humiliés de devoir solliciter financièrement les parents pour leurs besoins personnels, comme l'achat d'une carte de téléphone, de tickets d'autobus, ou des vêtements.

Vous parlez de chômage, eh bien il nous a brisés, en essayant de trouver du travail. Maintenant, notre seul but est trouver du travail. À un âge où nous devrions rembourser ce que nous devons notre famille, nous devenons un fardeau pour eux. Diplômé sans emploi, Mahdia

3.3 Education et inactivité

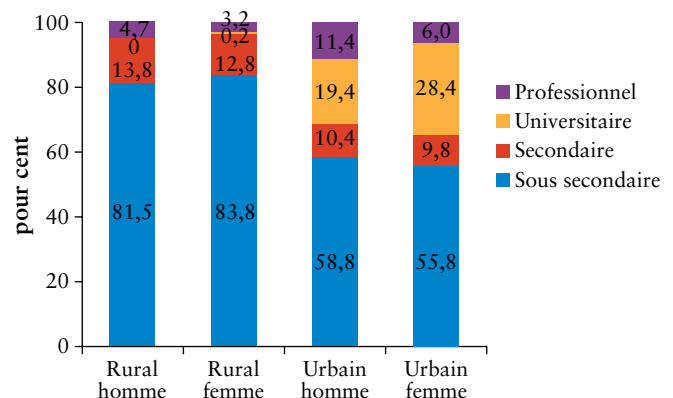
La plus grande proportion de jeunes inactifs est trouvé parmi les moins instruits les jeunes dans les zones rurales et urbaines, même si la part rurale de jeunes inactifs est sensiblement plus élevée. Dans les zones rurales, plus de quatre jeunes NEET sur cinq n'ont pas de diplôme secondaire (81,5% d'hommes, 83,8% de femmes, voir la graphique 3.6). Cependant, dans

les zones urbaines, plus de la moitié des NEET ne possèdent pas de diplôme secondaire (58,8% d'hommes, 55,8% de femmes). Notamment, environ un cinquième des NEET en milieu rural n'ont pas terminé l'enseignement primaire (15% de jeunes hommes 24,7% de jeunes femmes, voir graphique 3.2), comparativement à 6,2% de NEET hommes en milieu urbain et 8,4% des NEET femmes en milieu urbain.²

Très peu de jeunes NEET Tunisiens ont terminé l'enseignement secondaire ou supérieur. Dans les zones urbaines, seulement un quart des NEET urbains 15-29 ans ont un diplôme universitaire (25,0% au total, 19,4% des hommes, 28,4% chez les femmes), comme le montre la graphique 3.6. L'enseignement secondaire (Bac) reste aussi le plus haut niveau d'études pour 10,0% des jeunes en milieu urbain (10,4% des hommes, 9,8% de femmes), suivie par la formation professionnelle dans les zones urbaines (8,0% au total, 11,4% des hommes, 6,0% de femmes). Ensemble, ces jeunes hommes et femmes qui représentent 43,0% de tous les NEET urbains sont considérés comme qualifiés, mais restent incapables de trouver du travail. En comparaison, dans les zones rurales seulement 17,1% de tous les NEET sont qualifiés : 13,2% de l'enseignement secondaire, et 3,8% avec un diplôme professionnel, principalement parce que les jeunes qualifiés migrent vers les zones urbaines.³

Cependant, plus le niveau d'études est élevé et plus le taux de chômage l'est également. Ainsi, il est particulièrement élevé chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, en

Graphique 3.6 : Plus haut niveau d'études parmi les NEET, par genre (Age 15-29)



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.
Note : La graphique inclut tous les NEET, âgés de 15-29.

particulier dans l'intérieur et la région du Sud du pays où les taux de chômage atteignent près de 40% chez les diplômés universitaires, (graphique 3.7).

Ce taux inclut les jeunes gens sans aucun niveau d'études : 20,2%, et les jeunes ayant abandonné l'école avant d'achever le cycle secondaire : 55,7% dans la région intérieure du pays. Ensemble, elles représentent de jeunes non qualifiés pour 75,9% de tous les NEET dans la région intérieure de la Tunisie (voir graphique 3.3).

Les niveaux d'études parmi les NEET dans d'autres régions ne sont que légèrement plus élevés. Dans le Sud, 68,0% de tous les jeunes sans emploi n'ont pas suivi le cycle secondaire : 11,5% n'ont pas fait d'études et 56,5% seulement un degré primaire. Même dans la région côtière plus performante, 64,6% de tous les NEET ne sont pas qualifiés ; 10,2% n'ont aucune éducation et 54,4% n'ont pas de diplôme secondaire. La création de possibilités d'emploi pour ces centaines de milliers de jeunes femmes et hommes moins scolarisés reste un défi alarmant.

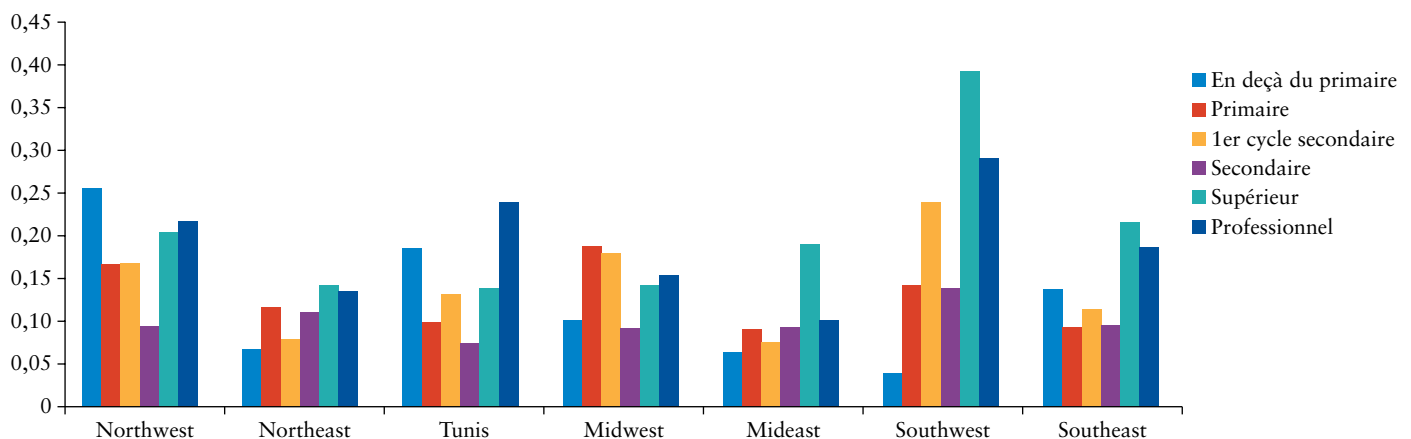
Les faibles niveaux d'études des nombreux jeunes Tunisiens sans travail montrent qu'une formation professionnelle supplémentaire sera nécessaire pour permettre aux jeunes NEET de trouver un emploi. Sans une formation pour aider les jeunes femmes et les hommes à acquérir les compétences nécessaires pour participer à une économie moderne, les NEET aujourd'hui risquent de devenir une génération perdue qui aura des difficultés à trouver un emploi tout au long de la vie active.

Abandon scolaire précoce

La grande majorité des NEET qui n'ont jamais obtenu un diplôme secondaire, va affecter la prochaine génération qui sera handicapée pour affronter le marché du travail de demain. Parmi les jeunes Tunisiens qui ne fréquentent pas l'école (c.à.d. activité salariée, emploi indépendant ou NEET), quatre jeunes sur cinq ont abandonné leurs études secondaires dans les zones rurales (80,7% des hommes, 85,3% de femmes, voir graphique 3.9). En comparaison, un jeune Tunisien sur deux dans les zones urbaines a cessé d'aller à l'école avant la fin de l'enseignement secondaire (50,6% des hommes, 47,0% chez les femmes).⁴ Ces abandons scolaires posent un sérieux problème. Les abandons scolaires précoces laisseront la prochaine génération handicapée, notamment au niveau des du secteur des TIC que la mondialisation de l'économie ne tardera pas à apporter. Les autres problèmes liés aux jeunes des régions rurales sont aussi confirmés par l'analyse de régression sur l'abandon scolaire précoce. (graphique 3.4).⁵ Les résultats économétriques mettent également en évidence les rôles-clés joués par le niveau d'études des parents et la richesse des ménages.

L'abandon scolaire est un phénomène qui affecte autant les jeunes hommes que les femmes. Plus de la moitié des jeunes Tunisiens quittent l'école sans avoir achevé le deuxième cycle secondaire : sur environ 140.000 élèves qui quittent l'école chaque année, 80 000 d'entre eux n'ont pas achevé leur formation de base.⁶ Deux tiers de ces jeunes n'obtiennent aucune autre formation, et en général se retrouvent dans des

Graphique 3.7 : Taux de chômage par niveau d'études



Source : Banque mondiale. 2013.

Note : Réduire la fracture spatiale.

formes plus ou moins abusives de travail occasionnel. Souvent, ils expriment leur amertume voire regret d'avoir quitté l'école en raison de circonstances familiales sur lesquelles ils n'avaient aucun contrôle, par exemple, la pauvreté, l'instabilité familiale, ou la distance géographique de leur village natal. Ces jeunes sont aussi vulnérables et à la merci des organisations religieuses radicales ou ils peuvent également se tourner vers l'émigration clandestine, comme l'a souligné un jeune homme ayant abandonné l'école.

L'un d'entre nous a abandonné l'école pour céder la place à un autre membre de la famille. Ainsi la famille ne s'endettera pas. C'est mieux que l'un de nous se sacrifie, et je le répète, il s'agit bien là d'un sacrifice.

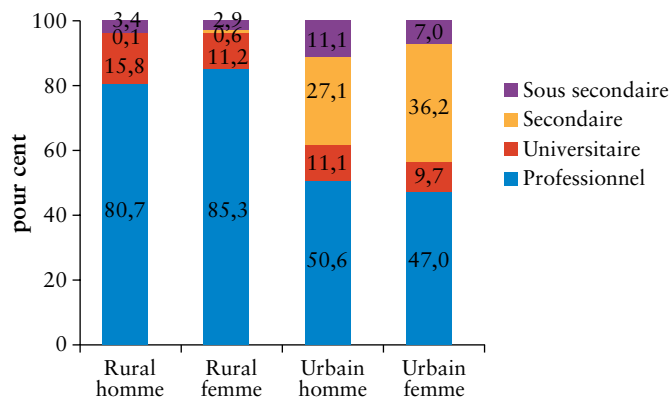
Il est remarquable de voir comment l'état ignore ses jeunes. C'est pourquoi l'émigration clandestine a pris tellement d'ampleur. Jeune homme ayant abandonné l'école, Mahdia (CE)

Les filles restent plus longtemps à l'école que les garçons et représentent 62% des étudiants universitaires. La scolarisation des filles aux niveaux scolaire et universitaire a augmenté et nettement augmenté depuis les années 1960 et 1970, et leurs résultats ont dépassé ceux des garçons. En région urbaine, plus d'un tiers de toutes les jeunes femmes ont achevé leurs études universitaires (36,2%), un chiffre beaucoup plus élevé que la proportion de jeunes hommes 27,1%. (graphique 3.9).⁷ Toutefois, les inscriptions universitaires des jeunes femmes reflètent l'absence d'opportunités d'emploi pour la plupart d'entre elles. La recherche qualitative a révélé que de nombreuses jeunes femmes ont choisi de prolonger leurs études pour différer le contact avec la réalité du chômage.

Je voudrais terminer mes études. Que vais-je faire si je reste à la maison? Regarder la télévision? C'est juste une formation, mais cela permet de m'occuper. Etudiante universitaire, Tunis

Une fois que les réformes économiques commencent à porter leurs fruits et améliorer la croissance économique, les entreprises évoluent vers des secteurs très productifs avec des exigences plus élevées concernant les qualifications du personnel. Les besoins d'une main d'œuvre sans qualification vont baisser au profit de besoins en compétences créative capacité d'innovation et spécialisations techniques, lesquelles requièrent au moins le niveau secondaire ou une formation professionnelle. C'est donc un grave sujet de préoccupation

Graphique 3.8 : Niveau d'études le plus élevé dans la catégorie NEET par genre (Age 25-29)



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique rapporte le plus haut niveau de scolarité parmi tous les jeunes de 25-29 ans qui ont quitté le système éducatif, y compris ceux qui ont un emploi et les NEET.

de savoir qu'un grand nombre de jeunes tunisiens ne pourront pas bénéficier de la croissance économique future axée sur la productivité. En conséquence, les travailleurs continueront à recevoir de faibles salaires et l'insécurité de l'emploi augmentera ainsi que l'inégalité des revenus.

Qualité des études

Malgré des taux d'inscription très élevés, les résultats scolaires sont médiocres dans le pays. Les résultats de l'enquête TIMSS 2011 indiquent que 75% des élèves de huitième année en Tunisie sont « faibles » voire « très faibles » en mathématiques, en dépit des améliorations depuis 2003. Comme la plupart des pays de la région MENA, la Tunisie a des résultats plus faibles que les autres pays à revenus intermédiaires similaires dans d'autres régions.⁸ Dans l'ensemble, les écoles secondaires ne semblent pas fournir aux étudiants les compétences de base nécessaires pour être compétitif dans une économie mondialisée⁹

L'école est incapable de transmettre les compétences de vie qui permettraient aux jeunes de faire la transition entre le milieu scolaire et la citoyenneté active. Les formations aux compétences pratiques font largement défaut dans les écoles ainsi que les activités parascolaires qui permettent le développement de compétences sociales, personnelles, communicatives qui permettent aux jeunes de se réaliser pleinement et acquérir les valeurs du travail et de la citoyenneté active. Selon une

étude réalisée par CNIPE en 2008, parmi les facteurs liés à la régression des standards, figure l'abandon des évaluations sous forme de *concours*¹⁰ en fin de sixième année secondaire. Les réformes successives des programmes n'ont pas réussi à améliorer l'apprentissage des compétences de base dispensées aux étudiants tunisiens. Comme le dit un étudiant :

Avant, ils n'étaient pas comme nous ; ils savaient la valeur des choses. Ils savaient ce que les sciences humaines étaient. Maintenant, il y a beaucoup de livres, mais rien dans la tête. Nous étudions beaucoup de sujets complexes, mais ils ne servent à rien. Etudiants, Zaghouan (Nord-Tunisie)

La qualité des enseignants est aussi perçue comme importante pour la qualité de l'enseignement. L'étude qualitative suggère que les problèmes de formation des enseignants commencent au niveau le plus bas du système scolaire, où trop d'enseignants de l'école primaire sont recrutés de l'université, sans formation pédagogique adéquate. Comme le dit un jeune répondant :

Ce n'est pas une question de formation ou de recrutement ; il y a des enseignants qui ne peuvent tout simplement pas contrôler leurs classes, qui sont tout simplement pas adaptés à la profession. Femme chômeur diplômée, Mahdia (Tunisie Intérieur)

La plupart des enseignants n'expliquent pas à leurs élèves l'approche à adopter. Ils donnent l'équation et le résultat Infirmier, 28, Tunis (Région côtière)

L'orientation professionnelle dans les écoles secondaires et l'université est quasi-inexistante et les étudiants n'ont pas d'orientation sur d'importantes de décisions de carrière qu'ils doivent prendre. Beaucoup de jeunes soulignent l'absence de soutien et des conseils sur le choix de cours et les implications sur la carrière. En outre, le système d'admission de l'université est centralisé et rigide et il limite le choix offert aux futurs étudiants et ainsi que l'accès à de nombreux cours très populaires. Comme ce jeune homme :

J'ai demandé comme premier choix sociologie et anglais et j'ai obtenu l'arabe. Je n'avais pas rempli les neuvième et dixième choix sur la forme, et le garçon assis à côté de moi a suggéré la mise en arabe. [...] J'ai laissé tomber. Jeune homme entrepreneur, Tunis

De vives critiques se sont élevées contre les réformes successives de ces dernières décennies qui ont affecté le secteur de l'enseignement et que les étudiants perçoivent comme arbitraire et peu adéquates. Ces réformes ont donné lieu à des politiques auxquelles les enseignants étaient mal préparés pour les intégrer dans leurs classes. Ainsi la très contestée politique d'arabisation qui a institué la langue arabe comme langue unique d'enseignement dans le primaire, une partie du secondaire et du supérieur y compris pour les matières scientifiques.¹¹ Initiée dans les années 1980, la politique d'arabisation est critiquée par les jeunes qui reprochent la manière péremptoire et abrupte. Une jeune femme raconte sa propre expérience :

Pendant trois ans, j'ai étudié à l'école secondaire, de la 6e à la 9ème année, j'ai étudié les mathématiques, la physique et les sciences en arabe. Mais nous avions des professeurs formés en français. Personnellement, étant parmi les meilleurs élèves, je pense que l'enseignant était perdu. Il ne pouvait pas communiquer, et je ne pouvais pas comprendre son cours en arabe, qu'il semblait faire à contrecœur. Il est compréhensible que si l'enseignant n'avait pas étudié en arabe avant, il ne serait pas en mesure d'enseigner les connaissances dans cette langue. [...] Cela n'aide ni l'élève, ni le professeur. C'était épuisant. Etudiante diplômée, Sidi Bouzid (Tunisie Intérieure)

L'examen de fin du secondaire (baccalauréat) est une autre source de discord. Environ 25% de l'évaluation finale est basée sur le contrôle continu, ce qui signifie que les enseignants peuvent attribuer des notes arbitrairement. Ce système de classement est ouvert à toutes sortes de problèmes tels que la manipulation et le favoritisme et autres. En outre, le calendrier et les modalités de l'introduction des langues étrangères dans le programme est critiquée par de nombreux étudiants.

Alors que la plupart des pays industrialisés poursuivent une stratégie d'apprentissage à vie, les possibilités de formation complémentaire en Tunisie sont très limitées après avoir quitté l'école. Il n'y a pratiquement pas de formation pour les jeunes travailleurs ; seulement un jeune Tunisien salarié sur dix a reçu une formation professionnelle dans l'année écoulée. Selon l'enquête sur la transition de l'école au travail (SWTS) de l'Observatoire National de l'emploi de l'OIT, 2013, seulement 10,4% des jeunes Tunisiens employés avaient pris part à la formation professionnelle, surtout pour un supplément de spécialisation.¹² Près de la moitié de ces

activités de formation ont été financées par des programmes publics (40,8%). L'accès à ces activités de formation est similaire pour les jeunes hommes et les femmes.

Conseils pour une meilleure transition entre l'école et le travail

Compte-tenu du nombre élevé d'abandons scolaires dans l'enseignement secondaire, des services de conseil doivent être mis en place, en particulier pour les élèves des classes les plus touchés par ce problème. Pour être efficaces, ces services doivent être gérés de manière professionnelle par des prestataires du secteur privé en partenariat avec des ONG dirigées par des jeunes pour sensibiliser les enseignants, les parents, et favoriser surtout le mentorat par les pairs. Un service de conseil pour l'orientation des jeunes pourrait être introduit progressivement dans les écoles secondaires publiques dans toute la Tunisie pour fournir une orientation professionnelle, des informations pertinentes, des compétences de vie et un soutien psychopédagogique pour faciliter la transition de l'école au travail, y compris l'identification des opportunités d'apprentissage. En développant l'information et l'orientation et le coaching des jeunes Tunisiens pour atteindre un objectif de travail à long terme – en particulier les jeunes défavorisés à risque de décrochage scolaire – les services de conseil serviraient également comme mesure préventive pour réduire le nombre d'abandons scolaires. Cette réforme proposée vise à compléter les réformes structurelles nécessaires, à long terme dans le secteur de l'enseignement en Tunisie.

Une recommandation-clé finale est de s'assurer que les organisations de jeunes ont la possibilité d'exprimer leurs préoccupations et de proposer des solutions concernant les problèmes d'enseignement. L'expérience des autres pays à revenu intermédiaire montre que, en dehors de sa valeur immédiate dans la lutte contre la corruption et les malversations dans le système scolaire, une meilleure participation des étudiants et des parents dans les écoles augmente la responsabilité des enseignants et des administrateurs scolaires, tout en donnant aux étudiants davantage d'opportunités pour influencer sur la conception des programmes. En Tunisie, cela permettra probablement une mise au point sur l'introduction de compétences utiles pour le marché du travail.¹³

Les organisations universitaires de la jeunesse peuvent jouer un rôle constructif dans l'amélioration du système éducatif. Par exemple, un réseau régional d'organisations d'étudiants de plusieurs pays de l'Europe du Sud-Est, établi à la suite des conflits en Yougoslavie, a aidé à mettre en œuvre plusieurs réformes cruciales. Ces organisations ont réussi

à introduire des jeunes médiateurs et médiatrices dans plusieurs universités, des évaluations de la qualité de l'enseignement ainsi que des changements au niveau de la gouvernance touchant les ministères de l'éducation ainsi que les administrateurs universitaires et les professeurs.¹⁴

Au Royaume-Uni, tous les départements universitaires ont des comités consultatifs composés de jeunes étudiants chargés de tout examiner, des recherches stratégiques, à la qualité des programmes de la qualité, à la demande des étudiants. Les étudiants passent en revue tous les points internes de l'université et les représentants des étudiants au niveau de la direction de l'Université. L'inclusion des syndicats d'étudiants est extrêmement bénéfique pour le suivi. Des initiatives similaires au niveau de l'enseignement secondaire pourraient être prises en charge en Tunisie à travers un programme de subventions compétitives pour lesquels élèves et ONG de jeunes peuvent poser leurs candidatures.

3.4 Voies menant à l'emploi et obstacles

Inscription au chômage

Malgré les taux élevés de NEET, peu de jeunes Tunisiens sont inscrits au bureau de chômage. Dans la région rurale, seulement 14,5% des jeunes hommes et 8,1% des jeunes femmes sans travail sont inscrits au chômage (voir graphique 3.10). Les taux d'inscription sont un peu plus élevés en Tunisie urbaine : 46,0% d'hommes, 63,3% de femmes, mais loin d'être universelle. Les bureaux de chômage de la Tunisie ont grand besoin d'être améliorés et développer des services pour atteindre les jeunes NEET, leur fournir des services utiles, et de soutenir efficacement les jeunes chômeurs dans leur quête d'emploi, notamment dans les zones rurales. Le système actuel atteint à peine un jeune rural sans travail, et seulement un sur deux NEET urbains

Obstacles pour trouver un emploi

Les bureaux de chômage ne fournissent qu'un support limité et la plupart des NEET ne sont même pas inscrits au chômage, en particulier dans les régions rurales de Tunisie. Information sur les nouvelles offres d'emploi est difficile à obtenir notamment si l'on n'a pas de connexions. Dans un marché du travail où le chômage affecte la plupart des familles, les quelques emplois disponibles sont d'abord réservés aux parents et amis, avant les candidats réguliers qui postulent.

Le système tunisien d'inscription au chômage exige des investissements importants et une assistance technique. Le système actuel atteint à peine les jeunes ruraux sans travail,

et seulement un NEET urbain sur deux. Le manque de services pour l'emploi renforce les disparités rurales-urbaines. L'analyse régionale plus détaillée révèle que peu de variations régionales existent ; même si les inscriptions dans la région intérieure sont les plus importantes (voir graphique 3.5).

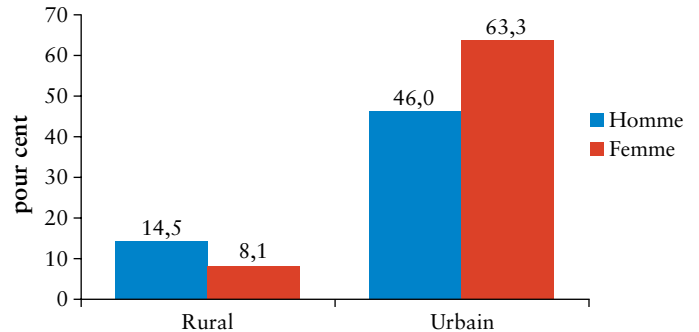
Pour trouver du travail, il est nécessaire de consulter Internet, se rendre dans un bureau de l'emploi, mais c'est l'une des rares régions où il n'y a pas de bureau de l'emploi. Il en coûte ... 2 dinars pour l'accès Internet d'une heure ... et 10 dinars pour vous inscrire au bureau de l'emploi. Diplômé sans emploi, Sidi Maklouf, Médenine

Les processus de recrutement sont largement considérés comme discriminatoires, en particulier pour les emplois du secteur public. Les concours qui sont la voie officielle du recrutement public, sont considérés comme une simple façade, selon les jeunes ayant participé aux groupes de discussion lors des entretiens qualitatifs. Les facteurs suivants ont été considérés comme une pratique courante pour influencer le recrutement, notamment : (i) le piston (ii) la corruption, (iii) le népotisme, et (iv) le régionalisme. Bien que ces types se aient de nombreux points communs, ils ont aussi leurs spécificités respectives.

Toutefois, la corruption et le népotisme sont considérés comme une nécessité pour réellement obtenir un emploi. Interrogés sur les deux aspects les plus importants dans leur recherche d'emploi, les jeunes Tunisiens ont souligné l'importance des relations : 53,6% en milieu rural, 62,6% en milieu urbain (voir graphique 3.13). Présomptions tout aussi importantes sont les qualifications, exprimées par le niveau d'éducation : 50,2% en milieu rural ; 56,9% en milieu urbain, et l'expérience de travail : 20,9% en milieu rural, 14,7% en milieu urbain. Dans les entretiens de groupes de discussion, les participants ont identifié un cercle vicieux : le manque d'expérience de travail qui rend difficile de percer dans le marché de l'emploi, en particulier dans le secteur privé.

Le régionalisme décrit le favoritisme des jeunes de la région côtière pour de nombreux emplois du secteur privé – le régionalisme – qui est très répandu et contribue aux inégalités. Le favoritisme peut être dû à la capacité perçue de la jeunesse du littoral de tirer parti des réseaux interrégionaux de patronage. Dans de nombreux établissements du secteur privé, notamment les banques et les usines, les décisions d'embauche sont fortement influencées par les élites régionales. Ceci n'est pas seulement une caractéristique de l'intérieur. Une étudiante à Zaghouan, à seulement 15 km de Tunis, parle d'une usine qui y est établie :

Graphique 3.9 : Taux de NEET inscrits comme chômeur – rural vs. urbain



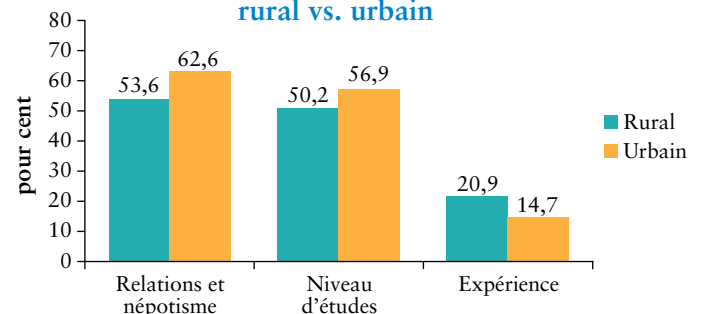
Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les NEET.

Ils n'emploient jamais les gens d'ici. Ils recrutent des gens de Tunis ou Sousse, parce que les patrons et les professeurs d'université ne sont pas d'ici. Comme tout le monde, ils ne prennent que des gens parmi leurs connaissances. Étudiante, Zaghouan (Tunisie côtière)

Le manque de contacts personnels est l'un des obstacles majeurs dans la recherche d'emploi chez les jeunes Tunisiens, avec l'absence générale d'opportunités. Interrogés sur les deux principales difficultés à trouver du travail, le manque de possibilités et le manque de contacts au niveau le plus élevé en milieux urbains et ruraux, (graphique 3.14). D'autres aspects importants souvent cités sont le manque de moyens financiers et les qualifications –ils sont interdépendants, créant

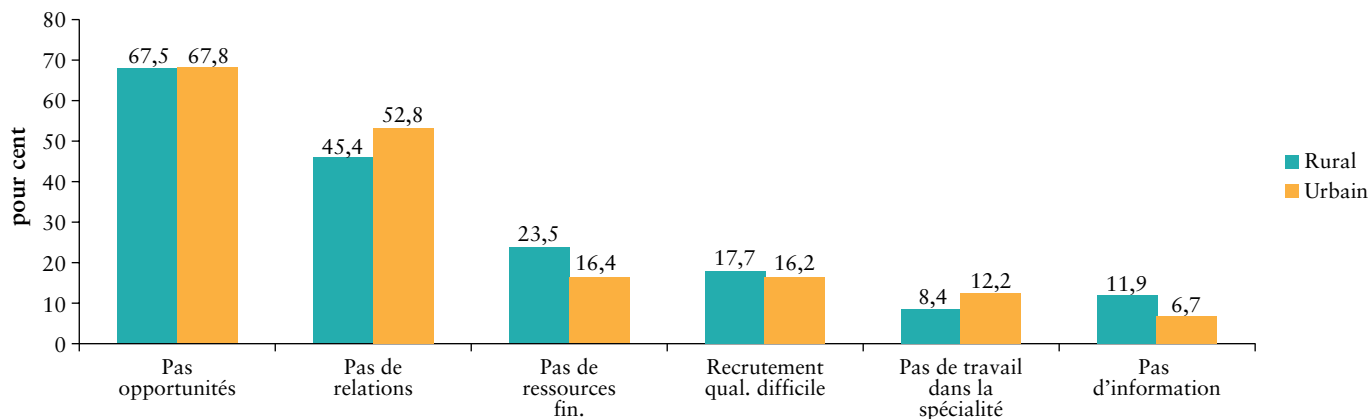
Graphique 3.10 : Principales raisons de trouver des opportunités d'emploi – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes. Parce que les réponses multiples étaient autorisées, les pourcentages ne totalisent pas 100%.

Graphique 3.11 : Principaux obstacles pour trouver un emploi – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes. Parce que les réponses multiples étaient autorisées, les pourcentages ne totalisent pas 100%.

plusieurs séries d'obstacles. Dans les entretiens de groupes de discussion, les participants ont identifié un cercle vicieux, à savoir le manque d'expérience de travail rendant difficile la percée dans le marché de l'emploi, en particulier dans le secteur privé.

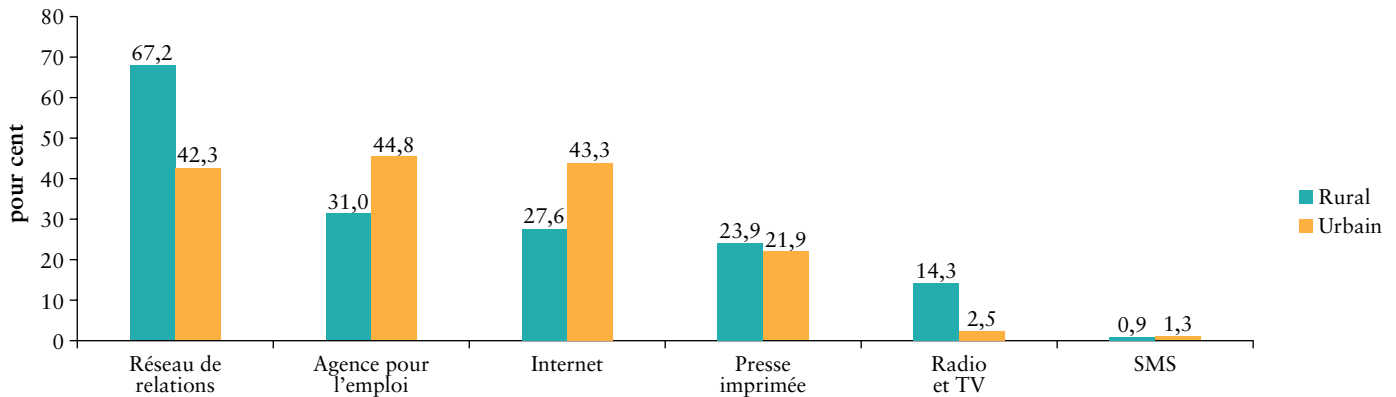
Trois ans après le début de la Révolution, le gouvernement tunisien continue à faire face aux énormes défis de développement de l'accès des jeunes aux opportunités de travail selon une approche inclusive tenant compte de l'égalité liée au genre et aux régions. Les jeunes Tunisiens considèrent les réseaux informels et d'autres pratiques déloyales comme des obstacles aux postes disponibles. En particulier les jeunes Tunisiens issus de familles pauvres et les jeunes défavorisés n'ayant pas achevé le cycle secondaire, passent des années à chercher du travail. Aller de l'avant, procéder à l'intégration des jeunes marginalisés (NEET) sur un marché du travail largement marqué par les disparités régionales, les relations personnelles, les normes traditionnelles et les préférences de la famille, devrait être une préoccupation centrale pour renforcer la voie vers la croissance économique et la stabilité. Les chapitres suivants mettront en lumière les mesures à envisager pour réduire l'exclusion parmi les catégories de jeunes les plus touchés.

Au lieu de s'appuyer sur l'agence de l'emploi pour obtenir des informations sur les possibilités d'emploi, la plupart des jeunes utilisent les réseaux sociaux informels pour trouver un emploi. Seulement 31,0% des jeunes en milieu rural

et 44,8% des jeunes en milieu urbain comptent sur l'agence pour l'emploi pour obtenir des informations sur de nouveaux emplois. En revanche, plus de deux tiers des jeunes en milieu rural (67,2%) et près de la moitié des jeunes en milieu urbain (42,3%) en utilisent les réseaux et de contacts personnels (voir la graphique 3.12). Ces inégalités d'accès à l'information sont cause que beaucoup de jeunes qualifiés contribuent qualifiés ne sont pas informés des offres d'emplois ; ce qui contribue à rallonger les périodes de chômage et diminuer le nombre de placements.

Parmi les jeunes Tunisiens, Internet est devenu la deuxième plus importante source d'informations sur les offres d'emploi. Dans les zones urbaines, 43,3% des jeunes utilisent Internet pour trouver un emploi, par rapport à un niveau encore beaucoup plus faible de 27,6% dans les zones rurales (voir graphique 3.12). L'Internet a dépassé les médias traditionnels tels que la télévision et la radio : 14,3% en milieu rural, de 2,5% en milieu urbain et des journaux : 23,9% en milieu rural, 21,9% en milieu urbain. Cependant, de nombreux jeunes Tunisiens n'ont pas accès à Internet, en particulier les jeunes défavorisés, et les jeunes femmes et hommes en Tunisie rurale. Les technologies alternatives, telles que le service de messages courts (SMS) des services fournis par les initiatives publiques et privées, ont le potentiel d'atteindre beaucoup plus de jeunes Tunisiens. Le taux actuel de l'abonnement service SMS pour les nouveaux emplois reste très faible : 0,9% en milieu rural, de 1,3% en milieu urbain.

Graphique 3.12 : Sources d'information concernant les opportunités d'emploi – rural vs urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : La graphique inclut tous les jeunes. Parce que les réponses multiples étaient autorisées, les pourcentages ne totalisent pas 100%.

Notes

1. *Economist*. 2013. "Youth Unemployment : Generation Jobless." [Jeunes sans emploi, génération chômeurs] April 27.
2. Ces taux de réussite scolaire ne sont que légèrement supérieurs à ceux des générations plus âgées. La proportion de travailleurs tunisiens d'âge de plus de 29 années sans avoir complété leurs études secondaires sont 89,1% (hommes) et 98% (femmes) dans les zones rurales, par rapport à 64,3% (hommes) et 70,4% (femmes) dans les zones urbaines (voir graphique A4,9).
3. L'enquête n'a pas saisi suffisamment de population de jeunes diplômés pour pouvoir évaluer précisément leur proportion.
4. Ces résultats incluent les jeunes gens vivant respectivement dans les régions rurale et urbaine, et ne sont pas comptabilisées pour la migration.
5. Le tableau présente les résultats d'un modèle Probit de l'abandon scolaire précoce et confirme largement les résultats constatés pour le niveau d'instruction dans son ensemble. Comme précédemment, les coefficients très larges et statistiquement très significatifs rendent plausibles que la richesse des ménages joue un rôle causal important dans la détermination des résultats scolaires. Parmi les raisons celles suggérées ci-dessus.
6. Ben Romdhane, Mahmoud. 2010. L'éducation en Tunisie : une centralité historique menacée. In Guemara R. (Ed). *Mélanges offerts au professeur Abdelmajid Charfi*, Tunis, Université de Tunis.
7. The rural sample did not include enough university graduates to make a meaningful comparison.
8. I.V.S. Mullis, M.O. Martin, P. Foy and A. Aurora. 2012. *TIMSS 2011 International Mathematics Report : Findings from IEA's Trends in International Mathematics and Science Study at the Fourth and Eighth Grades*, [Rapport International Mathematics : Résultats de Tendances de l'AIE Internationale sur les mathématiques et les sciences à la quatrième et la huitième

année] *International Mathematics Report : Findings from IEA's Trends in International Mathematics and Science Study at the Fourth and Eighth Grades* Chestnut Hill, MA : TIMSS & PIRLS International Study Center, Boston College.

9. Banque mondiale. 2012. Rapport sur le Développement mondial 2013 : *Jobs*. Washington, DC ; Banque mondiale, Créer des bonnes opportunités d'emploi en Tunisie : *Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints and Institutions, Background Report to the Tunisia Development Policy Review, May 2013*, [Revisiter résultats sur le marché du travail, contraintes et institutions, Rapport sur la politique de développement en Tunisie, mai 2013 mimeo].

10. Etude du CNIPE, 2008 (Le Centre National d'Innovation Pédagogique et des Recherches sur l'Éducation) a révélé qu'une bonne partie des étudiants de 7e et 8e années, qui ont dû abandonner l'école suite à la suppression de la pratique de redoublement en 1996, étaient incapables de lire et écrire en arabe et aussi en français. Source : CNIPE 2008.

11. Officiellement, l'arabe est la langue d'enseignement au niveau de l'éducation de base et le français est enseigné comme une langue étrangère. Le français devient la langue d'enseignement pour les disciplines techniques, scientifiques et mathématiques, tandis que toutes les autres classes sont enseignées en arabe. Cependant, les groupes de discussion indiquent que les mathématiques et certains cours de sciences sont enseignés en arabe dans des endroits à travers le pays.

12. OIT. 2014. *Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie*. Work4Youth Publication Series Nr. 16. Geneva.

13. Gloria La Cava, et Sarah Michael. 2006. *Youth in the North Caucasus : From Risk to Opportunity*, The Banque mondiale, Europe and Central Asia Region, pp. 58-60. [Les jeunes dans le Caucase du Nord : transformer le risque en opportunité, Banque mondiale].

14. Ibid.

CHAPITRE 4

Opportunités économiques



Que vous soyez une jeune femme ou un jeune homme, vous vous dites : “Tout de même, après toutes ces années d'études et de sacrifice, vous vous retrouvez à rester à la maison. Même si en dépit de tout, vous essayez de travailler, cela vous affecte psychologiquement ... cette vie, vous ne satisfait pas. Vous préféreriez vivre dans de meilleures conditions, dans un meilleur environnement.”
Jeune femme diplômée, sans emploi, Tataouine (Sud de la Tunisie).

Ce chapitre met en évidence les opportunités économiques accessibles aux jeunes femmes et jeunes hommes tunisiens, et présente l'état général de l'emploi et de l'entrepreneuriat, à la fois dans les secteurs formels et informels. Les résultats soulignent que d'importantes disparités régionales et de genre existent au niveau des perspectives d'emploi des jeunes, ce qui a été également documenté dans une étude récente de la Banque mondiale sur les résultats du marché de l'emploi en Tunisie.¹ La plupart des emplois disponibles n'offrent pas de contrat formel, ce qui a pour conséquence une sécurité de l'emploi ou un accès à la sécurité sociale limité.² Enfin, une section séparée sur l'auto-emploi met en évidence le potentiel entrepreneurial important des jeunes Tunisiens, tout en notant l'accès limité au financement et des implications quant à la réglementation excessive pour les jeunes travailleurs indépendants.

4.1 Opportunités d'emploi

Malgré les politiques de la Tunisie sur l'égalité des genres, peu de jeunes femmes tunisiennes sont employées. Moins d'un cinquième des jeunes femmes en Tunisie rurale (18,5%) et moins de deux sur cinq jeunes femmes en Tunisie urbaine (39,8%) ont un emploi.³ Parmi la jeunesse tunisienne qui a terminé ses études et se trouve sans emploi (NEET), les taux sont nettement plus faibles chez les femmes que chez les hommes (voir graphique 4.1).⁴ L'emploi des femmes est particulièrement faible dans le Sud (8,3% en milieu rural, 17,2% en milieu urbain) et à l'intérieur (16,1% en milieu rural, 34,3% en milieu urbain), comparé aux jeunes femmes qui travaillent dans la région côtière (27,5% en milieu rural, 45,9% en milieu urbain). L'emploi des jeunes hommes est très faible dans l'ensemble, même dans la région côtière (58,1% en milieu rural, 68,0% en milieu urbain), suivi par le Sud (53,6% en milieu rural, 60,3% en milieu urbain), et à l'Intérieur (48,9% en milieu rural, 56,6% en milieu urbain). Dans l'ensemble, entre un tiers et la moitié des jeunes hommes qui, en principe pourraient travailler, se retrouve sans emploi, ce qui implique une perte importante de la production économique.

Les chances des jeunes pour trouver un emploi dépend d'abord et avant tout de leurs antécédents familiaux. L'analyse de régression montre que l'éducation paternelle compte plus que la scolarisation d'un jeune pour déterminer si ce dernier pourra trouver un emploi, de même que la richesse des ménages semble également jouer un rôle important dans la recherche d'emploi (voir graphique 4.1). Ce qui suggère que les facteurs qui ne peuvent être contrôlés directement par la régression – telles que les connections familiales et la qualité de l'éducation, qui sont tous deux susceptibles d'être en corrélation avec l'éducation paternelle – jouent un rôle prépondérant dans la recherche d'emploi chez les jeunes.

Exclusion Régionale

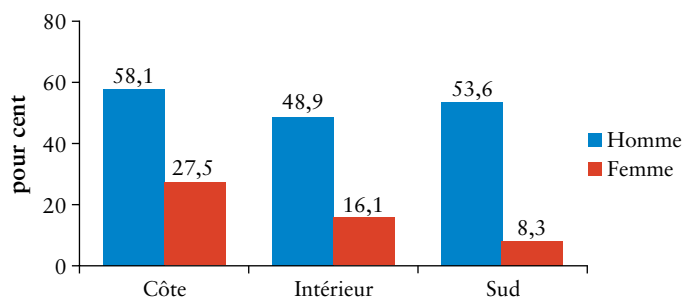
[Président] Bourguiba a développé la région de Monastir, [le président] Ben Ali a développé Sousse, mais les régions de l'intérieur ont été oubliées. L'État doit traiter les régions de manière équitable. Compte tenu du taux de chômage à Sidi Bouzid qui s'avère être le double de celui de Sousse, ils devraient cesser d'investir à Sousse jusqu'à ce que les autres régions aient rattrapé, alors, tout le monde serait heureux. Avec de telles mesures, l'égalité pourrait être établie entre les régions. Jeune homme chômeur diplômé, Sidi Bouzid.

Les jeunes Tunisiens sont confrontés à de faibles opportunités d'emploi, en particulier à l'intérieur et dans le Sud, selon un récent rapport sur les résultats de la fracture spatiale sur le marché de l'emploi.⁵ En fait, parmi les causes sous-jacentes de la révolution de 2011, l'on note la marginalisation spatiale, économique et politique de la société dans certaines parties du pays en faveur de la région côtière.⁶ Une analyse plus récente affirme que les soulèvements se sont répandus entre les communautés marginalisées à travers le pays, dans ce qui a été décrit comme «proximité socio-économique», plutôt que proximité géographique.⁷

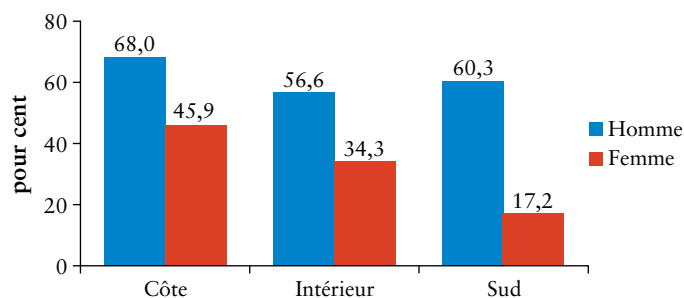
La migration des jeunes renforce davantage les disparités régionales et les divisions urbaines et rurales existantes. La migration des jeunes prive les zones rurales d'une jeune

Graphique 4.1 : L'emploi chez les jeunes Tunisiens

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations.

main-d'œuvre qualifiée limitée, tout en alimentant les banlieues pauvres sans cesse croissantes de la Tunisie urbaine. En fait, la migration démontre l'incapacité de l'arrière-pays rural de s'aligner sur un modèle économique de haute productivité. Dans ce cercle vicieux, les jeunes de l'intérieur se considèrent comme victimes de négligence et d'inégalités régionales. La migration des jeunes ajoute encore à la pression sociale dans les zones urbaines, incapables d'absorber le nombre rapidement croissant de jeunes travailleurs non qualifiés. Les jeunes tunisiens ne migrent pas seulement pour des questions d'emploi, mais également pour sortir de la pression sociale dans les communautés rurales, ce qui retarde dans la prise de nombreuses décisions importantes et résulte en des frustrations supplémentaires chez les jeunes. Pour de nombreux jeunes, la migration est perçue comme une expérience traumatisante, un exil de la famille ou de la communauté. Les jeunes décrivent le fait de quitter la maison et le soutien affectif et matériel de la famille, des amis, du voisinage et du café pour une zone urbaine comme un sacrifice « où personne ne me voit », plutôt que comme une aventure.

Les jeunes du milieu rural continuent à migrer vers les villes, espérant échapper aux zones rurales, malgré le manque de bons emplois dans les zones urbaines. Près de 90,2% des ménages ruraux signalent que des membres directs de famille⁸ ont migré vers les zones urbaines, en majorité des jeunes frères et sœurs ruraux. L'exode rural continue d'être une voie de sortie importante pour les jeunes ruraux, en particulier pour les hommes. Près d'un quart des migrants de sexe masculin se sont dirigés vers le Grand Tunis (24,6%), 31,7% dans d'autres villes, ou 15,3% à l'étranger. Un peu plus d'un quart (28,4%) des migrants de sexe masculin venant des ménages ruraux a déménagé dans une autre zone

rurale (voir graphique 4.4). En revanche, relativement peu de jeunes femmes migrent vers le Grand Tunis (16,7%), d'autres villes (32,2%), ou à l'étranger (2,4%). Près de la moitié des frères et sœurs des femmes qui ont migrés ont déménagé dans d'autres zones rurales (48,8%).

Les jeunes chômeurs se disputent les quelques emplois qui sont disponibles. Il est parfois perçu que les jeunes migrants ruraux acceptent de travailler pour des salaires beaucoup plus faibles que ceux des travailleurs non qualifiés en Tunisie urbaine.

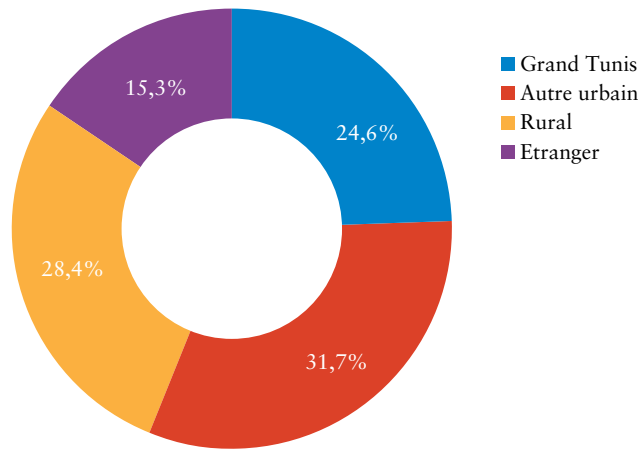
Ceux qui viennent de zones rurales sont prêts à travailler pour des salaires nettement inférieurs. Tunis est envahie par les migrants, alors que d'autres régions du pays sont vides, et les habitants de Tunis ne peuvent pas trouver d'emploi. Je pense qu'un visa ou titre de séjour pour vivre en ville devrait être mis en place, afin d'éviter un surpeuplement. A Tunis, il n'y a pas plus d'espace nulle part. Travailleur informel, Tunis (zone côtière de Tunisie)

Exclusion basée sur le genre

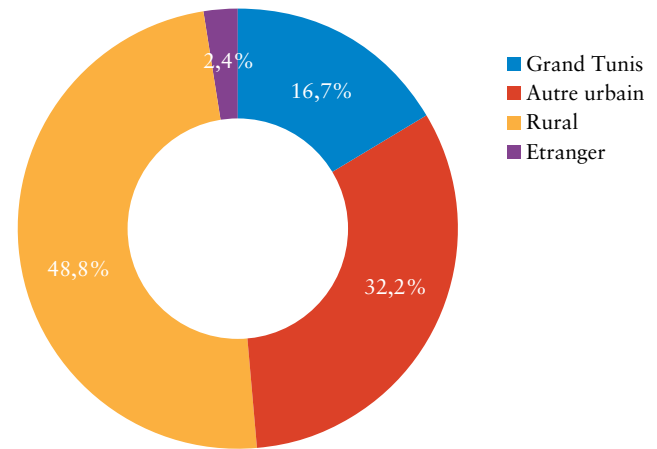
L'exclusion basée sur le genre reste un défi de taille pour les jeunes femmes tunisiennes qui tentent d'accéder au marché de l'emploi. La Tunisie a accompli des progrès considérables pour réduire les écarts entre les genres tant au niveau des résultats scolaires que dans le secteur de la santé, mais les investissements dans le développement humain ne se sont pas encore traduits par des taux plus élevés de participation des femmes à la vie économique.⁹ Plusieurs méthodes établies sont disponibles afin de mieux comprendre la discrimination

Graphique 4.2 : Destinations des migrants ruraux par genre

a. Homme



b. Femme



Source : Banque mondiale 2012d.

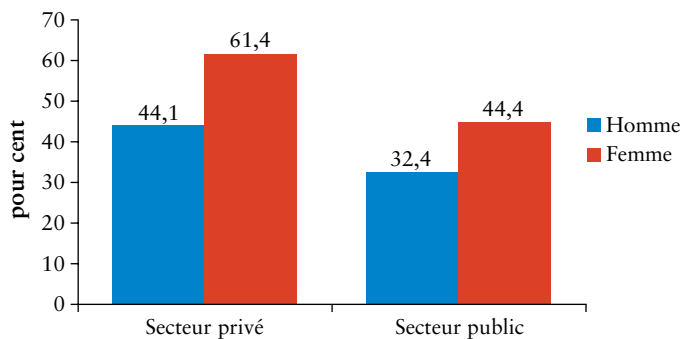
Note : Ce graphique reflète tous les migrants existants qui sont apparentés aux jeunes des milieux ruraux.

entre les genres, y compris l'expérience et les perceptions auto-déclarées et l'analyse de régression de salaire en vigueur. Le graphique 4.3 présente les perceptions des jeunes gens et des jeunes femmes du milieu rural en Tunisie sur la discrimination basée sur le genre sur le marché du travail.¹⁰ Près des deux tiers (61,4%) des femmes interrogées indiquent qu'elles sont victimes de discrimination lors de la recherche d'emploi dans le secteur privé. Un nombre plus restreint, mais encore considérable (44,4%) constatent une discrimination basée

sur le genre dans le secteur public. Une grande partie de jeunes hommes conviennent que la discrimination contre le recrutement des femmes existe : 44,1% dans le secteur privé, et de 32,4% dans le secteur public.

La discrimination à l'égard des femmes est préjudiciable à leur participation sur le marché de l'emploi et au potentiel de développement de la Tunisie. Comme le souligne le Rapport Mondial sur le Développement de 2012, « l'égalité des genres est une économie intelligente » et impacte le développement.¹¹ Donner aux femmes et aux hommes un accès égal à l'éducation, aux opportunités économiques, et aux actifs a le potentiel de stimuler la productivité. La recherche qualitative démontre que de nombreux jeunes hommes ne croient pas qu'il est important pour les femmes d'avoir un emploi, car l'homme est traditionnellement considéré comme le chef de famille. Cependant, il s'avère de plus en plus nécessaire d'avoir deux revenus pour maintenir les ménages, et l'employabilité peut être un atout pour les jeunes femmes, tel que le commente un diplômé.

Graphique 4.3 : Perception de discrimination basée sur le genre dans le secteur privé par rapport au secteur public en Tunisie rurale



Source : Banque mondiale, 2012d

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes ruraux Tunisiens.

Aujourd'hui, les homes ne cherchent plus une femme au foyer, mais préfèrent une femme qui travaille et rapporte de l'argent. Et ils ont raison. Femme diplômée sans emploi, Tunis

Les préoccupations familiales concernant la sécurité des femmes et la bienséance sociale continuent de limiter la participation des jeunes femmes sur le marché de l'emploi. Il

existe moins d'opportunités pour les femmes de travailler à l'extérieur de la maison, en particulier dans la région du Sud, en raison d'un manque de diversification économique d'une part, et d'autre part à cause du nombre limité d'emploi considéré comme approprié pour une jeune femme par sa famille. Les données qualitatives montrent que les normes sociales continuent de limiter la mobilité des jeunes femmes pour travailler (voir encadré 4.1 sur la formation de la famille). Vivre loin du milieu familial serait toléré par certaines familles si le travail était considéré comme socialement acceptable et s'il augmentait les perspectives de mariage de la jeune femme : ce serait un emploi approprié à sa formation et de préférence dans le secteur public. Certaines des jeunes femmes participant au sondage ont indiqué que le fait de rester dans leur région d'origine pourrait être considérée comme une imposition plutôt qu'une aspiration. Contrairement aux jeunes hommes, elles ne peuvent accepter des emplois à court terme comme des «des remplacements», qui pourraient déboucher sur des compétences pertinentes. Compte tenu de la rareté des emplois considérés comme appropriés, les femmes diplômées

peuvent faire face à des années de chômage en attendant leur transition supposée dans les rôles d'épouses et de mères.

Nos parents nous ont encouragés à étudier et travailler. Mais c'est toujours dans des limites qui ont été définies pour nous, et au-delà desquelles nous ne pouvons aller. C'est une question de mentalité. Les gens ici pensent que les filles ne peuvent travailler que comme professeur ou une infirmière ; ce sont des professions respectables, décentes. Je suis seulement autorisée à être une enseignante et rien d'autre. Je ne pourrais pas travailler comme guide touristique, ou dans une usine, ou quoi que ce soit d'autre. Et pire encore, le travail devrait se trouver dans le Sud de la Tunisie. Je ne pourrais même pas rêver de travailler loin de la maison. Femme diplômée, Médenine (Sud tunisien)

Cependant, poussé par les besoins économiques de leur famille, un nombre important de jeunes femmes issues de l'intérieur et des régions du Sud travaillent. Ces jeunes femmes travaillent généralement dans des usines situées sur la côte,

Encadré 4.1 : Formation de la famille

Certains segments de la société tunisienne perçoivent la possession d'un diplôme d'une institution d'enseignement supérieur comme un fardeau, en particulier chez les jeunes femmes, et ce à plusieurs égards. Ces jeunes femmes deviennent effectivement restreintes par leur propre initiative et leur réussite scolaire du fait que les hommes pourraient percevoir les femmes diplômées comme possédant une plus grande autonomie que celle qui leur est promise dans une culture patriarcale et par conséquent, risquent de les considérer comme inappropriée en tant qu'épouses potentielles. En outre, si le diplôme ne résulte pas en un l'emploi, la jeune femme doit retourner à la maison à ce qui, dans certains cas, équivaut en grande partie à une vie isolée, en particulier dans les régions de l'intérieur et du Sud. En outre, le secteur d'emploi de la femme détermine en grande partie si oui ou non elle reste appropriée pour le mariage. Considérant que les normes sociales en vigueur permettent à une jeune femme de travailler comme infirmière ou enseignante, elles s'opposent à la plupart des emplois dans la plupart des autres domaines.

Néanmoins, les jeunes femmes tunisiennes estiment que l'éducation et les qualifications professionnelles sont des atouts importants pour un mariage potentiel étant donné que les conditions économiques rendent de plus en plus difficile la gestion d'un ménage avec un seul salaire. Cette notion que les deux époux peuvent travailler est tout aussi fréquente chez les jeunes femmes non-diplômées qui ont exprimé l'importance de contribuer aux finances du ménage. Selon les mots d'une jeune femme « *La vie est encore plus difficile de nos jours. Il est nécessaire que les deux membres du couple travaillent* ».

Le statut professionnel et les diplômes affectent les perspectives de mariage pour les jeunes hommes tunisiens également, quoique d'une manière différente. Sur le plan social, de nombreuses familles préfèrent que leurs filles épousent un homme qui a un emploi, quel que soit le diplôme. Par conséquent, les hommes chômeurs diplômés possèdent peu ou pas d'avantage comparatif par rapport aux chômeurs non-diplômés. Ce qui résulte au manque de statut social qui est attribué aux hommes chômeurs diplômés et qui risque de dissuader les couples potentiels de se fiancer par crainte d'être refusé par la belle famille ou, pire encore, les fiançailles pourraient être rompues prématurément en raison d'un chômage prolongé et d'une pression intense sur l'homme de pourvoir pour sa fiancée.

dans des villes comme Sfax, où elles partagent leur logement. Dans ce cas, il y a un compromis entre d'une part les normes qui régissent le type de travail considéré comme approprié pour une diplômée universitaire, et d'autre part, le besoin de revenus de la famille et le désir de la jeune femme d'échapper à l'ennui de l'ambiance domestique. Comme le dit cette femme diplômée :

J'ai travaillé dans une usine une fois mon diplôme décroché. J'ai remarqué que la majorité des diplômées font de même et n'arrivent pas à trouver un emploi adéquat dans leur domaine de compétence. Jeune femme diplômée, Sfax

L'informalité de l'emploi

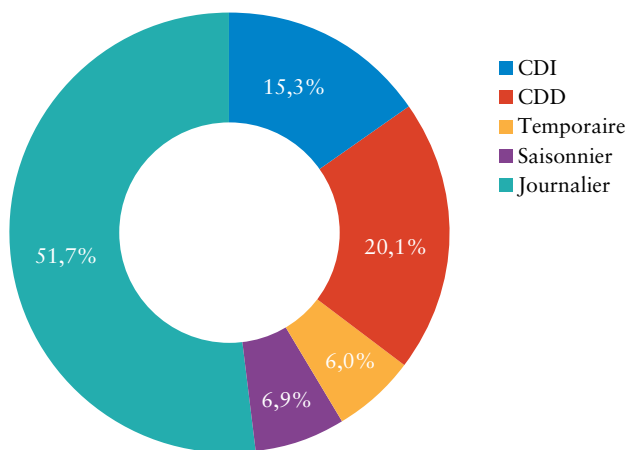
Le travail informel est fréquent parmi la jeunesse tunisienne : moins d'un jeune travailleur sur trois possède un contrat de travail à durée indéterminée avec accès à la sécurité sociale. En vertu de la réglementation qui régit le marché du travail tunisien, les contrats de travail permanents sont les seuls qui donnent un accès complet à la sécurité sociale et à une sécurité de l'emploi prolongée. Cependant, seulement 15,3% des jeunes en milieu rural et 38,8% des jeunes en milieu urbain ont des contrats de travail à durée indéterminée. Le graphique 4.2 montre les types de contrats détenus par les jeunes qui travaillent dans les zones rurales et urbaines. Le marché de l'emploi pour les jeunes tunisiens est dominé par des contrats temporaires et saisonniers, ainsi que des

arrangements de travail journaliers. Plus d'un cinquième des jeunes provenant à la fois du milieu rural (20,1%) et urbain (20,9%) ont des contrats de travail à durée déterminée, ce qui assure une sécurité de l'emploi limitée.¹² Il est par conséquent prévisible, que le travail informel est plus fréquent chez les jeunes en milieu rural ; plus de la moitié d'entre eux (51,7%) travaillent comme journaliers. Dans l'ensemble, malgré l'insécurité de l'emploi qui prévaut chez les jeunes tunisiens, leur stabilité contractuelle est beaucoup plus élevée que chez les générations précédentes, qui détiennent une part beaucoup plus faible de contrats à durée indéterminée.¹³

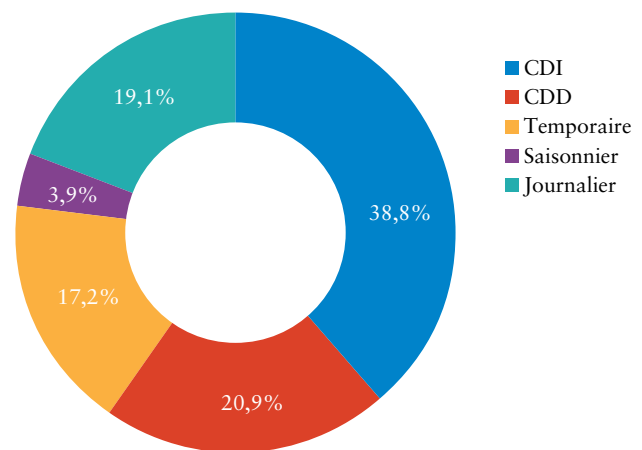
Les jeunes Tunisiens sont en majorité mécontents de l'emploi informel et du risque d'exploitation qui y est associé. Cet aspect du travail informel est corroboré par les jeunes hommes et femmes interrogés, qui citent fréquemment la nature à court terme des contrats comme un aspect majeur de l'insécurité de l'emploi. Les jeunes femmes et hommes associent les contrats à court terme avec l'exploitation par les employeurs. Par contre, un emploi stable, y compris un contrat à moyen ou à long terme, associé à l'accès à la sécurité sociale, sont parmi les principales aspirations professionnelles les plus citées. Être inscrit dans le système de sécurité sociale, la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), est souvent cité comme l'avantage le plus important de tout emploi, même parmi les travailleurs sans contrat formel. Pour de nombreux jeunes travailleurs, être inscrit dans le système de sécurité sociale est perçu comme un moyen de maintenir

Graphique 4.4 : Type de Contrat des jeunes Employés (Age 15-29)

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Le graphique concerne les jeunes qui sont employés, à l'exclusion de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

une certaine dignité face à la perte d'emploi. Tout emploi qui ne répond pas à ce critère est considéré comme un « faux travail », acceptable uniquement pour des raisons de survie.

Je n'ai pas d'objectifs en ce qui concerne le choix de l'emploi. Je n'ai pas d'ambition. J'accepte ce que je trouve. La chose la plus importante pour moi est que je sois inscrit légalement à la CNSS. Travailleur informel de 21ans, Gafsa (sud de la Tunisie)

La prédominance de l'emploi informel des jeunes peut être due en partie aux distorsions du marché du travail, ce qui pourrait être corrigés à travers une réforme. Selon une récente étude sur les réglementations du marché de l'emploi en Tunisie, plusieurs facteurs semblent encourager le travail informel.¹⁴ Tout d'abord, la réglementation rigide, associée à des contrats à durée indéterminée, rendent difficile toute fin d'emploi et incite les entreprises à recourir à la place, aux contrats informels à court terme.¹⁵ Deuxièmement, les impôts élevés sur les salaires (avoisinant les 29%), poussent les travailleurs et les employeurs pour des raisons financières, à éviter les contrats formels. Troisièmement, les cotisations à la sécurité sociale, sont perçues comme un impôt supplémentaire, puisque les paiements ne sont pas liés aux bénéfices respectifs.¹⁶ Une réforme équilibrée de la réglementation du marché du travail est nécessaire pour donner davantage de flexibilité aux entreprises, tout en augmentant la protection sociale des jeunes travailleurs. En particulier, les droits et les règles de licenciement associés aux contrats à durée déterminée et aux contrats à durée indéterminée afin qu'ils soient conformes aux normes internationales.¹⁷

De plus, l'éducation limitée est l'un des principaux moteurs du secteur informel. L'analyse de régression montre que l'emploi informel en milieu rural, est fortement lié au manque de qualifications (voir graphique 4.2). Parmi des facteurs individuels, le secteur informel semble être particulièrement prononcé dans les gouvernorats du Sud.¹⁸ Les estimations montrent également que les jeunes femmes sont moins susceptibles d'avoir des contrats informels. Compte tenu des normes sociales concernant le cadre d'emploi approprié pour les jeunes femmes, l'absence d'emploi formel semble exclure les jeunes femmes du marché du travail.

Education et emplois peu qualifiés

Ce que j'ai étudié à l'université n'a aucun rapport avec ce que je fais maintenant, même si c'est pratiquement dans le même domaine. Nous avons eu beaucoup de cours théoriques, mais

le côté pratique était presque inexistant. Jeune Femme Employée de banque Femme, 28ans, Tunis.

L'histoire récente au cours de laquelle la Tunisie a fourni une éducation de base à travers tout le pays est impressionnante, atteignant presque un taux d'alphabétisation universelle. En 2008, le taux d'alphabétisation officiel était de 96,1% chez les jeunes femmes et 98,2% chez les jeunes hommes, bien que les taux dans les zones rurales aient tendance à être plus bas.¹⁹ De même, le taux de scolarisation dans l'enseignement du troisième cycle a augmenté de 6% en 1987 à 35% en 2007, avec près d'un demi-million de jeunes tunisiens qui participent actuellement à l'enseignement supérieur.²⁰ Une grande partie de l'augmentation a eu lieu au cours des dernières années, par exemple lorsque le nombre annuel de diplômés de l'université a plus que doublé en cinq ans passant de 24.500 en 2001 à 52.300 en 2006.²¹

Malgré l'atteinte d'un taux élevé d'alphabétisation et d'enrôlement universitaire, le secteur de l'éducation de la Tunisie ne parvient pas à répondre aux besoins et aux aspirations de la jeune génération. Les jeunes sont de plus en plus déçus par les connaissances trop théoriques qu'ils ont absorbé, et qui ne les préparent pas pour le marché du travail, et il en va de même pour les jeunes des autres pays de la région MENA.²² Cette section présente les points de vue des jeunes sur le système éducatif, qu'ils considèrent comme synonyme de salles de classe mal équipés, d'enseignants mal formés, un curriculum académique obsolète sans pertinence pour le marché du travail contemporain, le manque d'orientation sur les mesures pratiques nécessaires pour obtenir un emploi et l'incapacité à promouvoir l'esprit d'entreprise et le potentiel du secteur privé (voir l'encadré 4.2 pour un aperçu du système de l'éducation).

Le niveau de scolarité est fortement lié aux antécédents familiaux. Comme on pourrait s'y attendre, l'éducation paternelle, ainsi que la richesse des ménages jouent un rôle important. Les estimations sur l'achèvement de la scolarité suggèrent que la richesse des ménages joue un rôle important pour déterminer le niveau d'achèvement de la scolarité (voir graphique 4.4)²³ et ce, peut-être à travers la relation entre la richesse de la famille, la qualité de l'éducation, et le coût d'opportunité élevé pour les familles à faible revenu qui laissent leurs enfants poursuivre des études. Cependant, cela peut aussi être dû à l'importance de connections mentionnées ci-dessus. Faire partie d'une famille riche peut être un facteur clé dans la réalisation du potentiel et des rendements découlant de l'enseignement supérieur.

Malgré les progrès accomplis en matière d'alphabétisation et de scolarisation, la qualité et la performance du système

d'éducation sont parmi les domaines les plus difficiles de la politique publique en Tunisie. La qualité limitée de l'éducation, telle que mesurée par des critères objectifs, et la capacité limitée de l'Etat à fournir une éducation et des formations pour l'emploi, demeurent des questions de politiques publiques les plus urgentes à résoudre. Selon la perception des jeunes tunisiens, la qualité de l'éducation et de la formation, et leur valeur sur le marché du travail, semblent s'être dégradé avec le temps.

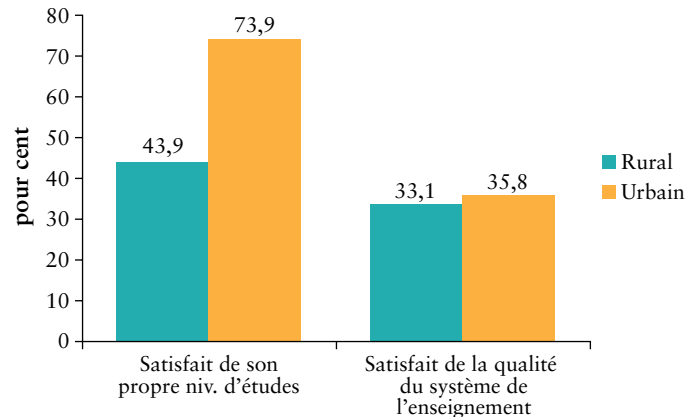
Ma mère, lorsqu'elle a passé le concours de 6ème année pouvait parler le français correctement. Aujourd'hui, les élèves qui atteignent ce niveau savent même pas écrire. J'ai eu a donné des cours de français à des élèves du primaire qui ne savaient même pas écrire leur nom. Jeune femme sans emploi, possédant une maîtrise, Madhia (CE)

Près des deux tiers des jeunes Tunisiens sont insatisfaits de leur système d'éducation nationale. Les taux de satisfaction sont très faibles tant chez les jeunes dans le milieu rural (33,1%) que dans le milieu urbain (35,8%) (voir graphique 4.5). Ceux qui ont été interrogés dans les zones rurales sont particulièrement insatisfaits de leur niveau de scolarité, avec seulement 43,9% se déclarant satisfaits de leur niveau d'éducation, ce qui reflète la qualité médiocre des écoles en zones rurales. Malgré des taux de satisfaction plus élevés dans les zones urbaines, plus d'un jeune sur quatre sont insatisfaits de leur niveau de scolarité.

Les étudiants et les anciens élèves, y compris les diplômés, ont été particulièrement critiques de l'orientation trop théorique de la plupart des cours scolaires et universitaires, qui, selon eux, ne parviennent pas à leur fournir l'éventail de compétences nécessaires pour affronter le marché du travail. L'école imparti peu de connaissances concernant le marché du travail et fourni peu des compétences nécessaires pour y entrer. Le système éducatif ne forme pas les esprits et n'inculque pas la logique de raisonnement et les compétences essentielles pour les ingénieurs et les scientifiques.²⁴ Comme l'a noté un diplômé :

J'ai étudié à l'école secondaire technique de Mahdia. Je pense que les douze années d'étude qui ont menés au baccalauréat étaient trop théoriques. Le côté pratique était quasi inexistant. Même le voyage d'étude n'était que pour la galerie. Les professeurs ne connaissaient rien. Je m'en suis rendu compte plus tard, une fois entré dans le monde du travail. Il y avait tellement de lacunes. Nous n'avions jamais essayé d'appliquer ce que nous avons appris. Jeune étudiant, Mahdia (CE)

Graphique 4.5 : Satisfaction avec le système d'éducation et l'achèvement



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

Bien que la mauvaise qualité de l'éducation ait été déplorée pendant des années, cette question a désormais atteint un point critique en Tunisie. Aux yeux de la jeunesse tunisienne, les écoles sont devenues des « usines à fabriquer des chômeurs. »²⁵ Bien qu'elles produisent chaque année un nombre croissant de diplômés, une culture s'est développée, dans laquelle les diplômés ont plus de valeur que les compétences. Les diplômés des étudiants sont dévalorisés par leur multitude, la détérioration de leur qualité et de leur manque de crédibilité. Les disparités régionales dans la qualité de l'éducation sont omniprésentes. Les zones urbaines et côtières ont bénéficié de l'héritage colonial de l'enseignement franco-arabe, qui fait défaut dans les zones rurales, à l'intérieur et dans les zones montagneuses. Le résultat, c'est qu'il y a un système d'éducation « à deux ou trois vitesses » qui s'est mis en place. De plus en plus fracturé par la hausse de l'enseignement privé aux frais de scolarité considérables et par les variations régionales, le système éducatif reflète et amplifie les disparités générationnelles, spatiales et sociales de la Tunisie. Un étudiant a commenté sur la qualité de l'éducation, particulièrement sur « l'arabisation » de l'éducation :

La chose la plus importante que je voudrais faire remarquer, c'est l'histoire de mes trois années d'école secondaire, de la 7ème à la 9ème année. J'ai étudié les maths, la physique et les sciences en arabe, et nous avions des professeurs qui enseignaient ces matières en français. Personnellement, et basé sur le fait que j'étais parmi les meilleurs élèves, je pense que le professeur était confus, et qu'il ne parvenait

Encadré 4.2 : L'éducation en Tunisie

L'éducation de base,^a qui va des classes du cour élémentaire (CE1) à la 9ème est obligatoire et comprend six années d'enseignement primaire et trois années d'études préparatoires communément appelé l'école secondaire ou intermédiaire. A la fin de la sixième année, les élèves ont besoin d'obtenir plus de 50% aux examens pour passer à l'école moyenne. Traditionnellement, de nombreux étudiants doivent répéter la sixième année de l'enseignement primaire, ce qui a conduit à une augmentation des taux d'abandon après seulement six années d'études. Au début des années 1990, environ un cinquième des jeunes Tunisiens ont dû redoubler la sixième année et alors que le taux de répétition a lentement diminué au cours des vingt dernières années, il est encore relativement élevé (8% en 2012),^b le taux de décrochage scolaire officiel au niveau primaire était de 12 % en 2000 et 6% en 2009.^c Les écoliers du primaire qui ne parviennent pas à l'éducation préparatoire générale, se voient offrir la possibilité d'accéder aux écoles préparatoire technique qui pourrait conduire soit à l'enseignement secondaire ou des programmes de formation professionnelle. A la fin de la neuvième année, des décrochages scolaires supplémentaires auront lieu car les étudiants sont obligés d'obtenir le diplôme d'achèvement de l'éducation de base.

L'enseignement secondaire.^d La réussite à l'examen de neuvième année est obligatoire pour pouvoir s'inscrire aux quatre années d'enseignement secondaire, de la 10ème à la 13ème (anciennement 10-12). A la fin de la 11ème, les élèves de l'enseignement secondaire doivent choisir entre neuf programmes d'orientation axés sur les études universitaires et spécialisées. Alors que ceux-ci sont destinés à aider les étudiants à se préparer à entrer à l'université ou à rejoindre la population active, le contenu des cours est principalement conçu pour préparer les étudiants à l'examen final de l'enseignement secondaire. La réussite à l'examen final de l'enseignement secondaire est obligatoire pour aller aux universités publiques, étant donné que l'examen est à la fois un examen de fin de cycle secondaire et un examen d'entrée à l'université.^e Jusqu'en 2000, entre 60-70% des élèves du secondaire échouaient à l'examen final chaque année, un résultat lié à un certain nombre de facteurs, y compris mais non limité à ceux qui sont associés au système éducatif et à l'engagement des jeunes. Les améliorations observées depuis 2000 dans les taux de réussite au Baccalauréat (de 32% en 2000 à 64% en 2011) est principalement dû à un changement dans les règles de l'examen. Le taux d'échec met également en évidence le fait que les jeunes n'ont pas acquis les connaissances suffisantes pour les préparer à un emploi.

La formation professionnelle. Trois différents types de formation technique sont offerts aux étudiants. La formation technique de base est une alternative à l'enseignement secondaire et dure deux ans.^f Le diplôme technique professionnel nécessite au moins deux années d'enseignement secondaire suivies de deux ans de formation pratique.^g Le diplôme professionnel et technique de pointe est disponible aux étudiants de formation professionnelle en ajoutant deux autres années d'études au diplôme technique de pointe, à savoir, deux ans d'école secondaire et quatre années de formation technique.^h En 2007, environ 10% des étudiants tunisiens étaient inscrits dans un programme de formation professionnelle.ⁱ

L'enseignement supérieur. La Tunisie a rapidement élargi l'accès à l'enseignement supérieur au cours de la dernière décennie, accueillant actuellement plus de 35% des jeunes tunisiens et dépensant plus de 2% de son PIB dans les universités publiques. L'enseignement supérieur qui était structuré en trois périodes de deux ans chacune, a récemment été transformé pour adopter le système européen et anglo-saxon de License (3 ans), de Maîtrise (2 ans), et de Doctorat (3-5 ans).^j

Sources : Banque mondiale. 2008. *The Road Not Traveled Education Reform in the Middle East and North Africa*, MENA Rapport de Développement, Washington, D.C.

a. Désigné en français comme Enseignement de base.

b. Ministère de l'Éducation. 2012. Statistiques scolaires 2011/2012, République Tunisienne.

c. Banque mondiale. 2009. L'Éducation en Bref : Tunisie. Washington, DC.

d. Désigné en français comme Enseignement secondaire.

e. L'examen est désigné en français comme Examen National du Baccalauréat.

f. Certificat d'Aptitude Professionnelle en français.

g. Brevet de Technicien Professionnel en français.

h. Brevet de Technicien Supérieur en français.

i. Banque mondiale. 2007. EdStats : Statistiques de l'Éducation. Washington, DC.

j. Licence-Mastère-Doctorat (LMD) en français.

pas à communiquer l'information de la façon dont il le faisait auparavant, et c'était difficile à le comprendre. Parce que c'était en arabe, et j'avais l'impression que cela lui avait été imposé. Si la matière n'avait pas été enseignée en arabe depuis le début, et que la personne n'avait pas enseigné en arabe auparavant, cette personne ne parviendrait pas à faire passer l'information. Donc, au cours de ces trois années, j'avais l'impression que je faisais de l'interprétation... Dans l'éducation de base, l'arabisation dans les sciences ne bénéficie ni aux étudiants, ni à l'enseignant parce ce que c'est fatigant. Jeune étudiante universitaire, 26 ans, Sidi Bouzid

Les jeunes de même que les employeurs potentiels, demandent une éducation de meilleure qualité. De nombreux fabricants ont besoin de compétences techniques et analytiques, tandis que le secteur des services a besoin de jeunes ayant des compétences non techniques.²⁶ Les jeunes tunisiens expriment de sérieux doutes sur la qualité et la pertinence des programmes d'études. Beaucoup de jeunes gens sont prêts à payer pour une éducation plus pratique afin d'améliorer leurs opportunités d'emploi et en fait, certains le font. Selon les employeurs du privé, pas même la moitié des nouveaux diplômés sont prêts pour le monde du travail au moment de leur embauche.²⁷ Par conséquent, de nombreux employeurs sont dans l'obligation d'offrir une formation approfondie à leurs nouvelles recrues afin d'assurer leur aptitude au travail.

Le défi de pourvoir une meilleure éducation ne peut être l'affaire du seul Gouvernement tunisien. Pour obtenir une meilleure qualité de l'enseignement à tous les niveaux, des efforts importants doivent être fait pour réunir toutes les parties prenantes. Il s'agit notamment de prestataires publics et privés dans l'éducation, la société civile, les décideurs du secteur public et les administrateurs, les employeurs du secteur privé, et surtout, les jeunes de la Tunisie.

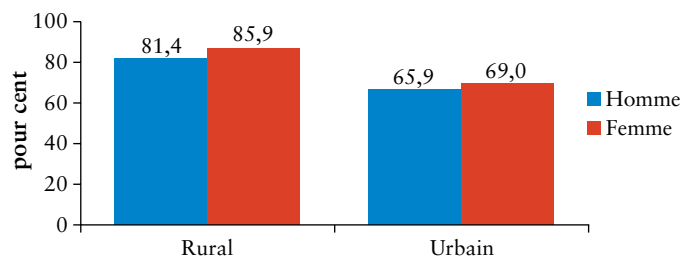
Il existe peu de partenariats entre les employeurs et les établissements d'enseignement. Alors que la dualité des systèmes d'apprentissage de l'Allemagne, de l'Autriche et de la Suisse s'est révélée difficile à mettre en œuvre de manière efficace dans d'autres pays ; dans de nombreux pays industrialisés, les systèmes éducatifs modernes sont régulièrement combinés avec une expérience de travail et des stages pour étudiants.²⁸ Les facilitateurs clés pour de tels partenariats, qui pourraient favoriser la qualité et l'adéquation de l'éducation sont absents. Sur cette question, trois points faibles ressortent : (i) les normes et l'assurance qualité indépendante ; (ii) les mécanismes de financement tels que des bourses de formation adaptés aux besoins des jeunes tunisiens des zones

rurales et urbaines ayant des formations différentes ; et (iii) des outils pour assurer la transparence des informations et l'appariement entre les employeurs et les étudiants en formation.²⁹ Compte tenu des besoins de l'environnement général de la réglementation et la coordination nécessaire à travers les nombreuses entités gouvernementales, les organisations de la société civile et le secteur privé peuvent avoir un rôle important à jouer dans l'organisation, le suivi ou la prestation de services d'éducation et de jumelage cruciaux.

Pour être en mesure d'offrir un emploi adéquat aux diplômés et les autres jeunes qualifiés, l'économie tunisienne a besoin de beaucoup plus d'emplois dans les secteurs de haute qualification et dans les secteurs de faible et compétence. La plupart des tunisiens hautement qualifiés, ayant une éducation secondaire, professionnelle ou universitaire travaillent actuellement dans des emplois peu qualifiés, qui sont généralement définis comme des emplois dans des secteurs dont la productivité est limitée et les salaires relativement bas. D'une manière générale, la plupart des entreprises à faible productivité qui offrent la majorité des emplois peu qualifiés se trouvent dans l'agriculture, les industries de base, la fabrication à faible valeur ajoutée, la construction, les mines, l'énergie, et une grande partie de l'industrie textile.³⁰ La plupart des emplois dans ces secteurs nécessitent peu de formation spécialisée et ont tendance à payer de faibles salaires. Graphique 4.5 présente des preuves supplémentaires sur les éléments qui déterminent le niveau des salaires, et met en évidence le statut de l'emploi des jeunes dans les secteurs qui peuvent être caractérisés par les entreprises à faible productivité.

La majorité des jeunes employés tunisiens travaillent dans des secteurs qui peuvent être considérés comme ayant une productivité limitée : 82,5% en milieu rural et 67,0% dans la Tunisie urbaine.³¹ Le graphique 4.6 montre la part des emplois occupés par les jeunes tunisiens entre 15-29 ans dans les secteurs qui sont largement à faible productivité. Les jeunes femmes sont particulièrement susceptibles de travailler dans ces secteurs à faible productivité : 69,0% en milieu urbain et 85,9% en milieu rural. Toutefois, la situation des jeunes hommes n'est que légèrement meilleure, avec 65,9% des jeunes hommes travaillant dans les secteurs à faible productivité dans les zones urbaines, et 81,4% dans les zones rurales. Les jeunes femmes, particulièrement dans les zones urbaines (69%) ont une plus forte probabilité de travailler dans des secteurs à faible productivité que les femmes plus âgées dans les zones urbaines (58%), alors que les taux sont similaires dans tous les groupes d'âge pour les hommes en zone urbaine.³²

Graphique 4.6 : L'emploi des jeunes dans les secteurs à faible productivité



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

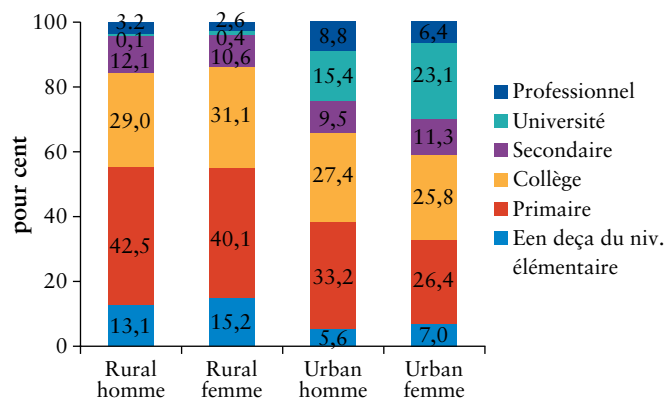
Note : Ce graphique concerne seulement les jeunes employés, à l'exclusion de ceux qui travaillent pour leur propre compte.

L'économie de la Tunisie, dont le modèle repose sur des faibles qualifications et compétences, offre des emplois qualifiés en nombre insuffisant pour les jeunes diplômés.³³ Bien que de nombreux jeunes diplômés cherchent du travail, les entreprises continuent d'employer des jeunes non qualifiés.³⁴ Dans les zones urbaines, 59,6% des jeunes qui travaillent ne sont pas qualifiés. La proportion est encore plus élevée dans les zones rurales à savoir, 83,7%. La quasi-absence de l'enseignement secondaire et universitaire parmi les jeunes travailleurs témoigne de la prédominance des emplois peu qualifiés générés par l'économie tunisienne. La pénurie d'emplois qualifiés explique pourquoi les diplômés universitaires sont confrontés à de graves difficultés pour trouver un emploi qualifié.

La plupart des jeunes salariés tunisiens n'ont pas terminé le cycle d'enseignement secondaire et promouvoir leur participation dans une économie globale moderne restera un défi. Dans les zones rurales, près de trois sur quatre (71,5%) des jeunes qui travaillent ont quitté l'école avant la fin des études secondaires (le lycée). De plus, 13,5% des jeunes travailleurs en milieu rural n'ont pas terminé l'école primaire ; beaucoup d'entre eux n'ont jamais fréquenté d'école (voir graphique 4.7). De même, dans les zones urbaines, plus de la moitié des jeunes qui travaillent n'ont pas un diplôme d'école secondaire (57,6%), en plus des 6,1% qui n'ont pas d'éducation. Toutefois, une économie moderne basée sur les connaissances génère des emplois qualifiés nécessitant un personnel ayant la capacité de développer des produits techniques complexes qui dépendent de la connaissance et de l'innovation créative.

L'économie tunisienne est sous-équipée pour la croissance future.³⁵ En raison du manque d'emplois à haute productivité de la Tunisie, la demande pour des travailleurs qualifiés est

Graphique 4.7 : Niveaux d'éducation des jeunes travailleurs Tunisiens – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique concerne les jeunes employés, y compris les jeunes travailleurs indépendants et exclut ceux qui sont en formation ou qui poursuivent leurs études.

faible. Par conséquent, de nombreux jeunes tunisiens abandonnent l'école puisque leurs investissements dans l'éducation a peu de rendements. À court terme, les jeunes tunisiens justifient le décrochage scolaire, même avant la fin de l'enseignement secondaire. Cependant, à moyen terme, le grand nombre de jeunes non qualifiés reflète un grave sous-investissement national dans le capital humain, qui peut avoir des répercussions sur les individus et affecté le potentiel du pays sur le long terme. Les jeunes femmes et les gens non qualifiés auront du mal à profiter de la future croissance économique poussée par l'accroissement de la productivité. Le défi posé par l'absence d'une main-d'œuvre qualifiée est mentionné ci-dessous.

Le message important qui ressort de l'analyse est que toute future tentative de réforme du système d'éducation doit être fondée sur un partenariat solide avec le secteur privé et avec les jeunes eux-mêmes. Le défi, pour l'ensemble de ces parties prenantes, sera de travailler ensemble pour lutter contre la pratique consistant à imposer des réformes générales et des barrières artificielles à l'éducation, tout en promouvant l'esprit d'entreprise et des solutions innovantes, mais surtout, en essayant de respecter les promesses faites à une génération de jeunes. Bien que la recommandation d'une réforme complète de l'éducation soit au-delà de la portée de ce rapport, les jeunes tunisiens devraient jouer un rôle actif dans le processus d'identification des défis, du développement des solutions et du suivi de la mise en œuvre des réformes, pendant que les entités du secteur privé pourraient faire partie de l'éventail de solutions

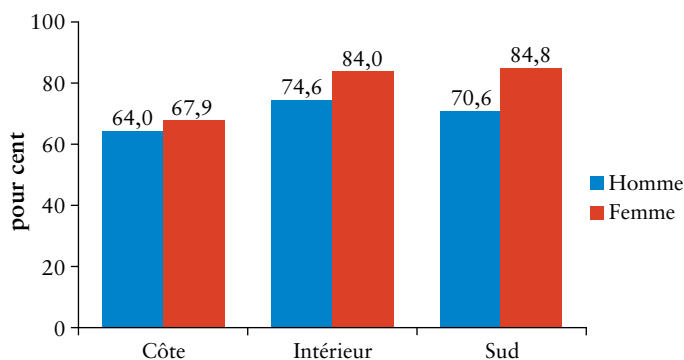
Le sous-emploi des Jeunes

Le sous-emploi est un problème important en Tunisie urbaine, touchant deux sur trois jeunes urbains salariés. Le sous-emploi est défini comme un travail à temps partiel avec des journées de travail de six heures ou moins. C'est la norme pour la plupart des jeunes qui travaillent dans les zones urbaines. Selon cette définition, 65,7% de tous les jeunes hommes et 70,6% de toutes les jeunes femmes dans les zones urbaines sont sous-employés (voir le graphique 4.8).³⁶ Les niveaux de sous-emploi ne sont que légèrement plus élevés chez les femmes, ce qui suggère que le travail à temps partiel chez les jeunes femmes est le résultat des conditions du marché du travail plutôt que par choix. Les taux de sous-emploi les plus élevés chez les jeunes femmes se trouvent dans les villes du Sud (84,8%). La région de l'intérieur comprend la plus forte proportion de jeunes hommes sous-employés en zones urbaines (74,6%). Par contraste, il n'y a quasiment pas de sous-emploi dans les zones rurales, où seulement 7,6% des jeunes hommes et 7,4% des jeunes femmes travaillent pendant six heures ou moins par jour

L'emploi des jeunes par secteur

Le secteur public offre relativement peu d'emplois pour les jeunes tunisiens : seulement 6,8% des jeunes travailleurs en zones rurales et 12,4% des jeunes travailleurs en milieu urbain. Ces faibles pourcentages remettent en question la notion que les jeunes tunisiens choisissent de rester au chômage en attendant un emploi dans le secteur public. En fait, la proportion de jeunes qui souhaitent travailler dans le secteur public a diminué, notamment au cours des dernières années,

Graphique 4.8 : Le sous-emploi des jeunes en zone urbaine



Source : Banque mondiale 2012c.

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes travaillant en zone urbaine et exclut les jeunes travailleurs indépendants. Le sous-emploi est défini comme des journées de travail de six heures ou moins.

passant d'environ 46%³⁷ en 2009 à moins de 5%³⁸ en 2012, ce qui semble refléter un changement d'appréciation chez les jeunes Tunisiens qui, malgré la sécurité de l'emploi, le secteur public n'a plus le même attrait que par le passé. A présent, n'employant seulement qu'un jeune travailleur tunisien sur dix, y compris les enseignants, les médecins et les infirmières, le secteur public ne figure plus au haut des aspirations des jeunes chômeurs.

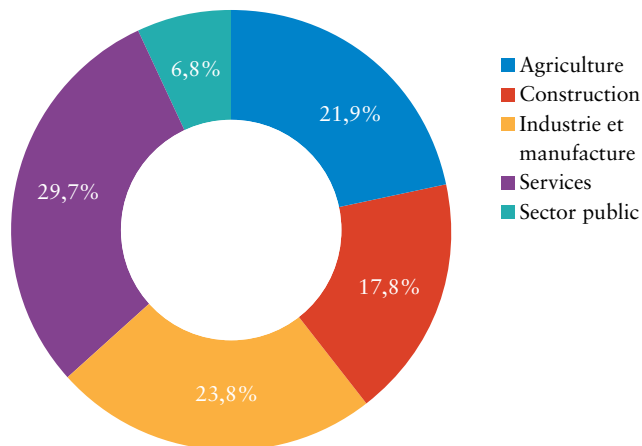
Le secteur agricole demeure un employeur important pour les jeunes tunisiens dans les zones rurales, en fournissant plus d'un cinquième de tous les emplois des jeunes en milieu rural (21,9%). Cette part reste cohérente avec les données de 2009, lorsque l'agriculture générait 12% du PIB, pourvoyant du travail à 22% du total des effectifs, et contribuant pour environ 5,4% de la croissance économique globale.³⁹ Cependant, de nombreux jeunes tunisiens ne sont pas intéressés par la vie et le travail en milieu rural, même si l'agriculture est un des plus grands secteurs pourvoyeurs d'emplois (voir graphique 4.9). La recherche montre que quatre sur cinq jeunes tunisiens travaillant en milieu urbain sont employés dans le secteur des services (37,9%). En Tunisie rurale, la plupart des emplois, y compris les emplois dans l'informel, sont dans le secteur des services, qui représente 29,7% de tous les emplois des jeunes.

Le secteur des services de la Tunisie dispose d'un avantage comparatif important et un potentiel important pour les exportations, en particulier dans les technologies de l'information et de la communication (TIC), les services professionnels, le transport et la logistique, le tourisme et la santé.⁴⁰ Les services commerciaux, en particulier avec l'Union européenne (UE), est l'un des secteurs les plus prometteurs pour la création d'emplois et la croissance économique, notamment pour les jeunes qualifiés.⁴¹ Actuellement, plus de la moitié des jeunes tunisiens en milieu rural (52,8%) et près des deux tiers en milieu urbain (64,9%), aspirent à travailler dans les services (voir graphique 4.6). Le secteur du tourisme a été durement touché par la transition politique en cours, ainsi que les hôtels et restaurants qui offrent actuellement peu d'emplois pour les jeunes (6,9% en milieu urbain, de 5,4% en milieu rural).⁴² Cependant, le tourisme va récupérer. De nouveaux services, tels que l'éco-tourisme, pourraient offrir des opportunités importantes pour les jeunes dans les lieux de villégiature non traditionnels.

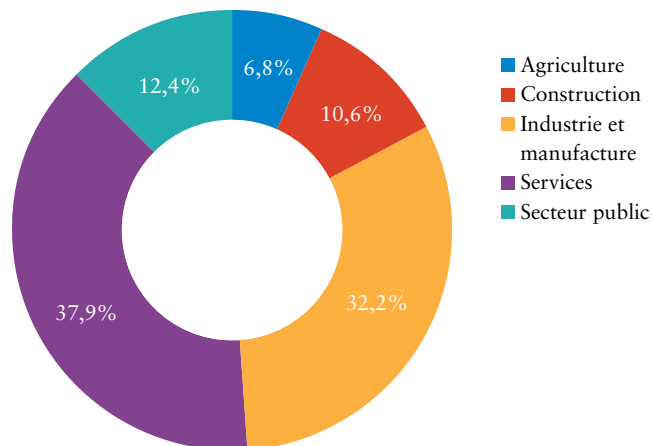
Cependant, la jeune génération de la Tunisie travaille dans des secteurs plus productifs que leurs parents que ce soit dans les zones rurales comme urbaines. Comme démontré dans le graphique 4.9 le secteur d'emploi 32,2% des jeunes travailleurs tunisiens âgés entre 30-59 ans dans les zones rurales travaillent dans l'agriculture, suivi par 22,4% dans les services, de 22,0% dans la construction, 12,9% en usine et 10,5

Graphique 4.9 : L'emploi des jeunes par secteur

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique se réfère aux jeunes travailleurs et exclut les travailleurs indépendants. Le secteur agricole comprend des emplois dans l'industrie agro-alimentaire.

% dans le secteur public. Dans les zones urbaines de Tunisie urbain, (35,1%) de ceux âgés de plus de 29 ans travaille principalement dans les services, suivi de (29,0%) dans le secteur public, de (17,3%) dans l'industrie et en usine, (12%) dans la construction et (6,6%) dans l'agriculture. En dehors du secteur public important dans les zones urbaines, ces parts montrent que la jeune génération de Tunisie a en moyenne de meilleurs emplois que leurs parents.

4.2 L'auto-emploi / Le travail indépendant

Les pauvres ont également le droit d'acheter et de vendre.
Salem Bouazizi, frère de Mohamed Bouazizi, Sidi Bouzid, région de l'intérieur.⁴³

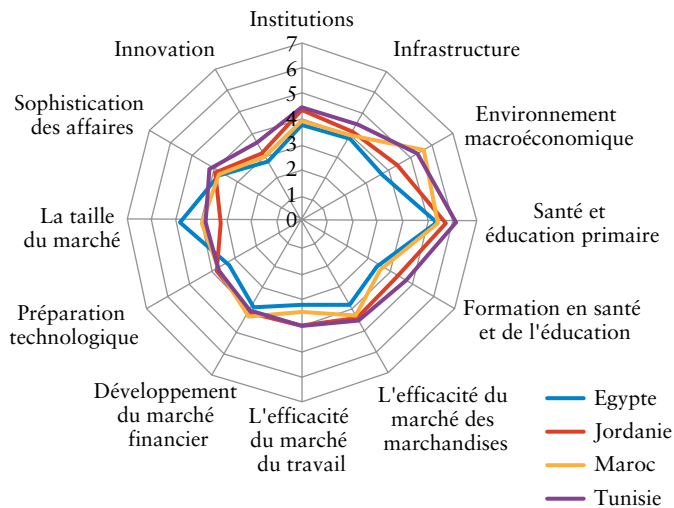
Innovation et entrepreneuriat

La Tunisie est relativement bien placée pour devenir un fer de lance de l'innovation et de l'esprit d'entreprise, à condition qu'elle reconnaisse le potentiel et de l'aspiration de sa génération de jeunes travailleurs indépendants.⁴⁴ Comparé à d'autres pays de la région MENA, la performance de la Tunisie est au-dessus de la moyenne en termes d'innovation (voir graphique 4.10). L'indice de compétitivité globale, qui classe la compétitivité de 142 pays à travers plusieurs dimensions sur une échelle à sept niveaux, a classé la Tunisie au 40ème rang, bien avant le Maroc au 73ème rang, l'Algérie au 87ème rang, l'Égypte au 94ème rang, la Jordanie au 71ème rang, le Liban au 89ème rang.⁴⁵ La Tunisie a également surclassé la

Turquie au 59ème rang, qui est souvent considérée comme un champion de la compétitivité. La législation sur la microfinance récemment approuvée par la Tunisie, permet aux institutions de microfinance internationales de donner accès aux financements aux régions et les communautés mal desservies, et permettra probablement d'introduire de nouveaux produits de microfinance.

Stimuler l'innovation économique par une combinaison judicieuse de règlements et d'incitations économiques ciblés présente des défis de politique pour la majorité des gouvernements du monde entier. Les innovations peuvent être généralement définies comme toute nouvelle méthode, idée ou produit, et l'innovation permanente est largement considérée dans les économies modernes, comme l'ingrédient essentiel à la croissance économique. Pour mieux favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les secteurs de haute performance, différentes approches ont été développées, à savoir, la fabrication de produits complexes dans des centres d'innovation ; soutenir l'intégration verticale et horizontale du secteur des TIC dans les secteurs économiques existants et nouveaux ; et soutenir les industries de services, tels que le secteur bancaire qui est crucial pour la réussite économique. La Tunisie se vante déjà de certaines réalisations sociales telles que le centre de dialogue Cogit, et d'autres comme le Mania Digital Studio sont aussi parmi les nombreuses start-ups de la région MENA et qui ont obtenu un succès commercial sur le marché depuis le printemps arabe.⁴⁶

Graphique 4.10 : Index de Compétitivité Global 2011-2012



Source : WEF. 2011. The Global Competitiveness Report 2011 – 2012.

Les jeunes travailleurs indépendants de Tunisie

L'auto-emploi est relativement courant chez les jeunes hommes où 1 sur 10 sont des travailleurs indépendants. Particulièrement dans la Tunisie urbaine, environ 13,1% de tous les jeunes hommes sont des travailleurs indépendants, un taux qui est presque deux fois plus élevé que dans des régions rurales de la Tunisie (7,9%) (graphique 4.11). Le taux relativement élevé d'entrepreneuriat chez les jeunes hommes montre un énorme esprit d'entreprise, combiné au manque d'opportunités d'emploi. En comparaison, l'auto-emploi chez les générations plus âgées est beaucoup plus élevé, surtout chez les hommes entre 30-59 ans, allant de 18% dans les zones rurales à 22,7% dans les zones urbaines (voir graphique 4.11).

En revanche, l'auto-emploi chez les jeunes femmes est pratiquement inexistant : 2,2% dans les zones rurales et 1,5% dans les zones urbaines. Ces résultats sont confirmés par une analyse de régression (voir graphique 4.7).⁴⁷ La recherche qualitative montre que les investissements publics et privés dans l'entrepreneuriat féminin pourraient donner des rendements élevés et conduire à des entreprises viables, particulièrement compte tenu des opportunités limitées dans l'emploi formel. La combinaison d'un large éventail d'opportunités de marché, un niveau d'éducation relativement élevé, et de solides compétences en informatique qui sont susceptibles de permettre aux jeunes femmes travaillant à domicile, dans les bureaux ou dans les magasins de créer des entreprises à valeur ajoutée. Les femmes dans les zones rurales et urbaines ont exprimé un

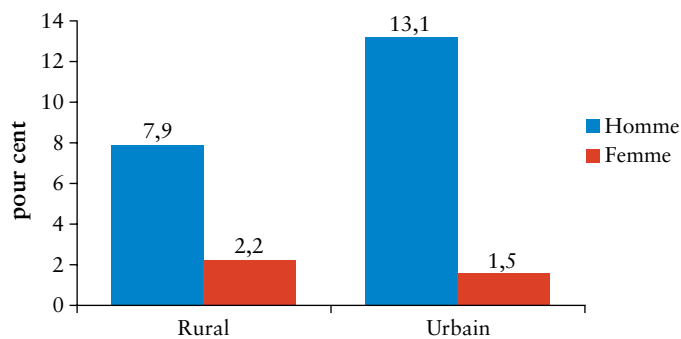
vif intérêt à démarrer leurs propres activités génératrices de revenus. En tant que jeune femme qui a reçu un micro-crédit à travers l'institution de microfinance Enda a dit :

Il est réconfortant, particulièrement pour une jeune femme, de travailler pour son propre compte. Personnellement, je déteste avoir un patron. J'ai travaillé dans un nettoyage à sec, dans une compagnie de taxi, et comme vendeuse dans une boutique. Dans chaque cas, il y avait énormément de pression...et pas de compassion. Ça été un choc pour moi de travailler dans de telles circonstances. A présent, je travaille pour mon compte après avoir été au chômage pendant deux ans. Jeune femme au chômage dans le secteur informel, Tunis

Dans l'ensemble, le travail indépendant est plus fréquent dans la région côtière et dans le Sud. La région de l'intérieur a le plus faible taux de travail indépendant des jeunes, et seulement 8,1% des jeunes hommes sont des travailleurs indépendants (voir graphique 4.12). En comparaison, 12,1% des jeunes hommes sont des travailleurs indépendants dans la région côtière et dans les gouvernorats du Sud. Tel que souligné ci-dessus, l'auto-emploi parmi les jeunes femmes est un phénomène rare et même dans la région côtière qui a la plus forte proportion de jeunes femmes travaillant indépendamment, le taux n'est que de 2,1%.

Presque tous les jeunes autonomes travaillent sans aucune documentation officielle, les privant ainsi d'accès au financement et les laissant souvent vulnérables à l'exploitation et aux extorsions par la police et d'autres fonctionnaires. Le fait que pratiquement tous les jeunes autonomes travaillent de

Graphique 4.11 : Auto-emploi des jeunes – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

manière informelle démontre la complexité des procédures administratives et de la réglementation qui sont nécessaires pour légaliser une petite entreprise. La recherche qualitative démontre également le scepticisme généralisé des jeunes sur le rôle du secteur public et des banques en ce qui concerne le soutien aux petites entreprises.

L'Etat devrait trouver une solution, mais au lieu de nous encourager à lancer une petite entreprise, ils mettent des barrières sur notre chemin. Étudiant en agriculture, 22 ans. Zaghouan (Côtes de Tunisie)

Les diplômés de 1992 ou 1996 n'ont toujours pas réussi à trouver d'emploi. Que reste-t-il? Le secteur privé. Je pourrais vous parler de l'exploitation qui s'y passe, le favoritisme, les soudoiements... Les gens sont arrivés au bout de tout. Il ne reste rien d'autre à faire que de travailler pour son propre compte. Jeune employé autonome, Tunis

Les jeunes travailleurs indépendants rencontrent des difficultés pour accéder au financement, ce qui constitue un défi majeur au lancement réussi d'une entreprise. Lors de l'enquête en zone rurale, il a été demandé aux jeunes entrepreneurs quelle était la plus grande difficulté rencontrée pour établir une entreprise. Comme il l'est démontré dans le graphique 4.15, « l'accès au financement » est considéré comme l'obstacle le plus fréquent pour 93,7% sur la côte, 95,4% à l'intérieur, et 94,5% au Sud. Ces résultats démontrent les barrières

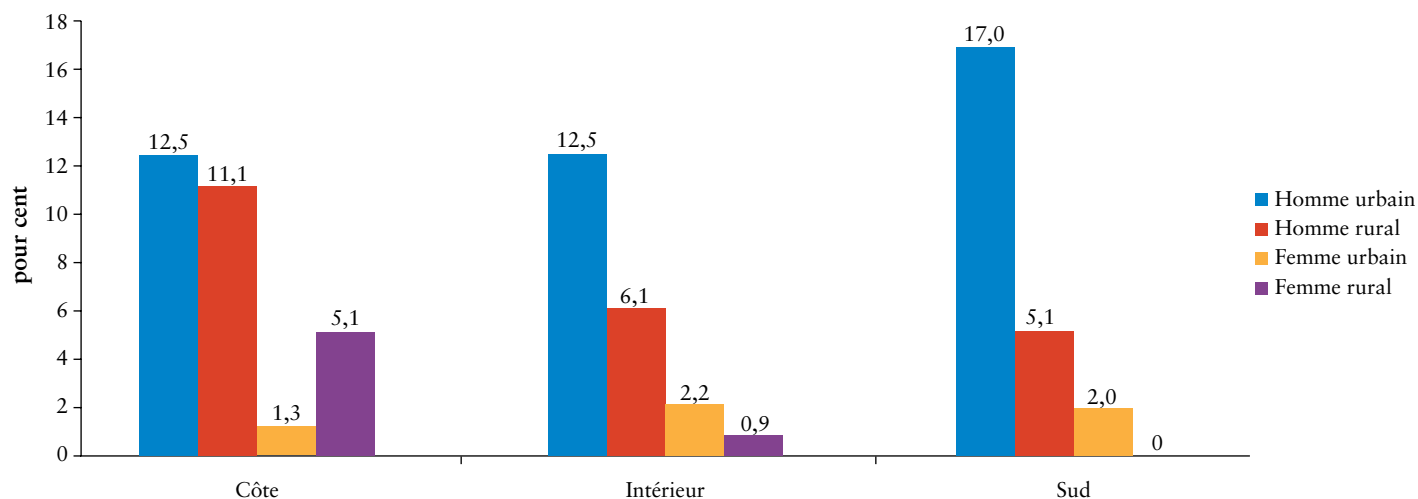
les plus importantes rencontrées par les jeunes entrepreneurs par rapport à celles rencontrées par les entreprises en général. Comme l'indique le récent Rapport d'Évaluation du Climat des Investissements, l'accès au financement est également considéré comme un obstacle majeur par 39% des petites et moyennes entreprises tunisiennes.⁴⁸

Les programmes de microfinance existants ont une portée limitée et sont largement perçus comme étant inefficaces. Des produits bancaires spécialisés, adaptés aux jeunes, ne sont pas disponibles, bien que la loi de 2014 sur la microfinance ait été élaborée pour faciliter l'augmentation du nombre d'institutions offrant de nouveaux services tels que l'épargne, le transfert et l'assurance.⁴⁹ Le manque de financement disponible pour les jeunes entrepreneurs a été mentionné dans plusieurs discussions de groupes.

Lorsque toutes les autres portes sont fermées, il vaut mieux avoir son propre projet, être son propre patron, et réaliser ses propres rêves. Mais il y a un problème de financement et de marché. Jeune femme entrepreneur, diplômée en ingénierie biomédicale. Tunis (Côte de la Tunisie)

Lorsqu'une bonne idée est présentée aux agences de crédit, elles trouveront des excuses pour ne pas octroyer de financement. Ensuite, elles revendent cette même idée à quelqu'un d'autre. C'est ainsi que vous verrez une idée pour un projet à Zaghouan, se retrouver à Sousse. Chômeur diplômé, Zaghouan (Côte de Tunisie)

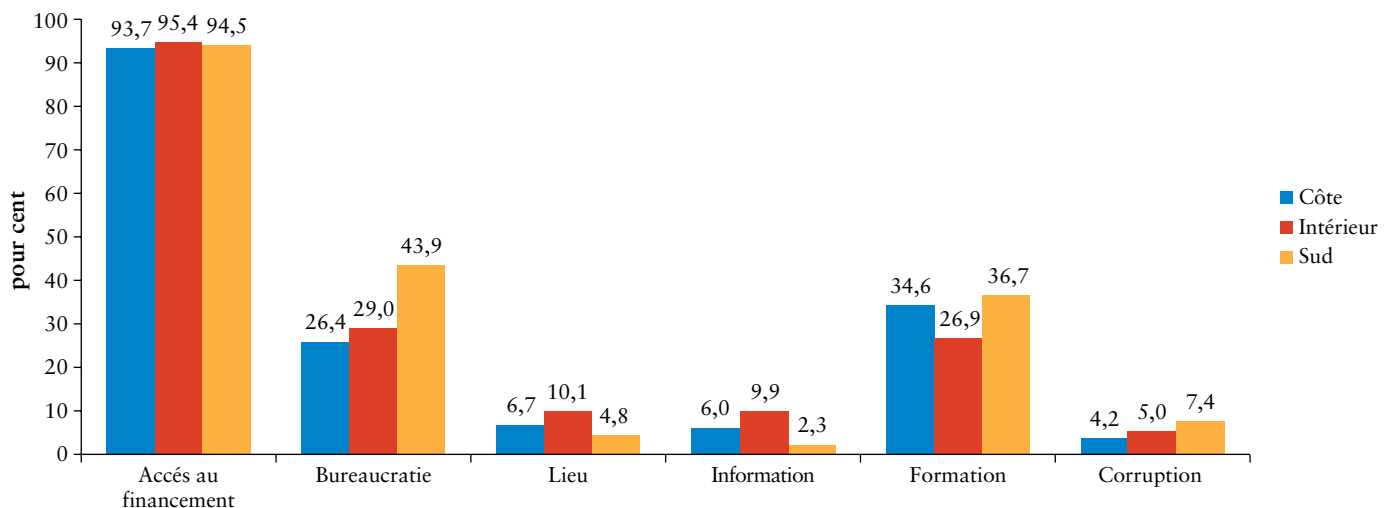
Graphique 4.12 : L'entrepreneuriat des jeunes par région



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

Graphique 4.13 : Difficultés rencontrées par les jeunes dans l'établissement d'une petite entreprise



Source : Banque mondiale 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La loi modifiée sur la micro-finance va ouvrir le marché financier à de nouveaux intermédiaires financiers et permettra d'offrir des produits plus innovants et adaptés aux petites entreprises dirigées par des jeunes. En Juillet 2014, l'Assemblée nationale a modifié la loi de 2011 sur la micro-finance avec l'objectif de renforcer la supervision et la régulation des institutions bancaires de micro financement tout en ouvrant le secteur à la concurrence internationale. Cela pourrait signifier que jusqu'à une demi-douzaine de nouvelles institutions pourraient commencer à offrir des produits dans les prochains mois, d'autres suivront. L'accroissement de la concurrence va exiger que les fournisseurs de micro-crédit deviennent plus innovants et flexibles dans la conception de leurs produits financiers, y compris les garanties, les taux d'intérêt, des plans de remboursement différés, et d'autres aspects essentiels pour les entreprises dirigées par des jeunes. Pour mieux gérer le risque et de portefeuille, les prestataires de services et de produits financiers vont probablement cibler des groupes spécifiques, telles que les femmes rurales, ou certains secteurs tels que les petites entreprises de TIC. Des sources de financement non traditionnels, tels que le crowd-funding pourrait compléter le marché du crédit pour les jeunes travailleurs indépendants de la Tunisie. Cependant, bien que cette nouvelle loi aura un impact immédiat et à court terme sur l'accès au financement, particulièrement dans les zones rurales où se trouvent la plupart des petites associations de microfinance, il pourrait aussi produire des effets négatifs sur le marché et sur la stabilité, ce qui pourrait

signifier que les jeunes diplômés ne pourront pas avoir accès au micro-crédit à moyen terme si leur profil de risque financier est au-dessus du plafond réglementaire.

Toutefois, un tiers des jeunes travailleurs indépendants sont en prise avec le fardeau de la bureaucratie, y compris les coûts, les difficultés et les retards inhérents à l'obtention des licences nécessaires. L'enquête sur la jeunesse rurale constate que la bureaucratie représente un défi majeur pour plus d'un tiers des jeunes travailleurs indépendants dans la région côtière (34,6%), plus d'un tiers dans le Sud (36,7%), et plus d'un quart à l'intérieur (26,9%), comme il l'est démontré dans le graphique 4.15. Surtout pour les petites entreprises, la bureaucratie représente un lourd fardeau parce que ces entreprises manquent généralement de moyens pour embaucher du personnel qualifié pour traiter les questions administratives. En conséquence, la lourdeur bureaucratique incite les petites entreprises à rester informelles. Autrement dit, le fardeau bureaucratique impose une taxe de facto sur la compétitivité des entreprises, et les force à utiliser le crédit informel et de travailler sans License.⁵⁰ Ces résultats ont été confirmés par la récente Évaluation du Climat d'investissement en Tunisie qui indique que les entreprises dépensent environ 13% des ventes annuelles pour répondre aux questions de réglementation.⁵¹ Cette dépense révèle le coût cumulatif d'interagir avec l'administration y compris le temps pour rester dans la conformité.

Poussé par l'informalité, de nombreux jeunes travailleurs indépendants exploitent leur entreprise dans des endroits

défavorables pour éviter les amendes et les extorsions de fonds, un peu comme le jeune homme indépendant de l'intérieur de la Tunisie qui a déclenché le printemps arabe. L'emplacement de leur entreprise est la principale préoccupation chez la moitié des jeunes de travailleurs indépendants dans les gouvernorats du Sud (49,9%), suivie de (43,9%) dans la région de l'intérieur, et de (26,4%) dans la région côtière, comme indiqué dans le graphique 4.15. La recherche qualitative met en évidence les jeunes qui tentent d'éviter des problèmes avec les forces de l'ordre, ce qui peut résulter à des amendes ou demandes de corruption. Beaucoup de jeunes travailleurs indépendants, particulièrement les vendeurs de rue mobiles et autres micro-entreprises plus flexibles choisissent par conséquent, de travailler dans des endroits éloignés de la base de leur clientèle. Cette question cruciale est au cœur de cette réglementation et de ces règles conçues sous l'ancien régime et qui visaient principalement les grandes entreprises. La vulnérabilité qui en résulte pour les jeunes indépendants est une question qui doit être abordée en priorité, et pas seulement parce qu'elle a sans doute déclenché le printemps arabe dans la région.⁵²

Une formation commerciale supplémentaire et un meilleur accès à l'information de l'entreprise seraient utiles à de nombreux jeunes indépendants. Les résultats de l'enquête démontrent que « l'accès limité à l'information », ainsi que « le besoin de formations supplémentaires en compétences » sont en train de retenir les jeunes travailleurs indépendants (voir graphique 4.15). La formation en entreprise est un domaine d'investissements important pour les jeunes, qui peut être dynamisé grâce à des partenariats public-privé, et qui a le potentiel de renforcer les économies locales et de créer des emplois pour les jeunes.

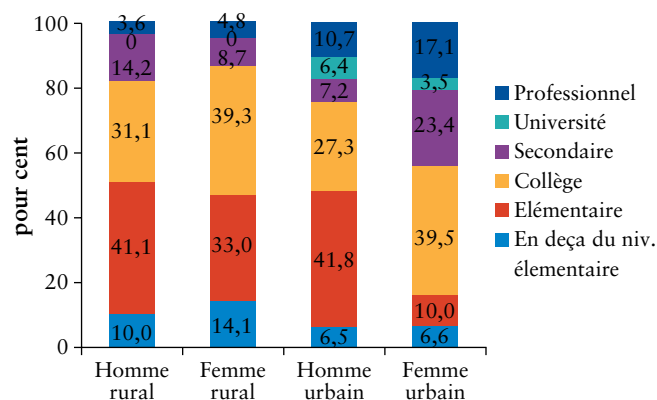
Niveaux de Compétences des Jeunes Indépendants

Les niveaux d'éducation des jeunes indépendants sont très faibles, et la plupart n'ont pas terminé leur éducation secondaire. Les niveaux d'éducation sont les plus faibles dans les zones rurales où la plupart des jeunes indépendants (83,0%) quittent l'école avant d'avoir atteint l'enseignement secondaire. Environ un sur 10 jeunes indépendants en Tunisie rurale n'ont aucune éducation formelle (voir graphique 4.16). Dans les zones urbaines, les niveaux d'éducation sont en moyenne légèrement plus élevés, bien que certains diplômés universitaires exploitent des petites entreprises en zones urbaines, en particulier les jeunes hommes (6,4%). Dans l'ensemble, il semble que l'auto-emploi est principalement poussé par l'exclusion économique créée par le manque d'opportunités d'emploi, particulièrement chez les jeunes ayant un faible

niveau d'éducation. Ces résultats sont également soutenus par une analyse de régression de l'auto-emploi qui montre que le manque d'éducation secondaire et tertiaire sont des facteurs clés qui augmentent les probabilités de devenir travailleur indépendant (voir graphique 4.7).

La plupart des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à faible productivité et aux rendements économiques limités. Cependant, 30-40% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à haute productivité, ce qui démontre le potentiel de l'entrepreneuriat.⁵³ Les secteurs à faible productivité sont caractérisés par de faibles retours sur les investissements, ce qui limite la capacité des jeunes entrepreneurs à obtenir les ressources nécessaires pour se grandir et se développer. De nombreuses entreprises dans des secteurs à faible productivité ont des difficultés d'expansion au-delà des petites ou moyennes entreprises. Même si certaines entreprises à faible productivité parviennent à survivre à relativement long terme, elles ont tendance à faire face à de nombreux défis et souffrent des faibles rendements. En Tunisie rurale, 67,5% des jeunes entrepreneurs travaillent dans des secteurs à faible productivité : 57,3% dans les zones urbaines (voir graphique 4.17). Néanmoins, les données de l'enquête montrent que, même si près de 90% des jeunes entrepreneurs ne sont pas qualifiés, environ 30-40% de leurs entreprises opèrent dans les secteurs productifs. Bien que les activités commerciales spécifiques n'aient pas été abordées dans l'enquête, il semble que près d'un tiers des entreprises qui sont dirigées par de jeunes tunisiens sont dans des domaines à fort potentiel de croissance.

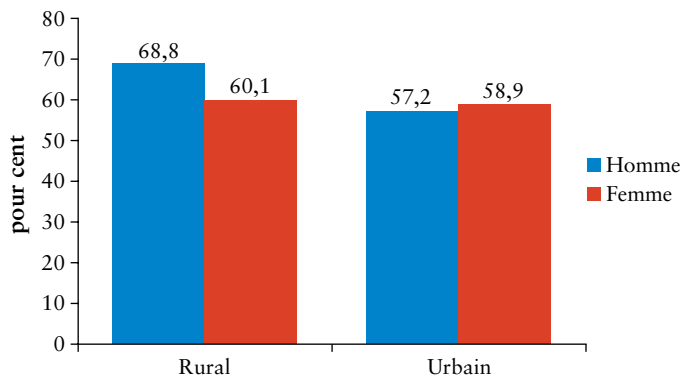
Graphique 4.14 : Entrepreneuriat des jeunes par l'éducation



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte et exclut ceux inscrits dans des programmes éducatifs ou de formation.

Graphique 4.15 : Entreprenariat des jeunes dans des secteurs à faible productivité



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La moitié des jeunes entrepreneurs exploitent de petites entreprises dans le secteur des services, y compris les technologies de l'information et de la communication : 45,4% en milieu rural, 52,1% en milieu urbain (voir graphique 3.18). La priorisation des services est importante pour la croissance future, puisque les services constituent l'épine dorsale des économies modernes et sont essentiels pour la croissance endogène. Un nombre croissant de jeunes entrepreneurs surtout urbain en Tunisie, ciblent l'internet et les utilisateurs de smartphone. Cette jeune vague d'entrepreneurs ont un énorme potentiel en raison de l'environnement de haute productivité dans laquelle ces entreprises opèrent, ce qui permet la rapide croissance de l'entreprise et la création d'emplois. La polyvalence de nombreux produits de technologie de l'information (TI) favorise l'exportation. Les exemples les plus courants sont les applications de smartphone, qui peuvent être vendus dans le monde entier. Les entreprises de technologie ont commencé à surgir partout dans la région MENA.⁵⁴

La technologie moderne rend plus facile pour les jeunes femmes de se lancer dans les affaires et de générer des revenus. Travaillant majoritairement en arabe, les entreprises de technologies appartenant à des femmes aident les familles à atteindre un équilibre la vie professionnelle et la vie personnelle, offrent des plates-formes de collaboration, et vendent des produits aux femmes. Néanmoins, les défis demeurent car il est plus difficile pour les jeunes femmes d'obtenir des crédits qu'il ne l'est pour les hommes, et les femmes sont également restreintes par les normes sociales. L'internet ouvre l'esprit des jeunes aux possibilités qui existent et les entreprises dirigées par des jeunes tunisiens deviendront importantes dans ce domaine.

Dans les zones rurales, 36,4% des jeunes entrepreneurs travaillent dans l'agriculture et l'agro-alimentaire, 10,8% dans les zones urbaines. Le secteur agricole a un potentiel important pour les jeunes entrepreneurs. Néanmoins, la recherche qualitative souligne que les aspirations des jeunes entrepreneurs à développer les fermes familiales sont souvent étouffées en raison d'un manque de financement

Ce serait bien de pouvoir offrir du travail aux gens d'ici et de participer ainsi au développement du village, mais les conditions sont difficiles. Pour obtenir un crédit, il faut mettre sa propriété en garantie, ou ses propres fonds. Mais nous sommes pauvres. Jeune homme ayant abandonné l'école, Mahdia (Côte de Tunisie)

Un jeune sur cinq entrepreneurs urbains travaille dans le secteur manufacturier et dans les industries (20,9%), comparativement à seulement 7,9% des entrepreneurs ruraux. Cette différence est le reflet de la disparité des investissements entre les régions rurales et urbaines en Tunisie et qui est à la base des niveaux élevés de chômage et d'inactivité en Tunisie rurale.⁵⁵

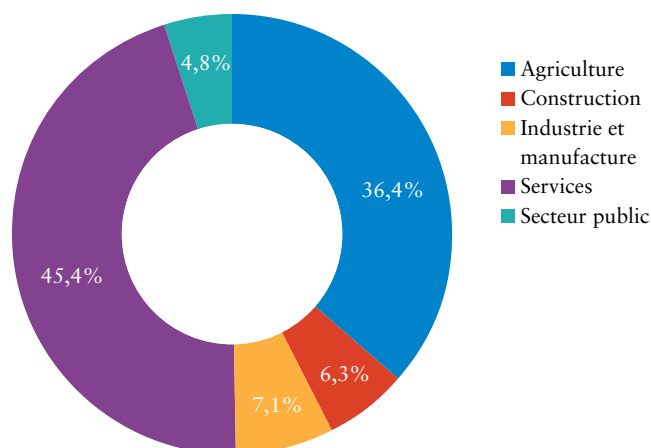
Jeune Entreprenariat : Défis et Opportunités d'Investissement

Il est réconfortant, particulièrement pour une jeune femme, de travailler pour son propre compte. Personnellement, je déteste avoir un patron. J'ai travaillé dans un nettoyage à sec, dans une compagnie de taxi, et comme vendeuse dans une boutique. Dans chaque cas, il y avait énormément de pression...et pas de compassion. Ça été un choc pour moi de travailler dans de telles circonstances. A présent, je travaille pour mon compte après avoir été au chômage pendant deux ans et subi la pression de la part de ma famille. Jeune femme au chômage dans le secteur informel, Tunis. (Côte de Tunisie)

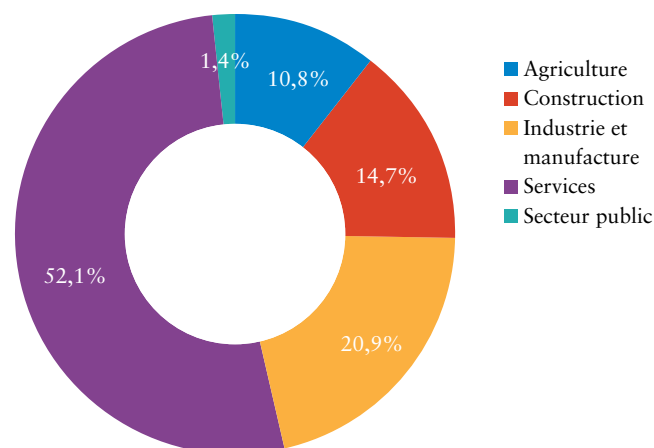
Les jeunes entrepreneurs de Tunisie pourraient bénéficier de centres locaux d'innovation pour créer un environnement propice aux affaires et aider les entrepreneurs informels à s'établir officiellement. De nouveaux pôles d'innovation et des parcs informatiques, y compris les groupes d'entreprises et des espaces de travail qui créent régulièrement des startups compétitives avec ses investisseurs commencent à avoir du succès, ce qui inspire les jeunes entrepreneurs.⁵⁶ Les réseaux en ligne aident à rassembler les gens et offrent des formations et du mentorat additionnel pour les jeunes entrepreneurs, en particulier dans les zones rurales où des réunions et des formations en personne sont coûteuses à organiser.⁵⁷

Graphique 4.16 : Entrepreneuriat par secteur

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique réfère aux jeunes travaillant pour leur propre compte.

La formation en ligne peut aider les jeunes travailleurs indépendants à acquérir les compétences qui ne sont pas enseignées dans les écoles et les universités.⁵⁸ En enseignant des compétences en affaires, finance, marketing et les langues, comme l'anglais et le français, les plates-formes en ligne offrent une solution de l'aval en amont. Les plates-formes, y compris MobiWorks, MobiSouk, et Ta3mal aident pour surmonter les faiblesses structurelles du système éducatif de la Tunisie, qui produit trop peu de diplômés en sciences, mathématiques, informatique pour une économie moderne.⁵⁹ L'apprentissage en ligne peut apporter une éducation de qualité à un plus grand nombre de personnes, y compris des adultes, et en particulier les jeunes femmes. Toutefois, la fracture numérique – faible accès à l'internet dans les zones rurales – peut être un obstacle à la formation en ligne.

Notes

1. Banque mondiale. 2013 Réduire L'Écart Spatial : Résultats du marché de l'Emploi dans les Régions Urbaines en Tunisie. Washington, DC.
2. L'emploi est défini comme un travail rémunéré. Les résultats quantitatifs sont fondés sur les questions de l'enquête sur l'histoire récente de l'emploi.
3. Ces statistiques sur l'emploi ne tiennent pas compte des jeunes inscrits dans des programmes d'éducation ou dans des formations.
4. L'analyse de régression indique simultanément des différences d'âge, de niveau d'éducation, la situation des parents, et les disparités régionales. Le caractère endogène de la variable suggère de ne pas donner trop d'importance aux valeurs des coefficients liés à la richesse des ménages.
5. Banque mondiale. 2013. Réduire l'Écart Spatial.

6. "La Géographie Sociale et politique de la Révolution Tunisienne : La Révolution de l'Alfa." *La Revue de l'Économie Politique Africaine* 38 (129) : 467-479. Le terme «révolution de jasmin» est sans doute un abus de langage, car il fait référence à une plante qui pousse dans la région côtière relativement luxuriante et prospère du Nord. Au lieu de cela, Ayeb fait valoir que la Révolution Alfa serait un meilleur terme, du fait que c'est une plante qui pousse dans la région intérieure de la Tunisie.

7. Daniel Egel and Malek Garbouj. 2013. *Les Moteurs Socio-économiques de la Propagation de la Révolution Tunisienne*. RAND Corporation et l'Institut des Hautes Études, Genève, mimeo.

8. Le concept de la famille directe comprend les enfants, les époux, et les parents du chef de famille.

9. Ce constat est aligné sur le récent Rapport de Développement 2013 de la Banque mondiale sur l'égalité des genres dans la région MENA : *Banque mondiale. 2013 Ouverture : Égalité entre les Genres et le Développement au Moyen-Orient et Afrique du Nord*. Washington, DC. Ces conclusions sont appuyées par les résultats de l'analyse de régression, étayées dans les différentes formes du rapport sur l'emploi dans l'annexe 4.

10. L'enquête comportait la question suivante : "Pensez-vous que les femmes qui cherchent du travail sont confrontées à la discrimination?"

11. Banque mondiale. 2011. *Égalités des Genres et Développement, Rapport Mondial de Développement 2012*. Washington, DC.

12. Il y a une discussion en faveur des contrats à durée déterminée, puisqu'une plus grande flexibilité permettrait aux employeurs d'embaucher davantage de jeunes. Cependant, sans accès à la sécurité sociale, les contrats à durée déterminée sont largement perçus par les jeunes comme de l'exploitation.

13. Voir graphique 3.2 sur les Types de Contrat des Travailleurs Adultes (30-59 ans).

14. Banque mondiale. 2013. *Créer de Bons Emplois en Tunisie : Revue des Résultats du Marché du Travail, Contraintes, et Institutions en Tunisie, Rapport sur la Situation pour la Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.

15. Ibid. Bien qu'à l'origine, elle était destinée à protéger les travailleurs, on peut faire valoir que la réglementation du travail a favorisé l'informalité. Pour permettre une plus grande flexibilité dans l'adaptation de la dotation à la conjoncture économique, les contrats à durée déterminée ont été introduits au début des années 2000. Les contrats à terme peuvent être utilisés pour embaucher des travailleurs sous contrats à court terme flexibles, qui sont renouvelables pour un maximum de quatre ans. Pour les travailleurs, ces contrats ne permettent que des améliorations limitées par rapport à l'emploi informel, puisque les deux sont caractérisées par une forte précarité de l'emploi. En outre, en raison de la flexibilité des contrats à durée déterminée, les entreprises ont tendance à éviter les contrats à durée indéterminée toute nouvelle recrue.
16. Ibid.
17. Pour une discussion approfondie sur les réformes suggérées du marché du travail, prière de voir le Rapport 2013 de la Banque mondiale *Créer de Bons Emplois en Tunisie*.
18. L'estimation Probit comprend des indices pour les différences d'âges, de niveau d'éducation, de situation parentale, et des disparités régionales.
19. 15-24 ans. UNICEF. 2012. Statistiques de la Tunisie.
20. 15-25 ans. Le nombre total d'étudiants est prévu d'atteindre 449,000 en 2014. Source : Voir Haouas, Sayre, et Yagoubi. 2012.
21. Ibid.
22. Banque mondiale. 2008. *La Route non Empruntée : Réforme de l'Éducation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord*, MENA Rapport de Développement, Washington, DC.
23. Comme précédemment, le modèle a des contrôles pour le genre, l'âge, la situation des parents, et de la région. Une fois de plus, le caractère endogène de la richesse peut jouer un rôle. Cependant, l'importance et la force de la relation, ainsi que le faible rôle joué par la richesse dans la détermination de l'emploi, suggère que la richesse de la famille joue un rôle clé.
24. TIMSS. 2007. Tendances dans les Études Internationales de Mathématiques et des Sciences. Chestnut Hill, MA : Boston College.
25. Haouas, Sayre, et Yagoubi. 2012.
26. IFC. 2012. Éducation pour l'Emploi : Réaliser le Potentiel de la Jeunesse Arabe, Washington, DC.
27. Ibid.
28. OCDE. 2012. *Meilleures Compétences, Meilleurs Emplois, Meilleures Vies : Approche Stratégique aux Politiques de Compétences*. Paris, OCDE.
29. Ibid.
30. Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.
31. Dans ce rapport, la productivité est classée par secteur. Les secteurs ayant principalement des entreprises de haute productivité incluent le commerce, les communications, le tourisme (hôtels et restaurants), les banques et les assurances, les services sociaux et culturels, et les services immobiliers. Les secteurs ayant en majorité des entreprises à faible productivité sont comprenant des activités économiques, par exemple, l'agriculture et la pêche, l'industrie alimentaire, les matériaux de construction, la céramique et le verre, la mécanique, la chimie et les industries électriques, les industries du textile et de chaussures, d'autres industries, la construction et les travaux publics, les mines et l'énergie, le transport, la réparation et la fabrication.
32. Voir graphique 3.6 sur l'Emplois des Adultes dans les Secteurs à Faible Productivité Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*, Washington, D.C.
33. Banque mondiale. 2014. *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*. Washington, DC.
34. Les emplois qualifiés sont définis comme ceux nécessitant au moins un diplôme de l'enseignement secondaire ou une formation professionnelle. Pour une analyse plus détaillée, se référer à la *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*, Banque mondiale. 2014. Washington, DC.
35. Pour une analyse plus détaillée, se référer à la *Revue des Politiques de Développement de la Tunisie*, Banque mondiale. 2014. Washington, DC.
36. Pour de nombreux jeunes, en particulier ceux qui sont encore à l'école ou qui s'intéressent à la recherche sur le marché du travail, un emploi à temps partiel peut être un choix optimal et doit être encouragé. Cependant, la recherche qualitative montre que la majorité des jeunes ne choisissent pas le travail à temps partiel.
37. Basé sur les données du Gallup dans le rapport de l'OCDE 2012. *Perspectives Économiques Africaines : Promouvoir l'Emploi des Jeunes*. Paris.
38. Seulement 4,3% en milieu rural et 2,2% des jeunes tunisiens en milieu urbain souhaitent travailler dans le secteur public.
39. Rapport de Oxford Business Group. 2009 L'agriculture pourrait devenir une source importante de croissance et d'emploi pour les jeunes, en particulier dans les zones du nord fertiles de la Tunisie. Soutenir la production des cultures à haute intensité de main-d'œuvre pour les nombreux petits agriculteurs dans les zones de l'intérieur pourrait également contribuer à réduire les disparités régionales. De plus, la Tunisie pourrait tirer parti des zones dites d'exportations agricoles vers l'UE, qui ne subventionne pas sa production de fruits et légumes.
40. ITEQ (Tunisian Institute of Competitiveness and Quantitative Studies). 2010. *Annual report on the competitiveness of the Tunisian economy*. Tunis.
41. Banque mondiale. 2013. *Pousser l'Intégration Mondiale de la Tunisie : les options de réforme dans le contexte de l'intégration profonde avec l'Union Européenne*. Washington, DC.
42. Le tourisme est inclus dans le secteur des services.
43. Tel que cité par Hernando De Soto, "Le Marché Libre Secret des Révolutions Arabes," *The Financial Times*, le 8 novembre, 2011.
44. Ibid. Banque mondiale. 2010. *Revue des Politiques de Développement : Vers une Croissance Poussée par l'Innovation*. Washington, DC.
45. WEF. 2011. *Rapport de Compétitivité Globale 2011-2012*, Forum Économique Mondial, Davos.
46. Jacob Korenblum. 2013. "Frustration, Témérité et la Chance : Comment les Startups des Jeunes Redéfinissent l'Entrepreneuriat." *Innovations*. (Septembre) : 49-54.
47. En plus du genre, le model Probit d'auto-emploi contrôle l'âge, la situation familiale, et la région.
48. Banque mondiale. 2013. *Évaluation du Climat des Investissement en Tunisie*. Washington, DC. L'évaluation conclut que le secteur bancaire de la Tunisie est relativement fragmenté, en dehors des trois grandes banques publiques, qui représentent près de 40% de toute l'activité financière. Malgré le grand nombre de banques, le niveau de concurrence dans le secteur bancaire tunisien est inférieur à la moyenne régionale, et manque d'institutions bancaires très compétitives et innovantes. En conséquence, le système bancaire tunisien a tendance à exclure les petites entreprises, et l'innovation des produits et la qualité des services sont généralement faibles.
49. Chapitre 5 présente une revue plus détaillée des programmes de micro-finance existants.
50. Hernando De Soto. 2012. *Les Racines Économiques du Printemps Arabe*. Lecture at the Council on Foreign Relations, le 23 avril, extrait, New York.

51. Banque mondiale. 2013. *Evaluation du Climat des Investissement en Tunisie*.

52. Hernando De Soto. 2012. *Les Racines Économiques du Printemps Arabe*.

53. Les secteurs à faible productivité sont l'agriculture et de la pêche, de l'industrie alimentaire, les matériaux de construction, céramique et verre, mécanique, chimique et des industries électriques, les industries du textile et de chaussures, d'autres industries, la construction et les travaux publics, les mines et l'énergie, le transport, la réparation et la fabrication . Les secteurs de haute productivité incluent le commerce, les communications, les hôtels et les restaurants, les banques et les assurances, les services sociaux et culturels, et les services immobiliers.

54. Christoph Schroeder. 2013. *La Montée des Startup : La Révolution Entrepreneuriale Réfaire le Moyen-Orient*. New York : Palgrave Macmillan.

55. Voir par exemple, Banque mondiale. 2013. *Bridging the Spatial Divide ; Banque mondiale. Development Policy Review : Towards Innovation Driven Growth*. Washington, DC.

56. Tunisia Live. 2012. "Business Incubator Boosts Entrepreneurial Talent in Tunisia."

57. Banque mondiale. 2013. "Études de Faisabilité : Micro-Travail pour les Territoires Palestiniens". Washington, DC.

58. G. La Cava, C. Rossotto, et C. Paradi-Guilford. 2011. "Les TIC pour les Jeunes dans la Région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord : Politiques pour la Promotion de l'Emploi et de l'Intégration Sociale" Arab Brief, no. 1 (février). Banque mondiale, Washington, DC.

59. Pour plus de détails, consulté www.ta3mal.org.

CHAPITRE 5

Compétences pour l'emploi et autres services pour jeunes



Ces programmes pour l'emploi sont les instruments d'une politique qui a pour objectif d'apaiser les demandeurs d'emploi qui se rebellent. Il n'y a pas de solution durable.

Jeune chômeur, Jendouba, Nord-Ouest de la Tunisie

Ce chapitre donne un aperçu de l'accès aux opportunités économiques par le biais de Programmes actifs pour le Marché du Travail offerts par le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ainsi que par d'autres services disponibles aux jeunes. Il introduit également les jeunes aux avantages et à la qualité de la programmation. L'efficacité des programmes est évalué à la fois en termes d'impact sur l'employabilité et l'inclusion sociale et un ensemble de recommandations sont présentées pour rendre la programmation et les services de jeunes plus efficaces et inclusifs.

La Tunisie a investi une part importante de son PIB dans les programmes actifs pour le marché du travail (PAMT), mais les bénéficiaires considèrent les avantages de ces programmes limités. Les PAMT représentaient près de 1 pourcent du PIB en 2011, le taux plus élevé dans la région MENA au moment de la révolution, qui s'est par la suite stabilisé autour de 0,5 pourcent.¹ La plupart des jeunes tunisiens ne connaissent pas bien ces programmes, leur participation à ces programmes est assez faible, et surtout, les programmes ont tendance à se concentrer principalement dans les zones urbaines le long de la côte. Peu de programmes sont disponibles pour les jeunes à l'intérieur et dans les régions du Sud, renforçant ainsi les disparités spatiales.

La majorité des PAMT ont été conçus pour les jeunes diplômés. Le favoritisme actuel envers les diplômés devrait être révisé pour que les jeunes tunisiens sans diplômes universitaires, en particulier les NEET, puissent avoir un accès équitable à des programmes adaptés à leurs besoins et aux opportunités du marché du travail. En 2011, les diplômés universitaires représentaient 66 pourcent du nombre total de bénéficiaires, alors que les jeunes ayant une éducation limitée et qui constituent le plus grand groupe de jeunes sans emploi, représentaient environ 34 pourcent. Dans l'absolu, le nombre de jeunes tunisiens sans emploi et sans un diplôme secondaire ou universitaire est environ 3,5 fois plus grand que le nombre de diplômés universitaires.

5.1 Programmes du Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi

En réponse au chômage des jeunes et à l'inactivité, le Ministère de la Formation Professionnelle et de l'Emploi (METP) a mis en place un certain nombre de mesures actives visant à faciliter la transition des jeunes vers le marché du travail. L'Agence Nationale pour l'Emploi et le Travail Indépendant (ANETI) est responsable de la mise en œuvre des grands programmes et services d'emploi dans le pays. L'ANETI est en particulier responsable de :

- Offrir des conseils et orienter les demandeurs d'emploi
- Donner des informations sur les opportunités d'emplois aux demandeurs d'emploi,
- Mettre en contact les demandeurs d'emploi avec les opportunités d'emplois disponibles
- Mettre en œuvre des programmes de travail actifs
- Promouvoir les petites entreprises et soutenir l'auto-emploi/ travail indépendant.

L'ANETI tombe sous le METP et comprend 91 bureaux répartis sur 24 gouvernorats de Tunisie. Son budget était de 420 millions de DTN (579 millions \$ EU (PPP) en 2012. Au total, ces programmes soutiennent actuellement près de 270 000 demandeurs d'emploi chaque année.² Le nombre de bénéficiaires a plus que doublé en cinq ans, et l'ANETI est en train de planifier l'expansion de ses activités.³ L'ANETI emploie près de 900 conseillers en matière d'emploi, dont plus de 70 pourcent d'entre eux aident les diplômés universitaires.⁴ En moyenne, les conseillers de l'emploi en Tunisie sont responsables de 1 200 jeunes chômeurs, ce qui est bien au-dessus du ratio recommandé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui est d'environ 100 demandeurs d'emploi par conseiller.⁵

Les programmes de l'ANETI visent à préparer les demandeurs d'emploi pour le marché du travail et à les placer grâce à une combinaison de formation en cours d'emploi, d'incitations de l'employeur, d'une subvention de la sécurité

sociale, et des petites allocations mensuelles. La plupart de ces programmes se focalisent sur les diplômés au chômage.⁶ Bon nombre des programmes de l'ANETI se chevauchent ou ont des approches similaires. En outre, ces programmes manquent généralement de cohérence, de suivi et d'évaluation.⁷ Le système de suivi de l'ANETI n'est pas basé sur les résultats et ne fournit des données que sur les taux de participation comme par exemple, la production. Il y a eu quelques tentatives d'évaluation des programmes d'emploi de l'ANETI, mais les résultats ne sont pas mis à jour, sporadiques, influencés par les donateurs, et manque de crédibilité scientifique.⁸

90 pourcent des bénéficiaires de l'ANETI se sont enrôlés dans l'un des trois principaux programmes:⁹

- **AMAL** (qui signifie «espoir» en arabe) avait été conçu à l'origine, pour fournir des services d'emploi pour un maximum de 12 mois aux diplômés universitaires au chômage. Lancé par le Gouvernement intérimaire en réponse à la révolution de 2011, AMAL est rapidement devenu le plus grand projet de l'ANETI, qui a depuis, été abandonné en raison de son manque de durabilité.¹⁰ Le programme était censé offrir aux bénéficiaires du coaching de carrière, des formations en compétences de pointe, des formations en entreprise, de l'aide à la recherche d'emploi, et une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 275,70). Bien que conçu à l'origine comme un programme d'activation, dans la pratique AMAL fourni principalement un soutien financier aux chômeurs diplômés. Les défauts de conception et les conditions difficiles à faire respecter signifient que les incitations à la recherche d'emploi et les acceptations des offres d'emploi ont été effectivement réduites. Le programme a été conçu pour offrir aux participants une allocation de 200 DTN (\$ EU (PPP) 275,70) équivalent à 80 pourcent du salaire minimum et une série de services, allant de la formation en compétences de vie et en compétences techniques, des conseils, de l'aide à la recherche d'emploi, et des subventions salariales. En pratique, seuls 20 000 participants ont reçu l'allocation et bénéficié des divers services, tandis que 120 000 autres n'ont reçu que l'allocation. Le concept du programme, n'a pas tenu compte des contraintes de capacité de l'ANETI qui l'ont empêché de prévoir un encadrement et des stages dans le secteur privé pendant la mise en œuvre. Manque de leadership technique aux niveaux central et local et l'absence de réelle coordination entre l'agence d'exécution ANETI et le METP n'a fait qu'empirer¹¹

les choses. Supprimé en 2013, l'AMAL a donné des leçons utiles pour réorganiser les PAMT en Tunisie, en particulier pour éviter de coûteuses subventions ayant un impact limité sur l'employabilité. Il est néanmoins intéressant de noter qu'AMAL était un programme de transition, qui a été adapté ultérieurement pour servir les jeunes défavorisés. Aucune preuve n'est disponible pour mesurer les résultats de ce programme.¹²

- **Programme de stages professionnel (Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle).**¹³ Le SIVP subventionne les coûts de l'embauche de diplômés universitaires dans les entreprises et vise les diplômés universitaires qui restent demandeurs d'emploi six mois après l'obtention de leurs diplômes. Le programme cherche à introduire les demandeurs d'emploi diplômés nouvellement sur le marché du travail en les plaçant dans des stages et en leur donnant une allocation, qui est généralement percevable pendant une année. Le SIVP est l'un des plus grand PAMT de Tunisie, avec près de 47 000 bénéficiaires en 2011, dont environ 60 pourcent étaient des jeunes femmes. Le programme donne aux bénéficiaires une allocation de 300 DTN / mois (\$ EU (PPP) 414 / mois) et couvre les cotisations de sécurité sociale, et jusqu'à 200 heures de coûts de formation.¹⁴ Les bénéficiaires SIVP sont fortement concentrés dans les régions côtières / industrielles. La plupart des contrats de SIVP (25 pourcent) sont signés à Tunis, suivis par (10 pourcent) à Ariana et à Sfax respectivement. Une évaluation de la performance du SIVP a révélé que les bénéficiaires du programme ont de très faibles taux d'insertion professionnelle après la fin du programme (23,7 pourcent en 2010).¹⁵
- **Programme d'accès au marché du travail et à l'insertion professionnelle (CAIP).**¹⁶ Le Contrat d'Adaptation et d'Insertion à la Vie Professionnelle (CAIP) a commencé en Janvier 2009 pour les diplômés et non-diplômés. Le CAIP est le troisième plus grand programme de PAMT de Tunisie avec environ 40 000 bénéficiaires par an, dont environ 90 pourcent sont des non-diplômés. Le CAIP paie de petites allocations mensuelles de 100 DTN (\$ EU (PPP) 138) ainsi que la couverture de sécurité sociale. Essentiellement, le CAIP donne des subventions pour embaucher des travailleurs non qualifiés et des cols bleus. Le programme a été conçu pour offrir de la formation en capacités pour aider les jeunes tunisiens à acquérir des qualifications professionnelles dans le but de favoriser leurs perspectives d'emploi en adaptant la formation à des emplois spécifiques. En

réalité, ce genre de formations a rarement eu lieu.¹⁷ Bien que le taux d'insertion du CAIP soit de loin le plus élevé parmi les PAMT, le taux de résiliation des contrats reste également très élevé. La principale raison invoquée par les entreprises et les dirigeants syndicaux est le manque de compétences appropriées et le peu de correspondance entre les candidats et les entreprises, qui passent par l'ANETI. Une formation supplémentaire pour les jeunes travailleurs pourrait être utile pour combler le manque de compétences des jeunes chômeurs et les postes vacants.¹⁸

L'ANETI gère également un certain nombre de petits programmes dont les objectifs et les catégories de bénéficiaires de jeunes se chevauchent.

- **Le Service Civil Volontaire (SCV)**¹⁹ subventionne les coûts de l'embauche de diplômés universitaires dans les organisations de la société civile. Le programme organise jusqu'à 12 mois de stages, et offre une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 276). En 2011, le programme comptait environ 8000 participants.²⁰ Les associations n'ont pas à satisfaire aux critères de qualité pour participer au programme.²¹ En effet, la plupart des associations qui participent sont très petites, et ont souvent de faibles capacités, ce qui réduit l'attrait du programme.
- **Programme d'emploi pour les diplômés de l'enseignement supérieur.** Le Contrat d'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur (CIDES)²² cible les diplômés universitaires qui sont au chômage depuis plus de deux ans. Le programme subventionne les salaires et verse des allocations mensuelles de 150 DTN (\$ EU (PPP) 207) pour des stages et des emplois.²³ En plus des allocations, le programme paie une partie de la contribution de l'employeur à la sécurité sociale pour au moins sept ans, qui va décroître au fil du temps. Le programme a atteint environ 3.000 bénéficiaires en 2011. En théorie, les employeurs sont obligés d'embaucher des bénéficiaires à la fin du programme, même si dans la pratique, les taux de placement sont très faibles : 21 pourcent en 2010.
- **Le Contrat de Réinsertion dans la Vie Active (CRVA)**²⁴ donne aux bénéficiaires une allocation mensuelle de 200 DTN (\$ EU (PPP) 276) et la couverture de sécurité sociale supplémentaire. En outre, le programme couvre jusqu'à 200 heures de frais de formation ainsi que les frais de déplacement. Le programme est relativement limité, comptant environ 1.000 stagiaires en 2011, et

opère principalement dans les villes de Monastir et de Tunis. La plupart des participants, environ 90 pourcent, sont des non-diplômés.

- **Le programme de Prise en Charge de cinquante pour cent par l'Etat des subventions salariales (de PC50)**²⁵ vise à encourager les entreprises privées à embaucher des demandeurs d'un premier emploi ayant un diplôme universitaire en payant la moitié de leur salaire avec un maximum de 250 DTN (\$ EU (PPP) 344,63) par mois pour un maximum de 12 mois. Le programme est limité aux zones de développement régional (tel que défini dans le Code des investissements) et ne s'applique qu'aux nouvelles entreprises actives dans certaines activités à forte valeur ajoutée avec une forte composante de connaissance. Le PC50 est un programme relativement limité avec seulement quelques 500 diplômés en 2011.

En 2012, un décret a été adopté en vue de fondamentalement modifier les PAMT sous l'ANETI et introduire une «indemnité de salaire» et un «chèque-formation», fusionnant ainsi de manière efficace tous les programmes existants en deux interventions.²⁶ En principe, le décret permet à l'ANETI de sous-traiter avec les ONG et les prestataires du secteur privé pour offrir des services d'emploi, y compris des formations d'intermédiation et compétences et elle introduit un mandat pour la promotion d'un meilleur suivi et une meilleure évaluation des PAMT. Ce nouveau cadre réglementaire de l'ANETI signale une évolution positive et la simplification des PAMT en Tunisie. Toutefois, la lenteur de la réforme soulève des questions quant au niveau d'engagement des décideurs et autres parties prenantes directes concernant la poursuite cette réforme.

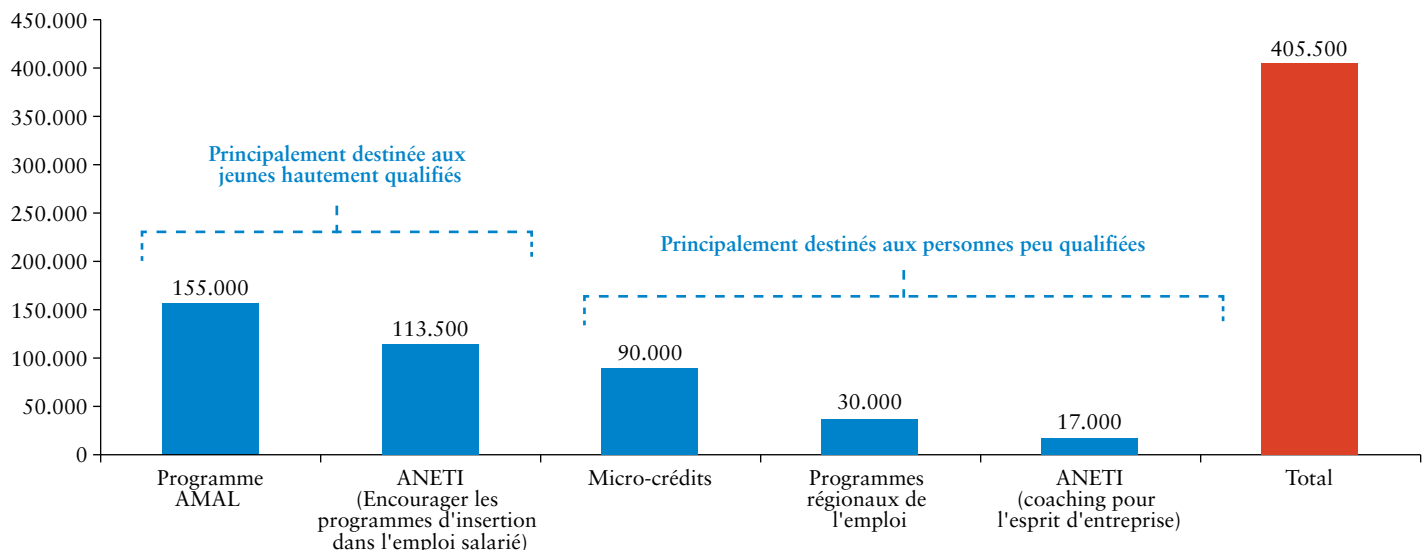
En dehors de l'ANETI, plusieurs programmes parallèles existent, comme le Programme de solidarité emploi. Le Contrat Emploi-Solidarité (CES),¹⁶⁹ **qui comprend des travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre.** Avec un certain nombre de programmes régionaux, le CES est financé par le Fonds 21-21 du Ministère de la Formation professionnelle et de l'Emploi (MFPE). Le CES fournit des emplois à court terme pour les jeunes tunisiens qui ont quitté l'école. Il ne vise pas un groupe spécifique de personnes sans emploi. Au lieu de cela, le CES vise à intégrer les chômeurs dans le cadre des initiatives régionales et locales de promotion de l'emploi. La principale activité du CES fournit des emplois à haute intensité de main-d'œuvre à court terme dans des projets de travaux publics, qui ont soutenu environ 14.000 jeunes en 2010.²⁸ Le programme comprend également un

certain nombre de petites initiatives qui ciblent les jeunes non qualifiés. Cependant, de nombreux CES manquent de cohésion avec les autres programmes. Certains instruments du CES se chevauchent en grande partie avec les programmes existants de l'ANETI comme par exemple, les programmes de stages pour les jeunes diplômés, tandis que d'autres reproduisent des programmes similaires mis en œuvre par le Ministère du développement régional et d'autres bailleurs de fonds, tels les travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre. Il y a eu des cas de projets de travaux publics qui n'ont jamais été achevés ou qui ont rémunéré des salaires à des travailleurs qui ne se sont pas présentés au travail. En outre, il a été prouvé que les programmes du CES n'ont pas de cadres clairs de gouvernance ou des procédures, ni une allocation transparente des fonds.²⁹ Les programmes du CES manquent largement de suivi et les bénéficiaires ne sont généralement pas soumis à une vérification avec les références des dossiers de l'ANETI, permettant à certains individus de bénéficier de divers programmes simultanément. L'impact des programmes de travaux publics sur le marché du travail à long terme peut être insignifiant et la recherche a démontré qu'un certain stigma est associé aux emplois des travaux publics, ce qui peut diminuer l'employabilité des participants sur le long terme.³⁰ D'autres approches dont l'expansion d'un projet employant des jeunes chômeurs sans diplôme de l'enseignement secondaire (en majorité des NEET), sont présentés dans le chapitre suivant.

En dehors de l'ANETI, le gouvernement tunisien met également en œuvre un certain nombre de programmes de formation par le biais de l'Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle (ATFP).³¹ L'ATFP a été créé en 1993 sous le MFPT en charge de la formation professionnelle. Son budget est de 200 millions de DTN (276 millions de \$ EU (PPA)), provenant entièrement des fonds publics. L'ATFP gère 137 centres de formation à travers tous les gouvernorats de la Tunisie, y compris les centres spécialisés de formation dans des secteurs particuliers, par exemple, la construction, l'électronique, la mécanique, le tourisme, le textile (48 centres), ainsi que des centres d'apprentissage (61), pour les jeunes femmes en milieu rural (15), et des centres pour l'artisanat (13). Ces centres forment près de 60 000 étudiants par an et emploient environ 7300 personnels. L'ATFP propose une gamme de formation, y compris (i) des cours résidentiels dans les centres de formation ; (ii) des contrats d'apprentissage impliquant des entreprises, où l'apprenti passe jusqu'à la moitié de son temps en formation ; et (iii) des cours adaptés à l'industrie d'une région particulière.

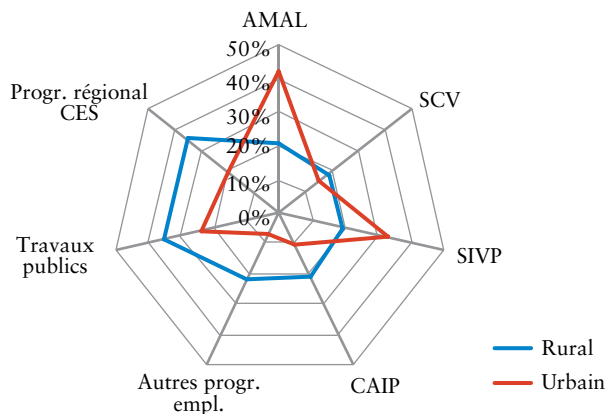
Le graphique 5.1 illustre la répartition 2011 des jeunes bénéficiaires des PAMT, dont la majorité était des diplômés universitaires, à savoir, 66 pourcent contre 33 pourcent de jeunes moins instruits. Le nombre de bénéficiaires était supérieur à la moyenne en 2011 à cause de ceux qui étaient couverts sous le programme AMAL aujourd'hui abandonné.

Graphique 5.1 : Bénéficiaires du programme financé par le FNE 2011



Source : Fonds National de l'Emploi, Données Administratives, 2011.

Graphique 5.2 : Connaissance des programmes actifs du marché du travail – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012c ; 2012d.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

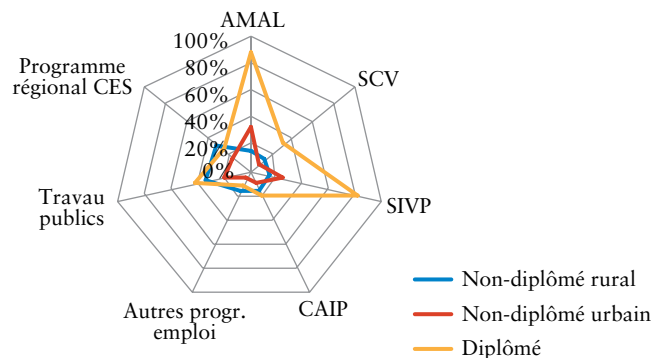
Néanmoins, ce chiffre constitue une bonne base de comparaison des jeunes bénéficiaires par catégorie.

Perceptions des programmes actifs du marché du Travail

Dans l'ensemble, il semble que l'information limitée sur les programmes de l'ANETI a conduit à de très faibles taux de participation des jeunes éligibles. Un tiers des jeunes pensent ne pas être éligibles à ces programmes et selon les résultats de l'enquête récente présentée ci-dessous, plus d'un quart ne savent pas comment s'y inscrire.³² Le manque d'informations sur la façon de s'inscrire semble encore plus problématique dans le cas des programmes qui ne sont pas gérés à l'échelle nationale.

L'information sur les programmes existants est très faible, en particulier dans les zones rurales. Quelques-uns des programmes conçus pour aider les jeunes chômeurs dans leur recherche d'emploi sont connus par plus d'un quart des jeunes participants (voir graphique 5.2). Même le plus grand programme, AMAL, qui a fourni des subventions salariales pour les diplômés universitaires sans emploi, n'était connu que de 42,5 pourcent des participants en milieu urbain, et seulement 20,5 pourcent des jeunes en milieu rural. De même, le SIVP, un autre programme qui subventionne les salaires des diplômés chômeurs est seulement connu de 33,2 pourcent des jeunes participants en zone urbaine, et de 19,5 pourcent des jeunes tunisiens en zone rurales. Le CAIP, qui cible les non-diplômés, reste largement inconnu : seulement 10,7 pourcent des jeunes

Graphique 5.3 : Sensibilisation par éducation des programmes actifs du marché du travail



Source : THSYUA, THSYRA.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

en milieu urbain et 21,1 pourcent des jeunes ruraux ont entendu parler du programme. Les deux programmes les plus connus dans les zones rurales sont le Programme de Travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre (35,2 pourcent) et d'autres activités PAMT prévues sous le programme de développement régional CES (35,2 pourcent).³³ La notoriété des programmes chez les jeunes tunisiens ne varie pas beaucoup par région ou par genre, bien que les jeunes dans le Sud rural connaissent mieux le Programme des Travaux publics (voir graphique 5.1).

Les jeunes non-diplômés urbains sont peu informés des programmes d'emploi existants, même concernant les quelques programmes qui sont ouverts aux non-diplômés. Seul un sur cinq jeunes tunisiens non-diplômés en zone urbaine est informé sur le Programme de travaux publics (20,4 pourcent), et seulement un sur 10 est informé sur l'ACFI (10,1 pourcent), tel que démontré dans le graphique 5.3. D'autres programmes, y compris AMAL, SIVP, et SCV sont beaucoup mieux connus des jeunes diplômés. Mais surtout, les programmes qui sont ouverts aux jeunes tunisiens sans diplôme universitaire, comme les travaux publics ou l'ACFI, sont en grande partie inconnus de leur groupe cible dans la Tunisie rurale et urbaine.

Dans l'ensemble, les jeunes qui connaissent PAMT ont une vague notion de ces programmes, comme en témoigne l'analyse qualitative. Les programmes, y compris AMAL, sont considérés comme une sorte de sinécure, mis en œuvre pour des raisons politiques. Les jeunes accordent peu de crédibilité à ces programmes. Ils sont considérés comme inefficaces et

même perçus comme «une imposture» et une panacée visant à réduire artificiellement le nombre de chômeurs.³⁴

Je ne les ai pas essayé [les programmes]. Je n'ai plus aucune confiance dans l'Etat. Même lorsqu'il y a une bonne opportunité d'emploi, ceux qui travaillent au bureau de l'emploi le revendent chèrement. Jeune chômeur diplômé, Mahdi, Côte tunisienne

Je connais beaucoup de gens qui parviennent à décrocher un boulot grâce à leurs contacts ou à leurs parents qui travaillent au bureau de l'emploi. Jeune Femme Chef d'un Département bancaire 28 ans, Tunis

Les cours de travaux publics et de SIVP ne sont pas des solutions ayant des répercussions à long terme. Il y a une grande différence entre les travaux publics, la formation ou le programme AMAL, comme par exemple, la création d'une entreprise qui pourrait employer 700 personnes. Jeune étudiant, Gafsa, sud de la Tunisie

Les jeunes considèrent les employeurs, et en particulier le secteur privé, comme étant les principaux bénéficiaires des programmes actifs d'emploi. Les subventions salariales sont largement considérées comme des démotivations pour les entreprises à embaucher des jeunes chômeurs de façon permanente. En particulier, les subventions peuvent pousser davantage les pratiques d'exploitation, comme indiqué par un jeune participant.

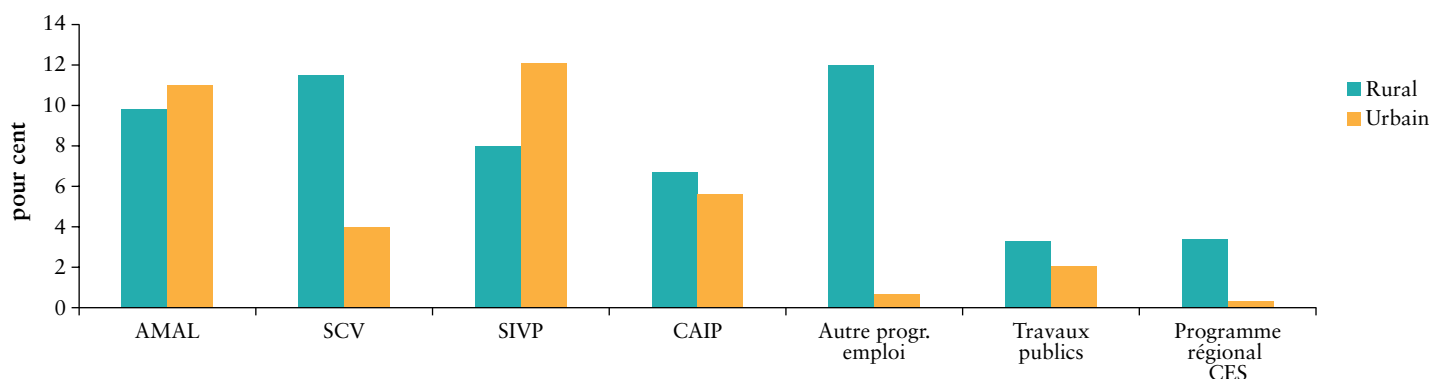
Que fait l'entreprise ? Elle profite du système de recrutement de personnel sous le SIVP, les rémunère mal, les congédie à la fin du contrat et transfère l'argent gagné hors du pays. Jeune chômeur diplômé, Zaghouan, Nord-Est de la Tunisie

Participation dans les programmes actifs du marché du travail

La participation aux programmes est très faible. À peine un jeune sur 10 interrogés n'a jamais participé à un programme important comme l'AMAL ou le SIVP. Dans l'ensemble, la participation au programme est faible dans les zones urbaines, et encore plus faible dans les zones rurales (voir graphique 5.4). Les programmes ayant la plus grande participation étaient AMAL (11,0 pourcent en milieu urbain, de 9,8 pourcent en milieu rural), SIVP (12,1 pourcent en milieu urbain, de 8,0 pourcent en milieu rural), et SCV (3,9 pourcent en milieu urbain, 11,5 pourcent en milieu rural). Tous ces programmes ciblaient les diplômés universitaires, ce qui explique pourquoi la participation générale des jeunes moins instruits, est si faible. Une répartition par régions montre que parmi les autres programmes, notamment le programme régional, le CES a la plus forte participation dans la région côtière rurale et par contraste aux régions de l'intérieur rural et le sud rural où la participation est faible, ce renforce davantage les disparités régionales (voir graphique 5.2).

Les jeunes qui ont participé à des programmes de formation pour jeunes se sont plaints dans les interviews de classes surchargées, de matériel ancien et obsolète, de la mauvaise gestion et du manque d'opportunités à la fin de la formation.

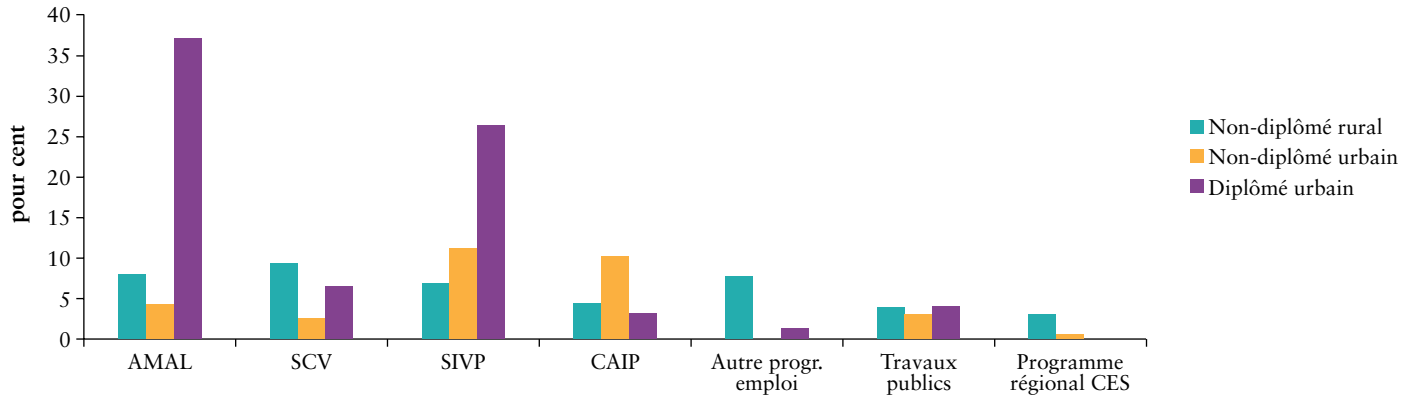
Graphique 5.4 : Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

Graphique 5.5 Participation dans les programmes actifs du marché de l'emploi par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

Un jeune qui a abandonné ses études et qui travaille actuellement dans la ferme familiale, décrit ses tentatives pour obtenir une formation complémentaire.

Dans l'atelier de soudure, il y avait huit postes de soudure pour 35 personnes. L'instructeur n'a donné aucune directive. Il n'y avait aucun matériel disponible, ce qui n'est pas inhabituel – beaucoup de situations similaires affectent les stagiaires. La moitié d'entre nous ont abandonné le cours avant la fin. Jeune décrocheur scolaire, 23 ans, Sidi Bouzid, Intérieur de la Tunisie

Après la révolution, les diplômés universitaires en zone urbaines se sont inscrits en grand nombre dans les plus grands programmes, AMAL et SIVP. Plus d'un tiers des jeunes diplômés urbains (37,2 pourcent) ont dit qu'ils avaient participé à AMAL et plus d'un quart (26,5 pourcent) au SIVP (voir graphique 5.5). Environ 6,2 pourcent avait en fait participé aux deux programmes. D'autres programmes pour les diplômés sont moins populaires, comme SCV (6,6 pourcent). Étonnamment, un grand nombre de jeunes non-diplômés ont déclaré avoir participé à de grands programmes conçus pour les diplômés, comme AMAL (4,5 pourcent en milieu urbain, de 8,2 pourcent en milieu rural) et SIVP (11,3 pourcent en milieu urbain, de 7,0 pourcent en milieu rural), soulevant des questions sur le mécanisme et la gestion financière de ces programmes réservés aux diplômés universitaires. La conception limitée de ces programmes a également été révélée par la recherche qualitative, qui a constaté que la plupart des

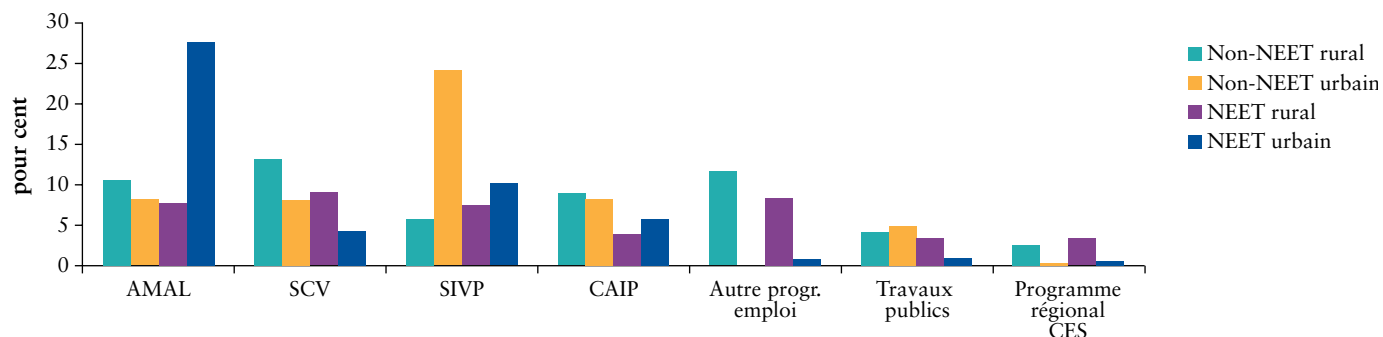
programmes sont perçus simplement comme un outil politique qui profite essentiellement au secteur privé.

La participation aux PAMT en Tunisie est relativement élevée, mais il existe peu de données sur leur impact sur l'employabilité et sur le taux de placement. Par exemple, seulement 8,2 pourcent des participants précédents au programme AMAL en zones urbaines étaient employés au moment de l'enquête en 2012, ce qui est beaucoup plus bas que le taux moyen d'emploi (voir graphique 5.6). En comparaison, 24,2 pourcent des précédents participants au SIVP en zones urbaines travaillaient au moment de l'enquête. Bien que les données ne permettent pas une analyse causale, les corrélations suggèrent que le programme d'apprentissage SIVP est nettement plus efficace dans l'amélioration de l'employabilité comparé aux larges transferts d'argent non ciblés du programme AMAL³⁵. A la limite, il semblerait qu'AMAL réduirait les chances d'embauche des jeunes inscrits.

Bénéfices des programmes actifs du marché de l'emploi

Il est difficile d'évaluer l'impact de ces programmes sur le marché du travail, à la fois en raison d'un manque de données d'un suivi systématique et également dû à la question de l'attribution. Le problème de l'attribution se pose lorsqu'un diplômé peut décrocher un emploi donné, même sans passer par un programme. Les rapports sur les taux d'insertion sur le marché du travail varient selon les sources, et ne sont pas fondées sur une analyse de causalité, mais plutôt des résultats d'enquête auto déclarées. Les taux d'insertion varient entre

Graphique 5.6 : Participation aux programmes actifs du marché du travail, par NEET



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

10-20 pourcent pour les trois principaux programmes à savoir le CAIP, le CIDES, et le SIVP.³⁶

Le coût par bénéficiaire placé avec succès est élevé pour la plupart des programmes, et dans certains cas, le coût est extrêmement élevé. Par exemple, chaque placement réussi coûte au SIVP 9,000 DTN (\$ EU (PPA) 12 407).³⁷ Les politiques des programmes actifs du marché du travail (PAMT) doivent être mises en œuvre plus efficacement pour répondre à l'inactivité et à l'inadéquation des compétences. En effet, avec de plus en plus de travailleurs potentiels découragés et restant sur le marché du travail, le risque de détérioration et d'obsolescence des compétences augmentent. Toutefois, les impacts fiscaux de ces vastes programmes ont des répercussions macroéconomiques graves pour une petite économie comme celle de la Tunisie. Même dans les pays de l'OCDE, qui ont tendance à avoir des institutions et des pratiques relativement avancées à cet égard, moins de 0,6 pourcent du PIB ont été consacré aux mesures des PAMT en 2011.³⁸

Les données disponibles montrent que la plupart des PAMT, comme AMAL et SIVP, sont en grande partie régressifs et soutiennent principalement les jeunes aisés possédant pour la plupart un diplôme de l'enseignement supérieur. La majorité des programmes exclu systématiquement les NEET et des jeunes tunisiens ayant moins d'éducation, dont beaucoup viennent de milieux pauvres, même si ils constituent plus des trois quarts de la population de jeunes chômeurs. En l'absence de toute tentative rigoureuse d'évaluation de l'impact des grands PAMT de la Tunisie, l'analyse de base suggère qu'AMAL, le plus grand programme du pays, a empiré³⁹ l'employabilité des participants de ce programme. Le taux d'employabilité des précédents bénéficiaires de l'AMAL est sensiblement plus bas que le taux moyen d'employabilité des jeunes tunisiens. Le taux de placement du SIVP semble un

peu plus élevé, bien qu'il ne soit pas clair si le programme a créé des avantages nets pour les participants.

5.2 Les Programmes d'entrepreneuriat

L'entrepreneuriat des jeunes peut jouer un rôle important dans la lutte contre l'exclusion des jeunes, tout en renforçant la génération de revenus et la réduction du chômage des jeunes. Des projets pilotes ont été lancés récemment dans la région MENA, y compris en Tunisie.⁴⁰ Bien que beaucoup de ces projets aient des impacts importants, ils sont essentiellement concentrés sur les diplômés d'université et les autres jeunes qualifiés. Cependant, les jeunes défavorisés sans diplôme de l'enseignement secondaire, qui constituent la plus grande partie des NEET dans les zones rurales et urbaines, n'ont pas accès à la plupart des programmes. Beaucoup de ces jeunes hommes et femmes ont déjà une expérience entrepreneuriale dans le secteur informel, et une formation supplémentaire pourrait permettre aux jeunes défavorisés de développer des entreprises prospères.

Un certain nombre de programmes sont conçus pour soutenir les entrepreneurs ou les entrepreneurs potentiels. L'ANETI administre le Programme PAPPE des petites entreprises (Programme d'accompagnement des Promoteurs des Petites Entreprises), qui se concentre sur les travailleurs indépendants et est ouvert aux diplômés et non-diplômés. Le programme offre des prêts allant jusqu'à 100 000 DTN (\$ EU (PPP) 137 850) par projet ; bien que la taille moyenne des prêts en 2011 était de 247 DTN (\$ EU (PPP) 340,50). En outre, le programme de PAPPE offre du coaching et un soutien à la conception de projet et à l'élaboration d'un plan d'affaires, ainsi que la possibilité d'un stage pratique dans un cabinet pendant un an. Une allocation mensuelle de 100

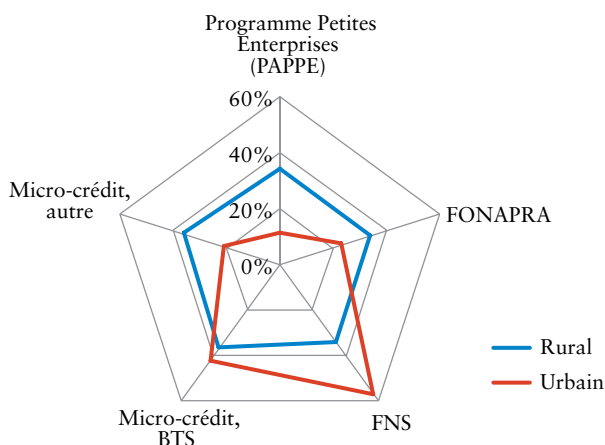
DTN (\$ EU (PPP) 137.85) est prévue pour les non-diplômés pour un maximum de 12 mois. L'allocation pour les diplômés universitaires est le double de ce montant. Le programme aurait eu 17 000 bénéficiaires en 2011.⁴¹

La Banque Tunisienne de Solidarité (BTS)⁴² gère également des programmes de microcrédit et d'entrepreneuriat. Ceux-ci octroient des prêts concessionnels aux entrepreneurs potentiels, notamment les jeunes, que ce soit directement ou à travers des associations. Le programme de prêts directs octroi des crédits allant jusqu'à 100 000 DTN (\$ EU (PPP) 137 850) remboursables entre six mois et sept ans, avec une période de grâce de six mois à trois ans, et un taux de 5 pourcent⁴³ d'intérêt. Les objectifs opérationnels de la BTS comprennent (i) la facilitation de l'accès au financement pour les petits développeurs disposant de ressources limitées et d'aucune garantie bancaire, et (ii) le financement de projets générateurs de revenus et la création d'emplois dans différents secteurs, comme par exemple, les petits métiers, l'artisanat, l'agriculture, et les services à travers le pays (rural et urbain).⁴⁴

Perceptions des programmes d'entrepreneuriat

La notoriété des programmes d'entrepreneuriat existants bien qu'elle dépasse celle sur les PAMT, reste faible. Tel que démontré dans le graphique 5.7, environ un tiers de la jeunesse rurale est au courant des programmes d'entrepreneuriat, comme le Programme des petites entreprises (PAPPE) (34,0

Graphique 5.7 : La notoriété des programmes d'entrepreneuriats – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

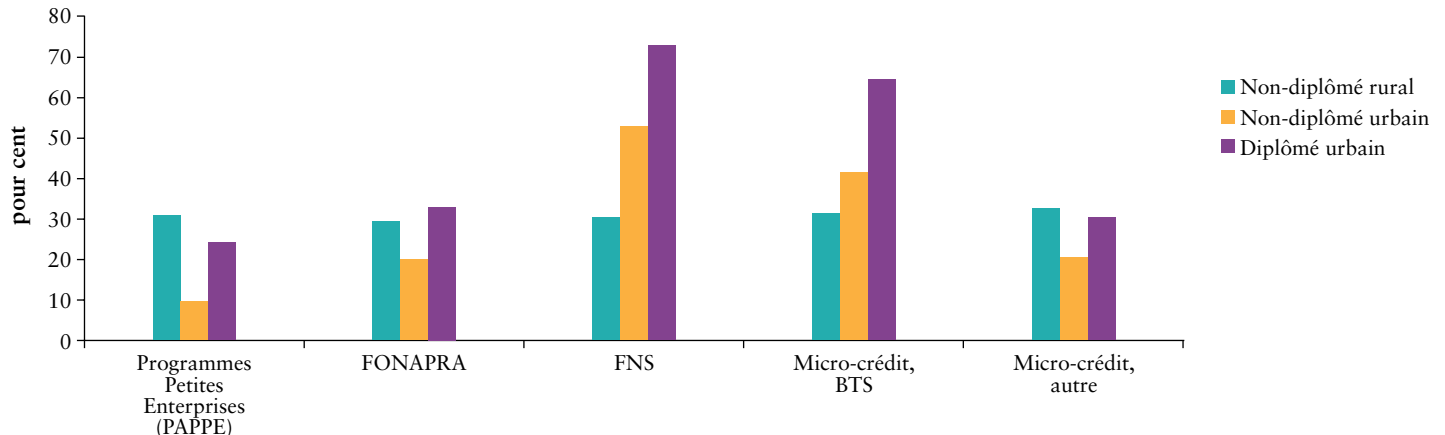
Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

pourcent), le FONAPRA (33,9 pourcent), le FNS (34,1 pourcent), les micro-crédits offerts par la Banque Tunisienne de Solidarité, BTS (36,5 pourcent), et d'autres micro-prêts (36,2 pourcent). Dans les zones urbaines, d'autre part, seuls les FNS (56,9 pourcent) et les micro-prêts de la BTS (42,4 pourcent) sont bien connus. Comme pour les autres programmes, moins d'un quart des jeunes en milieu urbain sont conscients du FONAPRA (23,5 pourcent), un cinquième seulement sont au courant de micro-prêts autres que les prêts de BTS (20,5 pourcent), et seulement un sur neuf sont familiers avec le programme de petites entreprises (Pappé) (11,3 pourcent). Les niveaux de sensibilisation des jeunes tunisiens sur les programmes ne diffèrent pas beaucoup d'une région à l'autre, à l'exception des jeunes dans le Sud rural qui semblent avoir une plus grande conscience de PAPPE par rapport à leurs pairs, bien qu'en même temps, ils ont peu de connaissance des programmes de micro-crédits autres que les prêts de la BTS (voir graphique 5.3).

La notoriété des programmes est très faible chez les jeunes tunisiens non diplômés universitaires en zone urbaine. La plupart des programmes d'entrepreneuriat sont beaucoup mieux connus par les jeunes diplômés que par des jeunes sans diplôme universitaire, comme le démontre le graphique 5.8. La différence de prise de conscience de ces programmes est plus faible pour les autres programmes de micro de prêt (10,3 points de pourcentage) et plus élevée pour micro-prêts de la BTS (23,4 points de pourcentage). L'information sur ces programmes chez les non-diplômés dans les zones rurales est toujours élevée d'environ un tiers, tandis que chez les non-diplômés en zone urbaine, le FNS est le plus connu, particulièrement par plus de la moitié des participants (53,0 pourcent).

Bien que les programmes ciblent les jeunes chômeurs, les jeunes tunisiens sans emploi sont moins conscients des programmes existants que les jeunes qui ont un emploi. Les jeunes NEET tunisiens sont moins conscients des programmes existants par rapport à leurs pairs qui ne sont pas des NEET. Ce manque d'information est important, en particulier pour les micro-crédits et les petits programmes d'auto-emploi, car cela a conduit à une plus grande exclusion économique des jeunes tunisiens issus de milieux défavorisés. En ce qui concerne le sexe, très peu de différences existent. Néanmoins, il semble que dans les zones urbaines, les jeunes femmes ont une plus grande conscience des FONAPRA et des autres micro-crédits autres que les prêts offerts par les BTS. Dans les zones rurales, il n'existe pas de différence claire différence (voir graphique 5.4).

Graphique 5.8 : Connaissance des programmes d'entrepreneuriat par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

Participation dans les programmes d'entrepreneuriat

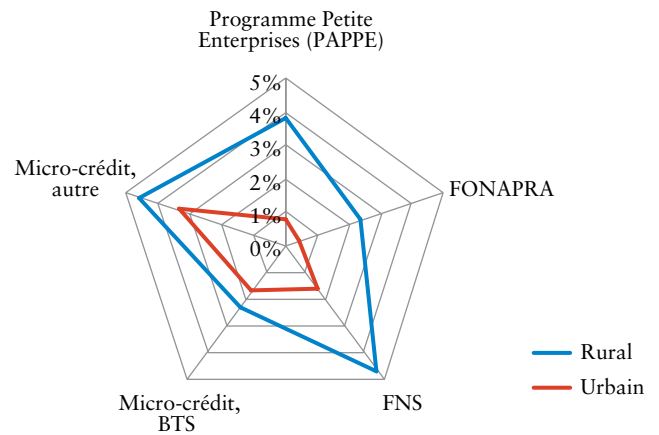
La participation au programme est très faible, en particulier dans les zones urbaines où seule un jeune sur 100 a participé à des programmes d'entrepreneuriat. Dans l'ensemble, la participation au programme est faible dans les zones rurales, et encore plus faible dans les zones urbaines (voir graphique 5.9). Les programmes ayant le plus de participation étaient le FNS (4,7 pourcent en milieu rural, 1,6 pourcent en milieu urbain), le Programme pour les petites entreprises (3,8 pourcent en milieu rural,

0,8 pourcent en milieu urbain), et d'autres micro-prêts (4,6 pourcent en milieu rural, 3,4 pourcent en milieu urbain). Une ventilation par région montre que les programmes PAPPE, FONAPRA, et FNS ont la plus haute participation sur la Côte rurale et à l'intérieur. Quant aux jeunes tunisiens dans le Sud rural, ils sont plus intéressés par les programmes de micro-prêts que leurs pairs sur la côte (voir graphique 5.5). Dans l'ensemble, l'esprit d'entreprise des jeunes devrait être plus largement utilisé dans les régions en retard de développement.

Les diplômés universitaires urbains, un groupe prioritaire pour les décideurs politiques, se sont à peine inscrits à un quelconque programme d'entrepreneuriat. Les Programmes de micro-prêts enregistrent la plus forte participation de la jeunesse urbaine sans diplôme universitaire. Seul un sur 100 diplômés universitaires s'inscrit dans l'un des programmes d'entrepreneuriat publiquement disponibles. La participation

est sensiblement plus élevée chez les jeunes sans diplôme universitaire, en particulier pour les programmes de micro-crédit PAPPE (1,9 pourcent en milieu urbain, de 3,8 pourcent en milieu rural), le FNS (1,7 pourcent en milieu urbain, de 4,7 pourcent en milieu rural) et la BTS (3,0 pourcent en milieu

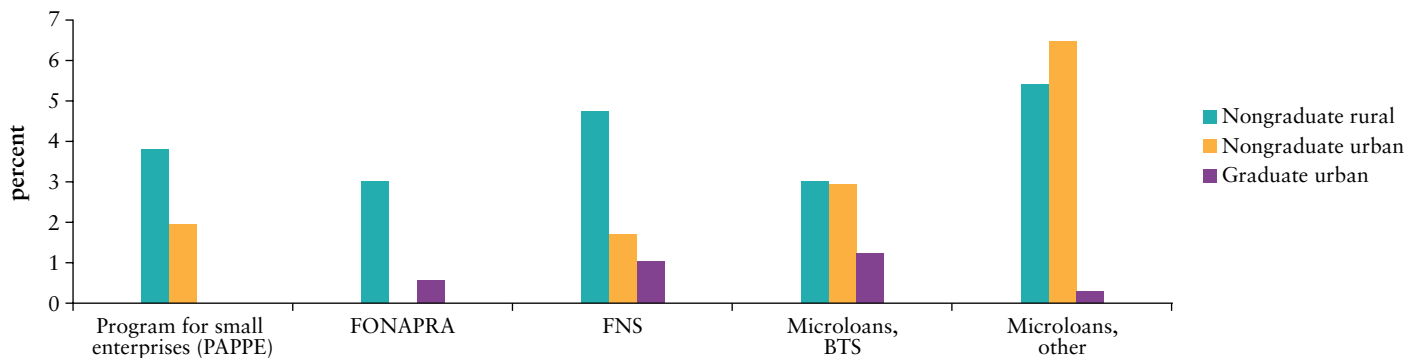
Graphique 5.9 : Participation dans les programmes d'entrepreneuriat – urbain vs. rural



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

Graphique 5.10 : Participation dans les programmes d'entrepreneuriat par éducation



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes inscrits dans des programmes éducationnels ou des formations. L'échantillon rural ne comprend pas suffisamment de diplômés pour permettre une comparaison.

urbain, de 3,0 pourcent rural), comme le montre le graphique 5.10. Ce résultat suggère que les diplômés universitaires sont plus enclins à chercher un emploi rémunéré, et que les jeunes moins instruits sont plus susceptibles de poursuivre l'auto-emploi, malgré le fait que ces programmes d'entrepreneuriat disponibles excluent les jeunes qui sont des travailleurs indépendants dans le secteur informel.

La participation au Programme parmi les jeunes tunisiens sans emploi est sensiblement plus élevée dans les zones rurales. Bien que la participation chez les NEET et les jeunes travailleurs approche des niveaux similaires en zones rurales, les NEET urbains participent à des programmes d'entrepreneuriat avec une probabilité nettement plus faible que les jeunes travailleurs urbains. Par exemple, 6,7 pourcent des jeunes travailleurs tunisiens dans les zones urbaines ont participé à des programmes de micro-prêts autres que les micro-prêts de la BTS (3,8 pourcent de micro-prêts de BTS), comparé à seulement 2,2 pourcent des NEET urbains (0,6 pourcent de micro-prêts de la BTS) (voir graphique 5.6). En outre, nous observons différents schémas de participation liés au niveau de pauvreté et au lieu de résidence (voir graphique 5.7). Alors que dans les zones urbaines, la participation est nettement plus élevée chez les jeunes issus de familles pauvres, il existe une hétérogénéité importante dans les zones rurales. En particulier, les jeunes tunisiens des pauvres familles rurales participent majoritairement au FNS (6,1 pourcent), au Programme des petites entreprises (4,1 pourcent), et à d'autres programmes de micro-prêts (3,0 pourcent). Par contre les jeunes des familles rurales plus riches, tendent à participer à tous les programmes d'entrepreneuriat : d'autres

programmes de micro-prêts (5,4 pourcent), au FNS (3,9 pourcent), au Programme des petites entreprises (3,7 pourcent), aux micro-prêts de la BTS (3,5 pourcent), et la FONAPRA.

5.3 Autres services pour jeunes

Programmes du Ministère de la Jeunesse et des Sports

Le Ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) dispose d'une gamme de programmes pour les jeunes ; le plus ancien et le mieux connu est celui de la Maison des jeunes. Ces centres visent à promouvoir des modes de vie sains et à faire la prévention des comportements à risque. Le premier centre a été créé en 1963. Ils offrent une gamme d'activités de loisirs et de formation professionnelle dans la technologie, les langues et les arts, et visent à promouvoir la citoyenneté et l'intégration des jeunes dans la société. Il existe 316 centres permanents avec des terrains de sport et d'autres installations dans les villes à travers le pays, 224 centres ruraux (Maisons des Jeunes Rurales), 14 des complexes plus vastes, en plus de 44 clubs mobiles (Clubs de Jeunes Mobiles) apportant des activités dans des milieux ruraux autrement mal desservis.

L'image des Centres de jeunes a été ternie par l'utilisation qui en a été faite pour les événements de propagande sous l'ancien régime. Peu de temps après la révolution, le décret 119 de 2011 a desserré le contrôle central des Centres de jeunes, permettant des systèmes de gestion plus démocratiques, et une plus grande autonomie financière qui leur permettra de répondre plus efficacement aux besoins et aux préférences locales. Du personnel supplémentaire, notamment des jeunes

diplômés, a également été recruté. Les statistiques officielles indiquent que les centres de jeunes permanents ont attiré près de 90 000 usagers en 2011 et les centres ruraux et mobiles ont attiré 390 000 jeunes. Mais compte tenu du manque d'un système de suivi rigoureux, il est peu probable que ces chiffres reflètent le nombre réel d'utilisateurs. Selon le ministère de la Jeunesse et des Sports, les activités les plus populaires sont le sport et l'accès à l'internet. Un rapport indique que la fréquentation des centres semble avoir chuté de 36 pourcent depuis 2010, ce qui reflète une tendance à la baisse de fréquentation sur un certain nombre d'années. Le financement reste l'un des principaux problèmes auxquels sont confrontés les centres de jeunes, ainsi que le manque d'infrastructures adéquates et d'équipements, y compris les ordinateurs. Plus important encore, les Centres de jeunes nécessiteraient un ensemble plus complet de services axés sur les jeunes, avec un contenu pertinent et l'engagement direct des jeunes dans la prestation de services afin d'attirer le nombre optimal d'utilisateurs.

Services de jeunes offerts par les Organisations de Bienfaisance Religieuses

Depuis 2011, les organisations religieuses de bienfaisance ont développé une approche alternative pour la prestation de services envers les jeunes exclus des communautés marginalisées, comblant par-là certaines lacunes laissées par les services publics et les programmes. En chiffres absolus, les organisations religieuses de bienfaisance se sont multipliées et développées après la révolution.⁴⁵ Dans les quelques mois qui ont suivi la révolution, les organisations religieuses de bien-être sont intervenus pour combler le vide créé par la détérioration des services publics dans les zones marginalisées, et devenant les principaux acteurs économiques⁴⁶ dans certains endroits. Il a été signalé que certains de ces groupes ont commencé à apporter une aide à la scolarisation, à servir de médiateurs dans les conflits locaux, à assister sur des questions administratives, et à donner des conseils dans les problèmes conjugaux.⁴⁷ Dans plusieurs villages pauvres ainsi que dans les zones urbaines, des organisations religieuses de bienfaisance sont également impliquées dans l'économie informelle, et dans certains cas, ont commencé à accorder des prêts sans intérêt aux jeunes⁴⁹ travailleurs indépendants.

La plupart des nouvelles associations opèrent dans les zones péri-urbaines pauvres à proximité des grandes villes le long des régions côtières de la Tunisie, où l'exclusion économique et sociale est largement répandue. La recherche qualitative dans la banlieue d'Ettadham-Douar à Tunis, qui comprend une population d'environ 600 000, confirme cette

situation.⁴⁹ Plusieurs organisations religieuses d'aide sociale se sont développées dans les zones péri-urbaines depuis la révolution avec des bannières et des panneaux de signalisation partout. Beaucoup de ces organisations remplissent le vide laissé par l'effondrement de l'ancien régime, qui dominait la société civile à travers les activités de son parti politique. Comparé aux autres organisations de la société civile beaucoup plus établies, les nouvelles organisations religieuses de bienfaisance ont tendance à être mieux financées.⁵⁰ Il semblerait également que certains organismes d'aide sociale aient commencé à offrir des bourses d'études pour financer des cours particuliers aux élèves du secondaire, pour des services médicaux, et dans certains cas, offrent de petites sommes pour les jeunes qui souhaitent se marier.⁵¹ Pour l'avenir, de nouvelles mesures devraient être mises en place pour favoriser les partenariats entre les gouvernements locaux, les ONG soutenant l'intégration des jeunes, et les organismes d'assistance sociale de s'appuyer sur leur efforts de sensibilisation efficace envers les jeunes défavorisés au niveau communautaire, intégrer leurs approches, et de les rapprocher des autres institutions qui opèrent au niveau local.⁵²

5.4 Conclusions et recommandations

Défis majeurs

Les programmes qui visent à promouvoir les opportunités pour les jeunes en Tunisie sont actuellement confrontés à un certain nombre de défis, qui ne peuvent pas être relevés par les seuls ministères et les organismes centraux. Comme il l'a été démontré par les bonnes pratiques en Tunisie et à l'étranger, ces défis peuvent être relevés plus efficacement en engageant directement le secteur privé, le secteur émergent des ONG concernés par les questions de l'emploi des jeunes, les collectivités locales, et les jeunes en tant que partenaires. Avec près de 100 000 jeunes tunisiens qui arrivent sur le marché du travail chaque année,⁵³ la réforme des PAMT est urgente.⁵⁴

Les défis majeurs qui empêchent la bonne performance des PAMT sont :

- Plusieurs programmes actifs du marché du travail coûteux se sont « multipliés » au fil du temps, ce qui a créé des répétitions, menant à une insuffisance de capacités pour les gérer, et un manque de résultats mesurables sur le terrain.⁵⁵ Le gouvernement a déjà adopté un décret qui intègre tous les programmes existants en quatre types d'interventions : (i) la formation et la recherche d'emploi ; (ii) des subventions salariales ; (iii) le soutien à l'entrepreneuriat ; et (iv) les programmes

de soutien de l'emploi régional, notamment les ouvrages publics / programmes de travail obligatoire. Si elle est mise en pratique, cette intégration pourrait se traduire par des économies substantielles. Cependant, les PAMT continuent d'offrir le même nombre d'activités, souvent de manière inefficace.

- **Les PAMT sont régressifs et s'adressent principalement aux diplômés universitaires.** Environ 80 pourcent des dépenses des programmes de soutien à l'emploi sont en faveur des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur,⁵⁶ bien qu'ils ne constituent environ qu'un quart des jeunes sans emploi, sans éducation ou qui ne sont pas en formation.⁵⁷ Les PAMT existants ont tendance à exclure les jeunes des milieux moins éduqués, aux faibles revenus, et résidant dans les zones péri-urbaines, les zones rurales et les régions sous développées.
- **Le monopole légal de l'État sur l'intermédiation de l'emploi restreint le choix** et l'entrée d'un plus large éventail de prestataires et de services sur le marché, particulièrement les prestataires du secteur privé.⁵⁸
- **Les PAMT ont tendance à être trop centralisés.** Il y a un manque d'opportunité pour l'appropriation et la participation des administrations locales, des ONG, et des organisations caritatives ayant une forte présence locale dans les zones défavorisées, et les organisations de jeunes concernés. La centralisation de la prestation des programmes entrave l'innovation et l'adaptation aux diverses circonstances de la Tunisie
- **Les modalités de suivi et d'évaluation actuelles continuent d'être sporadiques,** manquent de rigueur, et ne sont pas suffisamment développées pour évaluer les impacts respectifs des différents programmes. L'assistance aux anciens bénéficiaires et le suivi après la fin de leurs activités fait souvent défaut.

La prochaine génération de politiques actives sur l'emploi des jeunes doit s'appuyer sur une connaissance de base accrue. Une conception du programme informée doit se concentrer sur trois tâches fondamentales, à savoir : (i) une meilleure compréhension des causes et conséquences des résultats du marché du travail pour les jeunes pauvres ; (ii) le développement d'outils pour guider la conception et la mise en œuvre des programmes d'emploi des jeunes ; et (iii) introduire une nouvelle ère de l'évaluation d'impact qui met l'accent sur l'évaluation de la façon dont les différentes caractéristiques d'un programme donné, y compris les interactions

avec d'autres programmes, influent sur les résultats du marché du travail pour les jeunes.⁵⁹

Zones stratégiques pour plus d'actions

La stabilité politique de la Tunisie offre une occasion unique de réformer son large éventail de programmes et de services de jeunes, tout en les rendant plus inclusifs, rentables et responsables. Comme le montre l'analyse dans ce rapport, la jeunesse tunisienne n'est pas un groupe homogène. Il existe plusieurs sous-groupes, chacun avec son propre ensemble de contraintes pour accéder aux opportunités économiques et sociales et les PAMT et les services de jeunes doivent tenir compte des besoins des différents sous-groupes dans leur programmation. Les recommandations suivantes visent à améliorer l'efficacité et la couverture des programmes et des services de jeunes des PAMT, en s'appuyant sur le dialogue politique permanent depuis 2011 entre le Gouvernement de la Tunisie et de divers organismes, dont la Banque mondiale.

Améliorer les services d'emploi de l'ANETI

Assurer la couverture de tous les sous-groupes de jeunes concernés nécessite les actions suivantes, qui s'appuient sur les recommandations de plusieurs rapports techniques. D'autres rapports ont souligné les mesures visant à améliorer la capacité de l'ANETI d'offrir à ses bénéficiaires des services de l'emploi dans la forme de l'art, y compris des conseils, de la formation en hautes compétences, et l'intermédiation du travail. Ils ont également recommandé de simplifier l'administration et la prestation des PAMT.⁶⁰ Les actions suivantes sont essentielles pour l'avenir, à savoir :

- **Enlever les contraintes réglementaires pour permettre au secteur privé de participer à la prestation de services d'intermédiation.** L'importance d'inclure le secteur privé dans la prestation des services de l'emploi, notamment l'intermédiation, est confirmée par La Convention des Bureaux de Placement Privés, qui a été adoptée par l'Organisation Internationale du Travail en 1997, et que la Tunisie devrait ratifier (Convention 181 soutenue par la Recommandation 188). En outre, le code du travail doit être modifié pour permettre aux agences d'intermédiation privés d'opérer.
- **Développer des partenariats public-privé et avec les ONG à travers des contrats basés sur la performance pour offrir des services d'emploi aux jeunes qui soient alignés sur les exigences du marché du travail,** tout en atteignant les jeunes défavorisés dans les zones

péri-urbaines, rurales et les régions intérieures. Les partenariats permettraient à l'ANETI d'offrir des compétences plus adaptées, de la formation en entrepreneuriat, des stages à (a) des diplômés chômeurs et (b) à d'autres jeunes, comme les jeunes hommes et femmes moins éduqués et inactifs, qui peuvent ne pas être inscrits au chômage. Dans tous les cas, l'ANETI ne devrait plus fonctionner comme un monopole pour la prestation de services d'emploi et d'intermédiation en Tunisie, car cela limite sa capacité à servir efficacement les besoins des jeunes

- **Améliorer et élargir les services de placement par l'utilisation systématique des nouvelles technologies.** Les programmes de l'ANETI pourraient être connectés aux récentes plateformes en ligne ou mobiles tels que Ta3mel et Najja7ni, pour la formation, les services d'intermédiation et des compétences d'emploi (voir encadré 5.1). Pour le moment, le personnel de l'ANETI est limité en nombre et en capacités, pour répondre aux divers besoins des jeunes à la recherche d'emploi ou pour les connecter aux employeurs du privé. Les Solutions des TIC peuvent constituer un complément abordable, responsable, et favorable aux jeunes pour augmenter la sensibilisation et le nombre de bénéficiaires servis. En outre, la Tunisie dispose de groupes très dynamiques de jeunes entrepreneurs en TIC que l'ANETI pourrait embaucher pour développer des solutions de TIC dans cette zone.
- **Développer des systèmes de suivi de qualité grâce à des solutions en ligne et/ou mobiles.** Des plates-formes en ligne comme celle utilisée pour faire le suivi des résultats en temps réel par le projet Idmej⁶¹ pourraient être facilement adaptées par l'ANETI et d'autres prestataires de services pour jeunes pour saisir et analyser les données relatives à plusieurs PAMT à travers le pays. La plate-forme en ligne pourrait fournir des informations précieuses comme par exemple, savoir si les fonds sont dépensés correctement, si les activités de formation et si les stages en entreprises ont bien lieu et quel genre et combien de jeunes en profitent. En outre, les réactions des bénéficiaires pourraient être facilement accessibles via les téléphones mobiles pour donner des informations sur la qualité et la pertinence de la formation et du stage, sur la ponctualité des transferts en espèces aux jeunes bénéficiaires, et sur l'impact de l'employabilité de ces interventions sur les bénéficiaires au fil du temps. Ce sont des solutions à faibles coûts,

permettant un accès à l'information sur les progrès des programmes, qui peuvent guider les réaffectations et / ou des coupures budgétaires des PAMT basées sur des preuves.

Établir des services de jeunes intégrés locaux avec la participation des jeunes

Des services de jeunes intégrés offrant un guichet unique pour les jeunes tunisiens peuvent être établis au niveau local, servant en particulier les moins éduqués et les NEET. Les services de jeunes locaux intégrés peuvent être fournis en s'appuyant et en développant les services de l'ANETI, et en utilisant les sites existants du ministère de la Jeunesse et des Sports. Ces services peuvent offrir aux jeunes des compétences de vie, des informations pertinentes et des conseils sur les opportunités économiques locales, le travail d'intermédiation, la formation aux TIC, ainsi que l'accès à des activités sociales, culturelles et sportives, les services de protection juridique, de modes de vie sains, des opportunités de bénévolat, et d'autres utilisations constructives du temps de libre. Ces services devraient créer des relations avec d'autres institutions intéressées, telles que les ONG locales dirigées par des jeunes, les associations caritatives, les gouvernements locaux et les services d'emploi afin de maximiser la sensibilisation des jeunes, en particulier les jeunes défavorisés dans les zones péri-urbaines, rurales et dans les régions sous développées. Les expériences internationales les plus réussies comprennent un fort élément de participation des jeunes dans la gestion des services intégrés de la jeunesse locale, en plus de partenariats structurés avec les autorités locales pour assurer leur viabilité à long terme. En plus des résultats positifs pour l'employabilité des jeunes, il est prouvé que les services de jeunes intégrés locaux ont contribué à une plus grande cohésion sociale et à restaurer la confiance avec les autorités locales en favorisant la participation active des jeunes et l'engagement transversal avec une variété d'institutions locales.⁶²

Donner la priorité aux programmes de « Formation Plus » inclusifs et globaux

Les programmes « Formation Plus » combinent avec succès une formation technique avec une formation en comportement, des stages, des services d'emploi, et l'accréditation de projet. Il met l'accent sur la formation professionnelle axée sur la demande fondée sur des accords avec des partenaires du secteur privé pour offrir des stages à leurs clients. Les

Encadré 5.1 : Plateforme en ligne *Najja7ni* et *Tounes Ta3mal*

La plate-forme en ligne “Tounes Ta3mal” dispose d’un centre de carrière et d’entrepreneuriat virtuel pour la jeunesse tunisienne. Co-financée par Silatech et Microsoft, cette initiative vise à offrir aux jeunes arabes de ressources allant de l’orientation de carrière en ligne, à l’employabilité et à l’éducation en entrepreneuriat, l’expérience professionnelle, et les opportunités d’emploi. Lancé en Octobre 2013, le site “Tounes Ta3mal” (Tunis Travaux) offre un accès gratuit, sans publicité à plus de 600 cours d’apprentissage en ligne disponibles en arabe, en anglais et en français. L’intégration avec le service mobile “Najja7ni” est en cours pour en élargir la portée et l’accès.

Les jeunes utilisateurs peuvent s’inscrire et s’engager dans la plate-forme par eux-mêmes. Silatech est en train de travailler pour déployer la plate-forme dans le cadre de partenariats locaux avec des institutions universitaires, des ONG et d’autres organisations au service des jeunes, y compris Tounes Ta3mal qui fera partie intégrale de la programmation des jeunes. Les ressources de la plate-forme complètent et élargissent les services offerts par ces organismes afin de mieux répondre aux besoins de leurs jeunes. Par exemple, les centres de carrière peuvent utiliser le service de jumelage d’emplois en ligne pour aider les étudiants à trouver des stages ou des emplois correspondants dans leur domaine. D’autres organisations ont utilisé les contenus de l’apprentissage en ligne (e-learning) du site Tounes Ta3mal pour créer des cours d’apprentissage mixtes, qui s’appuient sur le contenu de la plate-forme mais qui en fait, ont lieu dans une salle de classe

«Najja7ni mEmploi” est le premier centre de carrière mobile de la région, offrant un service de soutien à l’employabilité qui relie les jeunes n’ayant pas d’accès à l’internet à des ressources relatives à l’employabilité, l’intégration financière et les possibilités d’emploi via les téléphones mobiles de base. Les services gratuits comprennent l’orientation professionnelle, les formations et les opportunités d’emploi, l’apprentissage de l’anglais, la formation financière, la rédaction de CV, la prise de conscience et la création d’entreprise, entre autres. Des tests, alertes SMS, et des tests de personnalité gardent l’utilisateur au courant et informé des opportunités dans les domaines professionnels. Les jeunes peuvent également prendre contact avec des employeurs potentiels en affichant un mini CV sur Najja7ni emploi.

« Najja7ni mEmploi » est complété par des programmes Meducation et mEnglish. Entre ces trois initiatives, Najja7ni atteint près d’un million d’utilisateurs enregistrés, mais il se pourrait qu’il y ait des répliques à cause de ceux qui s’inscrivent à plus d’un service. Le service de mEmploi a été relancé en janvier 2014 avec une fonction destinée à faire correspondre la recherche à l’emploi ; il est dans son premier trimestre d’opération. Il a déjà acquis une base d’utilisateurs enregistrés de près de 300 000, dont plus de 200.000 qui ont utilisé employabilité mLearning et 96 000 qui ont utilisé les mini-CV créés pour recevoir des alertes d’emplois pour environ 2.500 emplois.

L’initiative est un partenariat entre Silatech, Tunisiana,^a ProInvest, et EduPartage et travaille en étroite collaboration avec des initiatives axées sur la jeunesse de la Banque mondiale, l’ANETI et Microsoft Citoyenneté. L’initiative a remporté de nombreux prix internationaux, dont le Prix Argent Stevie et le Prix de l’Innovation Global Business Telecom.

Source : Silatech, Mai 2014.

a. Tunisiana est un prestataire de téléphonie mobile tunisien faisant partie du groupe Ooredoo.

programmes de formation Plus se sont avérés plus efficaces que les formations traditionnelles dans les salles des cours professionnels.⁶³ Le total des heures passées en salle de formation ont eu pour conséquence un impact plus faible sur le taux de rendement du programme que le temps passé en formation pratique.⁶⁴ Ces programmes ont réussi à augmenter

l’employabilité et les salaires des jeunes à faible revenus dans plusieurs pays d’Amérique latine (voir encadré 5.2). La priorité devrait être accordée aux programmes de formation Plus, tout en éliminant progressivement les programmes coûteux et moins efficaces comme les PAMT, les formations professionnelle dans les salles de classes et les transferts de fonds de type

Encadré 5.2 : « Formation Plus » programmes juvenes pour les jeunes défavorisés en Amérique latine

Les programmes Jovenes offrent une formation complète aux jeunes chômeurs et économiquement défavorisés de 16 à 29 ans pour améliorer leur capital humain et social et leur employabilité. Le modèle axé sur la demande a été mis en œuvre dans huit pays d'Amérique latine, adapté au contexte du marché et de la main-d'œuvre locale.^a La formation et les stages techniques sur le lieu d'emploi sont combinés avec une formation en compétences de base et avec d'autres services de soutien afin d'assurer « l'intégration sociale et la préparation à l'emploi » du bénéficiaire. Les institutions publiques et privées, contractées par des mécanismes d'appels d'offres publics, offrent des formations et organisent des stages. Le programme cible les pauvres, avec plus de 60 pourcent des participants issus de familles à faibles revenus, y compris ceux qui ont abandonnés l'école.

Les évaluations d'impact montrent que les programmes ont augmenté les probabilités des bénéficiaires de trouver un emploi dès leurs diplômes obtenus, particulièrement chez les jeunes femmes. En Argentine, le programme a accru la probabilité d'emploi chez les jeunes femmes adultes (21 ans et plus) d'environ 10 points de pourcentage par rapport au groupe témoin. Au Chili, le programme a augmenté la probabilité d'emploi de 21 points de pourcentage, avec des résultats très importants pour les jeunes âgés de 21 ans et plus jeune. En Argentine, le programme a augmenté le salaire mensuel d'environ 10 pourcent par rapport à un groupe témoin, avec des résultats plus favorables pour les jeunes hommes et les femmes adultes.

Sources : AedoM c. and S. Nuñez. 2001. « L'impact des Politiques de Formation en Amérique Latine et dans les Caraïbes : Le Cas du Programme Jovenes. » ILADES-Université de Georgetown Rapport, Ecole d'Economie et des Affaires, Université de Georgetown, Washington, DC. a. Argentine, Chili, Colombie, la République Dominicaine, Panama, le Paraguay, le Pérou, et le Venezuela.

AMAL. En intégrant et en réduisant le nombre des PAMT, des économies peuvent être réaffectées à des programmes de formation Plus visant les jeunes moins instruits des zones péri-urbaines, rurales et les régions sous-développées.

Établir des programmes d'entrepreneuriat complets

Les Programmes d'entrepreneuriat complets allient les compétences entrepreneuriales acquises pendant la formation, l'accès au capital et le mentorat pour les jeunes qui démarrent des start-ups avec des entrepreneurs établis. L'entrepreneuriat des jeunes est un autre domaine potentiel d'investissement important en Tunisie, en particulier pour les diplômés du secondaire, les diplômés des cours de formation technique, les travailleurs informels urbains et jeunes ruraux ayant des idées d'affaires prometteuses, notamment les jeunes femmes. Ces interventions complèteraient l'orientation actuelle du programme de microfinance PAPPE qui profite essentiellement aux diplômés universitaires.

Un certain nombre d'approches différentes utilisées ont réussi à augmenter l'efficacité des programmes d'entrepreneuriat des jeunes. Il s'agit notamment : (i) d'offrir de nombreux services de mentorat et de développement des affaires

aux jeunes bénéficiaires tout au long du cycle d'activité du projet, si possible grâce à la participation directe d'entrepreneurs existants, recrutés à travers les chambres de commerce par exemple, pour encadrer les futurs entrepreneurs ; (ii) de guider et aider les jeunes entrepreneurs à construire progressivement les connaissances pratiques et empiriques nécessaires pour démarrer et consolider une nouvelle entreprise, ainsi qu'à trouver des opportunités concrètes pour entrer dans les chaînes de valeur existantes ; (iii) de renforcer chez les bénéficiaires, leur estime de soi et leur confiance en tant qu'entrepreneurs ; et (iv) d'accompagner les jeunes entrepreneurs dans la recherche et la sécurisation de services financiers, pour soutenir leurs entreprises.⁶⁵ L'encadré 5.3 présente les principales caractéristiques et les résultats positifs du programme de qualification des jeunes micro-entrepreneurs au Pérou, considéré comme l'une des meilleures pratiques mondiales en matière d'entrepreneuriat des jeunes. Bien que ces programmes recommandés aient donné des résultats largement positifs, il serait judicieux qu'ils soient introduits de manière progressive en Tunisie pour tester et évaluer la meilleure option avant la mise en œuvre des programmes à plus grande échelle.

En s'appuyant sur les résultats déjà présentés sur l'exclusion des jeunes en Tunisie, ce chapitre donne un aperçu des programmes et services existants destinés aux jeunes Tunisiens ainsi que les bonnes pratiques internationales. Il a mis en évidence les lacunes existantes dans la programmation à l'échelle nationale, qui créent les obstacles et causent

l'exclusion économique et le manque d'accès aux opportunités. La matrice ci-dessous conclut le chapitre en résumant les principales catégories d'obstacles évoquées jusqu'ici et en offrant des interventions aux programmes basés sur des données probantes qui contribuent à éliminer ces obstacles.⁶⁶

Graphique 5.11 : Matrice des interventions sur le marché du travail

Barrières		Politique d'Intervention
Contraintes de compétences relatives au travail	Compétences de base insuffisantes	Orientation professionnelle aux niveaux secondaire et tertiaire, programmes de seconde chance
	Inadéquation des compétences techniques	Programmes « Formation Plus »
	Inadéquation des compétences de comportement	Formation en compétence de comportement
	Compétences entrepreneuriales insuffisantes	Formation en entrepreneuriat
Manque de demande de main-d'œuvre	Lente économie de croissance de l'emploi	Programmes de service public/initiatives communautaires dirigées par les jeunes
	Discrimination de l'employeur	Action positive
		Subventions aux employeurs qui embauchent parmi les groupes cibles
Contraintes relatives à la recherche de travail	Emploi adéquat	Services d'emplois
		Partage des informations via Internet et téléphone mobile
	Signalisation des compétences	Certification des compétences
		Centres de Formation accrédités
Contraintes de démarrage d'entreprise	Manque d'accès au capital financier ou social	Programmes d'Entreprenariat Complets
		Microfinance
Contraintes sociale sur base sur l'offre	Contraintes d'exclusion, y compris le genre et le lieu de naissance, etc.	Sensibilisation du genre au niveau des groupes exclus
		Formation non traditionnelle des compétences
		Opportunités de formation d'emploi, de revenus pour les femmes
		Ajustement de la conception du programme au besoins du groupe

Source : Adapté à partir de Cunningham et al. "Active Labor Market Program for Youth : A Framework to Guide Youth Employment Interventions," 2010.

Encadré 5.3 : Programmes d'entrepreneuriat des jeunes au Pérou

Le Programa de Calificación de Jóvenes creadores de Microempresas offre une assistance et une formation aux jeunes dans l'élaboration des plans d'affaires et la création d'entreprises rentables. Le programme est mis en œuvre par l'ONG péruvienne Colectivo Integral de Desarrollo et a été lancé en 1999 comme une initiative visant à lutter contre les importantes carences en compétences entrepreneuriales chez les jeunes peu qualifiés. Son objectif est d'améliorer les revenus et la qualité de vie des bénéficiaires. Les cibles sont les jeunes économiquement défavorisées de 15 à 25 ans, qui possèdent une petite et / ou l'entreprise informelle en activité depuis moins d'un an ou qui font preuves de compétences entrepreneuriales et résident dans les localités ciblées

Le programme propose différents types de services. Pendant la phase de préparation, les jeunes bénéficiaires de mentorat et des formations intéressés, préparent des plans d'affaires qui seront présentés pour la sélection. Après la sélection, les jeunes ou les bénéficiaires du programme choisis, pourront profiter des services de mentorat, de formation et de stages offerts. Les bénéficiaires du programme peuvent également accéder au microcrédit. Le programme a été rentable, avec un coût par bénéficiaire de moins de 1.000 USD.

Les estimations d'impact suggèrent une augmentation de 7,8 points de pourcentage de probabilité que les bénéficiaires pourraient avoir une entreprise opérationnelle avec une augmentation de 8 pourcent de leurs revenus moyens. Ces estimations montrent également une augmentation de près de 40 points de pourcentage de la probabilité d'une entreprise qui pourrait être opérationnelle pour plus d'un an avec une augmentation du bénéfice de 40 points de pourcentage. Un effet secondaire important a été la création d'emplois. Les bénéficiaires emploient 17,3 pourcent plus de travailleurs que le groupe témoin, composé de collègues intéressés mais non-inscrits au programme. Une évaluation plus approfondie et un suivi sont nécessaires pour évaluer le succès du programme sur une période plus longue, par exemple, un suivi sur les entreprises en activité depuis au moins deux ans. En ce qui concerne sa réplification dans d'autres localités, cela augmenterait l'étendue du programme et pourrait effectivement entraver son efficacité, étant donné que l'agence d'exécution pourrait ne pas avoir une capacité suffisante pour offrir les types et les fréquences des services personnalisés rendus auparavant aux jeunes. La capacité institutionnelle de l'agence d'exécution et / ou des institutions impliquées – telle que mesurée par le personnel, les connaissances et les types et la fréquence des services – est essentielle. La faiblesse de la fréquence et de la qualité des services réduirait de manière considérable les probabilités de succès du programme.

Source : O.S. Puerto. 2007 « Les interventions visant à soutenir les jeunes travailleurs de l'Amérique latine et les Caraïbes : Rapport régional de l'Inventaire de l'Emploi des jeunes. » Washington DC, Banque mondiale.

Notes

1. Banque mondiale. 2013. "Créer des Emplois en Tunisie : Revisiter Les Résultats du Marché du Travail, Contraintes, et les Institutions en Tunisie. Rapport de Situation, La Revue de la Politique de Développement de la Tunisie. Washington, DC.
2. Banque mondiale. 2013. "Creating Good Jobs in Tunisia : Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints, and Institutions in Tunisia." Background Paper Report for the Tunisia Development Policy Review. Washington, DC.
3. Ibid.
4. Houcine Abaab. 2012. Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie.
5. Ibid.
6. En 2009, le Ministère de et du Travail a entrepris de reformer le portefeuille des PAMT, les consolidant en six programmes afin d'en faciliter la gestion et le contrôle financier. Tous les programmes d'insertion des salaires sont principalement constitué de formation en entreprise, et comprennent

une petite allocation mensuelle, et subventionnent les cotisations de sécurité sociale des participants. Le nombre de bénéficiaires des programmes d'insertion des salaires a sensiblement augmenté ces dernières années passant de 85 889 (2008), à 95 415 (2009), à 138 674 en 2010.

7. En 2011, l'ANETI a pu identifier 100,356 postes vacants (stages et positions permanentes), mais n'a réussi à remplir que 46% de ces postes vacants. Les postes vacants sont entrés dans une base de données qui est disponibles aux chercheurs d'emplois, et tous les postes sont remplis par les individus qui prennent directement contact avec l'entreprise et ensuite informe l'ANETI du contact. L'ANETI ne pas systématiquement en contact les candidats avec les postes correspondants disponibles.

8. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."

9. Banque mondiale. 2013. Comblant la fracture Spatiale : Les Résultats du Marché du Travail en Tunisie Urbaine. Washington, DC. ; Banque mondiale. 2012. "A Partir d'une Revue de la Littérature sur les Jeunes et la Révolution en Tunisie." Rapport Contextuel sur l'Intégration des Jeunes en Tunisie. Tunis.

10. Robalino et al. 2013. "L'Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie." Banque mondiale, Washington, DC.
11. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie." Document Contextuel pour le Rapport d'Intégration des Jeunes en Tunisie. Tunis.
12. Ibid, p. 23
13. SIVP – Stage d'Initiation à la Vie Professionnelle.
14. Banque mondiale. 2012. Créer des Programmes Efficaces pour les Jeunes Sans Emploi Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Washington, DC.
15. Ibid.
16. CAIP – Contrat d'Adaptation et d'Insertion a la vie Professionnelle.
17. Banque mondiale. 2013. Creating Good Jobs in Tunisia : Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints, and Institutions in Tunisia. Background Paper Report for the Tunisia Development Policy Review. Washington, DC., pp. 140, 144.
18. Ibid.
19. SCV – Service Civil Volontaire.
20. Banque mondiale. 2012. Diego Angel-Urdinola, Anne Hilger and Rene Leon-Solano. "Les Emplois du Secteur Public en Tunisie" dans "Créer des Programmes Efficaces d'Emplois pour les Jeunes sans Emplois".
21. Ibid.
22. CIDES – Contrat d'Insertion des Diplômés de l'Enseignement Supérieur.
23. Ibid. Banque mondiale 2012. "Les Emplois du Secteur Public en Tunisie."
24. CRVA – Contrat de Réinsertion dans la Vie Active.
25. PC50 – Prise en charge par l'Etat de 50 pourcent des salaires versés.
26. Décret n° 2012-2369 promulgué le 16 Octobre, 2012.
27. CES – Contrat Emploi-Solidarité.
28. Banque mondiale. 2012. Building Effective Employment Programs for Unemployed Youth.
29. Banque mondiale. 2013. Créer de Bons Emplois en Tunisie.
30. Robalino et al. 2013. Youth Employment : A Human Development Agenda for the Next Decade.
31. ATFP – Agence Tunisienne de la Formation Professionnelle.
32. Estimation des données de la Récente Enquêtes, THSYUA and THSYRA.
33. Le Programme des Travaux Publics à haute intensité de main-d'œuvre fait partie des activités du CES.
34. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie." Background Paper for the Tunisia Youth Inclusion Report. Tunis.
35. Les résultats sont seulement descriptifs, et ne tiennent pas compte du niveau d'éducation, de la situation familiale, de l'accès aux réseaux et d'autres facteurs importants parmi les participants du programme.
36. Houcine Abaab. 2012. "Cartographie des institutions et principaux programmes."
37. Ibid.
38. OIT. 2013. Tendances Globales de l'Emploi pour les Jeunes. Genève : Organisation Internationale du Travail.
39. Calculs de la Banque mondiale.
40. Voir par exemple, Premand et al. 2012. "Formations en Entrepreneuriat et Auto-Emploi chez les Jeunes diplômés Universitaires : Constats tirés d'essais aléatoires en Tunisie." Document No. 6285 de Recherche sur les Politiques, Banque mondiale.
41. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."
42. BTS – Banque Tunisienne de Solidarité.
43. Houcine Abaab. 2012. Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l'emploi des jeunes, en Tunisie.
44. Ibid.
45. Ibid. Ahmed Khouja and Hayet Moussa. 2013. "L'intégration des jeunes dans la vie active et citoyenne en Tunisie : possibilités, opportunités et obstacles" (Résultats de l'enquête qualitative), Mimeo, Tunis, Juin.
46. Groupe Internationale de Crise. 2013. Tunisie : Violence et le Défi Salafiste. Moyen Orient et Afrique du Nord. Rapport Nr. 137, Bruxelles.
47. Ibid.
48. Ibid.
49. Ahmed Khouja and Hayet Moussa. 2013. "L'intégration des jeunes dans la vie active et citoyenne en Tunisie."
50. Ibid.
51. International Crisis Group. 2013a. Tunisia : Violence and the Salafi Challenge. MENA Report Nr. 137, Brussels.
52. International Crisis Group. 2013a. Tunisia : Violence and the Salafi Challenge.
53. Selon le rapport OIT 2013 sur l'Enquête sur la Transition de l'École-au-Travail (SWTS), 94,000 tunisiens entre 15-19 ans projettent d'entrer sur le marché du travail en 2014. Voir OIT 2014. Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie. Work4Youth Publication Series Nr. 16. Genève.
54. OIT. 2013. Enquête sur la Transition de l'École-au-Travail (SWTS).
55. Imed Melliti. 2011. Les jeunes et le travail en Tunisie : Perspectives internationales sur le travail des jeunes. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.
56. Houcine Abaab. 2012.
57. Calculs de la Banque mondiale utilisant les données de la récente enquête THSYUA and THSYRA.
58. Banque mondiale. 2013. "Créer de Bons Emplois en Tunisie."
59. Robalino et al. 2013. Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie.
60. Ibid.
61. L'arabe pour l'intégration et la coopération.
62. Banque mondiale. 2007. Implementation Completion and Results Report, FYR du Projet de Développement des Enfants et de Jeunes de Macédoine.
63. Wendy Cunningham, Maria Luisa Sanchez Puerta and Alice Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes." : Un Cadre d'Orientation pour les Interventions dans l'Emploi des Jeunes, Politiques de la Banque mondiale sur l'Emploi, Novembre, No. 16.
64. Jean Lee, Mattias Lundberg et al. 2013. Emploi des Jeunes : Un Agenda de Développement Humain pour la Prochaine Décennie, Banque mondiale, mimeo
65. Cunningham, Sanchez-Puerta, and Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes."
66. Basé sur Cunningham, Sanchez-Puerta, and Wuermli. 2010. "Programmes Actifs du Marché de l'Emploi des Jeunes."

CHAPITRE 6
Aller de l'avant :
Politiques et institutions pour
l'inclusion des jeunes



La jeunesse tunisienne doit prendre ses responsabilités, prendre sa place à la table des discussions et ne pas attendre qu'elle lui soit donnée.

Mohueb Garoui, Co-fondateur I-Watch, “Débat autour de la jeunesse arabe et du développement”

01 avril 2014, Tunis

6.1 Inventaire des acquis des jeunes depuis la révolution

Malgré les progrès remarquables sociaux et politiques de la Tunisie, l'intégration des jeunes tunisiens reste un projet largement inachevé. Répondre de manière efficace aux aspirations légitimes des jeunes sera essentiel pour soutenir la dynamique positive de la Tunisie. Ce rapport présente les intérêts, les aspirations et les identités des jeunes tunisiens et donne un aperçu de la façon dont les jeunes tunisiens vivent la frustration de leur situation socio-économique. Bien que l'exclusion économique soit l'une des questions cruciales, elle n'est en aucun cas la seule forme d'exclusion subie par les jeunes hommes et les femmes. Les jeunes sont soumis à de nombreuses autres formes d'exclusion politique, sociale et culturelles, qui peuvent à leur tour aggraver leur exclusion économique.

- **Exclusion politique.** Même si les jeunes ont joué un rôle de premier plan dans la réalisation du changement de régime, ils ont été incapables d'obtenir un rôle dans le Gouvernement formé ultérieurement et ils sentent qu'ils ne sont pas consultés sur les questions qui les touchent directement.
- **L'Assurance en Soi et la Confiance.** Comme leurs pairs à travers le monde arabe, les jeunes Tunisiens ont très peu confiance dans le Gouvernement et autres institutions publiques. À la fin de 2012, seulement 8,8 pourcent des jeunes ruraux et 31,1 pourcent des jeunes citadins interrogés ont déclarés avoir confiance dans les institutions politiques, selon les résultats de cette étude.
- **Participation.** Malgré un activisme en ligne dynamique, la communauté et l'engagement civique par le biais des institutions officielles continue d'être faible.
- **L'exclusion sociale.** Les jeunes se sentent socialement sous-estimés et leur contribution potentielle est contre-carrée par des structures politiques et sociales, qui ne sont pas adaptées pour aborder leurs problèmes. Ils n'ont souvent pas les compétences, l'information et l'assurance requis pour contester les pratiques d'exclusion.

- **Exclusion économique.** Le chômage des jeunes âgés de 15 à 29 ans a augmenté après la révolution, avec un taux de 33,2 pourcent en 2013, selon l'enquête la plus récente de l'OIT sur la transition de l'école au travail. Cependant le taux des NEET, est beaucoup plus élevé et reste un des plus élevés dans la région MENA. Dans les zones rurales, 20,6 pourcent des hommes âgés sont NEET comparativement à 46,9 pourcent des jeunes hommes, un taux de NEET de 2,3. Dans les zones urbaines, le taux de NEET parmi les plus âgés contre les jeunes hommes est de 2,6 (les NEET affectent 13,1 pourcent des hommes âgés vs 34,6 pourcent des jeunes hommes). Souvent, les jeunes femmes sont presque deux fois plus touchées par les NEET que les jeunes hommes, soit 60,2 pourcent en milieu urbain et 81,5 pourcent dans les zones rurales. De plus, une majorité de jeunes dépendent du secteur informel pour générer des revenus, ce qui ne donne pas de revenus stables ni d'accès à la protection sociale.

En outre, l'exclusion continue à se manifester non seulement dans le domaine politique et économique, mais également en termes sociaux et psychologiques. L'exclusion a une influence inévitable sur l'identité et l'image de soi des jeunes, qui à son tour a un impact sur leurs capacités à remplir les rôles sociaux qui leurs sont impartis. Ce rapport a mis en évidence la géographie de l'exclusion persistante, à travers laquelle les jeunes des régions défavorisées de l'intérieur et du Sud, ainsi que ceux des zones péri-urbaines, souffrent disproportionnellement d'exclusion. Les jeunes femmes sont particulièrement vulnérables à certaines formes d'exclusion en raison de normes sociales qui limitent leur insertion économique, sociale et politique. Ensemble, ces multiples formes d'exclusion ont un impact sur les individus, les empêchant de contribuer activement à la société tunisienne.

La majorité des NEET et des jeunes sous-employés, en particulier ceux aux faibles niveaux de scolarité, ont été largement ignorés par les programmes et les services destinés aux jeunes. Au contraire, ils font partie de «l'autre Tunisie»,

celle évoquée au début de ce rapport par un jeune militant soulignant le besoin urgent d'une plus grande égalité. Ils sont souvent les bénéficiaires des systèmes de soutien alternatifs offerts par les organisations religieuses de bienfaisance. Comblé le fossé avec cette « autre Tunisie » est un impératif urgent pour l'égalité. Une stratégie appropriée pour soutenir cette population particulièrement vulnérable de la Tunisie est d'encourager les partenariats entre les ONG et les organisations de sécurité sociale, ainsi que les autorités locales, en vue de soutenir des interventions communautaires destinées aux jeunes pour répondre à leurs multiples besoins. Celles-ci comprennent des services tels que des cours de rattrapage gratuits, du soutien à l'engagement des jeunes dans la vie communautaire, créer des espaces et des programmes adaptés aux jeunes, et promouvoir des interventions sur le marché actif du travail portant sur la formation en entreprise et l'entrepreneuriat des jeunes.

6.2 Principes directeurs pour le renforcement de l'intégration et de la participation des jeunes

La prise de décision participative dans la conception et la mise en œuvre des politiques et programmes pour jeunes, ainsi que dans la gestion des organismes communautaires, vont résulter en des avantages pour toutes les parties prenantes, et est susceptible d'augmenter l'impact des investissements publics. L'un des messages clés du rapport est que la citoyenneté active et la participation citoyenne chez les jeunes tunisiens seront essentielles pour soutenir la dynamique positive retrouvée du pays. Un dialogue constructif entre les jeunes tunisiens, les institutions publiques, la société civile élargie, les organisations politiques, et le secteur privé sera essentiel pour éliminer les obstacles restants les plus urgents et qui entravent l'inclusion des jeunes. Faciliter l'intégration des jeunes permet la mobilisation de la nouvelle génération comme une ressource économique et sociale, ce qui peut contribuer directement au maintien de la stabilité politique et de la croissance économique du pays. La nouvelle Constitution offre un excellent cadre pour des voies innovantes à la participation et l'inclusion des jeunes, à condition que l'esprit de l'article 8 influence de manière significative, le développement des politiques et des programmes, qui sont des priorités pour les jeunes tunisiens. La participation est également l'un des onze principes directeurs d'une politique nationale de la jeunesse efficace, comme indiqué le Conseil de onze principes de politique nationale de la jeunesse de l'Europe (voir encadré 6.1). Ces principes vont de la nécessité d'offrir

une formation dans les compétences de vie et les compétences techniques qui complètent le système d'éducation formelle, à la création d'organes consultatifs représentatifs de jeunes qui contribuent aux décisions gouvernementales

Compte tenu de l'engagement clair de la Tunisie vers la démocratie, il serait utile d'aligner les institutions tunisiennes avec les bonnes pratiques internationales susceptibles de renforcer la participation des jeunes à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques et programmes pertinents. Ces politiques et programmes comprennent l'éducation et la réforme de la politique d'emploi, le développement économique local, et la prestation des services de jeunes innovateurs avec la participation des jeunes. Pour promouvoir une plus grande confiance dans l'interaction avec les institutions publiques, il serait essentiel de veiller à ce que les dirigeants de jeunes sélectionnés selon des procédures transparentes et démocratiques, et qu'ils soient soumis à des limites d'âge et de mandat. Une sélection des représentants de la jeunesse serait perçue à juste titre comme symbolique et, finalement, découragerait une véritable participation.

6.3 Développer une politique d'intégration de la jeunesse multidimensionnelle

Une politique Multidimensionnelle de la jeunesse est nécessaire pour réduire les obstacles à l'intégration des jeunes et faciliter leur contribution à la société tunisienne. L'approche de développement de la jeunesse est désormais prête à passer des initiatives ponctuelles à un ensemble intégré de politiques et de stratégies d'investissement, permettant une utilisation efficace des ressources financières. Alors que la Tunisie sort d'une longue récession, les budgets publics vont continuer à rester limités, continuant à requérir des allocations judicieuses des ressources et de la sélectivité. L'équité peut être réalisée à travers des politiques nationales de la jeunesse et des réformes connexes intersectorielles ayant en commun l'intégration des jeunes. Celles-ci devront également compléter des politiques spécifiques – à des secteurs tels que ceux de l'enseignement, de l'emploi, du développement régional – pour répondre aux besoins des jeunes de manière plus efficace. Ces politiques devraient être reformulées avec la participation des parties prenantes de la jeunesse, en particulier les instances représentatives de la jeunesse, en tant que partenaires dans la prise de décision. En outre, la mise en œuvre de la politique doit être soutenue par la gestion des institutions basée sur la performance, le renforcement des mécanismes pour une coordination étroite inter-agences qui réunira les organisations gouvernementales et les jeunes, et qui sera informé

Encadré 6.1 : Onze principes de politique nationale de la jeunesse

1. **L'apprentissage non formel** – encourager l'apprentissage actif en dehors du système d'éducation formelle, comme par exemple, dans les compétences de vie, l'apprentissage en langues étrangères, les compétences techniques, etc., à travers les ONG ouvertes et inclusives jeunes.
2. **Politique de formation des jeunes** – promouvoir le développement de bons formateurs dans le secteur de la jeunesse, une condition préalable à la formation d'ONG de jeunes efficaces.
3. **Législation des Jeunes** – un projet de loi qui comprend des ONG de jeunes dans la prise de décision politique, et assure l'efficacité des institutions gouvernementales travaillant sur les questions de jeunesse.
4. **Budget des Jeunes** – allouer des budgets administratifs et des subventions de projets d'organisation de jeunes.
5. **Politique d'information de la jeunesse** – informer les jeunes sur les possibilités qui existent pour eux ; assurer la communication entre tous les acteurs des politiques et la transparence dans la conduite des politiques de la jeunesse.
6. **Politique à plusieurs niveaux** – Souligner les politiques des jeunes à mettre en œuvre aux niveaux national et local.
7. **Recherche des Jeunes** – identifier régulièrement les questions clés au bien-être des Jeunes et les meilleures pratiques pour répondre à ces questions et le rôle potentiel des ONG des jeunes.
8. **La Participation** – soutenir l'engagement actif des organisations de jeunes dans la conception et la mise en œuvre des politiques de jeunes.
9. **Coopération inter-ministérielle** – mettre en œuvre les politiques d'une manière intersectorielle assurer une responsabilité ministérielle conjointe, peut-être à travers une agence désignée de coordination des jeunes.
10. **Innovation** – Stimuler les solutions créative et innovantes pour résoudre les problèmes des jeunes.
11. **Organes consultatifs de la jeunesse** – Établir une structure, comme par exemple, des comités consultatifs avec un mandat pour influencer le gouvernement sur les questions des jeunes.

Source : Forum Européen de la Jeunesse. 2002. «11 Indicators of a (National) Youth Policy.» Publication 0762-02 WYD. European Union, Brussels, http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/CoE_indicators.pdf.

par la collecte systématique de données et les systèmes de suivi et d'évaluation participatives. Comme souligné dans le graphique 6.1, une politique des jeunes multidimensionnelle inclura les trois piliers suivants et leurs mesures respectives

Ces trois dimensions de la politique d'intégration des jeunes concernent la participation, les opportunités économiques et des services de jeunes qui nécessitent un ensemble de mesures spécifiques au niveau national et surtout au niveau local, comme indiqué ci-dessous.

Participation, voix, et citoyenneté

Niveau local

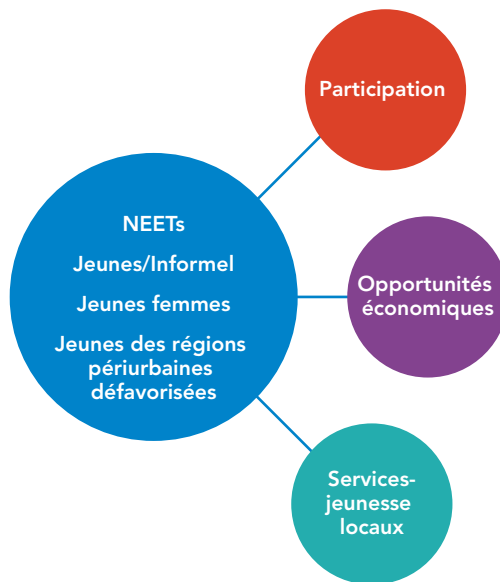
- Développement communautaire mené par les jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir la capacité des ONG en faveur des jeunes exclus ;
- Voies institutionnelles influant sur la politique locale. C.à.d. les associations locales de jeunes ;

- Protection juridique pour les jeunes défavorisés en conflit avec la police ;
- Confiance/renforcement de la confiance entre les jeunes, les autorités locales et la police ;
- Initiatives conjointes des organisations religieuses et non religieuses en faveur des jeunes.

Niveau national

- Soutien pour renforcer la capacité des ONG nationales de jeunes ;
- Programme de subventions concurrentiel pour soutenir les associations de jeunes et étudiants ;
- Organes consultatifs étudiants au niveau de l'enseignement secondaire et supérieur ;
- Voix dans la politique et des réformes nationales, par exemple, par le biais des Conseils Nationaux de la Jeunesse.

Graphique 6.1 : Politique multidimensionnelle pour l'inclusion des jeunes



1. Participation et Citoyenneté active

- Développement de communautés de jeunes
- Conseils de jeunes pour la participation et l'expression
- Droits de l'homme

2. Accès aux Opportunités économiques

- Orientation pour l'emploi dans le secondaire et le supérieur
- Formations aux compétences
- Apprentissages/stages
- Placement
- Entrepreneurat de jeunes

3. Services-jeunesse locaux

- Formation aux compétences de vie
- TIC et compétences linguistiques
- Hygiène de vie
- Services juridiques
- Mentorat par les pairs
- Sports

Source : Banque mondiale.

Opportunités économiques

Niveau local

- Services d'orientation pour l'emploi dans les écoles secondaires en partenariat avec le secteur privé et les ONG ;
- Développement communautaire dirigé par des jeunes tenant compte des considérations de genre, prévoyant aussi des mesures incitatives comme des transferts de petites sommes d'argent liquide ;
- Placement des travailleurs ;
- Entrepreneurat individuel ou de groupe, grâce à des subventions et assistances financières ;
- Apprentissage et stages adaptés aux jeunes moins instruits, les NEET grâce à des approches tenant compte des considérations de genre.

Niveau national

- Services d'orientation pour l'emploi au sein des universités grâce à un partenariat avec les ONG/ les secteurs public/privé ;
- Accès à l'information, entre autres par une évaluation et un suivi rigoureux des données, ainsi qu'une

politique de dialogue sur l'emploi et les programmes actifs du travail (PAMT) ;

- Consultations et participation des jeunes y compris virtuelles sur les réformes du marché du travail ;
- Feedback des bénéficiaires, suivi et évaluation.

Services en faveur de la jeunesse

Niveau local

- Services visant spécifiquement les jeunes NEET et les autres jeunes défavorisés, en particulier les jeunes femmes inactives, incluant la participation des jeunes (c.-à-d. compétences de vie, TIC et enseignement à distance, entrepreneurat, compétences-employabilité, services de soutien juridique, mentorat par les pairs, activités culturelles, bénévolat et sport).

Niveau national

- Renforcement des capacités des ONG pour la jeunesse ;
- Normes de qualité ;
- Certification des compétences ;
- Évaluations des bénéficiaires et suivi.

Bien que la révolution ait donné à ces jeunes hommes et femmes un aperçu des possibilités d'un nouvel avenir, la tâche pour le construire reste un défi. Cette tâche ne peut pas être accomplie que par les jeunes seuls, pas plus qu'elle peut se faire sans eux. Aucune entreprise de cette envergure ne peut pas être poursuivie le Gouvernement seul. De nouvelles formes de partenariats entre le Gouvernement, le secteur privé, la société civile et les communautés seront nécessaires pour imaginer et accomplir la tâche à laquelle la Tunisie doit faire face et de reformer à la fois, la politique, l'économie

et la société. Les jeunes doivent participer à ce processus de renouvellement, et aussi de bénéficier. Les enjeux pourraient difficilement être plus élevés : la possibilité d'une économie productive et équitable, et d'une société politique et civile dynamique contre une polarisation croissante, la frustration et le cynisme, tel que décrit dans le présent rapport. Le passage vers une conclusion constructive tient la promesse d'une multitude de récompenses, y compris l'énergie, la sensibilisation, la bonne volonté et l'engagement des jeunes Tunisiens, comme en témoigne le présent rapport.

Bibliographie

- Abaab, Houcine. 2012. “Cartographie des institutions et principaux programmes de soutien à l’emploi des jeunes, en Tunisie.” Background Paper, Tunisia Youth Inclusion Report, Banque mondiale, Tunis.
- Actualités Tunisie News. 2012. “L’association I Watch propose un projet à Meherzia Laâbidi et Samir Dilou.” September 7. <http://bit.ly/1niyEPW>.
- Addison, John, José Machado, and Pedro Portugal. 2013. “The Reservation Wage Unemployment Duration Nexus.” *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 75 (6): 980–987.
- Aedo, Cristián, and Sergio Núñez. 2001. “The Impact of Training Policies in Latin America and the Caribbean: The Case of Programa Joven.” Working Paper, Inter-American Development Bank, Washington, DC.
- AfDB. 2012a. *African Economic Outlook. Promoting Youth Employment*. OCDE Publishing. DOI: 10.1787/aeo-2012-en.
- AfDB. 2012b. *Unlocking North Africa’s Potential through Regional Integration: Challenges and Opportunities*. Tunis: African Development Bank.
- Al Jazeera. 2013a. “Tunisia’s Facebook Candidates.” The Stream, December 17. <http://stream.aljazeera.com/story/201312172218-0023261>.
- . 2013b. “Tunisian Rapper Jailed Over Police Insult.” December 6. <http://www.aljazeera.com/news/africa/2013/12/tunisian-rapper-jailed-over-police-insult-20131215135116658581.html>.
- Angel-Urdinola, Diego F., Anne Hilger, and Rene Leon-Solano (editors). 2012. “Public Employment Programs in Tunisia” in *Building Effective Employment Programs for Unemployed Youth*. Washington, DC: Banque mondiale.
- Angel-Urdinola, Diego F., Stefanie Brodmann, and Anne Hilger. 2012. “Labor Markets in Tunisia: Recent Trends and Policy Options.” Middle East and North Africa Human Development Sector Unit (MNSHD), Report, Banque mondiale, Washington, DC.
- Assad, R., and F. Roudi-Fahimi. 2009. *Youth in the Middle East and North Africa: Demographic Opportunity or Challenge?* Washington, DC: Population Reference Bureau.
- Auffray, Elodie. 2013. “Tunisie: le rap en sourdine.” Liberation next Musique. October 4. http://next.liberation.fr/musique/2013/10/04/tunisie-le-rap-en-sourdine_937142.
- Ayeb, Habib. 2011. “Social and Political Geography of the Tunisian Revolution: The Alfa Grass Revolution.” *Review of African Political Economy* 38 (129): 467–479.
- Bamyeh, Mohammed A. 2011. “The Tunisian Revolution: Initial Reflections.” Portland State University, Sociology of Islam and Muslim Societies (blog). <http://www.pdx.edu/sociologyofislam/the-tunisian-revolution-initial-reflections-mohammed-a-bamyeh>.
- Banque mondiale. 2004. “An OED Review of Social Development in Bank Activities.” Operations Evaluation Department, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2006. Tunisia—Agricultural Policy Review. Policy Report No. 35239-TN. Banque mondiale, Washington, DC. <http://documents.worldbank.org/curated/en/2006/07/7199565/tunisia-agricultural-policy-review>.
- . 2007a. “Development and the Next Generation.” World Development Report, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2007b. EdStats: Education Statistics, Banque mondiale, Washington, DC. <http://datatopics.worldbank.org/education/EdstatsHome.aspx>.
- . 2007c. “Implementation Completion and Results Report,” FYR of Macedonia Children and Youth Development Project, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2008. “The Road Not Traveled Education Reform in the Middle East and North Africa.” Middle East and North Africa Development Report. Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2009. Education at a Glance: Tunisia. Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2010a. “Republic of Tunisia Development Policy Review: Towards Innovation-driven Growth.” Social and Economic Development Group, Middle East and North Africa Region Report. 50847-TN Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2010b. “Young People in Arab Countries: Promoting Opportunities and Participation.” Background Paper of the World Bank Workshop on Young People in Arab Countries, April 28–30, Marseille.
- . 2011. “Gender Equality and Development: World Development Report 2012.” Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2012a. “A Partir d’une Revue de la Littérature sur les Jeunes et la Révolution en Tunisie.» Background Paper, Tunisia Youth Inclusion Report. Banque mondiale, Tunis.

- . 2012b. Building Effective Employment Programs for Unemployed Youth in the Middle East and North Africa. Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2012c. Morocco Household and Youth Survey, Rabat.
- . 2012d. Tunisia Household Survey on Youth in Rural Areas (THSYRA). Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2012e. Tunisia Household Survey on Youth in Urban Areas (THSYUA). Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2012f. “Jobs: World Development Report 2013.” Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013a. “Advancing Tunisia’s Global Integration: Reform Options in the Context of Deeper Integration with the EU.” Poverty Reduction and Economic Management Department, Middle East and North Africa Region Report 88361-TN, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013b. Bridging the Spatial Divide: Labor Market Outcomes in Urban Tunisia. Report. Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013c. “Creating Good Jobs in Tunisia: Revisiting Labor Market Outcomes, Constraints, and Institutions in Tunisia.” Background Paper Report for the Tunisia Development Policy Review, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013d. Development Policy Review: Towards Innovation Driven Growth. Report. Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013e. “Feasibility Study: Microwork for the Palestinian Territories.” Country Management Unit for the Palestinian Territories and Information Communication Technologies Unit, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013f. Inclusion Matters: The Foundation of Shared Prosperity, Social Development Department. Washington DC.
- . 2013g. *Jobs for Shared Prosperity—Time for Action in the Middle East and North Africa*. Washington, DC: Banque mondiale.
- . 2013h. *Opening Doors: Gender Equality and Development in the Middle East and North Africa*. MENA Development Report. Washington, DC: Banque mondiale.
- . 2013i. “The Unfinished Revolution: Bringing Opportunity, Good Jobs and Shared Prosperity.” Tunisia: Development Policy Review, Banque mondiale, Washington, DC.
- . 2013j. “Tunisia Investment Climate Assessment.” Report, Banque mondiale, Washington, DC
- . 2014. “Tunisia Development Policy Review.” Report, Banque mondiale, Washington, DC.
- Ben Romdhane, Mahmoud. 2010. “L’éducation en Tunisie: une centralité historique menacée.” In *Mélanges offerts au professeur Abdelmajid Charfi*, edited by R. Guemara. Tunis: Université de Tunis.
- Benhafaieth, Abdelwahab. 2013. “Etude nationale sur l’inclusion socio-économique et la participation citoyenne des jeunes en Tunisie: Trajectoires d’inclusion et d’exclusion des jeunes ruraux.” mimeo, Observatoire National de la Jeunesse, Tunis.
- British Council. 2013. *The Revolutionary Promise: Youth Perceptions in Egypt, Libya and Tunisia*. Cairo: British Council.
- Business News. 2011. “Tunisie—Bac: Un taux de réussite de 52,33 pc à la session principale.” Business News.com.tn. June 24. <http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Bac--Un-taux-de-r%C3%A9ussite-de-52,33-pc-%C3%A0-la-session-principale,520,25387,1>.
- Cho, H. J., and M. Honorati. 2013. “Entrepreneurship Programs in Developing Countries—A Meta Regression Analysis.” Policy Research Working Paper 6402, Banque mondiale, Washington, DC.
- CNIPE (*Le Centre National d’Innovation Pédagogique et des Recherches sur l’éducation*). 2008. *Le redoublement chez les élèves du second cycle de l’enseignement de base et de l’enseignement secondaire, étude socio-éducative* (in Arabic). Tunis : Centre National d’Innovation Pédagogique et des Recherches sur l’éducation.
- Cunningham, Wendy, Maria Laura Sanchez Puerta, and Alice Wuermli. 2010. “Active Labor Market Programs for Youth: A Framework to Guide Youth Employment Interventions.” Employment Policy Primer 16, Banque mondiale, Washington, DC.
- David, Anda, and Mohamed Ali Marouani. 2013. “International Labor Mobility and Employment Interactions in Tunisia.” Working Paper 804, The Economic Research Forum. Egypt.
- De Soto, Hernando. 2011. “The Free Market Secret of Arab Revolutions.” *Financial Times* (November 8).
- . 2012. “The Economic Roots of the Arab Spring.” Transcript of lecture at the Council on Foreign Relations, April 23, 2012, New York. <http://www.cfr.org/middle-east-and-north-africa/economic-roots-arab-spring/p28050>.
- Dhillon, Naytej, and Tariq Yousef. 2009. *Generation in Waiting: The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East*. Washington, DC: Brookings Institute Press.
- Economist. 2013. “Youth Unemployment: Generation Jobless.” *Economist* (April 27).
- Egel, Daniel, and Malek Garbouj. 2013. “Socioeconomic Drivers of the Spread of the Tunisian Revolution.” RAND Corporation and the Graduate Institute, Geneva.
- European Youth Forum. 2002a. “11 Indicators of a (National) Youth Policy.” Publication 0762–02 WYD. European Union, Brussels. http://www.un.org/esa/socdev/unyin/documents/CoE_indicators.pdf.

- European Youth Forum. 2002b. "Position Paper on Life-wide Learning for Active Citizenship." Adopted at the Council of Members, April 26–27, Brussels.
- Filiu, Jean-Pierre. 2011. *The Arab Revolution: Ten Lessons from the Democratic Uprising*. Oxford: Oxford University Press.
- ETF. 2014. "Young people Not in Employment, Education or Training in the EU Neighbourhood Countries," Report, European Training Foundation, Turin.
- FMI. 2014. "Arab Countries in Transition: An Update on Economic Outlook and Key Challenges." International Monetary Fund, Washington, DC.
- Gallup World. 2013. Gallup World Poll. Presented at the World Bank Internal Brainstorming "Unbundling the Youth Inclusion Agenda," March 12, 2014.
- Glaser, B.G., and, A.L. Strauss. 1967. *The Discovery of Grounded Theory: Strategies for Qualitative Research*. Chicago: Aldine Publishing Company.
- Groh, M., N. Krishnan, D. McKenzie, and T. Vishwanath. 2012. "Soft Skills or Hard Cash? The Impact of Training and Wage Subsidy Programs on Female Youth Employment in Jordan." Policy Research Working Paper 6141, Banque mondiale, Washington, DC.
- Haouas, Ilham, Edward Sayre, and Mahmoud Yagoubi. 2012. "Youth Unemployment in Tunisia: Characteristics and Policy Responses." *Topics in Middle Eastern and African Economies* 14 (September).
- IFC. 2012. "Education for Employment: Realizing the Arab Youth Potential." Education for Employment Report, International Finance Corporation, Banque mondiale, Washington, DC. <http://www.e4earabyouth.com/pdf/MGLPDF136022536640.pdf>.
- International Crisis Group. 2012. "*Tunisie: Relever les défis économiques et sociaux*." Middle East and North Africa Report 124. International Crisis Group, Brussels.
- . 2013a. "Tunisia: Violence and the Salafi Challenge." Middle East and North Africa Report 137. International Crisis Group, Brussels.
- . 2013b. Tunisia's Borders: Jihadism and Contraband. Middle East and North Africa Report 148. International Crisis Group, Brussels.
- ILOSTAT. Database. www.ilo.org/ilostat.
- INS. 2013. Labor Force Survey—*Enquête Nationale sur L'Emploi, Institut National de la Statistique—Tunisie*. <http://www.ins.nat.tn/fr/emploi.php>.
- International Crisis Group. 2013. "Tunisia: Violence and the Salafi Challenge." Middle East and North Africa Report 137, International Crisis Group, Brussels.
- ITCEQ. 2010. *Annual Report on the Competitiveness of the Tunisian Economy*. Tunis: Tunisian Institute of Competitiveness and Quantitative Studies.
- Ivanic, Maros, and Gloria La Cava (forthcoming). "The Implication of Improving Social and Economic Opportunities for Reducing Youth Inactivity, Banque mondiale, Washington, DC.
- Jasmine Foundation. 2014. "Jasmine Foundation Briefing: Tunisia's New Elections Law 2014." Jasmine Foundation. May 21. <http://www.jasmine-foundation.org/en/?p=936>.
- Khouja, Ahmed, and Hayet Moussa. 2013. "*L'intégration des jeunes dans la vie active et citoyenne en Tunisie: possibilités, opportunités et obstacles: Résultats de l'enquête qualitative*." Background Paper, Tunisia Youth Inclusion Report, Banque mondiale, Tunis.
- Korenblum, Jacob. 2013. "Frustration, Fearlessness and Fortune: How Youth-Led Startups are Redefining Entrepreneurship." *Innovations* (September): 49–54.
- La Cava, Gloria, and Sarah Michael. 2006. "Youth in the North Caucasus: From Risk to Opportunity." Environmentally and Socially Sustainable Development (ECSSD), Europe and Central Region, Banque mondiale, Washington, DC.
- La Cava, G., C. Rossotto, and C. Paradi-Guilford. 2011. "ICT for Youth in the Middle East and North Africa Region: Policies to Promote Employment and Social Inclusion." Arab Brief 1 (February), Banque mondiale, Washington, DC.
- Lee, Jean Nahrae, Mattias Lundberg, David Margolis, David Newhouse, David Robalino, Friederike Rother, and Afia Tasneem. 2012. "Youth Employment: A Human Development Agenda for the Next Decade," Mimeo, Banque mondiale, Washington, DC.
- Litow, S. 2013. "Innovating to Strengthen Youth Employment," *Innovations*, 8 (2): 27–33.
- Mahfoudh-Draouti, Dorra, and Imed Melliti. 2006. *De la difficulté de grandir. Pour une sociologie de l'adolescence en Tunisie*. Tunis: Centre de Publication Universitaire.
- McBride, Amanda, Michael Sherraden, and Carlos Benítez. 2003. "The Forms and Nature of Civic Service: A Global Assessment. Research Report, Center for Social Development, Washington University, St. Louis.
- McKenzie, David, and Christopher Woodruff. 2012. "What Are We Learning from Business Training and Entrepreneurship Evaluations Around the Developing World? Policy Research Working Paper 6202. Banque mondiale, Washington, DC.
- Melliti, Imed. 2011. *Les jeunes et le travail en Tunisie: Perspectives internationales sur le travail des jeunes*. Québec: Les Presses de l'Université de Laval.

- Ministère de l'Éducation. 2012. *Statistiques scolaires 2011/2012, République Tunisienne*.
- Mullis, I.V.S., M.O. Martin, P. Foy, and A. Aurora. 2012. *TIMSS 2011 International Mathematics Report: Findings from IEA's Trends in International Mathematics and Science Study at the Fourth and Eighth Grades*. Chestnut Hill, MA: TIMSS and PIRLS International Study Center, Boston College.
- Muravyev, A., O. Talavera, and D. Schäfer. 2009. "Entrepreneurs' Gender and Financial Constraints: Evidence from International Data." *Journal of Comparative Economics* 37 (2): 270–286.
- Murphy, E. 2012. "Problematizing Arab Youth: Generational Narratives of Systemic Failure." *Mediterranean Politics* 17 (1).
- National Employment Fund. 2011. Administrative data. Tunis.
- Observatoire National de la Jeunesse-Social Science Forum. 2013. "Youth and Participation in Public Life." Youth Barometer 2013, Tunis.
- OCDE. 2012. *Better Skills, Better Jobs, Better Lives: A Strategic Approach to Skills Policies*. OCDE Publishing. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264177338-en>.
- OIT. 2013. *Global Employment Trends for Youth*. Geneva: International Labour Organization.
- . 2014. "Transition vers le marché du travail des jeunes femmes et hommes en Tunisie." Work4Youth Publication Series16. International Labour Organization, Geneva.
- ONJ. 2013. "Agora Survey," *Observatoire Nationale de la Jeunesse*, Tunis.
- Oxford Business Group. 2009. Tunisia 2009—The Report. Oxford.
- Parker, Emily. 2013. "Tunisian Youth: Between Political Exclusion and Civic Engagement." *Tunisia Live*. June 14. <http://www.tunisia-live.net/2013/06/14/tunisian-youth-between-political-exclusion-and-civic-engagement>.
- Poetic Politico. 2013. "Why the World Should Listen Up to Tunisia's Youth Movement." *Poetic Politico* (blog). <http://thepoeticpolitico.wordpress.com/2013/12/18/why-the-world-should-listen-up-to-tunisia-youth-movement/>.
- Premand, Patrick, Stefanie Brodmann, Rita Almeida, Rebekka Grun, and Mahdi Barouni. 2012. "Entrepreneurship Training and Self-Employment among University Graduates: Evidence from a Randomized Trial in Tunisia." Policy Research Working Paper 6285, Banque mondiale, Washington, DC.
- Puerto, O.S. 2007. "Interventions to Support Young Workers in Latin America and the Caribbean: Regional Report for the Youth Employment Inventory." Banque mondiale, Washington, DC.
- Robalino, David, David Margolis, Friederike Rother, David Newhouse, and Mattias Lundberg. 2013. "Youth Employment: A Human Development Agenda for the Next Decade." Social Protection and Labor Discussion Paper 1308. Banque mondiale, Washington, DC.
- Saleh, Heba. 2010. "High unemployment sparks Tunisian riot." *Financial Times* (December 21).
- Samti, Farrah. 2013. "Tunisian Youth Decides It's Time They Take Over." *Tunisia Live*. December 17. <http://www.tunisia-live.net/2013/12/17/tunisian-youth-decides-its-time-they-take-over/>.
- Schroeder, Christoph. 2013. *Startup Rising: The Entrepreneurial Revolution Remaking the Middle East*. New York: Palgrave Macmillan.
- Sestito, Paolo, and Eliana Viviano. 2011. "Reservation Wages: Explaining Some Puzzling Regional Patterns." *Labour* 25 (1): 63–88.
- Shimer, Robert, and Iván Werning. 2007. "Reservation Wages and Unemployment Insurance." *The Quarterly Journal of Economics* 122 (3): 1145–1185.
- SIGMA Group. 2011. "Sondage d'Opinion Exclusif Sigma Post 14 Janvier 2011." <http://www.jeuneafrique.com/images/sondage-tunisie-sigma.pdf>.
- TIMSS. 2007. *Trends in International Mathematics and Science Study*. Chestnut Hill, MA: Boston College.
- Tunisia Labor Force Survey 2010. *Enquête Nationale sur L'Emploi, Institut national de la statistique*, Tunisia.
- United Nations. 2007. "Adolescents et jeunes en Tunisie: données et défis." United Nations.
- . United Nations. 2010. "World Population Prospects." United Nations Population Division, United Nations.
- . 2013. "A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development." Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda, United Nations, New York.
- UNICEF. 2012. Tunisia Country Statistics, UNICEF, Geneva.
- WEF. 2011. *The Global Competitiveness Report 2011–2012*. Geneva, Switzerland: World Economic Forum.
- . 2013. "The Challenge of Youth Unemployment." Visualization, World Economic Forum, Geneva, Switzerland. <http://www3.weforum.org/tools/gac/youth-unemployment-visualization-2013/#>.
- World Education Services. 2006. "Tunisia Education System." *World Education News and Reviews* 19 (2).
- Yaros, Bernard. 2012. "Business Incubator Boosts Entrepreneurial Talent in Tunisia." *Tunisia Live*. November 28. www.tunisia-live.net/2012/11/28/hothousing-entrepreneurial-talent-picks-up-in-tunisia.

Annexes

Annexe 1. Sources de données

Cette étude s'appuie sur différentes enquêtes séparées auprès des ménages dans les milieux ruraux et urbains tunisiens et également sur une recherche globale qualitative.

L'enquête urbaine

Dans le cadre de cette étude, l'Enquête auprès des Ménages sur la Jeunesse tunisienne dans les Zones Urbaines (THSYUA) a eu lieu en 2012. Le sondage a été conçu par Projet Citoyen, un groupe de professeurs et d'étudiants tunisiens de diverses universités du pays, en particulier de l'Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales de Tunis (ESSECT). Motivé par les disparités observées entre les différentes parties du pays, y compris les quartiers de la région du Grand Tunis, le but de l'enquête est de comprendre d'un point de vue scientifique, l'inégalité urbaine, avec un accent particulier mis sur les possibilités économiques pour les jeunes. Cet effort a conduit à une collaboration entre l'Institut National de la Statistique tunisien (INS), le Commissariat Général au Développement Régional (CGDR), et la Banque mondiale. L'INS a fourni les échantillons de base, la CGDR en tant que principale contrepartie du gouvernement, a guidé l'orientation urbaine de l'enquête et son envergure, tandis que la Banque mondiale a fourni un appui technique et financier.

La THSYUA a été conçue pour être représentative au niveau régional. L'enquête représente les sept régions de la Tunisie – avec le Grand Tunis comptant comme une région séparée de la région du Nord-Est. L'enquête porte sur 4214 ménages urbains. L'échantillon a été créé en deux étapes. La première étape a été la sélection des 352 secteurs de dénombrement (SD), en utilisant le Recensement Général de la Population et de l'Habitat en 2004 comme échantillon de base. La deuxième étape a été la sélection de 12 ménages, au sein de chaque SD échantillonné parmi la liste complète. La plupart de la collecte de données a eu lieu en mai et Juin 2012, et des visites supplémentaires sont prévues plus tard pendant l'année. Les actions sur le terrain ont fait l'objet d'un suivi attentif afin de maximiser le taux de réponse à au moins 85 pourcent dans chaque région.

L'enquête auprès des ménages tunisiens sur les jeunes en milieu rural (THSYUA), combine de façon unique les données originales objectives sur les caractéristiques des ménages, avec

des données sur les perceptions et aspirations des jeunes. Basé sur un questionnaire plus étendu et détaillé qu'un sondage sur la main-d'œuvre, la THSYUA permet une meilleure compréhension des corrélations des résultats du travail et cherche à mieux comprendre les aspirations de carrière, les perceptions et les contraintes rencontrées par les jeunes tunisiens dans l'accès aux opportunités économiques et aux services de base. Une caractéristique unique de cette enquête est que des modules spécifiques ont été envoyés à toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, dans chaque ménage échantillonné. Contrairement à une enquête typique sur la main-d'œuvre, où seulement des renseignements de base sur l'emploi sont recueillis, cette enquête permet de saisir les aspects détaillés de la recherche d'emploi, du chômage, des conditions de travail et de la satisfaction au travail. En outre, les membres des ménages âgés entre 15 et 29 ans ont participé à un module pour recueillir des informations sur leurs attitudes à l'égard du Gouvernement et l'économie ainsi que leur participation aux formations et d'autres programmes pour augmenter les possibilités d'emploi.

Enquête rurale

En s'appuyant sur la collecte de données dans les zones urbaines, une deuxième enquête a été réalisée en 2012 dans les zones rurales. L'Enquête auprès des ménages sur les jeunes tunisiens en zones rurales (THSYRA) comprend 1, 400 ménages soit un échantillon représentatif de l'ensemble de la zone rurale de Tunisie, telle que définie par l'Institut National de la Statistique (INS). À des fins d'échantillonnage et d'enquête, les gouvernorats administratifs ont été groupés en trois régions. Les données sont représentatives de ces régions d'enquête, qui correspondent en grande partie à des zones rurales socio-économiquement et géographiquement distinctes. La première région de l'enquête couvre la côte et comprend les gouvernorats côtiers dans le Nord et l'Est du pays. La deuxième région de l'enquête couvre le Sud et comprend les gouvernorats du Sud. La troisième région de l'enquête Est couvre l'intérieur rural de la Tunisie et comprend les zones reculées de la Tunisie centrale et occidentale, y inclus la région à la frontière avec l'Algérie. L'enquête a été réalisée en Décembre 2012 et a coïncidé avec certains éléments des données de l'enquête urbaine. Les différences de saison ont peut-être

conduit à des différences systématiques en termes d'emploi (qui tend à être plus faible dans les zones rurales au cours de l'hiver), mais semble peu susceptible d'affecter les autres résultats. Les données de l'enquête en milieu rural et urbain n'ont pas été mises en commun pour les besoins de l'analyse.

L'échantillon de l'enquête THSYRA a été tiré du dernier recensement disponible, à savoir le recensement général de la population et du logement de 2004 de l'INS. Ce recensement a également fourni le cadre d'échantillonnage pour l'enquête correspondante sur la jeunesse urbaine et péri-urbaine. Pour déterminer le nombre des ménages ruraux et assurer la représentativité, les emplacements possibles ont été déterminés par l'usage de la proportionnelle. Le point focal de la recherche étant la jeunesse, le plan d'échantillonnage assure la représentativité de la population des jeunes, qui est définie ici comme ceux âgés entre 15-29 ans. La taille proportionnelle de la population des jeunes est basée sur la désagrégation de la Tunisie en secteurs de dénombrement (SD). Chaque SD comprend environ 100-120 ménages. Au total, les 70 SD ont été choisis au hasard, avec 29 SD le long de la côte, 10 SD dans le Sud, et 31 SD dans les régions d'enquête de l'intérieur. La distribution relative entre les régions de l'enquête correspond à leur part respective de population de jeunes. De chacun de ces 70 SD, 20 ménages ont été sélectionnés au hasard, ce qui donne un total de 1400 ménages par taille d'échantillon.

L'échantillonnage au hasard des PSU a été effectué par des experts de l'INS, également responsables du cadre d'échantillonnage de l'enquête urbaine (THSYUA). Le tirage au sort des 20 ménages de chaque PSU est effectué selon une approche systématique et clairement définie. Une procédure aléatoire de marche qui a été effectuée par chacune des PSU de l'échantillon, comprenait deux points de départ distincts situés aux extrémités opposées Est-Ouest de chaque PSU, et s'est déplacé vers le centre de population des PSU pour permettre une couverture complète des ménages de manière à la fois centralisée et à distance.

Comparaison d'enquêtes

Différences entre les estimations de l'OIT et de la Banque mondiale. Les enquêtes sur les Jeunes en Transition de l'OIT et les enquêtes de la Banque mondiale sur la Jeunesse (THSYUA et THSYRA), s'appuient sur le même cadre de base officiel, fourni par l'Institut National de la Statistique. En principe, les résultats de l'enquête devraient être très similaires. Les principales différences entre les enquêtes sont la taille de l'échantillonnage (les enquêtes de l'OIT sont plus vastes) et la période pendant laquelle l'enquête a eu lieu (l'enquête de l'OIT a eu lieu en 2013, alors que les enquêtes de

la Banque mondiale sur la Jeunesse ont eu lieu à la fin de 2012. Dans l'ensemble et sur base des estimations de l'OIT, le chômage des jeunes et des NEET est environ de 5 à 8 points de pourcentage plus élevé que les estimations de la Banque mondiale. Lorsqu'il est tenu compte des différentes périodes d'enquête et des échantillons, les différences restent encore dans une fourchette de variations de mesure raisonnable.

Dans une publication séparée de l'Observatoire National de la Jeunesse, basée sur l'enquête OIT de 2013 sur les jeunes en transition, les estimations sont faites pour «les jeunes sans emploi, ni à l'école, ni en formation» (OIT 2014). Cette définition est semblable au concept NEET de la présente étude, à l'exception d'une différence importante. La catégorie NEET comprend tous les jeunes au chômage, les découragés et ceux qui ne cherchent pas activement un emploi. La définition de NEET est plus inclusive et prend en compte tous les jeunes. Etant donné qu'une part importante de la jeunesse Tunisienne est découragée ne recherchant pas activement un emploi, ces jeunes ne sont pas officiellement «au chômage». Le concept NEET est plus large et regroupe tous les jeunes, au chômage et sans emploi, sauf ceux à l'école ou en formation. De plus, le principal argument en faveur de NEET est la mise en valeur d'un grand nombre de jeunes qui sont exclus des opportunités économiques. En raison de la définition étroite du chômage, les estimations NEET pour la jeunesse Tunisienne dans le présent rapport sont presque deux fois plus élevées que les chiffres sur «la jeunesse sans emploi, ni à l'école, ni en formation» (OIT 2104).

Recherche qualitative

Les chercheurs ont organisé vingt et un groupes de discussion comprenant entre huit et douze participants chacun et ont fait passer trente-cinq entretiens individuels. Au total, la recherche qualitative a impliqué 199 jeunes dans les sept régions du pays : Tunis (NE), Zaghuan (NE), Mahdia (CE), Jendouba (Nord-Ouest), Sidi Bouzid (CW), Gasfa (SW), et Médenine (SE). Afin d'obtenir un échantillon représentatif, les chercheurs ont tenu compte du genre, de la résidence rurale / urbaine, et d'autres caractéristiques des participants, pour développer les groupes suivants : les décrocheurs scolaires, les détenteurs d'un diplôme du cycle d'éducation secondaire, les étudiants, les détenteurs d'une formation professionnelle, les diplômés chômeurs, les jeunes travaillent dans le secteur informel, les micro-entrepreneurs, les jeunes salariés, et les jeunes entrepreneurs. Les paramètres de l'entrevue ont couvert des sujets tels que l'éducation, la réforme de l'enseignement et la qualité, l'expérience du chômage et de l'emploi, et l'état du pays post-révolution.

L'utilisation des relations personnelles, des institutions sociales et des réseaux professionnels pour identifier et recruter des participants, a donné lieu à une préférence en faveur des hommes et a résulté en une plus grande proportion de participants dans une tranche d'âge plus élevée, dont certains âgés de plus de vingt-neuf ans. Les chercheurs ont craint que l'exclusion de diplômés chômeurs âgés de plus de vingt-neuf ans risquait de les éloigner de leurs pairs plus jeunes et, ce faisant, perturberait la cohésion entre les jeunes tunisiens vivant dans les mêmes villes ou des quartiers.

Agissant en tant que facilitateur et un preneur de notes, respectivement, un conseiller pédagogique et étudiants a mené des discussions de groupe en français à l'aide d'un guide et de procédures qui ont été élaborés et testés par la Banque mondiale en collaboration avec l'Observatoire National de la Jeunesse ainsi qu'avec des consultants. Les chercheurs ont obtenu l'autorisation de chacun des participants aux discussions de groupe de faire des enregistrements sonores des séances. Pendant les discussions de groupe, les participants ont été invités à participer à des entretiens individuels. Ceux qui ont exprimé un intérêt à le faire ont donné leurs noms et contacts au facilitateur.

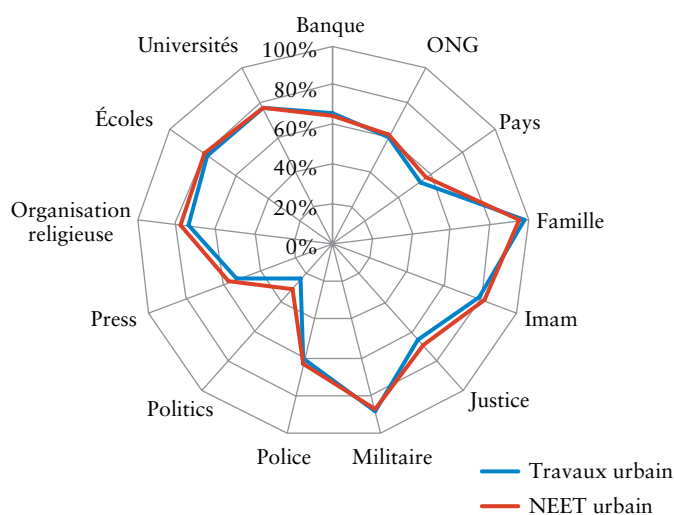
Sur base de critères de sélection, principalement l'évaluation du consultant sur la participation active et le comportement du participant au sein du groupe de discussion dans lequel il / elle a participé, l'animateur a choisi un participant parmi ceux qui s'étaient initialement portés volontaires pour être interrogés individuellement. L'animateur a ensuite demandé une information narrative détaillée supplémentaire du participant à l'aide d'un guide d'entrevue semi-structurée développée par la Banque mondiale, en collaboration

avec l'Observatoire national de la jeunesse ainsi qu'avec 6 des consultants. Ces consultants ont également eu des entretiens avec des fournisseurs de services individuels travaillant pour des institutions publiques ou des ONG et d'autres qui offrent des services aux jeunes dans les quatorze communautés incluent dans l'échantillon. Comme pour la sélection des participants aux discussions de groupe, en ce qui concerne les entretiens individuels, les animateurs ont utilisé des critères élaborés par l'Observatoire national de la jeunesse en collaboration avec la Banque mondiale. Toutes les entretiens ont été enregistrées sur bande audio avec la permission du participant interrogé.

Dans le cas des deux groupes de discussion et des entretiens individuels, les enregistrements audio ont été transcrits et les consultants locaux, avec l'appui des étudiants, ont analysé les données en utilisant la méthode de la théorie Glaser et Strauss, en particulier le style d'édition de l'analyse, à l'aide la transcription intégrale de la FG et des entretiens individuels. Grâce à ce processus et en utilisant une forme structurée, le chercheur lit attentivement les réponses pour identifier les mots clés dans chaque réponse, et utilisera ces derniers pour développer des catégories de réponses provenant des questions, et ensuite utilisera ces catégories pour développer des thèmes à travers les éléments d'interrogation. Il s'agit d'un processus hiérarchique, dans lequel les mots clés sont le fondement et les thèmes étant le plus haut niveau de regroupement des réponses. L'analyse a également été effectuée de manière indépendante par des conseillers de la Banque mondiale pour assurer le contrôle de la qualité ; c'est une pratique courante dans la recherche qualitative. Les consultants ont utilisé le logiciel NUDIST™ pour le processus analytique.

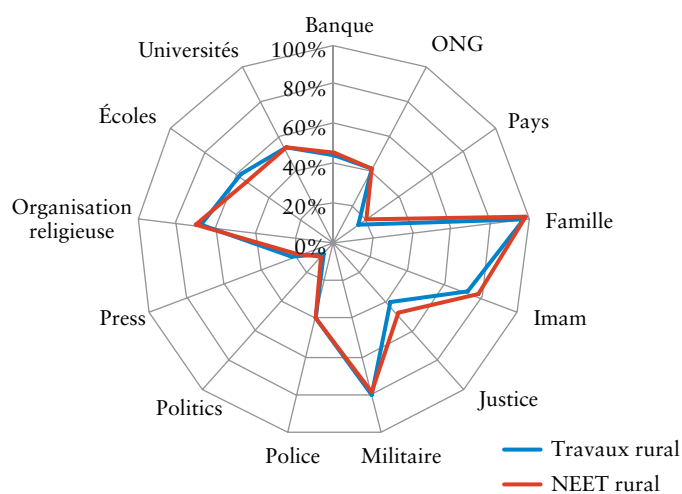
Annexe 2. Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse

Graphique A2.1 : Confiance dans les institutions publiques et religieuses – par les NEET (urbains)



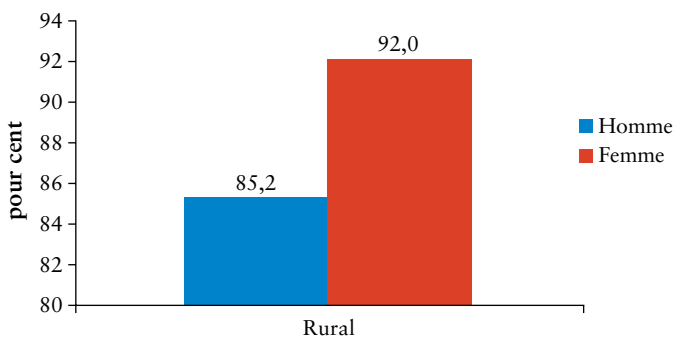
Source : Banque mondiale 2012e.
 Note : Ce graphique comprend tous les jeunes entre 15-29 qui ne sont ni scolarisés ni en formation.

Graphique A2.2 : Confiance dans les institutions publiques et religieuses – par les NEET (Ruraux)



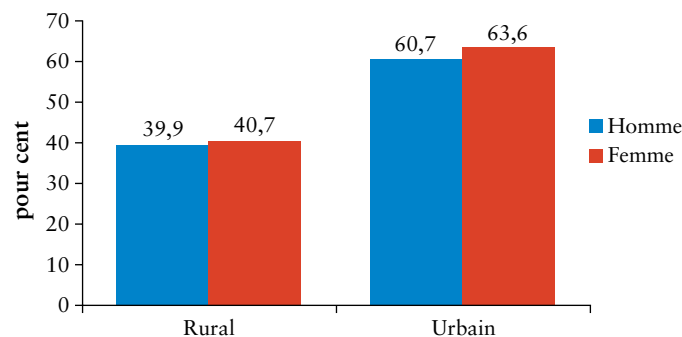
Source : Banque mondiale 2012d.
 Note : L'encadré comprend tous les jeunes entre 15-29 qui ne sont ni scolarisés ni en formation.

Graphique A2.3 : L'Importance des organisation de développement communautaire pour le développement local



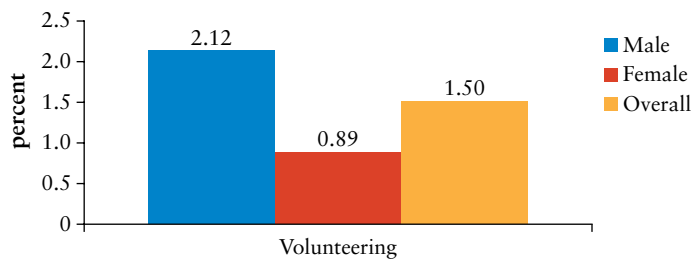
Source : Banque mondiale 2012d.
 Note : Ce graphique comprend tous les jeunes entre 15-29 ans. Les données ne sont disponibles que pour les zones rurales.

Graphique A2.4 : Confiance dans les organisations communautaires – rural vs. urbain



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

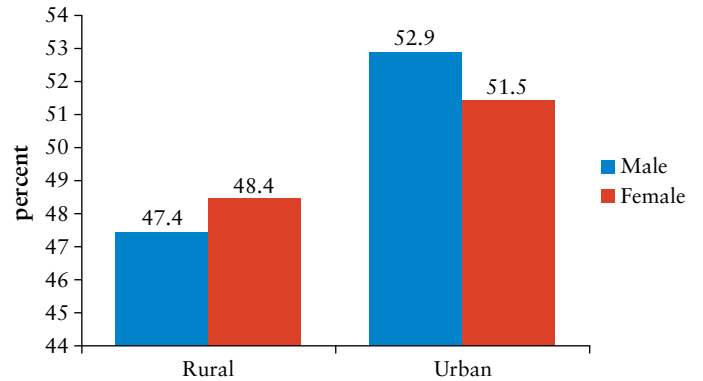
Graphique A2.5 : Jeunes volontariat (Tunisie urbaine) – par genre



Source : Banque mondiale 2012e.

Note : Ce graphique fait référence à tous les jeunes.

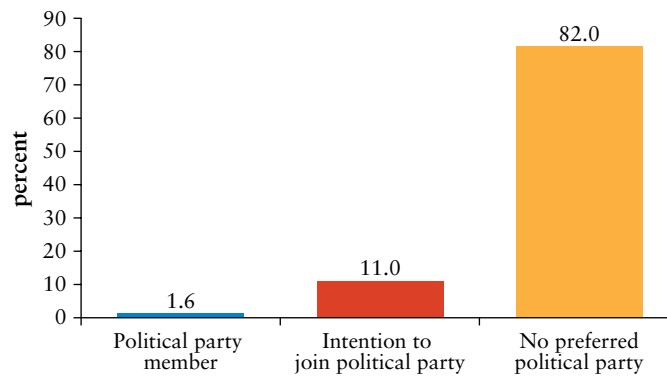
Graphique A2.6 : La participation des jeunes dans les élections



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique inclut tous les jeunes entre 15-29 ans.

Graphique A2.7 : Engagement actif en politique

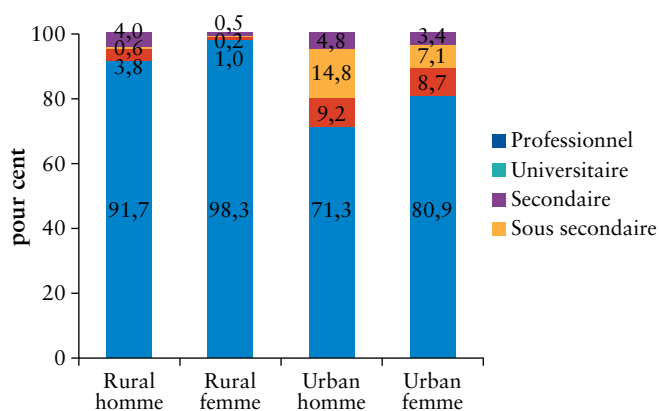


Source : L'enquête Agora de 2013, ONJ Tunisie.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes ruraux âgés entre 15-29 ans.

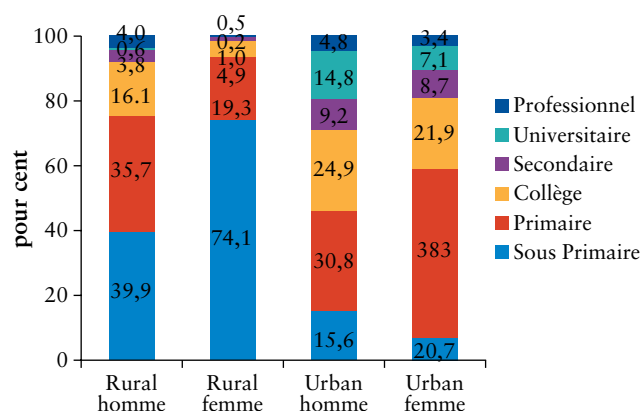
Annexe 3. Inactivité et chômage des jeunes

Graphique A3.1 : L'éducation supérieure parmi les NEETs par genre (age 30-59)



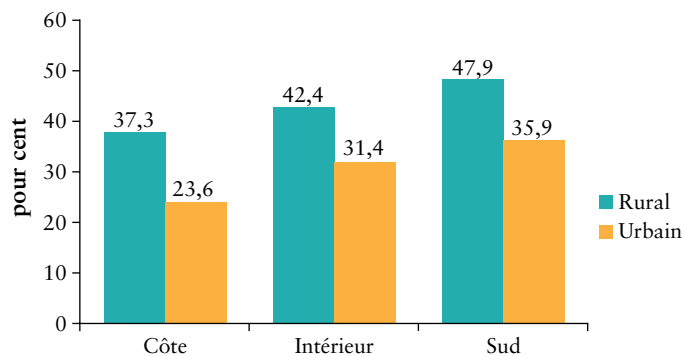
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence à tous les NEETs âgés entre 30-59 ans.

Graphique A3.2 : L'Education supérieure parmi les NEETs par genre (age 30-59), ventilées



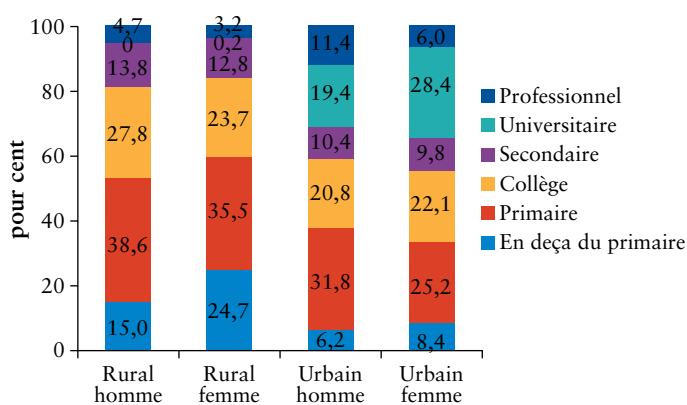
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence à tous les NEET âgés de 30-59 ans.

Graphique A3.3 : Les NEET par région



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence à tous les NEET.

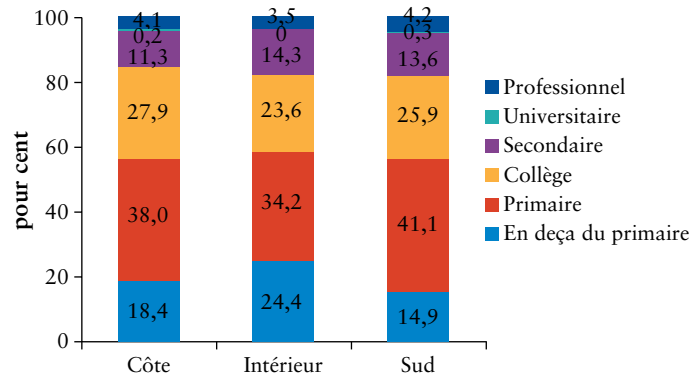
Graphique A3.4 : L'Education supérieure parmi les NEETs par genre (Age 15-29), ventilées



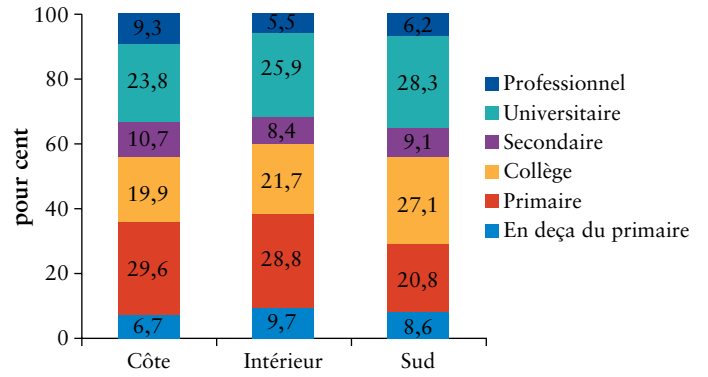
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence à tous les NEET âgés de 15-29 ans.

Graphique A3.5 : L'éducation supérieure parmi les NEET par région (Age 15-29)

a. Rural



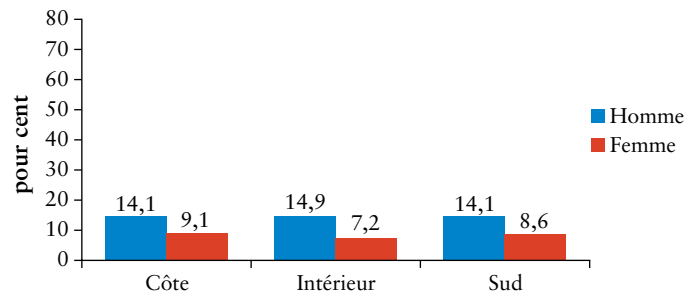
b. Urbain



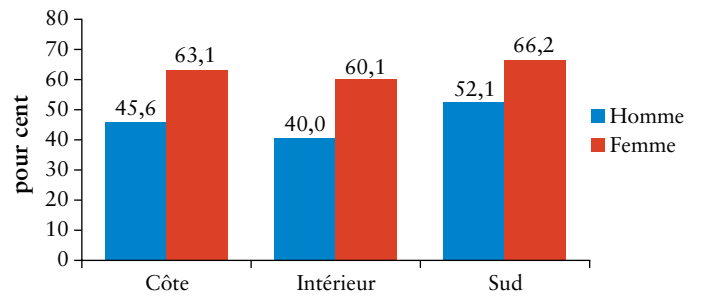
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Figure refers to all NEETs.

Graphique A3.6 : Les NEET inscrits comme chômeurs, par région

a. Rural



b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique se réfère à tous les NEETs.

Tableau A3.1 : Le modèle probit d'abandon rapide de l'école

Variables Explicatives	Tunisie Urbaine			Tunisie Rurale		
Femelle	-0,3551***	-0,3685***	-0,4262***	-0,2608***	-0,2459***	-0,2617***
	(0,0669)	(0,0695)	(0,0725)	(0,0511)	(0,0516)	(0,0524)
École Primaire Achevée*		-0,5171***	-0,2838**		-0,2079***	-0,0531
		(0,1249)	(0,1251)		(0,0585)	(0,0608)
Ecole Secondaire Achevée*		-1,2092***	-0,8645***		-0,4319***	-0,1559
		(0,1519)	(0,1569)		(0,1060)	(0,1090)
Troisième Cycle Achevé*		-1,3352***	-0,8738***		-0,9332***	-0,7071***
		(0,1456)	(0,1508)		(0,0999)	(0,1038)
Formation Professionnelle Achevée*		-0,7510***	-0,4287**		-0,5310***	-0,3689*
		(0,1931)	(0,1938)		(0,1977)	(0,1994)
2ème Quintile de Richesse			-0,1460			-0,1339
			(0,1301)			(0,0871)
3ème Quintile de Richesse			-0,4249***			-0,4382***
			(0,1251)			(0,0877)
4ème Quintile de Richesse			-0,6567***			-0,5604***
			(0,1289)			(0,0909)
5ème Quintile de Richesse (le plus riche)			-1,3011***			-0,8949***
			(0,1298)			(0,0934)
Intérieur	0,0208	-0,0902	-0,2921***	-0,1651***	-0,1490***	-0,3616***
	(0,0799)	(0,0843)	(0,0930)	(0,0561)	(0,0570)	(0,0618)
Sud	0,0842	-0,0215	-0,0650	-0,0656	-0,0292	-0,1356*
	(0,0770)	(0,0828)	(0,0851)	(0,0748)	(0,0757)	(0,0778)
Observations	1.934	1.934	1.934	2.758	2.758	2.758
Pseudo R-squared	0,0217	0,0958	0,1720	0,0142	0,0431	0,0774

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : Estimation Probit. La variables dépendante prend la valeur 1 si le participant n'a pas terminé le cycle d'éducation secondaire ; et 0 le cas échéant. Les célibataires d'un certain âge sont inclus dans l'estimation mais n'y figurant pas. Les catégories de références sont : n'ont jamais fréquenté l'école ou n'ont pas terminé l'école primaire, 1ere quintile de richesse (les plus pauvres), région côtière. Les variables marquées d'un Astérix présentent le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgé de 30 ans ou plus).

Échantillon : Jeunes gens âgés entre 19-29 ans ; les jeunes actuellement en cycle d'enseignement secondaire ou en-dessous, ou en formation professionnelle sont exclus.

Annexe 4. Opportunités économiques

Tableau A4.1 : Modèle probit pour l'emploi

Variables Explicatives	Tunisie Urbaine				Tunisie Rurale			
	Femelle	-0,6288*** (0,0764)	-0,6085*** (0,0772)	-0,6076*** (0,0771)	-0,5984*** (0,0773)	-0,9781*** (0,0592)	-0,9664*** (0,0596)	-0,9650*** (0,0599)
Ecole Primaire Achevée		0,3163** (0,1605)	0,4005** (0,1653)	0,3690** (0,1641)		0,2715*** (0,0808)	0,3151*** (0,0819)	0,2574*** (0,0836)
Ecole Secondaire Achevée		0,2570 (0,1919)	0,4065** (0,1967)	0,3280* (0,1959)		0,0294 (0,1070)	0,1027 (0,1087)	-0,0002 (0,1111)
Troisième Cycle Achevé		0,0004 (0,1723)	0,1650 (0,1802)	0,0166 (0,1846)		0,4592 (0,6191)	0,8384 (0,6915)	0,7672 (0,7032)
Formation Professionnelle Achevée		0,0993 (0,2036)	0,2316 (0,2109)	0,1058 (0,2146)		-0,0377 (0,1677)	0,0595 (0,1680)	-0,0237 (0,1734)
Parent ayant achevé l'école Primaire			-0,1797 (0,1161)	-0,2139* (0,1189)			-0,0422 (0,0618)	-0,1192* (0,0642)
Parent ayant achevé l'école Secondaire			-0,5282*** (0,1565)	-0,5813*** (0,1594)			-0,2534** (0,1290)	-0,3662*** (0,1351)
Parent ayant complété un troisième cycle			-0,3276** (0,1514)	-0,4279*** (0,1565)			-0,6440*** (0,1445)	-0,7674*** (0,1459)
Parent ayant achevé une formation professionnelle			-0,3995* (0,2231)	-0,4396* (0,2276)			-0,4663* (0,2632)	-0,5261** (0,2558)
2nd Quintile de Richesse				0,0055 (0,1247)				0,2710*** (0,0886)
3rd Quintile de Richesse				-0,0315 (0,1271)				0,4070*** (0,0929)
4th Quintile de Richesse				0,1807 (0,1324)				0,5020*** (0,0965)
5th Quintile de Richesse (le plus riche)				0,3585** (0,1404)				0,5303*** (0,1070)
Intérieur	-0,3342*** (0,0909)	-0,3389*** (0,0912)	-0,3761*** (0,0923)	-0,3365*** (0,0951)	-0,3065*** (0,0626)	-0,2770*** (0,0631)	-0,2632*** (0,0636)	-0,1236* (0,0671)
Sud	-0,5477*** (0,0868)	-0,5543*** (0,0871)	-0,5864*** (0,0886)	-0,5836*** (0,0898)	-0,3129*** (0,0802)	-0,3084*** (0,0803)	-0,2911*** (0,0807)	-0,2602*** (0,0817)
Observations	1.553	1.553	1.553	1.553	2.419	2.419	2.419	2.419
Pseudo R-squared	0,0765	0,0840	0,0919	0,0989	0,134	0,140	0,148	0,160

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : Estimation Probit. La variables dépendante prend la valeur 1 si le participant n'a pas terminé le cycle d'éducation secondaire ; et 0 le cas échéant. Les célibataires d'un certain âge sont inclus dans l'estimation mais n'y figurant pas. Les catégories de références sont : n'ont jamais fréquenté l'école ou n'ont pas terminé l'école primaire, 1ere quintile de richesse (les plus pauvres), région côtière. Les variables marquées d'un Astérix présentent le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgé de 30 ans ou plus).

Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans ; les jeunes actuellement scolarisés ou en formation professionnelle sont exclus.

Tableau A4.2 : Rémunération régressive

Variables Explicatives	Tunisie Urbaine			Tunisie Rurale		
Femelle	-0,3074*** (0,0745)	-0,2862*** (0,0801)	-0,2638*** (0,0816)	0,1893*** (0,0680)	0,1819*** (0,0666)	0,1558** (0,0627)
Ecole Primaire Achevée		0,2002 (0,1466)	0,1473 (0,1454)		0,0272 (0,0703)	0,0163 (0,0683)
Ecole Secondaire Achevée		0,3918** (0,1862)	0,3056 (0,1887)		0,3776*** (0,0946)	0,3106*** (0,0922)
Troisième Cycle Achevé		0,6684*** (0,1592)	0,5094*** (0,1603)		0,1991 (0,2590)	0,0409 (0,2411)
Formation Professionnelle Achevée		0,4629*** (0,1604)	0,3396** (0,1624)		0,1156 (0,1267)	0,0383 (0,1234)
2nd Quintile de Richesse			-0,0646 (0,0902)			-0,0688 (0,0740)
3rd Quintile de Richesse			0,0369 (0,0853)			0,0135 (0,0723)
4th Quintile de Richesse			0,1821** (0,0898)			0,0529 (0,0771)
5th Quintile de Richesse (le plus riche)			0,2645*** (0,0974)			0,3193*** (0,0895)
Intérieur	-0,4678*** (0,0904)	-0,4295*** (0,0852)	-0,3651*** (0,0871)	0,0912 (0,0576)	0,0766 (0,0575)	0,1365** (0,0590)
Sud	-0,4780*** (0,0895)	-0,3992*** (0,0920)	-0,3826*** (0,0930)	0,0264 (0,0861)	0,0299 (0,0863)	0,0423 (0,0814)
Observations	1.570	1.570	1.570	2.420	2.420	2.420

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : Estimation avec l'échantillon de correction Heckmann. La variable dépendante est le logarithme du salaire mensuel. Seuls les modèles d'âge sont inclus dans l'estimation mais ne s'affichent pas. Les catégories de référence sont : jamais fréquenté l'école ou achevé l'école primaire, 1er quintile de richesse (plus pauvres), région côtière. Les variables utilisées dans l'équation de la procédure de sélection de Heckman sont un ensemble de variables uniques capturant le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgés de 30 ans ou plus) : jamais fréquenté l'école ou achevé l'enseignement primaire, l'éducation primaire achevée, les études secondaires achevées, la formation professionnelle achevée et l'enseignement supérieur achevé.

Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans ; les jeunes actuellement en formation sont exclus.

Tableau A4.3 : Probabilité des jeunes pour être dans l'emploi informel ou chômeurs (15-29 ans)

Explanatory Variables	Rural Tunisia			
Femelle	-0,6563***	-0,7160***	-0,7100***	-0,7141***
	(0,1073)	(0,1092)	(0,1097)	(0,1106)
Ecole Primaire Achevée		-0,4102**	-0,3963**	-0,3889**
		(0,1809)	(0,1822)	(0,1825)
Ecole Secondaire Achevée		-1,1626***	-1,1429***	-1,1025***
		(0,2133)	(0,2144)	(0,2148)
Formation Professionnelle Achevée		-0,6029*	-0,5720*	-0,5153
		(0,3232)	(0,3264)	(0,3299)
Parent ayant achevé l'école Primaire			-0,1340	-0,0775
			(0,1051)	(0,1056)
Parent ayant achevé l'école Secondaire			-0,0107	0,0437
			(0,2379)	(0,2476)
Parent ayant achevé un Troisième Cycle			-0,1375	-0,0272
			(0,2876)	(0,2855)
Parent ayant achevé une formation professionnelle			-0,4883	-0,3783
			(0,4678)	(0,4874)
2nd Quintile de Richesse				0,0264
				(0,1813)
3rd Quintile de Richesse				0,1609
				(0,1863)
4th Quintile de Richesse				-0,2684
				(0,1778)
5th Quintile de Richesse (le plus Riche)				-0,2120
				(0,1878)
Intérieur	0,2491**	0,2634**	0,2519**	0,1952*
	(0,1060)	(0,1089)	(0,1081)	(0,1154)
Sud	0,1871	0,1758	0,1862	0,1389
	(0,1427)	(0,1485)	(0,1480)	(0,1478)
Observations	932	932	932	932
Pseudo R-squared	0,0601	0,103	0,105	0,116

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : Estimation Probit. La variable dépendante prend la valeur 1 si le participant n'a pas terminé le cycle d'éducation secondaire ; et 0 le cas échéant. Les célibataires d'un certain âge sont inclus dans l'estimation mais n'y figurant pas. Les catégories de références sont : n'ont jamais fréquenté l'école ou n'ont pas terminé l'école primaire, 1er quintile de richesse (les plus pauvres), région côtière. Les variables marquées d'un Astérisque présentent le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgé de 30 ans ou plus).

Note : Université tertiaire exclue dans les zones rurales en raison de la taille de l'échantillon.

Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans employés au cours des 12 derniers mois ; les jeunes actuellement scolarisés ou en formation professionnelle sont exclus.

Tableau A4.4 : Model probit pour mesurer le taux de scolarité

Variables Explicatives	Tunisie Urbaine			Tunisie Rurale		
Femelle	0,1115*	0,1008*	0,1400**	-0,2125***	-0,2210***	-0,2038***
	(0,0596)	(0,0601)	(0,0607)	(0,0453)	(0,0452)	(0,0451)
Parent n'ayant pas achevé l'Ecole Primaire		-0,6485**	-0,4124		0,0099	-0,0793
		(0,2666)	(0,2660)		(0,0737)	(0,0743)
Parent ayant achevé l'Ecole Primaire		-0,1773	-0,0609		0,2293***	0,0816
		(0,2566)	(0,2550)		(0,0618)	(0,0634)
Parent ayant achevé le Collège		0,1394	0,1327		0,4889***	0,3245***
		(0,2606)	(0,2578)		(0,0843)	(0,0851)
Parent ayant achevé l'Ecole Secondaire		0,4633*	0,4648*		0,5283***	0,3118***
		(0,2680)	(0,2663)		(0,1117)	(0,1136)
Parent ayant achevé un Troisième Cycle		0,6339**	0,5109*		0,9487***	0,7321***
		(0,2660)	(0,2638)		(0,1059)	(0,1085)
Parent ayant achevé une Formation Professionnelle		0,1987	0,1937		0,7284***	0,6177***
		(0,2891)	(0,2851)		(0,1994)	(0,2039)
2nd Quintile de Richesse			0,2001**			0,2987***
			(0,0947)			(0,0705)
3rd Quintile de Richesse			0,3744***			0,5523***
			(0,0975)			(0,0731)
4th Quintile de Richesse			0,6384***			0,6216***
			(0,0990)			(0,0771)
5th Quintile de Richesse (le plus riche)			1,1567***			0,7826***
			(0,1054)			(0,0847)
Intérieur	-0,0671	0,0498	0,2002**	-0,0830*	-0,0941*	0,1081**
	(0,0733)	(0,0756)	(0,0806)	(0,0489)	(0,0494)	(0,0527)
Sud	0,0433	0,1181*	0,1370*	0,1070*	0,0872	0,1440**
	(0,0673)	(0,0686)	(0,0700)	(0,0584)	(0,0595)	(0,0612)
Observations	1.658	1.658	1.658	2.436	2.436	2.436
Pseudo R-squared	0,0344	0,0738	0,108	0,0155	0,0339	0,0515

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : estimation du Model Probit. La variable dépendante est le niveau d'instruction mesuré par 5 catégories. Les catégories de l'échantillon urbain sont : jamais fréquenté l'école ou l'enseignement primaire n'est pas achevé, l'éducation primaire achevée, le collège est achevé, l'enseignement secondaire ou une formation professionnelle achevée, l'enseignement supérieur (troisième cycle) achevé. Les catégories dans l'échantillon rural sont : jamais fréquenté l'école, l'enseignement primaire n'est pas achevé, l'éducation primaire achevée, le collège achevé, l'enseignement secondaire ou supérieur ou formation professionnelle achevée. Seuls les modèles uniques d'âge sont inclus dans l'estimation mais ne s'affichent pas. Les catégories de référence sont : jamais fréquenté l'école, 1er quintile de richesse (plus pauvres), région côtière. Les variables marquées d'un «parent» capturent le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgés de 30 ans ou plus).

Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans ; les jeunes actuellement scolarisés sont exclus.

Tableau A4.5 : Rémunérations régressives par secteur

Variables	Tunisie Urbaine				
Age	0,2863**	0,2217	0,2342*	0,2253*	0,2374*
	(0,1390)	(0,1390)	(0,1378)	(0,1365)	(0,1363)
Age squared	-0,0045	-0,0035	-0,0038	-0,0037	-0,0040
	(0,0029)	(0,0029)	(0,0029)	(0,0029)	(0,0028)
Femelle	-0,0859	-0,1249**	-0,2108***	-0,2083***	-0,2560***
	(0,0535)	(0,0511)	(0,0528)	(0,0488)	(0,0506)
Compétences		0,3963***	0,3573***	0,3231***	0,3025***
		(0,0514)	(0,0535)	(0,0517)	(0,0548)
Construction			0,1603		0,1725
			(0,1543)		(0,1501)
Industrie			0,3991***		0,3259**
			(0,1454)		(0,1426)
Services			0,2625*		0,2503*
			(0,1448)		(0,1414)
Service Publique			0,4571***		0,3516**
			(0,1484)		(0,1454)
Emploi Informel				-0,3156***	-0,2790***
				(0,0497)	(0,0517)
Intérieur	-0,3432***	-0,3355***	-0,3282***	-0,3116***	-0,3090***
	(0,0726)	(0,0697)	(0,0679)	(0,0659)	(0,0647)
Sud	-0,2307***	-0,1979***	-0,1297*	-0,1446**	-0,1002
	(0,0686)	(0,0682)	(0,0726)	(0,0684)	(0,0712)
Observations	748	748	748	748	748
R-squared	0,1979	0,2620	0,2865	0,3026	0,3158

(continue)

Variables	Tunisie Rural				
Age	0,2180***	0,1836**	0,1823**	0,1583**	0,1632**
	(0,0815)	(0,0803)	(0,0801)	(0,0792)	(0,0796)
Age squared	-0,0042**	-0,0037**	-0,0037**	-0,0032*	-0,0033**
	(0,0017)	(0,0017)	(0,0017)	(0,0017)	(0,0017)
Femelle	-0,1894***	-0,2371***	-0,2805***	-0,2941***	-0,3054***
	(0,0455)	(0,0438)	(0,0482)	(0,0465)	(0,0489)
Compétences		0,3124***	0,2383***	0,2601***	0,2147***
		(0,0463)	(0,0493)	(0,0460)	(0,0483)
Construction			0,0592		0,0590
			(0,0594)		(0,0591)
Industrie			0,1981***		0,1359**
			(0,0571)		(0,0574)
Services			0,2160***		0,1743***
			(0,0603)		(0,0602)
Service Publique			0,4363***		0,3378***
			(0,0943)		(0,0953)
Emploi Informel				-0,2587***	-0,1915***
				(0,0474)	(0,0483)
Intérieur	-0,0749*	-0,1049**	-0,0889**	-0,0839**	-0,0793*
	(0,0421)	(0,0412)	(0,0406)	(0,0414)	(0,0407)
Sud	-0,1706**	-0,1769***	-0,2043***	-0,1623**	-0,1874***
	(0,0674)	(0,0670)	(0,0660)	(0,0662)	(0,0660)
Observations	935	935	935	935	935
R-squared	0,0469	0,0951	0,1294	0,1263	0,1443

Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : La variable dépendante est le logarithme du salaire mensuel. Les catégories de référence sont les suivantes : secteur de l'agriculture, Région côtière.

Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans ; les jeunes actuellement scolarisés sont exclus.

Tableau A4.7 : Modèle probit sur l'auto emploi

Variables Explicatives	Tunisie Urbaine				Tunisie Rurale			
	Femelle	-0,9099*** (0,1717)	-0,8903*** (0,1722)	-0,9062*** (0,1703)	-0,9066*** (0,1696)	-0,2168* (0,1312)	-0,2170* (0,1310)	-0,2325* (0,1297)
Ecole Primaire Achevée		-0,1445 (0,2821)	-0,2068 (0,2845)	-0,2237 (0,2846)		0,0797 (0,1610)	0,0475 (0,1623)	-0,0085 (0,1635)
Ecole Secondaire Achevée		-0,2379 (0,3497)	-0,3461 (0,3406)	-0,3359 (0,3402)		0,0362 (0,2191)	0,0057 (0,2221)	-0,1219 (0,2337)
Troisième Cycle Achevé		-0,8450*** (0,3245)	-0,9766*** (0,3332)	-1,0008*** (0,3507)				
Formation Professionnelle Achevée		-0,0700 (0,3569)	-0,1756 (0,3540)	-0,1926 (0,3594)		0,3775 (0,3188)	0,3343 (0,3223)	0,1772 (0,3213)
Parent ayant achevé l'Ecole Primaire			0,1833 (0,1945)	0,1568 (0,1940)			0,1754 (0,1153)	0,1258 (0,1176)
Parent ayant achevé l'Ecole Secondaire			0,3437 (0,2873)	0,3064 (0,2793)			0,3801* (0,2305)	0,2770 (0,2267)
Parent ayant achevé un Troisième Cycle			0,2958 (0,2747)	0,2514 (0,2706)			-0,0961 (0,3333)	-0,2294 (0,3383)
Parent ayant achevé une Formation Professionnelle			0,2745 (0,3941)	0,3135 (0,4070)			0,4578 (0,4670)	0,2869 (0,4261)
2nd Quintile de Richesse				-0,2049 (0,2280)				-0,1367 (0,1840)
3rd Quintile de Richesse				0,1084 (0,2191)				-0,1362 (0,1919)
4th Quintile de Richesse				0,0582 (0,2071)				0,1059 (0,1920)
5th Quintile de Richesse (le plus riche)				-0,0026 (0,2404)				0,4959** (0,1989)
Intérieur	0,1637 (0,1717)	0,1182 (0,1750)	0,1445 (0,1768)	0,1553 (0,1847)	-0,3402*** (0,1130)	-0,3497*** (0,1150)	-0,3399*** (0,1155)	-0,2682** (0,1257)
Sud	0,3792** (0,1651)	0,3447** (0,1687)	0,3548** (0,1701)	0,3420** (0,1702)	-0,5123*** (0,1701)	-0,5194*** (0,1682)	-0,5308*** (0,1712)	-0,4813*** (0,1763)
Observations	719	719	719	719	929	929	929	929
Pseudo R-squared	0,0819	0,1060	0,1100	0,1140	0,0257	0,0276	0,0341	0,0599

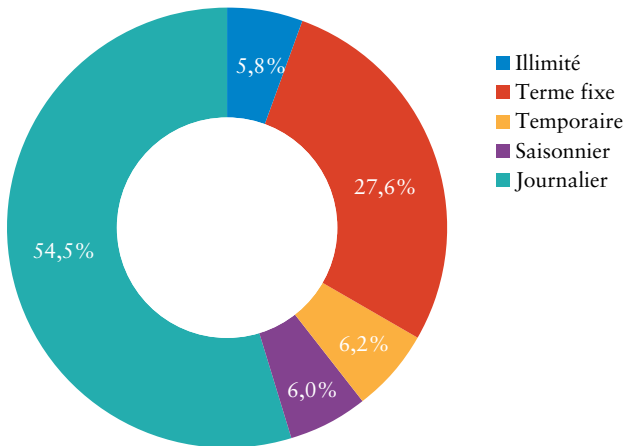
Les erreurs de type Robustes sont entre parenthèses. * p<0,1 ; ** p<0,05 ; *** p<0,01

Note : Estimation Probit. La variable dépendante prend la valeur 1 si le répondant était travailleur autonome au cours des 12 derniers mois (échantillon rural) ou dans les 7 derniers jours (échantillon urbain) ; 0 sinon. Modèles d'âge sont inclus dans l'estimation mais ne s'affichent pas. Les catégories de référence sont : jamais fréquenté l'école ou l'éducation primaire non achevée, 1er quintile de richesse (plus pauvres), région côtière. Les variables marquées d'un «parent» capturent le plus haut niveau d'achèvement de l'adulte le plus éduqué du ménage (âgé de 30 ans ou plus).

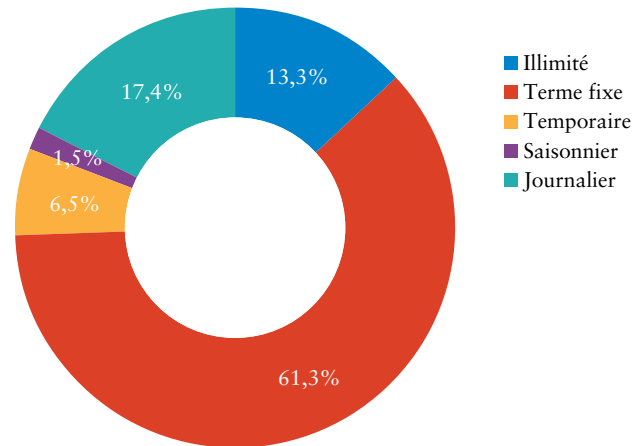
Exemple : Les jeunes âgés de 15-29 ans employés au cours des 12 derniers mois ; les jeunes actuellement scolarisés ou en formation professionnelle sont exclus.

Graphique A4.1 : Types de contrat des adultes employés (age 30-59)

a. Rural



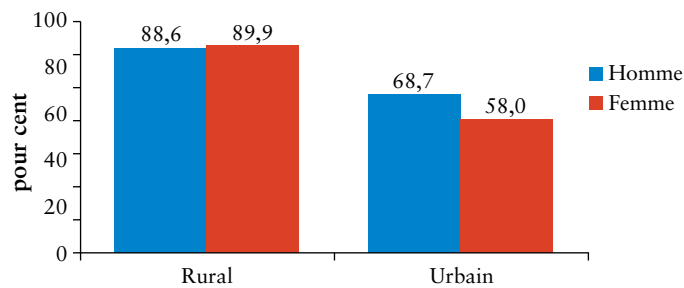
b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique se réfère seulement aux adultes employés et exclu les travailleurs indépendants.

Graphique A4.2 : L'emploi des adultes dans les secteurs de faibles productivités

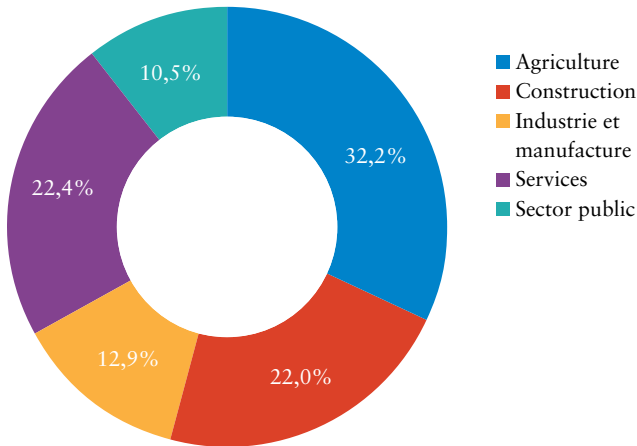


Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

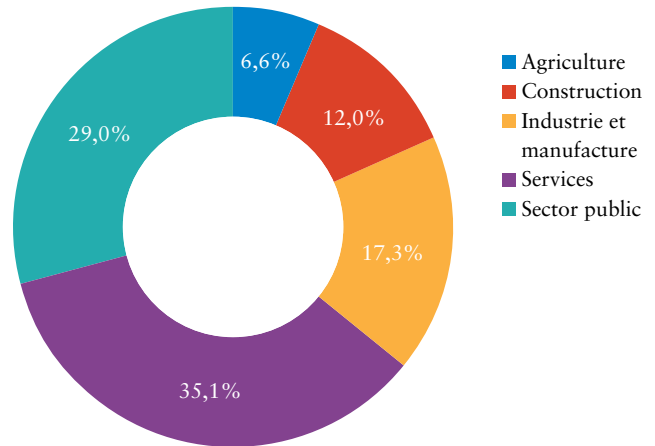
Note : Ce graphique se réfère seulement aux adultes employés et exclut les adultes travailleurs indépendants.

Graphique A4.3 : L'emploi des adultes par secteur

a. Rural



b. Urbain

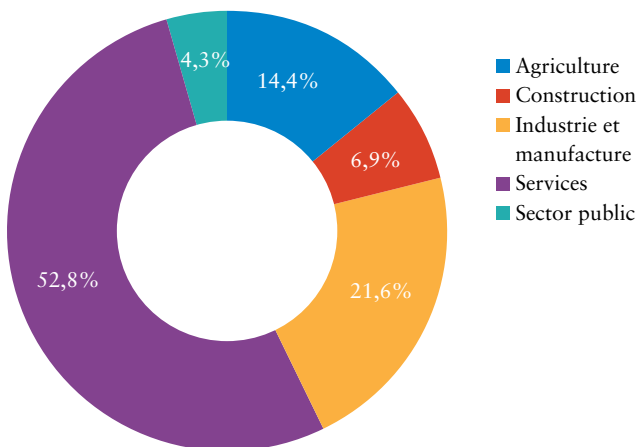


Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

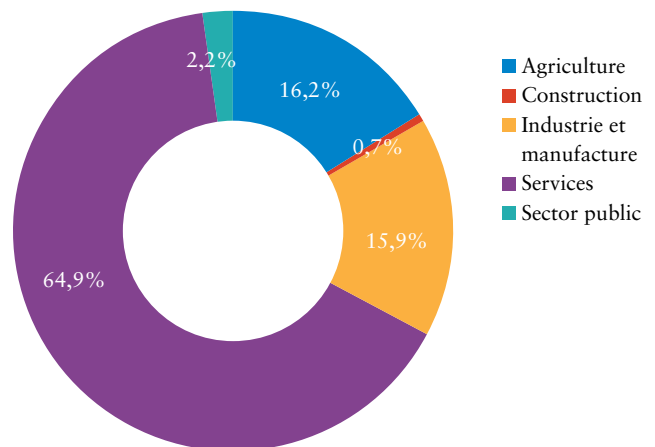
Note : Ce graphique se réfère seulement aux adultes employés et exclu les adultes travailleurs indépendants. Le secteur agricole comprend les emplois de l'industrie agro-alimentaire.

Graphique A4.4 : Intention de travailler dans le secteur public

a. Rural

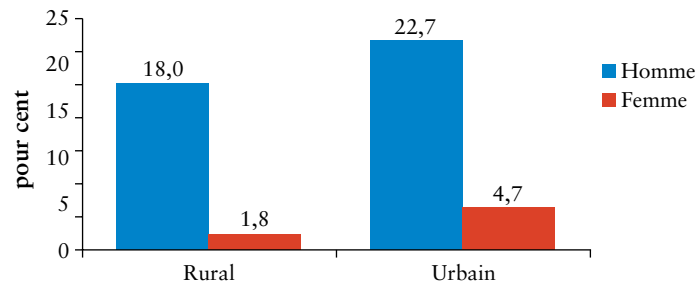


b. Urbain



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Graphique A4.5 : Le travail indépendant chez les adultes, rural vs. urbain



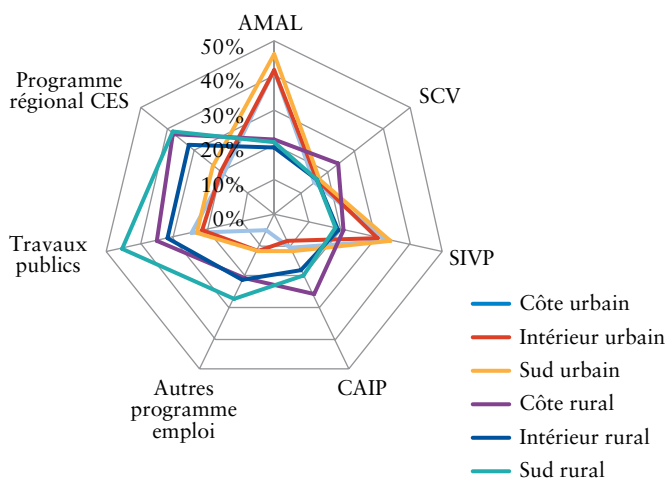
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique exclut tous les jeunes scolarisés ou en cours de formation.

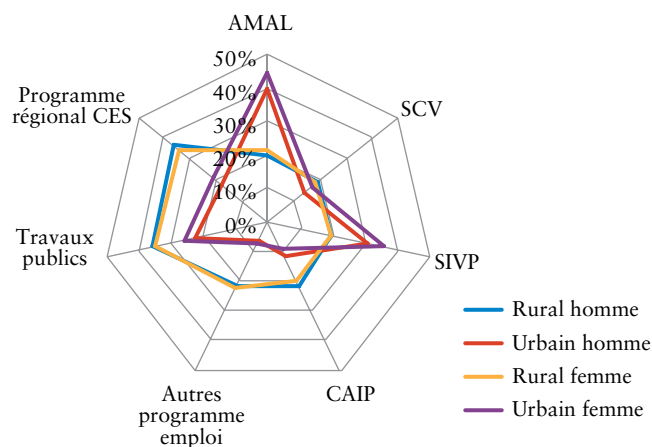
Annexe 5. Compétences pour l'emploi et autres services pour jeunes

Graphique A5.1 : Connaissance des programmes actifs : par région et genre

a. Région



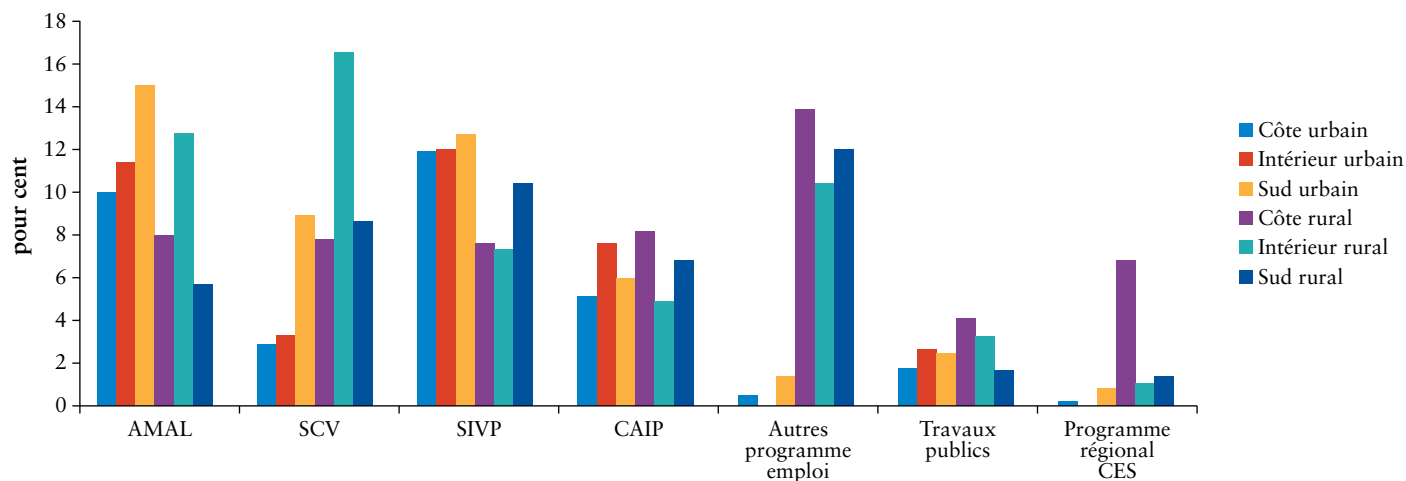
b. Genre



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

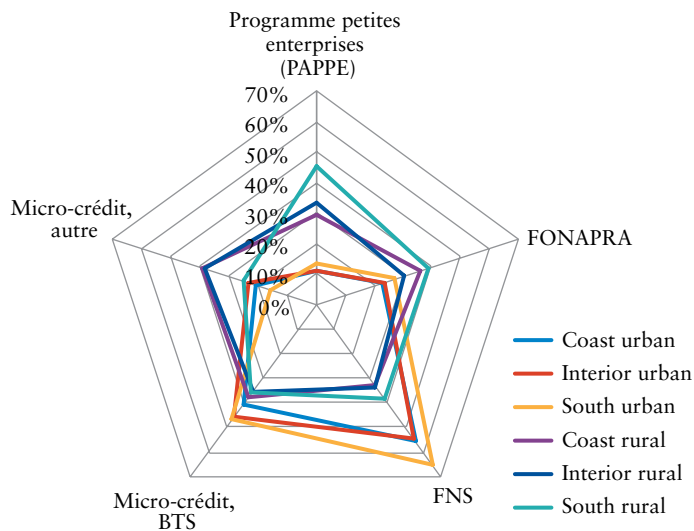
Graphique A5.2 : Adopter les programmes actifs sur le marché de l'emploi par région



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

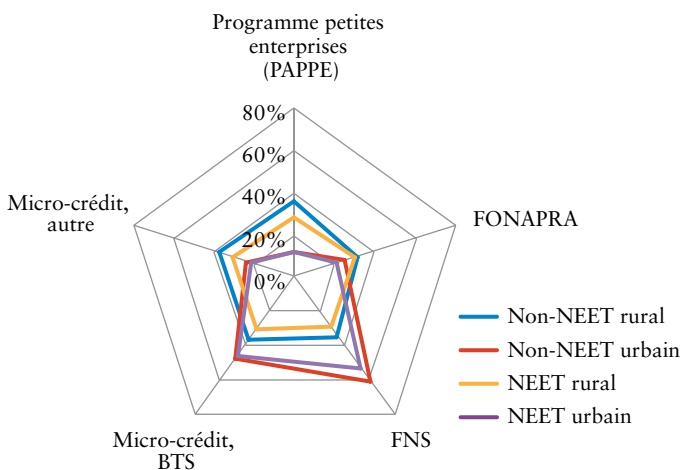
Graphique A5.3 : Connaissance des programmes en entrepreneurship : par région



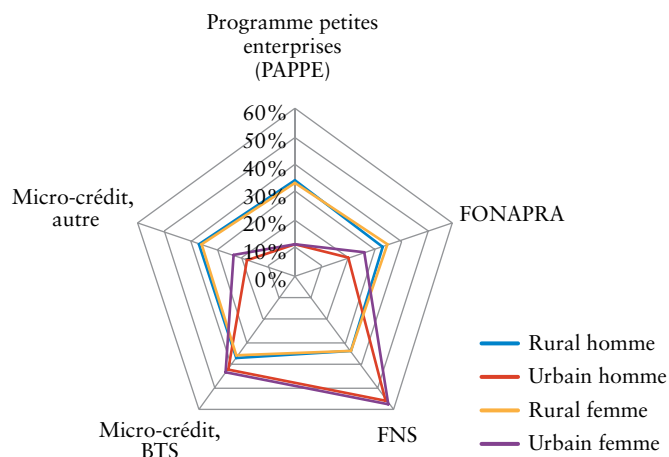
Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

Graphique A5.4 : Connaissance des programmes en entrepreneurship (par NEET et genre)

a. NEET

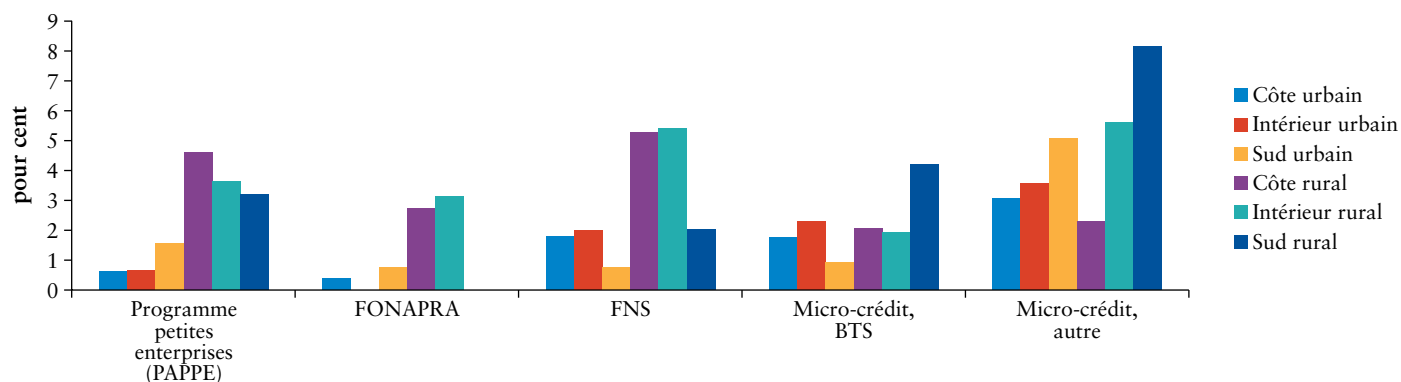


b. Genre



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.
 Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

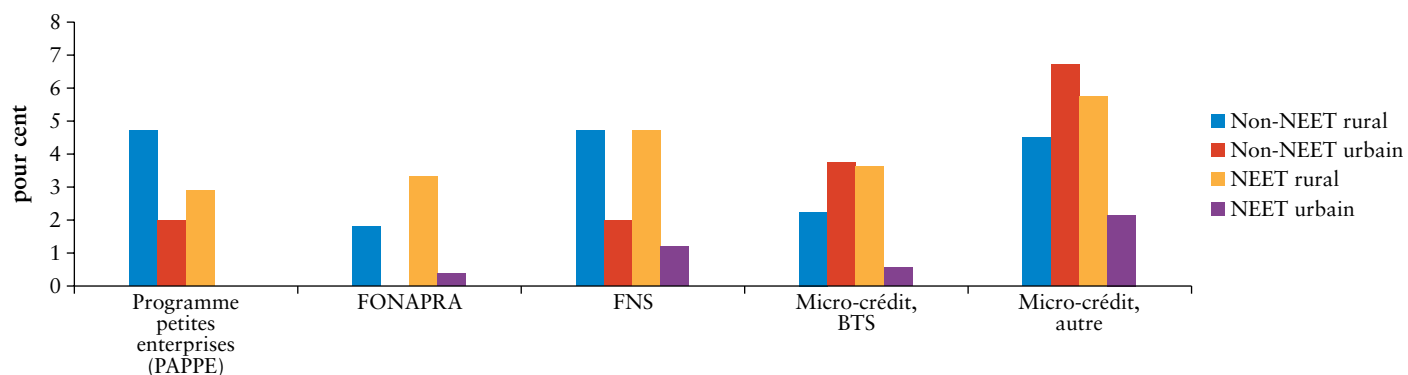
Graphique A5.5 : Adopter les programmes sur l'entrepreneursip (par région)



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

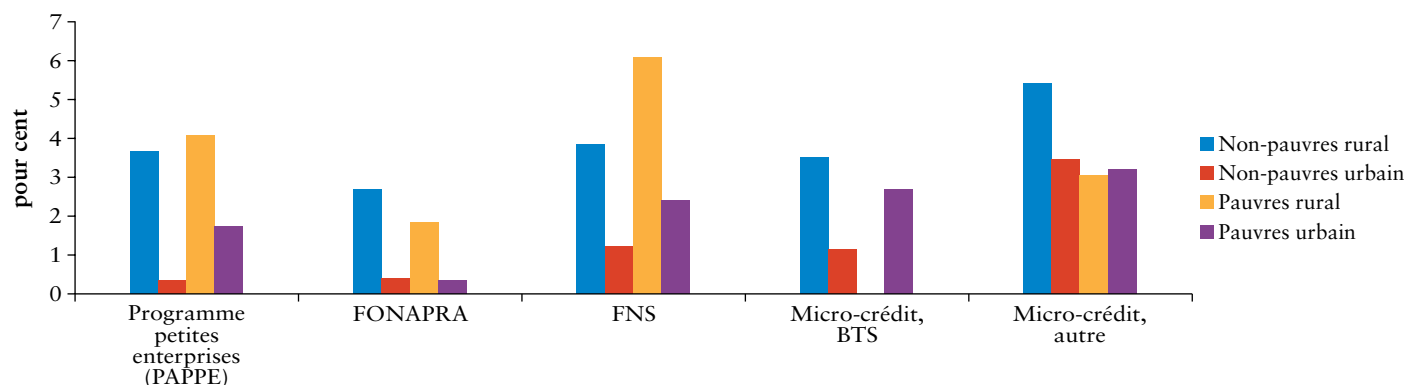
Graphique A5.6 : Adopter les programmes sur l'entrepreneursip (par NEET)



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.

Graphique A5.7 : Adopter les programmes sur l'entrepreneursip (par pauvreté)



Source : Banque mondiale 2012d ; 2012e.

Note : Ce graphique fait référence aux jeunes.



**CENTER for
MEDITERRANEAN
INTEGRATION**



WORLD BANK GROUP

المركز الوطني للشباب
Observatoire National de La Jeunesse

